

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 2 août 2025

J'ai décidé de modifier mon mode de vie ou mon emploi du temps quotidien. C'est autant ma maladie des poumons que la situation économique et politique mondiale qui m'y conduisent.

Comme je l'ai déjà signalé dans différentes causeries, il ne faut pas s'attendre à une révolution avant un certain temps, je parle d'une révolution qui aurait une chance d'aboutir, j'avais situé l'échéance aux environs d'un demi-siècle à un siècle, alors pourquoi consacrer tout notre temps à une cause dont le dénouement est reporté à une date indéterminée.

Il n'existe donc aucune raison d'y sacrifier sa vie, ce serait stupide de se compliquer la vie pour quelque chose qui n'est pas près de voir le jour, ou de se la pourrir littéralement comme cela m'arriva dans le passé, lorsque je devins un activiste forcené en rejoignant les cinglés de lambertistes de l'OCI (aujourd'hui POI et PT) et leur théorie foireuse de « *l'immense de la révolution* », on militait 24h/24, un truc de dingue qui vous empêche de penser, vous devinez pourquoi.

Au lieu de commencer ma journée par mon activité politique, via l'ordinateur juste après un petit déjeuner, généralement jusqu'au milieu ou la fin de l'après-midi, j'ai décidé d'inverser l'ordre des priorités avec mes intérêts individuels qui seront désormais privilégiés, je m'occupe de mes affaires, du jardin et de la maison, des chiens, de mon entourage, je prends le temps de sortir, de prendre une longue douche, de faire du vélo, de me détendre, de faire une sieste ou plusieurs siestes par jour car j'ai des milliers d'heures de sommeil en retard avec le rythme de dingue que je me suis imposé depuis 2008, j'ai absolument besoin de repos pour gagner en concentration, c'est indispensable au travail intellectuel, maintenant que je ne fume plus de tabac, de cannabis, que je ne bois plus d'alcool, je ne prends aucun stimulant nerveux extérieur, je dois donc compter uniquement sur ma bonne santé pour accomplir ma tâche politique.

J'ai adopté cet emploi du temps depuis 4 jours, cela fonctionne bien, je suis beaucoup moins stressé ou nerveux, je prends davantage goût à la vie, je me sens mieux et ma pensée est plus claire, je suis satisfait dans l'ensemble, c'est si rare, il va falloir un temps d'adaptation ou de rodage pour ne rien négliger, car malgré tout je consacre beaucoup de temps au repos, trop, mais c'est indispensable dans mon état, j'étouffe toutes les heures environ, je dois donc m'aliter dans la chambre climatisée.

Mon activité politique, la revue de presse commentée est renvoyée en fin de journée ou le soir jusqu'à 10 ou 10h30 (on ne dit pas 22h en Inde, on vit à l'heure anglo-saxonne), il n'y aura que les jours de pluie où elle occupera mes journées dès le matin. Ma modeste contribution ne justifie pas que je sacrifie mon existence pour le socialisme dont tout le monde se fout à notre époque, les vacances, c'est plus important !

Mon activité va se réduire en principe, je vais profiter des jours qu'il me reste à vivre, parce que je ne voudrais pas partir en trop mauvais état, je conçois l'euthanasie comme quelque chose de réfléchi de longue date, de planifié, un acte volontaire mais pas forcé, sinon ce serait trop moche et dure à supporter, pourquoi s'imposer des souffrances inutiles, nous qui n'avons cessé de les combattre, n'est-ce pas ? Si on a la chance de choisir sa sortie, ce n'est pas une raison pour faire le con au dernier moment !

Ce que vous ne trouverez pas dans les articles des charlatans.

- Pour Trump, la signification réelle de «*America first*» (Amérique en premier) c'est «*Enrichissement personnel*».

- La preuve du véritable caractère social ou, plus exactement, du véritable caractère de classe de la guerre, ne réside évidemment pas dans l'histoire diplomatique de celle-ci, mais dans l'analyse de la situation objective des classes dirigeantes de toutes les puissances belligérantes. Pour montrer cette situation objective, il faut prendre non pas des exemples, des données isolées (l'extrême complexité des phénomènes de la vie sociale permet toujours de trouver autant d'exemples ou de données isolées qu'on voudra à l'appui de n'importe quelle thèse), mais tout l'ensemble des données sur les fondements de la vie économique de toutes les puissances belligérantes et du monde entier. (Préface de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* - Lénine (1916))

La lutte des classes n'est pas une lutte entre des personnes, ce n'est pas non plus une lutte qui se limiterait à ceux qui détiennent du pouvoir, aux élites, c'est une lutte générale de toutes les classes pour le pouvoir dans le cadre d'un mode de production et de répartition des richesses donné qui dictent leurs comportements, leurs représentations idéologiques, etc.

La lutte des classes pose la question du pouvoir, de l'Etat, question que les «*géopoliticiens*» évitent de se poser et que les charlatans esquivent soigneusement pour en faire une question de personne, si cela va mal, changeons le personnel de maison et cela ira mieux, cela les évite de s'attaquer à l'Etat et au capitalisme, d'avoir à expliquer pourquoi ils ne rompent pas et préfèrent se compromettre.

J'ai une question piège à vous poser :

- Selon vous, le capitalisme se serait déjà effondré, il serait en train de s'effondrer, il s'effondrera plus tard ou il ne s'effondra jamais ?

Les quatre réponses sont bonnes ! Désopilant, n'est-ce pas ? Comme quoi la dialectique se manie parfois avec des pincettes. J'attends vos contributions, moi je suis en vacances, désolé ; Vous ne croyez pas tout de même que je vais me coltiner tout le boulot !

Réflexion matinale ou la nuit porte conseil.

L'homme moderne a perdu en dignité et souveraineté. C'est un handicapé qui lutte pour son indépendance et reconquérir son identité.

Il ne vit plus debout, mais assis, la plupart du temps il vit pour ainsi dire courbé, plié pour ne pas dire cassé en deux, exercice qui chez les esclaves, serfs, valets, serviteurs en tout genre précède la position à genoux puis allongé aux pieds de ses maîtres.

Il a gagné en féminité ou il s'y est converti en signe de docilité et de servilité. Il s'est résigné à ce traitement indigne d'infériorité en croyant échapper au destin cruel qui l'attendait, en pure perte, car ainsi rabaissé il sera traité avec une férocité impitoyable ou inimaginable, qui lui fera regretter une telle compromission ou lâcheté.

Plus vous vous montrerez faible et vulnérable, plus vous serez maltraité au lieu d'être épargné, parce que ceux qui détiennent le pouvoir sont des sadiques de la pire espèce, vous incarnez à leurs yeux ce qu'ils exècrent le plus au monde, car ils inspirent uniquement au pouvoir.

Cela devrait vous donner une petite idée de la meilleure attitude à adopter pour vivre et mourir debout, digne et libre.

Il y a des blogs qui proposent de plus en plus de vidéos à la place d'articles, quelles en sont les conséquences pour les internautes?

Ils perdront plus de temps encore, car un article, il suffit de jeter un œil au premier et au dernier paragraphe, de le parcourir en diagonal en moins d'une minute pour s'apercevoir si cela vaut la peine de le lire, ce qui ne sera pas le cas 8 ou 9 fois sur 10, par conséquent on gagne un temps considérable quotidiennement, à hauteur de 20 articles minimum, le gain sera de 45 minutes à plus d'une heure, faites le calcul sur un mois pour voir ce que cela représente, entre 20 et 30 heures, on a de quoi en faire des choses durant ce temps-là !

La vidéo, c'est le piège à con, car vous ne savez pas si elle contient une info que vous n'aviez pas, vous perdrez 10, 20, 30 minutes, voire davantage avant de vous déconnecter, cela peut être le cas parce que vous ne connaissiez pas celui qui la proposait. Si vous connaissez l'animateur ou l'intervenant et que c'est un malotru, c'est autre chose, vous balancerez la vidéo sans même l'ouvrir, gain de temps énorme.

Tout ce qui tourne sur le Net est de droite ou d'extrême droite, réactionnaire, bien pourri comme il faut, il faut en avoir conscience. Quant à ce qui est réputé de gauche, c'est pire encore ou plus dangereux, car s'ils avancent masqués, ce n'est pas pour vous protéger d'un élément contagieux, mais pour vous mettre en confiance afin de mieux vous contaminer. Ils mêlent info et propagande, procédé malhonnête, condamnable.

Comment passer pour un grand historien tout en manipulant l'histoire à tout va ?

En faisant en sorte de relier des faits à des personnalités, à leur comportement, tout en suggérant qu'il suffirait de changer de personne pour obtenir des comportements différents, adéquats, qu'on pourrait cautionner, oubliant que ces personnages ou acteurs politiques sont des tenants ou des représentants de la réaction, autrement dit, par un tour de passe-passe, on nous amènerait à soutenir la cause de nos ennemis ou le capitalisme.

Les staliniens sont passés maître en la matière avec Annie Lacroix-Riz, le PRCF et le blog *Le Grand Soir*.

Quand industriels et banquiers français soutenaient Hitler par Jacques-Marie Bourget - Le Grand Soir 22 juillet 2025

<https://www.legrandsoir.info/quand-industriels-et-banquiers-francais-soutenaient-hitler.html>

Dans l'article suivant, son auteur se surpasse en falsification de l'histoire.

Oui, la Chine a contribué de manière décisive à la victoire de 1945 par Bruno Guigue - Le Grand Soir 24 juillet 2025

<https://www.legrandsoir.info/oui-la-chine-a-contribue-de-maniere-decisive-a-la-victoire-de-1945.html>

Il a écrit :

- « Si le poids de ces représentations imaginaires contribue à l'occultation fréquente du rôle positif de la Chine, celle-ci a aussi pour origine le réflexe anticommuniste qui, depuis le déclenchement de la Guerre froide en 1947, pollue rétrospectivement le récit occidental du second conflit mondial. Le mythe des “jumeaux totalitaires” inventé par Léon Trotski en 1939 est bientôt érigé par la doxa en article de foi qui bénéficie à partir de 1950 de l'onction philosophique accordée par Hannah Arendt. Exilée aux États-Unis, la fervente disciple du nazi Heidegger en fait le modèle explicatif de toute l'histoire du XXe siècle, qui serait caractérisée par la lutte impitoyable entre les “régimes totalitaires” et les “démocraties libérales”. »

Pour défendre le régime chinois qui n'avait rien à envier au régime stalinien de l'URSS dont Guigue demeure un fervent nostalgique, il n'a rien trouvé de mieux que ressortir l'amalgame ordurier d'hitléro-trotskyisme ou Trotsky = complice du nazisme. Trotsky n'a jamais rien eu à voir avec Heidegger et sa philosophie, que je ne connais pas très bien ; Apparemment, elle ne gagne pas à être connue ou étudiée, car on ne sort jamais indemne d'un passage assez long dans un parti nazi. Trotsky n'avait rien à voir non plus avec Hannah Arendt, qui à l'instar de G. Orwell caractérisera le régime stalinien de l'URSS de totalitaire et non le communisme comme le prétendent les salopards de staliniens pour couvrir les crimes de leurs maîtres. Là encore, Guigue falsifie les faits pour qu'on ne se penche pas sur la nature du régime chinois qu'il défend.

Bref, vous avez bien lu, Léon Trotsky, le président du Soviet de Petrograd, l'organisateur du Comité militaire révolutionnaire qui lancera l'assaut sur le Palais d'Hiver le 25 octobre 1917, le fondateur de l'Armée rouge sans laquelle la révolution socialiste aurait été vaincue, mais aussi l'opposant le plus farouche à la dérive stalinienne et totalitaire du pouvoir en URSS, qui sera

assassiné le 20 août 1940 sur ordre de Staline, voilà l'ennemi de monsieur Guigue 85 ans après son assassinat, le communisme en somme, comme à Pékin, Washington ou Paris.

Au passage, et ce n'est pas un hasard, si monsieur Guigue recourt à la transcription francisée de Trotsky en remplaçant le « y » par un « i », conformément à l'orthographe déformée retenue par les commentateurs ou publicistes réactionnaires occidentaux, on est ou on n'est pas conformiste.

Une nouvelle fois, il recourt au mythe des “*jumeaux totalitaires*”, nazisme = communisme, soi-disant inventé par Léon Trotsky, bien connu pour être un farouche anticommuniste.

En réalité, de la même manière que la moindre critique du sionisme, d'Israël ou de la politique du gouvernement de Netanyahou vous vaut d'être accusé d'antisémitisme, la moindre critique de Staline ou du stalinisme vous vaudra d'être accusé d'anticommunisme.

Si le procédé scélérat est identique dans les deux cas, c'est bien parce que par bien des aspects le nazisme et le stalinisme ont recouru aux mêmes méthodes cyniques et despotiques pour se maintenir au pouvoir, et traiter leurs opposants de manière particulièrement cruelle, sadique, liquidés physiquement purement et simplement.

J'avoue que je ne connaissais pas cette expression “*jumeaux totalitaires*”, je connaissais son contenu mais pas présenté sous cette forme. Qu'au cours d'études ou de réflexions cette comparaison soit apparue n'a rien d'anormal ou de choquant, que certains soient tentés de réaliser un amalgame ordurier entre nazisme et communisme (à la place du stalinisme) n'a rien de surprenant, en identifiant le communisme au nazisme, ils criminalisent le communisme, ils lui donnent un visage abominable et repoussant. De la part d'ennemie du communisme, il n'y a pas de quoi s'en offusquer, c'est dans l'ordre des choses qu'ils se livrent à une telle manipulation pour salir le communisme, parce qu'ils ne peuvent pas l'attaquer autrement, il est invulnérable, invincible, qui ou qu'est-ce qui pourrait justifier l'exploitation, l'oppression, la guerre, un génocide, la barbarie, rien ni personne, donc le seul moyen dont ils disposent pour s'en prendre au communisme, consiste à lui prêter des intentions malfaisantes qui lui sont étrangers ou de lui attribuer abusivement des faits à connotation criminelle.

Je me suis amusé à demander à l'IA de Google ce qu'elle pensait de tout cela en posant deux questions, vous verrez que c'est révélateur et confirme ce que j'ai écrit plus haut.

Première question : Le mythe des “*jumeaux totalitaires*” a-t-il été inventé par Léon Trotsky ?

Réponse : Le mythe des “*jumeaux totalitaires*” est une notion développée par Léon Trotski pour décrire la similitude entre les régimes totalitaires de l'Union soviétique et de l'Allemagne nazie. Trotski, en tant que théoricien marxiste et critique du stalinisme, a souligné que, bien que ces deux régimes aient des idéologies opposées — le communisme d'un côté et le fascisme de l'autre — ils partageaient des caractéristiques communes en matière de répression, de contrôle de l'État et de manipulation de la société.

Trotski a soutenu que ces régimes, malgré leurs différences idéologiques, utilisaient des méthodes similaires pour maintenir le pouvoir, telles que la terreur, la propagande et la suppression des opposants. Ce parallèle visait à mettre en lumière le danger que représentent les régimes autoritaires, qu'ils se réclament de la gauche ou de la droite.

Ce concept a été largement débattu et critiqué, notamment par ceux qui estiment que les différences fondamentales entre le communisme et le fascisme rendent cette comparaison inappropriée.

Néanmoins, l'idée des "*jumeaux totalitaires*" reste un point de référence important dans l'analyse des régimes autoritaires et des dynamiques de pouvoir au XXe siècle.

J-C – Trotsky n'a fait que constater ce que Hannah Arendt et G. Orwell décriront à leur tour sans faire d'amalgame entre le communisme et le stalinisme, et encore moins entre le communisme et le nazisme, il n'y a que les ordures de staliniens pour se livrer à cet exercice scabreux et diffamatoire ou tordre la réalité à ce point-là.

Seconde question : Le mythe des "*jumeaux totalitaires*" ne serait-il pas attribué abusivement à Trotsky ?

Réponse : Le mythe des "*jumeaux totalitaires*" fait référence à l'idée selon laquelle le stalinisme et le fascisme seraient deux formes de totalitarisme qui, bien qu'opposées idéologiquement, partageraient des caractéristiques similaires. Cette notion est souvent attribuée à des penseurs comme Hannah Arendt, mais il est vrai que Léon Trotski a également abordé des thèmes liés au totalitarisme dans ses critiques du régime stalinien.

Trotski, en tant que figure clé de la Révolution russe et critique virulent de Staline, a mis en lumière les dérives autoritaires du régime soviétique. Cependant, le concept de "*jumeaux totalitaires*" est souvent simplifié et peut être utilisé de manière abusive pour établir des parallèles qui ne tiennent pas compte des contextes historiques et idéologiques distincts de chaque régime. Fin.

J-C – Là l'IA fournit une réponse pratiquement conforme à la réalité, comme quoi la manière de lui poser une question peut l'influencer et complètement modifier la réponse qu'elle y apportera. Donc méfiez-vous, ne prenez jamais pour argent comptant ce qu'elle écrit.

Les staliniens haïssent autant Trotsky que Orwell, ce n'est pas un hasard.

Lu.

Gerald Epstein - Les racines de la grande crise financière se trouvent dans la déréglementation financière drastique menée par les administrations démocrates et républicaines, ainsi que par les gouvernements européens, laquelle a permis aux très grandes banques et à leur personnel d'encadrement de prendre des risques considérables et d'obtenir des gains importants. Et lorsque les marchés se sont effondrés, ils ont été renfloués par les banques centrales et les gouvernements sans qu'eux-mêmes ou leurs banques ne soient pénalisés. Plus précisément, les banquiers et les autres acteurs du système financier, tels que les agences de notation, ont pu tirer parti de conflits d'intérêts à grande échelle, de niveaux d'endettement colossaux et souvent cachés (par effet de levier), de produits financiers délibérément trop complexes et opaques que leurs clients, et souvent eux-mêmes, ne comprenaient pas, d'une fraude et d'une corruption généralisées qui sont restées largement impunies et, en fin de compte, de renflouements publics massifs qui les ont sauvés, eux et leurs institutions, mais aux dépens des contribuables et de l'économie dans son ensemble, comme l'ont montré les travaux du regretté James Crotty.

J-C - Si ce n'est pas le système financier mafieux auquel je fais référence depuis des décennies, qu'est-ce que c'est ? Des gangsters, voleurs et escrocs, faux monnayeurs agissant en toute impunité. Leurs magouilles de haut niveau se font aux dépens de l'économie mondiale, il faudrait préciser en dépit de l'économie mondiale, parce que ce dont il s'agit se réalise indépendamment du fonctionnement du système économique, de ses lois qui sont ignorées, contournées, violées, de sorte

qu'on n'est plus tout à fait en présence du même système économique que celui qui prévalut du XVIIe ou XVIIIe au XXe siècle, la finance a gagné en autonomie, elle a engendré un monstre.

Cet élément économique fait partie de la théorie que je défends, qui me valut d'être tourné en dérision ou ridiculisé par des militants sectaires et dogmatiques qui en étaient restés au capitalisme de l'époque de Marx et Engels. La théorie politique qu'il élaborèrent sur la base du système économique qui prévalait à leur époque, est en partie obsolète à cause de cet élément précisément, car il a des répercussions sociales qui viennent contrarier les rapports qui existent entre les classes, dans la mesure où il permet d'éviter un effondrement brutal du capitalisme et d'éviter que ses conséquences sociales débouchent sur une crise révolutionnaire, donc supprimant cette menace ou les conditions sociales ou l'élément déclencheur d'une révolution, vous avouerez que ce n'est tout de même pas rien, non ?

Pourquoi personne ne souhaite discuter cette analyse ? Est-elle farfelue, je ne le crois pas, tout le monde a pu constater que depuis les années 30 il ne s'est produit aucun effondrement du capitalisme en occident. Il y a eu une multitude de crises en tout genre, on est d'accord, mais jamais d'une ampleur susceptible de déboucher sur une crise révolutionnaire, toutes furent circonscrites en recourant à la planche à billets...

J'ai mis en ligne d'autres articles qui rejoignent ou confirment mon analyse. La suite de cet article est éloquente, je vous engage à la lire.

Gerald Epstein - Les lois de réforme financière, connues aux États-Unis sous le nom de Dodd-Frank, ont été âprement disputées mais n'ont abouti qu'à des améliorations modérées de la réglementation financière. Ces réformes promettaient de rendre les activités bancaires moins risquées en réduisant l'effet de levier et en augmentant les fonds propres et les liquidités des banques. Elles promettaient également de rendre les activités bancaires moins opaques en augmentant la surveillance réglementaire des plus grandes banques. Mais l'efficacité de ces règles s'est érodée au fil du temps. Ce qui s'est produit en partie parce qu'avec Trump 1.0, elles ont été démantelées et assouplies sur des points importants. De fait, les règles sont devenues moins efficaces dans la mesure où les marchés financiers innovaient pour les contourner. Ces changements sont bien décrits dans l'article de *The Economist* et englobent notamment la taille accrue des secteurs moins réglementés, le rôle grandissant du crédit privé, en particulier des sociétés de gestion d'actifs comme BlackRock, des fonds spéculatifs et des fonds de capital-investissement, augmentant ainsi l'empreinte financière d'établissements de crédit rarement réglementés.

Bien évidemment, tout cela aurait pu être évité. S'il y avait eu des gouvernements réellement désireux de réguler la finance aux États-Unis et en Europe, ils auraient pu renforcer leurs restrictions, mais ils n'avaient aucun intérêt à le faire. Au contraire, lorsqu'il y a eu une crise bancaire en 2022 (Silicon Valley Bank, Signature Bank, USB, etc.), la Réserve fédérale et le Trésor américain ont renfloué tous leurs épargnants, certains de leurs détenteurs de titres de créance et leurs actionnaires. Pour ces marchés, cela signifiait clairement qu'ils pouvaient continuer leur croissance.

Tout ceci n'a fait qu'empirer grandement à cause des initiatives de Trump 2.0. L'administration Trump et le Congrès républicain, avec l'assistance de la Cour suprême et de certains démocrates, tentent d'abattre la quasi-totalité de l'édifice de la réglementation financière, notamment en essayant d'éliminer le Bureau de protection financière des consommateurs, en plaçant des régulateurs favorables à la finance dans toutes les agences de réglementation clés et en s'engageant en priorité dans un cadre stratégique libre de toute contrainte en matière de réglementation. Il en résulte de plus en plus de conflits d'intérêts, une complexité et une opacité artificiellement créées,

qui favorisent une forte augmentation de l'endettement (effet de levier) à l'échelle de l'ensemble du système et une augmentation phénoménales des risques de fraude et de corruption.

En d'autres termes, ils transforment l'ensemble du système financier en un système financier «occulte», c'est-à-dire un système qui échappe largement à la surveillance et à la réglementation, un système de «*crédit privé*», un Far West d'institutions et de marchés non réglementés.

J-C - C'est assez clair, non ? Mes contradicteurs vont-ils persister dans le déni ?

<https://www.les-crises.fr/trump-precipite-l-economie-americaine-vers-une-nouvelle-grande-crise-financiere-gerald-epstein/>

Marx et Engels consacrèrent leur vie à doter le prolétariat d'une théorie, afin qu'il puisse mener son combat politique pour son émancipation du capitalisme jusqu'à la victoire.

Sans doute avaient-ils été profondément bouleversés par l'atroce condition faite à la classe ouvrière, par les innombrables souffrances qu'elle devait endurer toute sa vie, cette abomination les convainquit de sacrifier leur existence et celle de leurs familles à cette cause. Ils crurent que les crises suivantes auraient raison du capitalisme ou plutôt, la lutte de classe du prolétariat révolutionnaire. Mais il n'en fut rien, hormis en Russie où leur théorie fit pour ainsi dire un miracle, dans la mesure où elle rendit la victoire possible là où on ne s'y attendait pas la veille encore, tant les masses étaient arriérées et l'économie capitaliste était peu développée, il fallut la conjonction de circonstances exceptionnelles pour rendre possible l'impossible.

C'est l'effroyable détresse du prolétariat qui émut Marx et Engels, qui n'étaient pas issus de la classe ouvrière. Leur théorie et leur humanisme furent le produit de la rencontre d'intellectuels bourgeois avec la misère noire du capitalisme, avec la barbarie impérialiste et colonialiste, sans ces conditions cette théorie n'aurait pas vu le jour et on n'aurait jamais entendu parler de leurs auteurs. La rencontre de deux hommes exceptionnels et une époque, deux penseurs aussi généreux que géniaux. La misère de la condition ouvrière procura un choc salutaire sur eux, il fallait qu'ils réagissent, qu'ils l'aident à s'organiser et combattre à ses côtés.

J'ai repensé à cette histoire que je connais assez bien maintenant, et cela m'a amené à la réflexion suivante : Pourquoi à notre époque le génocide des Palestiniens ne procurerait-il pas le même électrochoc, car, tout de même, on ne manque pas d'idéologues humanistes, militants, universitaires ou historiens, érudits, n'y en aurait-il pas un ou quelques-uns dans le monde pour élaborer la théorie qui nous fait défaut, pour prendre le relais de celle de Marx et Engels, assumer leur héritage, poursuivre leur combat, car une grande partie de leur théorie demeure toujours valable malgré tout, on pourrait leur apporter notre modeste contribution, qu'en pensez-vous ?

Armés de cette théorie, une fois vaincus les sceptiques ou éternels pessimistes, les losers, les polémistes professionnels, tous les peuples pourraient s'organiser et repartir ensemble à l'assaut du pouvoir. A suivre.

Rappel.

Lu.

Bien que l'Amérique latine, considérée comme «*l'arrière-cour*» des États-Unis, suscite aujourd'hui moins d'attention dans le monde qu'à l'époque des dictatures militaires brutales du XXe siècle, les aspects fondamentaux de la relation problématique entre Washington et les pays d'Amérique latine n'ont pas changé depuis la fin du XIXe siècle. En effet, alors que la politique étrangère américaine prenait forme, l'Amérique latine, en particulier l'Amérique centrale et les Caraïbes, était au centre des préoccupations. La doctrine Monroe, qui proclamait la souveraineté exclusive des États-Unis sur le destin politique de l'Amérique latine, en était la pierre angulaire.

Sur la base de simples données démographiques et économiques, un certain sentiment de supériorité des États-Unis était tout à fait compréhensible. Après tout, alors que les États-Unis comptaient plus de 90 millions d'habitants et disposaient d'une économie de taille et florissante à la veille de la Première Guerre mondiale, l'Amérique latine ne comptait que 80 millions d'habitants, dont 24 millions en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Ces derniers vivaient alors ce qu'on appelait des «*économies d'appoint*» et fournissaient du café, du sucre, des cigares et des bananes.

Aujourd'hui, l'Amérique latine compte 660 millions d'habitants, et certains pays (notamment l'Argentine, le Brésil et le Mexique) peuvent se prévaloir d'une économie diversifiée. Les États-Unis comptent 350 millions d'habitants, dont plus de 40 millions parlent espagnol, ce qui en fait la cinquième nation hispanophone la plus peuplée au monde. À certains égards majeurs, les relations ont donc évolué, mais pas nécessairement dans l'esprit de l'élite politique américaine.

Jusqu'aux années 1940, il était relativement facile de traiter avec l'Amérique latine. Il suffisait au gouvernement américain de nommer la bonne personne dans n'importe quelle république d'Amérique centrale ou des Caraïbes pour en faire sa marionnette. Ces États étaient généralement connus sous le nom de «*républiques bananières*». Parfois, lorsque les populations locales ne coopéraient pas sans heurts, on envoyait des «botteurs de fesses» pour faire respecter les décisions politiques américaines. Ainsi, entre 1906 et 1933, le Mexique, Cuba, la République dominicaine, Haïti et le Nicaragua ont tous fait l'objet d'interventions armées et d'occupations par les troupes américaines.

Les choses se sont un peu compliquées durant les années 1940 et la «guerre froide». Il a fallu mettre en place des outils plus sophistiqués pour consolider et étendre l'emprise des États-Unis sur l'ensemble de l'Amérique latine, et non plus seulement sur les Caraïbes et l'Amérique centrale. Outre les méthodes traditionnelles musclées, il fallait trouver des moyens plus subtils pour écarter les dirigeants locaux récalcitrants ou les empêcher d'accéder au pouvoir. En 1946, la première de ces interventions d'un nouveau genre a eu lieu en Argentine, où les États-Unis ont ordonné à leur ambassadeur, Spruille Braden, d'empêcher Juan Domingo Perón d'être élu. Pour aider l'ambassadeur Braden à remplir sa mission, le département d'État a publié un Blue Book prouvant les liens fascistes et nazis de Perón. Ce document avait été rédigé par mon ancien professeur, David Bushnell, alors jeune diplômé de 22 ans travaillant pour l'OSS, le précurseur de la CIA. Cependant, les électeurs argentins se révélèrent plus intelligents que ne le pensait Washington. Le projet a lamentablement échoué et Perón a remporté une victoire écrasante.

Deux ans plus tard, en 1948, alors que le réformateur de gauche colombien Jorge Eliécer Gaitán semblait assuré de remporter l'élection présidentielle, il fut assassiné. Ce meurtre politique, orchestré par les États-Unis, déclencha une vague de contestation dans la capitale, Bogotá, et marqua le début d'une guerre civile qui allait durer dix ans, appelée La Violencia. En 1954, une

autre intervention musclée au Guatemala a permis d'imposer la première dictature latino-américaine d'après-guerre sous l'égide des États-Unis. Le président démocratiquement élu, Jacobo Arbenz, fut remplacé par une junte militaire répressive qui démantela toutes les réformes démocratiques et sociales mises en place par le président destitué.

Après 1945, les interventions militaires directes des États-Unis dans la région se limitent à de très brèves opérations de «*changement de régime*» : en République dominicaine en 1962, à la Grenade en 1983 et au Panama en 1989.

Dans la plupart des cas, lorsque Washington souhaitait renverser le gouvernement d'un pays donné, il organisait un coup d'État militaire, sans recourir à la violence à grande échelle. Grâce à des programmes de formation approfondie destinés aux officiers militaires latino-américains aux États-Unis et dans l'isthme de Panama, les États-Unis ont pu exercer une influence considérable sur les forces armées de la région. Durant les années 1960 et 1970, les États-Unis ont jugé nécessaire de contenir à plusieurs reprises les nations latino-américaines afin qu'elles ne s'éloignent pas trop de leur grand frère et se rapprochent de Moscou.

Les États-Unis ont également organisé des coups d'État militaires en Argentine (en 1963, 1966 et 1976), en Uruguay et au Chili (en 1973). Les junte militaires ainsi placées au pouvoir ont acquis une notoriété mondiale, notamment celle de l'Argentine dirigée par le général Jorge Rafael Videla, et celle du Chili dirigée par le général Augusto Pinochet. Les circonstances ayant précédé le coup d'État en Uruguay et l'implication d'agents secrets américains ont inspiré le film «État de siège» (1972) de Costa-Gavras.

La mort soudaine du président vénézuélien Hugo Chávez en 2013 a donné lieu à des rumeurs persistantes selon lesquelles les services secrets américains l'auraient assassiné.

Le Brésil constitue un cas particulier en Amérique latine pour trois raisons : sa grande taille (il est plus grand que les États-Unis continentaux) ; sa population de plus de 200 millions d'habitants ; et enfin, il est lusophone. Ne serait-ce que pour ces raisons, il est essentiel pour les États-Unis de ne pas laisser le Brésil s'éloigner de la sphère d'influence de Washington. Par conséquent, même si la laisse qui tient le Brésil est un peu plus longue que celles des autres nations latino-américaines, il est toujours tenu de rentrer au bercail à intervalles réguliers.

En 1954, le président brésilien Getúlio Vargas, nationaliste convaincu et allié des États-Unis durant la Seconde Guerre mondiale, a mis fin à ses jours. Il a ainsi rendu un grand service à ses alliés américains, qui s'inquiétaient de son engagement à moderniser le Brésil et à accroître son autonomie. Dix ans plus tard, en 1964, le président João Goulart, qui tentait de suivre les traces de Vargas en faisant du Brésil une nation moderne, développée, prospère et véritablement indépendante, a essuyé un coup d'État militaire organisé par les États-Unis. La junte militaire a ramené le Brésil dans le rang des vassaux dociles des États-Unis, tout en lui laissant un peu plus de marge de manœuvre que la plupart des petits pays d'Amérique latine.

Cuba était le seul pays où les États-Unis ont toléré la présence d'un adversaire idéologique. Fin décembre 1958, l'homme fort local, Fulgencio Batista, fut renversé par une révolution populaire. Le nouveau dirigeant était Fidel Castro, un orateur doué et charismatique, le «père» de Justin Trudeau. Resté au pouvoir pendant plus de quatre décennies, il se proclamait anti-américain, anti-impérialiste et dévoué au socialisme. Mais Fidel n'était peut-être pas l'ennemi acharné des États-Unis qu'on prétendait. On peut penser que l'État profond américain a joué un rôle déterminant dans son accession au pouvoir. On pourrait donc dire que toute cette mascarade cubaine a servi de paratonnerre, permettant aux États-Unis de mieux contrôler le continent latino-américain. Cela

expliquerait pourquoi certains citoyens américains ont pris une part active au mouvement révolutionnaire de Fidel. L'un d'eux était Neill W. Macaulay, un de mes anciens professeurs à l'université de Floride. Diplômé de l'académie militaire The Citadel, Macaulay a servi comme lieutenant et commandant de peloton d'armes lourdes dans les forces révolutionnaires, où il était également commandant de pelotons d'exécution. Il en parle longuement dans son livre «*A Rebel in Cuba*» (1970).

Pour la petite histoire.

Trump, le Gaïdar de la globalisation ? - RT 31 juil. 2025

Derrière ses rodomontades commerciales et ses ultimatums géopolitiques, Trump rejoue une farce impériale où la force remplace la pensée. Pour Karine Bechet-Golovko, sa méthode relève d'une thérapie de choc sans avenir, inspirée du désastreux modèle gaïdarien.

<https://francais.rt.com/opinions/123610-trump-gaidar-globalisation>

FBI : l'équipe Clinton accusée d'avoir fabriqué le complot Trump-Russie - RT 1 août 2025

Kash Patel, directeur du FBI, accuse la campagne d'Hillary Clinton de 2016 d'avoir orchestré un complot reliant Donald Trump à la Russie, une accusation basée sur des documents déclassifiés et soutenue par le sénateur Chuck Grassley.

<https://francais.rt.com/international/123650-fbi-equipe-clinton-accusee-avoir-fabrique-faux-complot-trump-russie>

Lavrov accuse l'Allemagne et l'UE de dérive vers un Quatrième Reich - RT 1 août 2025

Dans un article en l'honneur du 50e anniversaire des Accords d'Helsinki, Sergueï Lavrov fustige l'UE et l'OTAN, les accusant de réécrire l'histoire, de militariser l'Allemagne et de rejeter la responsabilité de la dégradation de la sécurité européenne sur la Russie. Il sonne aussi l'alarme face à un risque accru de conflits en Eurasie.

<https://francais.rt.com/russie/123645-lavrov-accuse-allemande-ue-derive-quatrieme-reich>

Santé.

L'affaire Vincent Pavan : le CNESER réforme la sanction de l'université d'Aix-Marseille jugée excessive - France-Soir 21 juillet 2025

Dans une époque où les débats sur les libertés individuelles et la sécurité sanitaire prennent une ampleur inégalée, cette interview avec Vincent Pavan, chercheur et enseignant suspendu par

l'université d'Aix-Marseille pour ne pas avoir porté le masque, propose une plongée vertigineuse dans les méandres des décisions administratives et scientifiques prises durant la crise sanitaire. Ce débriefing, met en exergue les tensions entre obéissance aux ordres et liberté académique, à travers le parcours tumultueux de Pavan.

<https://edition.francesoir.fr/videos-les-debriefings/l-affaire-vincent-pavan-le-cneser-reforme-de-la-sanction-e-l-universite-d>

France.

(Accord Trump-Von der Leyen sur les « *droits de douane* ».)

Un avenant aux accords de Bretton Woods ou le plan Marshall revu et corrigé. Ou un effet d'annonce... L'UE et la France vassaux des Etats-Unis. Les 27 parlements nationaux ne l'ont pas encore ratifié, bien des accidents pourraient intervenir avant, l'UE pourrait être amené à imposer ou perdre quelques membres, à moins que cela dégénère en crise généralisée et en guerre, qui sait avec ces cinglés ? J'ignore s'il y a des échéances électorales dans plusieurs pays, cet élément pourrait être exploité ou instrumentalisé et déclenché des crises politiques, qui sait. Au premier abord, cela serait étonnant parce que droite et gauche sont les deux faces de la même pièce, et quant aux souverainistes, ils sont divisés et totalement discrédités par leur origine et leur passé, l'extrême gauche est inaudible ou inexistante.

J-C - Trump est le VRP de luxe ou le porte-parole de BlackRock, Vanguard, State Street, des quelques familles d'hyper riches anglo-saxonnes. Cet ignoble charretier est une sorte de racketteur, de tyran, qui menace de lourdes représailles ceux qui lui résistent. Il apparaît comme un mégalomane excentrique ou dérangé, alors qu'en réalité il ne fait qu'user et abuser du pouvoir politique gigantesque que le sommet du capitalisme mondial concentre dorénavant entre ses mains, pour imposer sa volonté au reste du monde réduit à l'état de sujet, exactement comme sous une monarchie absolue.

Même s'ils vivent dans un autre monde que le nôtre, celui que leur système financier mafieux et criminel a créé, il n'en demeure pas moins qu'ils doivent toujours faire avec le capitalisme et les rapports sociaux qui le caractérisent, non seulement ils demeurent inchangés, l'amplification de la crise du capitalisme va alimenter la lutte des classes, qui plus qu'une menace, représente un risque mortel pour leur système économique et leur existence.

Comment a-t-on pu en arriver à cette extrémité qui pourrait mettre en péril la civilisation humaine, s'ils décidaient un jour de la sacrifier en dernier ressort, après avoir admis que leur cause était perdue d'avance, réalisant une sorte de suicide collectif, d'euthanasie planétaire plutôt que s'avouer vaincu. En observant leur génocide des Palestiniens, on en déduit qu'ils sont tout juste bons à être éliminés sans autre forme de procès

Ce ne sont pas les Américains qui vont investir en Europe, mais le contraire, et en prime comme en 1945 ils sont priés d'acheter américains sous peine de représailles. Qui va payer la note ou ces droits de douane, devinez ? Nous. C'est une forme de racket déguisé qui va alimenter l'inflation ou la hausse des prix que les peuples auront à payer. Mais pas que.

Le Medef crie au scandale, alors que les grandes entreprises sont favorisées par cet accord. Comment cela ? C'est plutôt une aubaine pour eux, ceux qui auront la capacité d'absorber cette taxe

et d'investir aux Etats-Unis pour en être exemptés, contrairement à leurs concurrents plus fragiles et qui ne disposeront pas de cette facilité financière, pour un peu, ils se retrouveront en difficulté et ils seront conduits à la faillite ou absorbés, rachetés.

Depuis le départ, cette histoire de droit de douane ou taxe à l'exportation était également destinée à faire le ménage au sein du capitalisme, histoire d'évincer les parasites et de concentrer encore plus la production ou de renforcer le contrôle de chaque secteur économique par une poignée de holdings internationales chapeautées par quelques familles de milliardaires. A suivre.

Surtaxe des produits européens aux États-Unis : Trump et Von der Leyen annoncent être parvenus à «un accord» - RT 27 juil. 2025

En vertu de ce « *deal* », a annoncé le magnat de l'immobilier, les Européens se sont engagés à investir 600 milliards de dollars aux États-Unis. Ils vont également, toujours selon Donald Trump, acheter pour 750 milliards de dollars d'énergie américaine.

Depuis l'Écosse, le président des États-Unis et la présidente de la Commission européenne ont annoncé ce 27 juillet la conclusion d'un accord, qui va porter les droits de douane à 15% sur les exportations européennes. Juste avant la rencontre, le président américain avait prévenu que l'accord avec l'UE n'irait pas en dessous de ce taux.

« *Je crois que c'est le plus grand accord jamais signé* », a déclaré ce 27 juillet devant la presse le président américain Donald Trump, à l'issue d'un entretien en Écosse, avec la présidente de Commission européenne, Ursula von der Leyen.

« *Ce sont des droits de douane généraux de 15%* », a précisé Ursula von der Leyen, évoquant des « *investissements* » aux États-Unis ainsi que des « *achats de produits américains* ».

« *Je pense que cet accord va nous rapprocher* », a pour sa part estimé le président américain et d'ajouter : « *c'est un partenariat à certains égards* ».

En vertu de ce « *deal* », a annoncé le magnat de l'immobilier, les Européens se sont engagés à investir 600 milliards de dollars aux États-Unis. Ils vont également, toujours selon Donald Trump, acheter pour 750 milliards de dollars d'énergie américaine sur trois ans. Le président américain a évoqué des « *centaines de milliards de dollars* » d'achats d'armement par les Européens. RT 27 juil. 2025

L'UE admet son incapacité à garantir la promesse de 600 milliards de dollars d'investissement aux États-Unis - RT 28 juil. 2025

L'Union européenne (UE) a admis ce 28 juillet qu'elle ne serait pas en mesure de tenir la promesse de 600 milliards de dollars en investissements dans l'économie américaine, et cela, quelques heures seulement après les négociations commerciales tenues en Écosse avec Donald Trump. La cause principale de cet aveu est que les fonds promis proviendraient dans leur totalité d'investissements du secteur privé, qui ne sont, en aucun cas, soumis à l'autorité de Bruxelles, selon les déclarations d'officiels européens cités par le site d'information Politico.

Lors de sa rencontre avec Trump, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a conclu un accord supposé éviter une guerre commerciale entre l'UE et les États-Unis. Selon les termes de l'accord, l'UE devrait investir 600 milliards de dollars. Or, à ce jour elle totalise 2 800 milliards de dollars d'investissements privés aux États-Unis. Si l'UE arrive à mobiliser son secteur privé, ce montant devrait être porté à 3 400 milliards de dollars au cours des prochaines années.

Selon *Politico*, deux hauts fonctionnaires de la Commission européenne, dont il n'a pas précisé l'identité, ont fait savoir que les fonds proviendraient exclusivement d'entreprises privées européennes. « *L'UE, en tant qu'autorité publique, ne peut garantir cela. Cela dépend des intentions des entreprises privées* », a déclaré l'un des hauts fonctionnaires de la Commission.

Si la promesse d'investissement européenne a été déterminante pour faciliter l'accord avec les États-Unis, elle soulève cependant des objections, dans la mesure où l'on estime qu'un tel investissement se ferait aux dépens des investissements en Europe.

L'idée même que le secteur privé veuille investir à une telle échelle soulève aussi des doutes, d'autant plus qu'il ne sera possible en aucun cas de dicter un quelconque investissement aux entreprises européennes.

J-C - La dernière remarque est stupide, comme l'essentiel de cet article, car les entreprises européennes investiront là où elles réaliseront le maximum de profits un point c'est tout, personne n'a besoin de leur dicter la meilleure attitude à adopter, elles se contrefoutent du sort des peuples européens.

En complément, confirmation - 1.

- François Bayrou réduit en « *commentateur* » après sa réaction sur l'accord entre l'UE et les États-Unis - Le HuffPost 28 juillet 2025

Un « *deal* » qui fait en France l'unanimité contre lui. Si les critiques fusent à gauche et à l'extrême droite, la macronie et ses alliés fustigent eux aussi les négociations menées par von der Leyen.

Des élus du socle commun à l'instar de David Amiel ou Denis Masségia ont fustigé un « *permis de rançonner* » ou une « *capitulation* » face à la guerre commerciale lancée par le président américain. Dans la foulée des ministres Benjamin Haddad (Affaires européennes) et Laurent Saint-Martin (commerce extérieur), les macronistes jugent l'accord « *déséquilibré* ».

Dans un visuel partagé par l'eurodéputé MoDem Sandro Gozi, sur X - "*Céder à Trump en espérant sa coopération est une illusion dangereuse. L'Europe paie un prix lourd pour un accord déséquilibré qui fragilise nos filières et trahit toute ambition stratégique. Il faut un cap, pas des concessions.*" ou encore par Clément Beaune, le Haut-commissaire au plan, lorsqu'il tance un « *acte de faiblesse* ». « *L'Union européenne aurait pu montrer ses muscles, elle a courbé la tête* », fustige encore l'eurodéputée Horizons Nathalie Loiseau.

Quant au maire de Pau, il a donné l'impression de réagir comme le ferait un parlementaire de l'opposition. « *C'est un jour sombre que celui où une alliance de peuples libres, rassemblés pour affirmer leurs valeurs et défendre leurs intérêts, se résout à la soumission* », a-t-il dénoncé, alors

que ses ministres impliqués dans le dossier ont salué la « stabilité temporaire » de cet accord, lequel reste pour autant « *déséquilibré* » à leurs yeux.

J-C - Les imposteurs de gauche et cogestionnaires du capitalisme sont montés au créneau pour défendre les intérêts des capitalistes français face aux américains. Qu'ils aient été rejoints par l'extrême droite ne devrait plus surprendre personne, cela montre qu'ils partagent la même idéologie, celle du capitalisme et non le socialisme ou le communisme.

Le HuffPost « *La France doit refuser cette capitulation plutôt que de se comporter comme une bande de commentateurs sans influence* », dénonce le coordinateur de la France insoumise, Manuel Bompard. Ce reproche en impuissance est également formulé par le Rassemblement national. « *Quel éclair de lucidité, il faut absolument partager ces analyses avec le Premier ministre de la France pour qu'il agisse* », ironise le député RN Laurent Jacobelli. Le HuffPost 28 juillet 2025

En complément, confirmation - 2.

Le patron du Medef a reproché la posture d'Ursula von der Leyen, qui n'est « *pas habilitée à s'exprimer pour compte commun des pays membres de l'Union européenne sur des achats de gaz, d'armement ou des investissements* ». Selon Patrick Martin, cet accord « *relève presque de l'humiliation* ».

Patrick Martin a aussi vivement critiqué le contenu de cet accord « *sans réciprocité* ». Il a rappelé : « *La Commission européenne s'était armée pour prendre des mesures sur 97 milliards d'euros d'importations américaines (...) Le droit européen permet des mesures anti-coercition... Rien de tout ça, à ce stade, n'est activé* », a-t-il regretté sur BFMTV, tout en partageant l'avis des décideurs français selon qui « *ce n'est pas admissible* ». Capital 29 juillet 2025

En complément, confirmation - 3.

Accord UE-USA: les Bourses mondiales amères, l'enthousiasme retombe - AFP 28 juillet 2025

Les Bourses mondiales évoluent sans entrain au lendemain de l'accord commercial noué entre l'Union européenne et les Etats-Unis, l'enthousiasme laissant place à la désillusion à mesure que les investisseurs digèrent les détails des annonces.

"*Cela ressemble un peu à une capitulation*", a quant à lui réagi Alberto Rizzi, analyste auprès du Conseil européen pour les affaires étrangères (ECFR).

"*L'accord pourrait faire l'objet de pressions: les États membres de l'UE doivent encore l'approuver*", rappelle Kathleen Brooks, directrice de la recherche chez XTB.

Si le secteur automobile européen a débuté la séance dans le vert, l'enthousiasme semble déjà retomber.

Les droits de douane à 15% coûteront *"des milliards chaque année aux entreprises automobiles allemandes"*, a déclaré Hildegard Mueller, présidente de la fédération des constructeurs automobiles allemands VDA.

Vers 12H00 GMT à Francfort, BMW (-2,20%), Mercedes (-1,55%), Volkswagen (-2,00%) et Porsche (-0,62%) perdaient du terrain après avoir pourtant débuté la séance dans le vert.

Même chose à Paris, Stellantis cédant 1,35%, et à Stockholm, avec Volvo en baisse de 0,24%.

"Les actions de défense sont également en difficulté, après l'engagement de l'UE d'acheter du matériel militaire américain", relève Mme Brooks.

Vers 12H00 GMT, à Paris, Thales reculait de 3,12%. A Francfort, Rheinmetall cédait 1,67% et Hensoldt 3,15%. Saab perdait 2,82% à Stockholm et Leonardo 0,88% à Milan. AFP 28 juillet 2025

Palestine occupée.

Lu.

- Le régime d'occupation israélien est pour le moins illégitime, puisque l'on a affaire à un régime colonialiste, ségrégationniste, expansionniste et génocidaire.

Francesca Albanese au Groupe de La Haye: « L'heure d'un changement révolutionnaire a sonné ». - investigaction.net 24 juillet 2025

Le Groupe de La Haye a été composé par des pays du Sud global fin janvier 2025 afin de faire respecter les décisions des juridictions internationales dans le conflit israélo-palestinien. Un premier sommet vient de se tenir en Colombie. La rapporteuse spéciale de l'ONU, Francesca Albanese, y a tenu un discours important.

<https://investigaction.net/francesca-albanese-au-groupe-de-la-haye-lheure-dun-changement-revolutionnaire-a-sonne/>

À l'ONU, la conférence sur la Palestine martèle l'urgence des deux États - RFI 29 juillet 2025

J-C - La solution à deux États, la caution du massacre et de l'État sioniste d'apartheid, au-delà, la négation de la Palestine.

Ils veulent reconnaître quoi, un territoire rasé, aplati sous des milliers de tonnes de bombes et missiles, réduit en cendres, un peuple à la famine...

La seule solution, c'est l'abolition de la résolution 181 des Nations Unies de 1947 consacrant la partition de la Palestine, et donc d'Israël, pour laisser place à une République palestinienne laïque et

démocratique accordant les mêmes droits à tous ses citoyens sans distinction de race, de couleur de peau, de religion, de philosophie, de culture, de langue, etc.

RFI - À New York, la conférence sur la question palestinienne et la solution à deux États entre ce lundi dans sa deuxième journée. Quelque 125 États, dont une cinquantaine représentés par des ministres, y participent. Organisée sous la présidence conjointe de la France et de l'Arabie Saoudite, cette rencontre a mis l'accent lors de sa première journée sur la nécessité d'une solution politique au conflit israélo-palestinien.

Mais si la conférence bénéficie d'un large soutien international, deux absences majeures sont à noter : Israël et les États-Unis. Washington a vivement critiqué cette initiative, y voyant, selon les mots de la porte-parole du Département d'État, « un coup de publicité ».

“Cette semaine, l'ONU accueillera à New York une conférence improductive et inopportune sur la solution à deux États. Il s'agit d'un coup de publicité qui intervient au milieu d'efforts diplomatiques délicats visant à mettre fin au conflit” à Gaza, a déclaré la porte-parole du département d'État, Tammy Bruce, dans un communiqué.

Alors que la région traverse la phase la plus violente de son histoire depuis la création d'Israël en 1948, les conditions d'une relance d'un processus de paix ne sont pas réunies. Mais l'Arabie saoudite et la France veulent offrir une perspective, même lointaine. Et tenter de sauver la solution à deux États.

Cette solution à deux États reste toutefois évoquée par les diplomates du monde entier. « *Je pense qu'il y a un consensus faute de mieux* », estime Max Rodenbeck. « *Personne n'a de meilleure alternative sur la table et il est difficile de rallier la communauté internationale autour d'une autre idée vu que nous n'en avons pas. Et même ceux qui, comme Israël et les États-Unis, semblent aujourd'hui rejeter la solution à deux États, bien qu'ils ne l'aient pas explicitement déclaré, continuent de faire mine d'adhérer à cette solution : ils ne proposent pas d'alternative.* » RFI et courrierinternational.com 29 juillet 2025

Famine à Gaza : Trump contredit Nétanyahou - courrierinternational.com 29 juillet 2025

“C'est une vraie famine.” En reconnaissant, le lundi 28 juillet, l'ampleur de la crise humanitaire dans l'enclave palestinienne, le président américain, Donald Trump, *“a pris ses distances de manière marquée”* avec son allié israélien, observe NBC News. Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, avait à l'inverse affirmé qu'il s'agissait d'un *“mensonge éhonté”* dimanche.

Gaza : Donald Trump parle de "véritable famine" et de centres de distribution de nourriture - Euronews 29 juillet 2025

Le président américain Donald Trump a déclaré lundi que la bande de Gaza connaissait une *“véritable famine”* et a exhorté Israël à fournir de la nourriture à la population, révisant sa position sur la situation humanitaire dans l'enclave.

S'exprimant en Écosse, Donald Trump a déclaré que les États-Unis et d'autres pays donnaient de l'argent et de la nourriture à Gaza, mais que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu devait *"en quelque sorte gérer la situation"*.

"Je veux qu'il s'assure qu'ils reçoivent de la nourriture", a déclaré Donald Trump.

J-C – On ne peut pas imaginer plus cynique. Ce type est un monstre, il faut toujours l'avoir à l'esprit, une ordure de la pire espèce.

Le Royaume-Uni conditionne la reconnaissance de la Palestine : colère d'Israël – RT 30 juil. 2025

Le 29 juillet 2025, le Premier ministre britannique Keir Starmer a annoncé, à l'issue d'une réunion d'urgence du cabinet, que le Royaume-Uni reconnaîtra l'État de Palestine en septembre, lors de l'Assemblée générale de l'ONU, à moins qu'Israël ne prenne des « *mesures substantielles* » pour mettre fin à la crise humanitaire à Gaza, accepter un cessez-le-feu et s'engager pour une solution à deux États, sans annexion de la Cisjordanie.

Vague de reconnaissances de la Palestine : un geste symbolique sans effet sur Israël ? - RT 1 août 2025

J-C - Ils le disent eux-mêmes, ils se livrent à une sordide mascarade.

Quatorze pays, dont la France et le Royaume-Uni, prévoient de reconnaître la Palestine en septembre 2025. Ces gestes symboliques n'influent pas sur la guerre et la colonisation israéliennes. Sans sanctions contre Israël, la famine à Gaza et l'expansion des colonies (600 000 colons) persistent, selon la CIJ. Netanyahu rejette ces initiatives.

Ces pays, dont plusieurs ont déjà reconnu la Palestine (Espagne, Irlande, Norvège, Slovaquie), représentent une majorité des 147 États membres de l'ONU (sur 193) soutenant l'État palestinien, observateur non membre depuis 2012.

Cette vague, saluée par l'Autorité palestinienne, vise à relancer la solution à deux États.

Jean-Noël Barrot a insisté : « *La reconnaissance est un pas, mais sans sanctions, elle ne changera rien.* » L'UE, divisée par le veto de l'Allemagne, et les États-Unis, soutenant Israël, bloquent toute pression efficace, rendant l'État palestinien illusoire face à l'occupation. RT 1 août 2025

Le gouvernement portugais envisage de reconnaître l'Etat de Palestine - AFP 31 juillet 2025

Le Portugal *"envisage la reconnaissance de l'État palestinien, dans le cadre d'une procédure qui pourrait être conclue lors de la semaine de haut niveau de la 80e Assemblée générale des Nations unies, qui se tiendra à New York le mois de septembre prochain"*, précise le communiqué.

"Le gouvernement a mené un processus très prudent et réfléchi, toujours en concertation avec ses partenaires européens et d'autres partenaires", a réagi le président portugais Marcelo Rebelo de Sousa aussitôt après l'annonce de l'exécutif.

"C'est une décision mûrement réfléchie" a indiqué de son côté à la chaîne publique RTP le ministre des Affaires étrangères Paulo Rangel.

Londres : 1000 casseroles devant le bureau du Premier ministre pour dénoncer la famine à Gaza - trt.global 26 juillet 2025

Des milliers de personnes ont manifesté vendredi devant le bureau du Premier ministre britannique à Londres, déposant 1000 casseroles pour symboliser les plus de 1000 Palestiniens tués par Israël alors qu'ils cherchaient de la nourriture.

Les manifestants ont fait retentir des casseroles pour dénoncer la famine *«imposée délibérément par Israël»*, rassemblés devant le bureau de Keir Starmer, au 10 Downing Street.

La Palestine Solidarity Campaign (PSC), l'une des organisations à l'origine de la manifestation, a écrit sur X : *«1 000 casseroles déposées devant Downing Street à Londres pour les plus de 1 000 Palestiniens tués en cherchant de la nourriture alors qu'Israël les affame délibérément – un allié du gouvernement britannique».*

Les Professionnels de santé manifestent à Paris pour dénoncer la «génocide à Gaza» - aa.com.tr 26 juillet 2025

Plusieurs centaines de professionnels de santé ont manifesté ce samedi 26 juillet à Paris à l'appel de plusieurs collectifs mobilisés pour la cause palestinienne.

Par voie d'un communiqué, l'Assemblée pour des soins antiracistes et populaires, les Soignants.e.s pour Gaza et les Blouses blanches pour Gaza avaient appelé à cette mobilisation *«contre le génocide en cours»* et pour la *«défense du droit à la santé»* dans la bande de Gaza. Le cortège s'est élancé peu après 14 h 30 depuis l'hôpital Tenon, dans le 20e arrondissement, pour rejoindre à pied l'hôpital pédiatrique Robert-Debré, situé à environ trois kilomètres.

Sur les banderoles portées par les manifestants, on pouvait lire : *«Être soignant.e, c'est défendre chaque vie»* ou encore *«Le silence tue»*. De nombreuses blouses blanches et tenues médicales ont été arborées tout au long du défilé. Des pancartes dénonçaient également les livraisons d'armes à Israël, tandis que des slogans étaient scandés pour exiger un cessez-le-feu immédiat et la levée du blocus imposé à Gaza.

Dans le communiqué à l'origine de l'appel, les collectifs affirmaient que la situation dans l'enclave palestinienne constituait *«une catastrophe sanitaire sans précédent», dénonçant notamment «l'effondrement du système de santé gazaoui», la «famine utilisée comme arme de guerre» et le ciblage du personnel médical. Le texte faisait également référence à un rapport du Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU, publié fin 2024, qui pointait «la destruction systématique des infrastructures médicales à Gaza».*

**« Un crime a lieu à Gaza, un crime de génocide », affirme Dominique de Villepin - 20minutes.fr
31 juillet 2025**

Un « *crime de génocide* » à Gaza. C'est ainsi que Dominique de Villepin qualifie la situation dans l'enclave palestinienne, dans une tribune publiée ce mercredi dans le journal Le Monde. « *Se taire, c'est se rendre complice, explique-t-il. Nommer, c'est déjà agir. Oui, il faut aujourd'hui appeler les choses par leur nom. A Gaza, sous nos yeux, c'est bien un génocide qui se déroule.* »

Selon lui, les faits sont là, bombardements, famine, privation d'eau et de soins, et ils doivent être nommés clairement. L'ancien Premier ministre décrit un peuple condamné à mourir « *par le feu, par la faim, par la soif* ». Il dénonce une stratégie d'épuisement systématique de la population, à travers les armes autant que par la destruction des conditions de survie. L'ancien chef de gouvernement parle d'un massacre « *passif* » rendu possible par l'inaction politique et diplomatique.

Il appelle notamment à suspendre immédiatement l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël, à soutenir la poursuite des responsables israéliens devant la Cour pénale internationale (CPI) et à appliquer ses mandats d'arrêt.

L'ancien Premier ministre plaide également pour un « *acheminement urgent de l'aide humanitaire par le biais d'une intervention armée légitime, motivée par le devoir international de protéger les populations civiles* ». Il appelle enfin à ouvrir les portes de Gaza aux journalistes du monde entier et à la mobilisation internationale « *pour la reconnaissance d'un Etat palestinien viable, capable de protéger ses citoyens et de vivre en paix et en sécurité aux côtés d'Israël* ».

Gaza : Les soldats israéliens admettent avoir détruit des milliers de tonnes d'aide humanitaire - aa.com.tr 26 juillet 2025

Des soldats israéliens ont admis avoir détruit plus de 1 000 camions d'aide humanitaire contenant des denrées alimentaires, de l'eau potable et des fournitures médicales, laissés à pourrir sous le soleil au poste-frontière de Kerem Abu Salim, où leur entrée dans la bande de Gaza a été bloquée.

Selon la chaîne publique israélienne KAN, un officier a confirmé que les aides ont été enfouies ou brûlées, et que des milliers de colis encore en attente risquent le même sort si leur accès à Gaza reste interdit.

«*Nous avons tout enfoui dans le sol. Certaines aides ont également été brûlées*», a-t-il avoué.

Israël commet un "génocide" à Gaza affirment deux ONG israéliennes - France 24 28 juillet 2025

Deux organisations de défense des droits humains israéliennes, B'Tselem et Physicians for Human Rights - Israel, ont affirmé, lundi, qu'Israël commettait un "génocide" dans la bande de Gaza. Ces conclusions se basent sur plus de 20 mois d'enquête.

"*Rien ne vous prépare à réaliser que vous faites partie d'une société qui commet un génocide. C'est un moment profondément douloureux pour nous*". C'est par ces mots que Yuli Novak, directrice

exécutive de B'Tselem, a qualifié, lundi 28 juillet, la guerre menée par Israël à Gaza depuis les attaques du 7-Octobre.

L'extermination continue.

À Gaza, la Défense civile annonce la mort d'au moins 40 Palestiniens suite à des tirs israéliens - France 24 31 juillet 2025

La Défense civile a fait état mercredi d'au moins 40 personnes tuées par des tirs de l'armée israélienne, dont une majorité qui attendait "de l'aide dans le nord de Gaza".

Des frappes auraient fait au moins 78 morts à Gaza, dont une femme et son nouveau-né - AP 29 juillet 2025

Une petite fille est décédée quelques heures après avoir été accouchée d'urgence par césarienne. Elle avait été placée en couveuse et respirait grâce à un respirateur, selon des images de l'AP.

Des dizaines de personnes ont été tuées tandis qu'elles cherchaient à obtenir de la nourriture, alors même qu'Israël s'efforçait d'assouplir les restrictions à l'entrée de l'aide.

Les Palestiniens pleurent les 11 victimes d'une attaque à Khan Younès - Euronews 28 juillet 2025

Plus de la moitié des morts étaient des femmes et des enfants, ont déclaré les responsables locaux de la santé. La frappe était l'une des nombreuses à travers Gaza qui ont tué au moins 36 personnes le même jour.

Pour rappel. C'est quoi le sionisme ?

- David Ben Gourion : Octobre 1936 : *«Nous ne suggérons pas d'annoncer maintenant notre but final qui va très loin ? plus loin encore que les révisionnistes qui s'opposent à la partition. Je ne veux pas abandonner la grande vision, la vision finale qui est une composante organique, spirituelle et idéologique de mes (...) aspirations sionistes»*. («mémoires», volume trois, page 467).

«Les frontières des aspirations sionistes sont l'affaire du peuple juif et aucun facteur externe ne pourra les limiter». (Ouvrage cité ci-dessus, discours en 1937)

Ben Gourion, lettre à son fils (1936) : *«Un État juif partiel n'est pas une fin, mais seulement un commencement. Je suis convaincu que l'on ne peut nous empêcher de nous établir dans les autres parties du pays et de la région»*.

Ben Gourion, 1938 : *«Les frontières des aspirations sionistes, incluent le Liban-Sud, le sud de la Syrie, la Jordanie d'aujourd'hui, toute la Cisjordanie, et le Sinaï»*. (Rapport au Conseil mondial de Poalei Zion (futur parti travailliste) à Tel-Aviv).

Ben Gourion, discours de 1938 : *«Après être devenus une force importante grâce à la création de l'État, nous abolirons la partition et nous nous étendrons à toute la Palestine. L'État ne sera*

qu'une étape dans la réalisation du sionisme et sa tâche est de préparer le terrain à l'expansion. L'État devra préserver l'ordre non par le prêche mais par les mitrailleuses».

En complément;

Relire Sabra et Chatila aujourd'hui : un continuum de génocides depuis 1948 - legrandsoir.info 31 juillet 2025

Conclusion

L'étude des massacres de Sabra et Chatila met en exergue un continuum de génocides depuis la Nakba. L'objectif commun de 1948 à 2023 est l'extermination des Palestiniens, une extermination systématique qui ne concernent pas les seuls combattants mais comprend la totalité des civils. Si l'agencement tactique d'Israël a pris des formes différentes selon les contextes, c'est la bien destruction du tissu social palestinien qui est à chaque fois visée.

Nous nous sommes ici concentrés sur les plans génocidaires ; nous aurions également pu nous référer aux discours prononcés par les responsables politiques et militaires israéliens prouvant eux aussi l'intentionnalité génocidaire. Il est ainsi possible d'historiciser la phrase selon laquelle « *il n'y a pas de civils innocents à Gaza* ».

Plusieurs différences existent entre les deux contextes, l'un en pleine guerre froide l'autre sous hégémonie américaine. En 1982 les choses se passaient à l'abri des caméras et qu'aujourd'hui les massacres sont retransmis en direct. L'une des différences fondamentales concerne l'attitude de la société israélienne qui en 1982 avait manifesté pour la tenue d'une commission d'enquête sur les massacres, des mobilisations qui avaient conduit à la chute du gouvernement, tandis qu'aujourd'hui 82 % des juifs israéliens souhaitent l'expulsion des Palestiniens de Gaza ainsi que celle des Palestiniens citoyens d'Israël.

<https://www.legrandsoir.info/relire-sabra-et-chatila-aujourd-hui-un-continuum-de-genocides-depuis-1948>

Témoignage : L'objectif de la GHF, c'est le meurtre et la déportation des Palestiniens - chroniquepalestine.com 31 juillet 2025

Plus de 1 000 (1 400 depuis avril 2025 - J-C) Palestiniens ont été tués en venant chercher de l'aide humanitaire dans des sites de distribution d'aide militarisés gérés par la Gaza Humanitarian Foundation (GHF), soutenue par les États-Unis et Israël, et un ancien agent de sécurité de la GHF a dit à Democracy Now! qu'il avait vu des mercenaires américains et des forces israéliennes commettre des crimes de guerre en tirant à l'aveuglette sur des Palestiniens affamés qui attendaient l'aide.

<https://www.chroniquepalestine.com/temoignage-objectif-ghf-est-meurtre-et-deportation-palestiniens>

Etats-Unis.

Reconnaissance de la Palestine : Trump met en garde le Canada – RT 31 juil. 2025

Sur son réseau Truth Social, le président américain Donald Trump a exprimé son mécontentement en des termes explicites : « *Wow ! Le Canada vient d'annoncer qu'il soutient un État palestinien. Cela va devenir très difficile pour nous de conclure un accord commercial avec eux. O Canada !!!* »

Selon Donald Trump, cette position canadienne serait contraire aux intérêts stratégiques des États-Unis. Il a laissé entendre que la conclusion d'un accord commercial entre les deux pays pourrait s'en trouver compromise.

Droits de douane: Washington conclut un accord commercial avec la Corée du Sud, affirme Donald Trump - RFI/AFP 31 juillet 2025

Donald Trump a annoncé être parvenu à un accord commercial avec Séoul, mercredi 30 juillet, soulignant que Séoul s'était par ailleurs engagé à investir 350 milliards de dollars aux États-Unis. Le compromis, qui prévoit l'application d'une taxe de 15% aux produits sud-coréens qui entrent sur le sol américain, est le septième conclu par Washington.

Donald Trump s'est en outre félicité du fait qu'un « montant important d'argent » sera investi par la Corée du Sud aux États-Unis, avec notamment l'achat « *pour 100 milliards de dollars* » de gaz naturel liquéfié « *ou d'autres sources d'énergie* ».

Les États-Unis prennent des sanctions contre la flotte iranienne commerciale - RFI 31 juillet 2025

Les sanctions américaines visent 50 personnes ainsi que 50 navires présumés appartenir à la flotte commerciale du fils d'un important responsable de la République islamique. Le Bureau de contrôle des avoirs étrangers (OFAC) du Trésor américain affirme, dans un communiqué, qu'il s'agit de ses plus importantes sanctions liées à l'Iran depuis 2018.

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmâïl Baghaï, a condamné les sanctions américaines comme « *un acte malveillant visant à saboter le développement économique et le bien-être du peuple iranien* ». Il estime qu'elles sont une « *preuve manifeste de l'hostilité des responsables américains envers les Iraniens* » et les a même qualifiées de « *crime contre l'humanité* ».

Ces nouvelles sanctions américaines visent une flotte de navires pétroliers et de porte-conteneurs contrôlée, selon le Trésor américain, par Mohammad Hossein Shamkhani, fils d'Ali Shamkhani, un proche conseiller du guide suprême iranien Ali Khamenei.

L'empire naval de la famille Shamkhani illustre bien la manière dont les élites proches du régime s'enrichissent en exploitant les ressources du pays, a déclaré le secrétaire au Trésor, Scott Bessent.

Selon les Américains, la flotte en question opère entre l'Iran et les Émirats arabes unis, et contrôle une part significative des exportations de pétrole iranien. Pour le département d'État américain, ces

sanctions ont pour objectif d'affaiblir la capacité du régime iranien à financer ses activités déstabilisatrices.

Droits de douane : « *Nous faisons peu de commerce avec eux* » ... L'Inde nouvelle cible de Donald Trump - 20 Minutes/AFP 30 juillet 2025

Le président américain a annoncé sur son réseau social Truth que les produits indiens feront l'objet de 25 % de droits de douane à leur arrivée aux Etats-Unis à compter du 1er août, ajoutant qu'une « pénalité » sera ajoutée pour l'achat de pétrole russe.

« Nous faisons peu de commerce avec eux car leurs droits de douane sont parmi les plus élevés au monde et les barrières non tarifaires les plus fatigantes et odieuses », a justifié Donald Trump dans un message. « Nous avons un déficit commercial massif avec l'Inde ! » a souligné le locataire de la Maison-Blanche. Mais l'Inde a également « acheté une majorité de leurs équipements militaires à la Russie et sont les principaux clients de pétrole russe, avec la Chine, alors que tout le monde souhaite que la Russie cesse de tuer en Ukraine ».

Entre 20 et 25 %

Une situation qui justifie, aux yeux du président américain, « une pénalité », qui viendra s'ajouter aux 25 %, sans plus de spécification, et qui interviendra également au 1er août.

« Au moins nous avons désormais des certitudes sur les droits de douane. Nous verrons maintenant si les exportateurs (indiens) ou importateurs américains pourront absorber ce surcoût ou non », a déclaré le directeur général de la Fédération indienne des organisations exportatrices, Ajay Sahai, auprès de l'AFP. « Là où nous avons besoin de clarté, c'est au sujet de cette pénalité. Est-ce une menace, si l'Inde continue à importer du pétrole russe nous serons frappés par une pénalité ? Et sur certains produits ou tous ? » s'est-il interrogé.

Sanctions « secondaires »

L'Inde est en effet considérée comme étant l'un des principaux clients du pétrole russe, pourtant sous sanction, mais une aubaine du point de vue de New Delhi, qui profite d'un prix d'achat moins élevé alors que Moscou cherche à financer son effort de guerre en Ukraine.

Donald Trump menace désormais les pays achetant du pétrole russe, mais également iranien, de sanctions « secondaires », qui prendraient la forme de droits de douane supplémentaires sur les produits provenant de ces pays. La Chine et l'Inde sont parmi les premiers acheteurs de pétrole russe.

L'Inde prendra toutes les mesures nécessaires pour protéger ses intérêts nationaux, a déclaré le ministère indien de l'Industrie et du Commerce après l'annonce faite par le président américain Donald Trump de droits de douane de 25 % pour l'Inde. New Delhi accorde une importance primordiale à la protection de ses agriculteurs et entreprises. 20 Minutes/AFP et RT 30 juillet 2025

La Chine résistera aux sanctions américaines en poursuivant l'achat de pétrole russe, selon le secrétaire au Trésor américain – RT 30 juil. 2025

La Chine reste engagée dans l'achat de pétrole russe malgré la menace de droits de douane américains, selon les déclarations du secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, dans la journée du 29 juillet, à l'issue de deux jours de négociations commerciales sino-américaines à Stockholm.

Selon Scott Bessent, Pékin avait fait part de sa résolution à défendre sa souveraineté énergétique, même dans le cas où les législateurs américains venaient à ratifier de nouvelles sanctions de grande ampleur.

Le secrétaire américain au Trésor a déclaré qu'un projet de loi, actuellement examiné par le Congrès, autoriserait le président Trump à imposer des droits de douane allant jusqu'à 500 % pour l'acquisition de pétrole russe sanctionné. Cette mesure pourrait inciter les alliés des États-Unis à adopter des démarches similaires dans une tentative d'étouffer les revenus énergétiques de Moscou.

« Je pense que quiconque achète du pétrole russe sanctionné devrait être prêt à cela », a déclaré Scott Bessent aux journalistes.

Les officiels chinois ont toutefois clairement indiqué, lors des discussions, que Pékin considérerait l'énergie comme une question de souveraineté nationale et qu'il continuerait d'acheter du pétrole russe en fonction des priorités de sa politique intérieure.

« Les Chinois prennent leur souveraineté très au sérieux. »

« Nous ne voulons pas entraver leur souveraineté, s'ils souhaitent payer des droits de douane de 100 % », a déclaré Scott Bessent.

La Chine reste le premier acheteur de pétrole russe, avec plus de 2 millions de barils par jour, soit près de 20 % de ses importations totales de brut, suivie par l'Inde et la Turquie.

Le chef de la NASA confirme la nécessité de maintenir les relations avec la Russie - RT 1 août 2025

En visite aux États-Unis, le directeur général de Roscosmos, Dmitri Bakanov, a déclaré que la direction de la NASA considérerait comme essentielle la poursuite des relations avec la Russie dans le domaine spatial. Selon lui, Sean Duffy, chef intérimaire de l'agence spatiale américaine et ministre des Transports, s'est montré clair : malgré les tensions géopolitiques actuelles, la coopération ne doit pas être interrompue.

Bakanov a, de son côté, insisté sur le fait que cette collaboration est directement liée à la sécurité des missions à bord de la Station spatiale internationale, à la protection des équipages et à la continuité des efforts technologiques conjoints. *« Rompre ces liens serait facile, mais les rétablir prendrait des années »,* a-t-il observé.

Il s'agit de la première rencontre entre les responsables des agences spatiales russe et américaine depuis huit ans. Pour Bakanov, le fait que cette position soit exprimée par un membre du gouvernement américain en exercice lui confère une portée à la fois politique et opérationnelle.

Le 31 juillet, il a annoncé qu'un accord avait été trouvé entre Roscosmos et la NASA pour prolonger l'exploitation conjointe de la Station spatiale internationale au moins jusqu'en 2028. Il a aussi précisé que le dialogue avait été constructif et que les deux parties envisageaient de maintenir la station en activité jusqu'en 2030. L'accord prévoit en outre une coordination sur les étapes préparatoires à sa désorbitation.

Russie.

Guerre en Ukraine: Donald Trump donne "10 à 12 jours" à Vladimir Poutine pour arrêter le conflit - BFMTV 28 juillet 2025

Ultimatum de Trump : «la Russie n'est ni Israël ni même l'Iran», tance Medvedev - RT 28 juil. 2025

« *Ne vous laissez pas entraîner dans la voie de Sleepy Joe !* ». Dans un message posté ce 28 juillet sur son compte X, l'ancien président russe et actuel vice-président du Conseil de sécurité russe a réagi à l'annonce par Donald Trump d'une réduction à « *dix ou douze jours* » de son ultimatum à Vladimir Poutine pour parvenir à un accord de résolution du conflit en Ukraine.

« *La Russie n'est ni Israël ni même l'Iran* », a lancé Dmitri Medvedev en premier lieu, estimant que Donald Trump – qui selon lui « *joue le jeu de l'ultimatum avec la Russie* » – devrait « *se rappeler de deux choses* ». « *Chaque nouvel ultimatum est une menace et un pas vers la guerre* », a par ailleurs mis en garde l'ancien président russe, et de préciser : « *Non pas entre la Russie et l'Ukraine, mais avec son propre pays* ».

Le président des États-Unis a annoncé réduire à « *dix ou douze jours* » le délai qu'il laissait à son homologue russe Vladimir Poutine pour trouver une issue au conflit en Ukraine. « *Il n'y a aucune raison d'attendre si vous connaissez déjà la réponse. Nous ne voyons aucun progrès* », avait lancé le dirigeant américain aux journalistes.

« *Je vais réduire ces 50 jours que je lui ai donnés à un nombre inférieur, car je pense que je connais déjà la réponse* », avait-il déclaré quelques instants plus tôt, également à la presse. RT 28 juil. 2025

Ukraine.

Luc Ferry sur LCI à propos du conflit en Ukraine... la vérité prendrait-elle enfin le chemin des mainstreams - France-Soir 23 juillet 2025

Que se passe-t-il dans les médias mainstreams ? Le grand retournement serait-il déjà dans les starting-blocks ?

Dans une intervention marquante sur LCI, Luc Ferry a affirmé sans détour : "*la Russie a gagné la guerre que l'Ukraine a commencé.*" Cette déclaration, loin des narratifs biaisés qui ont dominé jusqu'ici, met en lumière une réalité que beaucoup refusaient même d'entrevoir. Ferry a également rappelé : "c'est l'Ukraine qui a déclenché cette guerre avec "*la guerre du Donbass*" et qu'il s'agissait d'une "*connerie monumentale.*" Ces propos confirment ce que de nombreux observateurs

avertis savaient déjà à savoir que la guerre a été initiée par des choix catastrophiques ukrainiens, et la Russie a depuis consolidé sa position. LCI, en donnant une tribune à Ferry, ouvre une voix que l'on aurait il y a encore peu décrit, comme dissidente, mais qui permet enfin de faire entendre une vérité jusque-là impensable, marquant un tournant décisif dans la manière dont ce conflit est perçu.

L'autorisation de tels propos sur LCI, bien que surprenante de prime abord, s'inscrirait-elle dans une logique où la réalité géopolitique commence à s'imposer, où le déni devient trop lourd à porter, malgré les soubresauts des pouvoirs politiques et militaires en mal de propagande ? Ferry a souligné que "*les quatre oblasts en question sont occupées par la Russie*" et que "*l'Ukraine ne les reprendra pas de sitôt*," une vérité qui semble incontournable, et que les médias occidentaux ont trop longtemps occultée. Cette intervention n'est pas une exception isolée, mais le signe d'un début de reconnaissance de faits. La fatigue de la guerre, les échecs militaires ukrainiens et les coûts économiques pour l'Occident poussent inexorablement vers une réévaluation du discours officiel. La réalité factuelle, longtemps étouffée, commence enfin à percer, et il est temps de l'accepter pleinement, c'est le message que LCI nous renvoie.

L'Union européenne suspend 1,7 milliard de dollars d'aide à l'Ukraine après la dérive contre les institutions anticorruption - RT 27 juil. 2025

Dans un article publié ce 26 juin, le *New York Times* révèle que l'Union européenne a choisi de bloquer 1,7 milliard de dollars initialement destinés à l'Ukraine. Cette décision fait suite au non-respect de trois des seize critères imposés par Bruxelles dans le cadre du programme « *Ukraine facility* ». Parmi les manquements identifiés figure notamment l'absence de nomination des juges d'un tribunal spécialisé dans la lutte contre la corruption.

L'aide en question, qui ne peut être utilisée pour des achats militaires, fait partie d'un plan de soutien économique plus large mis en place par l'UE sur trois ans.

« *Le prestige de Zelensky décline clairement. Il y a un mécontentement croissant dans la communauté des donateurs* », observe l'expert américain James Wasserstrom, cité par le *New York Times*.

En parallèle, Kiev a bloqué la nomination d'Oleksandr Tsyvinsky, désigné pour diriger une unité financière stratégique. Ce poste resté vacant empêche également le versement d'un autre programme d'aide, celui du FMI, à hauteur de 15,6 milliards de dollars. L'Ukraine n'a pas non plus rempli d'autres critères exigés, notamment en matière de décentralisation ou de gestion des actifs confisqués.

Au-delà des aspects techniques, cette affaire reflète une crise politique plus profonde. Depuis des mois, le pouvoir ukrainien est accusé de centraliser les institutions entre les mains de l'exécutif. Des maires élus ont été remplacés par des administrateurs militaires. Des journalistes et opposants sont visés par des enquêtes. Une dérive autoritaire de plus en plus difficile à ignorer, même pour les alliés occidentaux.

Le chef du Parquet spécial indépendant accuse Zelensky d'avoir saboté la lutte anticorruption 31 juil. 2025, 11

Le chef du Parquet spécial indépendant ukrainien (SAP), Oleksandr Klymenko, accuse Volodymyr Zelensky d'avoir porté un coup majeur à l'indépendance des institutions chargées de lutter contre la corruption, rapporte le Times. Selon lui, la décision de placer le SAP et le Bureau national anticorruption ukrainien (NABU) sous le contrôle direct du pouvoir exécutif a paralysé leur fonctionnement et semé la peur parmi les agents et les informateurs.

Sous la pression croissante des citoyens et des partenaires occidentaux, il a présenté un nouveau projet de loi dans l'objectif de revenir sur sa décision. Toutefois, pour Klymenko, même si cette tentative aboutit, les dommages sont déjà considérables. Il souligne que le travail du NABU est pratiquement à l'arrêt : les lanceurs d'alerte ont cessé de coopérer, craignant que leur identité ne soit révélée : « *Des informateurs ont également suspendu leur coopération avec nous parce qu'ils ont peur d'être démasqués* », ajoutant que les enquêteurs eux-mêmes se sentent exposés à des arrestations arbitraires.

Klymenko affirme que des campagnes de discrédit sont menées contre ses équipes et que cette attaque contre l'intégrité des institutions anticorruption intervient au moment où celles-ci menaient des enquêtes sensibles visant 31 députés en exercice et 40 anciens parlementaires, y compris dans le parti présidentiel.

Selon lui, l'indépendance du SAP et du NABU n'a été possible que grâce au soutien constant des alliés étrangers, en particulier les États-Unis. Le relâchement de cet appui serait la cause de la situation actuelle.

Afrique et Moyen-Orient.

L'Afrique et le Moyen-Orient affamés par les conflits, la guerre commerciale et le climat - Euronews 28 juillet 2025

La flambée des prix mondiaux aggrave l'insécurité alimentaire en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. C'est ce qu'indique le rapport Sofi (l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde).

Cette étude sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, menée par plusieurs agences des Nations unies, dont l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la Santé et l'Unicef, explique que les guerres commerciales, les conflits et le dérèglement climatique sont les principaux facteurs à l'origine de l'inflation alimentaire à l'échelle mondiale.

"La situation est tout de même assez alarmante, surtout en Afrique et au Moyen-Orient. Je dirais que ce sont les deux régions où les chiffres continuent d'augmenter", assure Álvaro Lario, président du Fonds international de développement agricole (FIDA). "Il s'agit d'un mélange de conflits, de perturbations ou de chocs dus aux tensions économiques ou commerciales et de chocs climatiques. Ce sont donc les trois principaux facteurs", poursuit-il.

Le rapport explique que la proportion de la population souffrant de la faim en Afrique dépassait 20 % en 2024, touchant 307 millions de personnes. Selon les projections de la FAO, 512 millions de personnes pourraient encore souffrir de sous-alimentation chronique à l'horizon 2030, avec près de 60 % d'entre elles sur le seul continent africain.

Les conditions de vie de plus en plus difficiles des petits agriculteurs et des populations rurales dans les pays en développement sont un catalyseur des flux migratoires économiques.

"Il est très clair que lorsque les gens n'ont pas la possibilité de gagner leur vie là où ils sont, ils sont forcés d'émigrer. Il y a donc un lien évident entre la migration, la capacité à se nourrir et la capacité à épargner grâce à la production alimentaire", explique encore Álvaro Lario.

Le lien entre migration, capacité à se nourrir et capacité à continuer à produire de la nourriture est évident, a-t-il ajouté.

Selon les critères de l'ONU, les petits exploitants agricoles sont ceux qui exploitent moins de 2 hectares de terres. Ils produisent un tiers de la nourriture mondiale et jusqu'à 70 % de la nourriture en Afrique.

L'existence économique et la durabilité des petits agriculteurs sont essentielles à l'approvisionnement alimentaire et à la sécurité alimentaire dans les pays en développement.

Pourtant, selon les normes internationales, ils vivent tous sous le seuil de pauvreté. Ils représentent 80 % de la population la plus pauvre du monde.

Les investissements à long terme dans l'agriculture et les petits agriculteurs des pays en développement sont essentiels pour lutter contre la faim dans le monde.

« L'Afrique importe environ 70 à 80 milliards d'euros de denrées alimentaires chaque année. Il est clair qu'elle pourrait être autosuffisante et créer de nombreux emplois en Afrique », a déclaré M. Lario. Euronews et RT 28 juillet 2025

J-C - En Inde où je vis, j'ai constaté que le prix des gâteaux secs les moins chers que les enfants mangent en priorité avait augmenté de 50% depuis le début de l'année. J'en achète toutes les semaines, c'est le petit déjeuner de mes chiens, 15 roupies. Sur les paquets de gâteaux et toutes les marchandises vendues sous emballages ou préconditionnées figurent le prix au gramme, ce qui permet de comparer facilement les produits et les prix, de 0,10 rs ils sont passés à 0,15 rs, soit 50% d'augmentation depuis janvier environ, c'est énorme.

J'ai arrêté d'acheter certains gâteaux secs parce que les prix avaient explosé, d'ailleurs c'est bien simple, je les ai supprimé du thé de 5 heures de l'après-midi, ici on ne dit pas 15 heures, on vit à l'heure anglo-saxonne. Je me suis rendu compte que mensuellement ces achats de gâteaux par dizaines de paquets - on en distribuait à tous les gosses qui passaient par chez nous ou ceux du quartier, nous coûtaient une petite fortune, plusieurs milliers de roupies. Le pain que j'achète vient de passer de 48 à 68 rs, soit environ 40% d'augmentation. L'huile de tournesol est passée de 100 à 135 rs, et tout est comme cela ou presque, hormis les produits frais qui varient toujours selon les saisons ou les événements, avec des variations de 1000% quand même, voire davantage, les tomates passant de 10 rs le kilo à 160 rs 8 mois plus tard, avant de redescendre progressivement pour se stabiliser aux alentours de 20 ou 40 roupies. Pareil pour l'ail, de 200 à 450 rs. Il y a des mois où on ne mange pratiquement plus de tomates et d'ail et bien autres choses encore.

Tous les Indiens que je connais se privent sur l'alimentaire, tous sont en situation de sous-alimentation en protéine et présentes des carences en vitamine B, fer, zinc, calcium et magnésium, ils mangent peu de viande et ils boivent moins de lait devenu cher, ils ne mangent que les légumes et les fruits de saison. Les lentilles, qui font partie de la cuisine indienne traditionnelle, sont très chères ou hors de prix. Ils baignent dans de l'eau agrémentée de quelques légumes, ce qui donne un liquide (sambar) peu appétissant relevé de piments rouges secs très forts et quelques épices, on le déguste mélangé à une plâtre de riz blanc histoire d'oublier qu'il n'a aucun goût. En comparaison, quand je cuisine un sambar, cela ressemble davantage à une purée de pois cassés, tout le monde le trouve excellent, et pour cause ! Mais il aura coûté beaucoup plus cher, ce que la plupart des Indiens ne peuvent pas se permettre parce qu'ils sont trop pauvres.

Ici, la pauvreté est un sujet qui est abordé lors de chaque repas, il est présent dans toutes les conversations, dans toutes les bouches. A n'importe quelle heure de la journée on croise des adultes ou des enfants qui ont faim, ils ont sauté un repas, ils vous le disent, c'est comme cela que je le sais, je n'invente rien. Certains lecteurs me prennent pour un extrémiste ou un hystérique radicalisé. Je leur répondrai qu'avec la guerre, la faim est une violence et une injustice insupportable, avec laquelle aucun compromis n'est envisageable. Capitalisme ou socialisme, entre les deux ils ont fait leur choix, ils rejettent le socialisme, donc ils adoptent le capitalisme avec toutes ses conséquences cruelles et dramatiques pour tous les peuples. Qu'il me soit permis de me placer au côté de ceux qui ont faim, qui crèvent de faim, merci de leur compréhension.

Brésil.

Le Brésil dénonce un « néocolonialisme » américain et souhaite renforcer son engagement avec les BRICS - RT 27 juil. 2025

Le Brésil a annoncé son intention de renforcer significativement ses relations avec les BRICS, en réaction directe aux menaces répétées du président américain Donald Trump. Cette déclaration, faite par Celso Amorim, conseiller spécial du président brésilien Lula da Silva pour les affaires internationales, a été révélée dans un article du *Financial Times* publié ce 27 juillet.

Cette pression de Washington pousse Brasilia à accélérer son désengagement vis-à-vis de toute dépendance bilatérale. « *Ces attaques renforcent nos relations avec les BRICS, parce que nous voulons avoir des relations diversifiées et ne dépendre d'aucun pays* », a affirmé Celso Amorim.

À l'image de ses déclarations, le Brésil plaide pour un ordre mondial multipolaire. Selon Celso Amorim, les BRICS ne sont pas un bloc idéologique, mais un levier pour défendre le multilatéralisme face à une Amérique jugée de plus en plus agressive. Il a également invité l'Union européenne à ratifier au plus vite l'accord commercial avec le Mercosur, soulignant que cela permettrait de rééquilibrer les relations globales. RT 27 juil. 2025

BRICS.

Lu.

- Les BRICS annoncent une nouvelle étape dans le débat sur la gouvernance mondiale

Lors de leur sommet de 2025 à Rio, les BRICS ont réaffirmé leur ambition de remodeler l'architecture de la gouvernance mondiale. La déclaration finale souligne l'engagement du groupe en faveur d'un «*ordre international plus démocratique, représentatif et équitable*», reflétant une frustration persistante à l'égard des institutions dominées par l'Occident. Le bloc réaffirme son soutien à une réforme de l'ONU, notamment à l'extension du Conseil de sécurité afin de mieux refléter les réalités géopolitiques actuelles et de renforcer la représentation des pays du sud global.

Les BRICS se positionnent ainsi à la fois comme réformateurs et comme alternative aux institutions existantes. L'accent mis sur le renforcement de leurs propres structures, telles que la Nouvelle Banque de Développement (NDB) et l'Accord de Réserve de Contingence, démontre une volonté d'institutionnalisation progressive. Ces outils ne sont pas présentés comme parallèles, mais comme complémentaires, destinés à «renforcer la coopération Sud-Sud» et à «favoriser la stabilité financière».

Le groupe plaide également pour un monde multipolaire où «*aucun pays ou groupe ne domine*». Affirmant les principes de souveraineté et de non-ingérence, les BRICS remettent en question la légitimité des sanctions non approuvées par le Conseil de sécurité de l'ONU. Ils défendent ainsi un discours où la compétition institutionnelle s'accompagne d'un plaidoyer pour une plus grande légitimité, réaffirmant que l'ordre mondial post-occidental doit refléter les voix du Sud global.

Chine.

Lu.

Aujourd'hui, la Chine est non seulement la première économie mondiale en termes de PIB à parité du pouvoir d'achat (PIB-PPA), où la RPC possède une avance de plus en plus grandissante sur les USA, mais elle est également un acteur fondamental du commerce et des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale.

Comme le montre l'analyse cartographique d'Econovis sur la question de leadership dans le commercial mondial, sur la base de l'exemple des États-Unis, de l'UE et de la République populaire de Chine, le chemin parcouru par la Chine est tout simplement impressionnant. Comme le note ladite analyse, en 2000, les États-Unis étaient le premier partenaire commercial de la plupart des pays d'Amérique du Nord et du Sud, de plusieurs grandes économies de la région Asie-Pacifique et de certains pays d'Afrique. L'UE dominait les échanges avec une grande partie de l'Europe, une grande partie de l'Afrique et de l'Asie, et une grande partie de l'Amérique du Sud. La Chine n'était le principal partenaire que de quelques économies plus petites, dont le Myanmar, la Mongolie, la Corée du Nord, Oman, le Soudan et le Yémen.

En 2024, la présence commerciale de la Chine s'était considérablement accrue, devenant le premier partenaire commercial de la quasi-totalité de l'Asie, d'une grande partie de l'Afrique et de la majeure partie de l'Amérique du Sud. Les États-Unis ont conservé leur domination en Amérique du Nord et dans certaines régions d'Amérique du Sud. L'UE est restée le principal partenaire d'une grande partie de l'Europe, de l'Afrique du Nord et des régions voisines, mais sa présence mondiale a diminué par rapport à celle de la Chine. Le commerce total de la Chine est passé de 474 milliards de dollars en 2000 à 6200 milliards de dollars en 2024, dépassant ainsi les États-Unis et l'UE pour devenir la première nation commerçante du monde.

Dans les faits, la cartographie publiée est éloquent, la couverture par la Chine en qualité de principal partenaire économique et commercial, par rapport aux USA et à l'UE, concerne une nette majorité de pays du monde. Et ce, non seulement en termes de nombre de pays concernés, mais également en termes de composante démographique. Autrement dit, il s'agit précisément de la majorité mondiale.

L'autre cartographie d'Econovis, où cette fois-ci la comparaison ne porte que sur les États-Unis et la Chine, le tableau est, dans une certaine mesure, encore plus impressionnant en faveur de la Chine. Et comme le souligne à nouveau ladite analyse cartographique : en 2000, le volume des échanges commerciaux des États-Unis s'élevait à 2000 milliards de dollars, soit plus de quatre fois supérieur à celui de la Chine, qui s'élevait à 474 milliards de dollars. À cette époque, la Chine n'était un partenaire commercial majeur que pour quelques pays, dont Cuba, l'Iran, la Libye, le Myanmar, la Mongolie, la Corée du Nord, Oman, le Soudan, la Tanzanie et le Vietnam.

De 2000 à 2024, le commerce des États-Unis a augmenté de 167% (taux de croissance annuel composé, TCAC, de 4,2%), tandis que celui de la Chine a progressé de 1200% (TCAC de 11,3%), dépassant ainsi le niveau des États-Unis à partir de 2012. En 2024, le total des échanges commerciaux a atteint la valeur de 5300 milliards de dollars pour les États-Unis et 6200 milliards pour la Chine.

Aujourd'hui, la Chine est tout simplement le principal partenaire économico-commercial (par rapport aux USA) de la plupart des pays d'Asie, d'Europe de l'Est, du Moyen-Orient, d'Océanie, d'Amérique du Sud et d'Afrique. À l'avenir, l'Amérique du Nord, l'Europe (hors Russie), l'Afrique du Nord et l'Inde devraient (selon Econovis) renforcer leurs liens commerciaux mutuels, tandis que la Chine continuera à approfondir ses liens avec les marchés émergents, notamment dans l'importation de carburants, des minéraux et des produits agricoles, tout en exportant des produits manufacturés.

En réalité, les analystes occidentaux, et en l'occurrence ici étasuniens, oublient d'indiquer que les accomplissements obtenus par la RPC au cours des 24 dernières années sont loin d'avoir atteint le maximum des capacités chinoises. Au contraire, tout porte à croire que les dites avancées ne feront que s'accroître encore plus en faveur de Beijing, y compris dans les quelques régions du monde non-occidental où les Occidentaux occupent encore des positions dominantes. Notamment en Afrique du Nord, à certains endroits d'Afrique de l'Ouest et centrale, en partie également en Amérique latine et dans un nombre fort limité de pays de l'espace eurasiatique.

Les faits et perspectives énumérés expliquent d'ailleurs parfaitement les raisons supplémentaires de la rage des régimes de la minorité planétaire occidentale. Tant d'ailleurs de Washington que de ses vassaux d'Europe bruxelloise. D'où les menaces et les tentatives de guerres tarifaires de la part des éléments étasuniens, les restrictions et sanctions commerciales de la part des européens, et les toutes sortes de tentatives de déstabilisation à l'encontre des principales forces et des partisans du monde multipolaire moderne.

D'où, entre autres, l'hystérie des Occidentaux face à leur échec à pouvoir séparer la Chine de la Russie et vice-versa, la haine des mêmes Occidentaux sur la question de la complémentarité entre Beijing et Moscou, notamment en Afrique, le tout dans un contexte d'influence mondiale croissante de structures internationales telles que les BRICS, et bien sûr, en général, dans le cadre du renforcement de la voix des pays du Sud global, en particulier ceux qui n'entendent pas accepter un quelconque retour du diktat occidental à l'encontre de la majorité de l'humanité.

Et bien sûr, tout cela confirme une fois de plus que la fureur même des régimes occidentaux a, indéniablement, des raisons géoéconomiques aussi. Il est naturellement fort difficile pour l'Occident d'accepter qu'en qualité de minorité planétaire, il ait pu longtemps dominer tous les principaux processus mondiaux, et qu'il doive désormais faire face à son propre isolement croissant et à sa réduction à la position de minorité planétaire qu'il est précisément. Dans un état hystérique, les régimes occidentaux refusent de devoir admettre cette réalité.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 7 août 2025

Il pleut depuis plus d'une semaine, en fait il a plu une grande partie du mois de juillet, ce que je n'avais jamais vu en 30 ans. Du coup, j'ai le temps de préparer une causerie.

Ma santé est stable, un jour sur deux je suis obligé de rester alité une bonne partie de la journée, depuis deux jours cela va mieux, j'ai beaucoup dormi. Ce qu'on vit en ce moment me rend malade, or, il faut le prendre comme cela vient, je le sais mais je n'arrive pas à me déconnecter.

Il y a un mieux tout même, car j'ai téléchargé plein de musique et j'en ai écouté une bonne partie de l'après-midi deux jours de suite, cela m'a changé les idées, des morceaux des années 70, ce que ma génération de branleurs appelle la « *belle époque* », il est vrai que même si nous étions bourrés d'illusions, nous étions plus heureux qu'aujourd'hui, l'espoir d'un monde meilleur existait encore, depuis il a disparu, et ce ne sont pas les gens qu'on rencontre qui vont vous remonter le moral, ils sont d'une tristesse, le leur est dans les talons !

Avec la musique, on éprouve une sensation de bien-être qu'on ne cherche pas à expliquer ou à conceptualiser, on renaît. L'espoir renaît avec la bonne humeur, toujours insouciant. Peu importe, cela soulage, c'est une tranche de bonheur qu'on n'a pas volée, qu'on a méritée, et comme on n'est jamais totalement déconnecté de la réalité, on se dit qu'on a de la chance de la vivre, on la dédie à tous ceux qui en sont injustement privés à travers le monde.

Joe Bonamassa & Metropole Orkest | Live at North Sea Jazz 2025

https://www.youtube.com/watch?v=d2jW0s6hsMU&list=RDd2jW0s6hsMU&start_radio=1

Joe Bonamassa with Kenny Wayne Shepherd "Pack It Up" Montreux Jazz Festival 16/07/2025

https://www.youtube.com/watch?v=cX9uBpy4CIA&list=RDcX9uBpy4CIA&start_radio=1

Joe Bonamassa "Full Concert" 4K UHD LIVE The Greek Theater Los Angeles Hollywood, Cal. July 31, 2025

https://www.youtube.com/watch?v=PuZvVCydNUG&list=RDPUZvVCydNUG&start_radio=1

Totalitarisme. Les chatbots conversationnels des instruments politiques de désinformation et de propagande.

J-C - Gare à ceux qui s'y fieraient aveuglément !

Pour les défier, c'est très facile, vous posez deux questions à la suite l'une de l'autre, la première à la forme affirmative, la seconde en reprenant exactement les mêmes termes à la forme interrogative, comparez les réponses, vous allez être surpris.

Quant au recours au conditionnel, à usage simple ou multiple, il peut servir à introduire un doute là où ce n'est pas nécessaire, à brouiller la frontière entre explicite et implicite, de manière à ébranler les convictions des lecteurs et les influencer.

D'autres artifices syntaxiques ou sémantiques sont utilisés.

Il faut tout lire très attentivement, mais comme la plupart des gens n'ont pas les compétences linguistiques pour décrypter correctement le contenu qu'ils produisent, ils se feront manipuler ou mieux, ils se manipuleront eux-mêmes, car au lieu de faire preuve de vigilance et de retenu, si un texte va dans le sens de leurs idées ou de leur idéologie, ils l'adopteront sans réfléchir.

Sinon, il vous restera à vérifier ailleurs les points en litige ou il vous faudra poser d'autres questions toujours plus précises pour en savoir davantage...

Personnellement je ne l'utilise pas, j'ai juste voulu voir à deux ou trois reprises comment ils interprétaient des infos d'actualité et je n'ai pas été déçu, inutilisable, donc je m'en passe. L'IA du moteur de recherche de Google suffit pour un rappel historique, un truc connu ou une définition, je m'en sers parce que je n'ai pas de mémoire, c'est un de mes gros handicaps, cet instrument est utile et me fait gagner du temps.

En temps de guerre la vérité est particulièrement malmenée, nous y sommes et elle est dorénavant permanente, ce que la plupart des gens ignorent ou oublient.

"C'est une photo de Gaza ?" : l'IA trompeuse pour vérifier des images - AFP 6 août 2025

L'IA n'est pas faite pour dire la vérité, on ne saurait mieux dire.

Pour Louis de Diesbach, chercheur en éthique de la technique et auteur de Bonjour ChatGPT, les agents conversationnels ne doivent pas être utilisés pour vérifier des faits, à la manière d'un moteur de recherche, car "*ils ne sont pas faits pour dire la vérité*" mais pour "*générer du contenu, qu'il soit vrai ou faux.*"

"*Il faut le voir comme un ami mythomane : il ne ment pas toujours, mais il peut toujours mentir*", conclut l'expert.

"Grok, c'est vrai?" : les internautes recourent de plus en plus aux chatbots conversationnels pour vérifier des informations, au risque d'être trompés par les erreurs des IA, comme l'illustrent les vifs échanges déclenchés sur X par le partage de la photo d'une fillette dénutrie à Gaza.

Début août, quand le député français apparenté LFI Aymeric Caron, soutien notoire de la cause palestinienne, publie sur le réseau social X cette image sans légende, alors que la bande de Gaza est menacée d'une "*famine généralisée*" selon l'ONU, plusieurs utilisateurs demandent rapidement à Grok d'en vérifier l'origine.

Le robot conversationnel intégré à X est formel: cette photo a été prise selon lui en octobre 2018 au Yémen et montrerait Amal Hussain, une fillette de 7 ans. Sa réponse est largement relayée. Et le député accusé de faire de la désinformation.

Mais Grok se trompe : la photo a bien été prise à Gaza, le 2 août, par Omar al-Qattaa, photojournaliste pour l'AFP.

Le cliché montre Mariam Dawwas, 9 ans, dans les bras de sa mère Modallala à Gaza-ville, qui a expliqué à l'AFP que sa fille pesait 25 kilos avant la guerre, contre 9 aujourd'hui.

Récemment, une autre photographie de l'AFP, du même Omar al-Qattaa, publiée par le quotidien Libération et montrant déjà un enfant souffrant de malnutrition à Gaza, avait déjà été faussement située au Yémen et datée de 2016 par Grok. Alors qu'elle a bien été prise en juillet 2025 à Gaza.

Pour lire l'article en entier avec d'autres exemples.

<https://fr.news.yahoo.com/cest-photo-gaza-lia-trompeuse-180511805.html>

Quand la tête de l'homme de paille tremble.

L'Indonésie interdit de brandir le drapeau de « One Piece » - 20minutes.fr 5 août 2025

Symbole d'opposition à la corruption de l'administration et du gouvernement, le drapeau de Luffy de One Piece est désormais interdit.

L'Etat indonésien ne veut plus voir de chapeau de paille. A l'aube du 80e anniversaire de l'indépendance du pays, une partie de la population affiche sa contestation en brandissant le drapeau des « *mugiwara* », l'équipage de Luffy, personnage principal du manga One Piece, au côté du drapeau national.

Le but ? Marquer son opposition à la corruption, endémique en Indonésie. La compagnie pétrolière et gazière publique Pertamina est au cœur d'un vaste scandale de corruption, ayant coûté à l'État plus de 12,06 milliards de dollars américains entre 2013 et 2018.

Une tête de mort ornée d'un chapeau de paille : c'est par ce symbole que se font reconnaître Luffy et ses camarades, grands ennemis du gouvernement mondial dans le manga. 20minutes.fr 5 août 2025

J-C - En France, ils interdisent des manifestations ou des spectacles, c'est pire !

Promue, puis déchu.

La classe dominante n'a ni principe ni morale, elle n'a que des intérêts. Un jour puritaine, un jour pornographique, naviguant d'un extrême à l'autre sous un mode tyrannique, tout ce qu'elle sait faire, c'est opprimer, ainsi, toute manquement aux bons mœurs ou toute atteinte à la liberté sexuelle sera lourdement sanctionnée.

Pour nous qui avons des principes et une morale, nous privilégions des rapports basés à la fois sur des sentiments mutuels, des valeurs humanistes partagées, une attirance physique réciproque, cela peut paraître ringard ou conservateur, idéaliste, mais pas irréaliste, parce que cela implique des rapports où la notion de domination entre les hommes et les femmes qui justifient tous les excès et les mauvais traitements est exclue. Que ce soit inconcevable dans la société actuelle, je vous l'accorde volontiers, et pour cause, j'ai essayé il y a 45 ans en arrière, et cela a foiré, mon épouse a craqué, qu'y pouvais-je, rien.

Dans la société, de même qu'il y a des membres pourvus d'une conscience supérieure, il en a aussi qui demeurent profondément arriérés, et entre les deux toutes les combinaisons ou nuances existent. Il n'existe donc pas de rapports chimiquement purs, du coup la tentation est grande de se livrer à toute sorte d'expériences sans avoir à se justifier, quant à en assumer les conséquences, c'est beaucoup demander...

Le Danemark veut retirer une statue de sirène jugée « laide et pornographique » - 20minutes.fr 5 août 2025

La Grande Sirène, une statue de quatre mètres de haut qui a accompagné un temps la fameuse Petite Sirène de Copenhague (Danemark), devrait être définitivement retirée de l'espace public après avoir été vivement critiquée

Le jugement de la pasteur et journaliste Sorine Gotfredsen dans le journal Berlingske est ainsi sans appel. « *Ériger une statue représentant le fantasme masculin de ce à quoi une femme devrait ressembler n'est pas susceptible d'encourager les femmes à accepter leur propre corps* », a-t-elle affirmé. En retour, Aminata Corr Thrane, rédactrice en chef du débat chez Berlingske, a estimé que cette focalisation sur les seins de la statue était contreproductive. « *Les seins nus des femmes doivent-ils avoir une forme et une taille académiques spécifiques pour pouvoir être exposés en public ?* », s'est-elle demandé. 20minutes.fr 5 août 2025

J-C - Si cette statue est aussi laide, ce je conçois très bien, la question est de savoir comment elle a pu atterrir là. J'ai regardé la photo, il est vrai qu'on ne voit qu'une énorme paire de seins, quel est l'apport artistique là-dedans, je n'en vois pas, il n'y en a pas.

France. Fabrication du consentement et manipulation des consciences des masses. Recrutement : Propagandistes, complotisme, miliciens au service de la classe dominante, petites mains pour sales besoins idéologiques.

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot.

- Lauréat (promotion 2020) du programme « *Young Leaders* » de la French-American Foundation.
- Décorations reçu de Zelensky : Ordre du prince Iaroslav le Sage (2025)

La diplomatie française recruterait des étudiants influents sur les réseaux sociaux pour diffuser sa propagande - RT 5 août 2025

Le ministère français des Affaires étrangères, à travers sa sous-direction du renseignement et de la stratégie, a commencé à collaborer étroitement avec une dizaine de micro-influenceurs pour appuyer ses campagnes de communication, selon les révélations du média Intelligence Online, publiées le 31 juillet 2025.

Cette stratégie s'appuierait sur de jeunes profils, souvent encore étudiants, dont les comptes sur les réseaux sociaux comptent quelques dizaines de milliers d'abonnés. Parmi eux, plusieurs membres du groupe de réflexion étudiant Atum Mundi auraient déjà été conviés à des réunions au Quai d'Orsay, notamment son co-directeur Clément Molin, qui possède plus de 70 000 abonnés sur X. Le ministère viserait des personnes manifestant un intérêt pour les relations internationales. Charles Thépaut, directeur adjoint de cette sous-direction, explique que ce type de collaboration s'inscrit dans une démarche de long terme, amorcée dès la création de l'unité en 2022.

Derrière cette approche, il ne s'agit pas simplement de moderniser la communication diplomatique. La France cherche à bâtir une armée numérique d'influence discrète, en contournant les médias traditionnels et en façonnant directement l'opinion de ses jeunes publics.

Le rôle de ces influenceurs ne se limite pas à relayer des contenus officiels. Intelligence Online rapporte que ces jeunes sont aussi mobilisés dans le cadre de la lutte contre les concurrents et adversaires de la diplomatie française. Pour cela, des documents internes leur sont parfois transmis. Officiellement, ces documents sont présentés comme des notes d'analyse permettant de « contextualiser » les événements mondiaux. Mais dans certains cas, les contenus reçus seraient plus sensibles. Un des influenceurs interrogés a ainsi été surpris de recevoir, plusieurs jours avant sa publication officielle, le détail du 18^e paquet de sanctions contre la Russie, ainsi qu'une note confidentielle sur l'économie russe.

Le fait que ces influenceurs aient eu accès à l'ensemble du contenu des sanctions anti-russes, avant même que celles-ci ne soient votées à Bruxelles, montre clairement que ce programme sert à préparer le terrain médiatique contre Moscou. La stratégie repose sur la diffusion anticipée de récits hostiles à la Russie, sous couvert d'analyses prétendument indépendantes.

Cette méthode, peu coûteuse, permet à Paris de se constituer un réseau d'influenceurs prêts à relayer ses positions dans l'espace numérique. Elle soulève toutefois des inquiétudes sur la manipulation de l'opinion publique par des canaux non professionnels et difficilement contrôlables.

En misant sur une jeunesse docile et séduite par une proximité apparente avec les rouages de l'État, la France cherche à créer une illusion d'adhésion spontanée à sa politique étrangère. Il s'agit là d'un outil de propagande moderne, maquillé en projet éducatif. Intelligence Online conclut que cette stratégie n'est pas sans risques, notamment en cas de fuite d'informations mal maîtrisées. RT 5 août 2025

J-C – Ils ne vont avoir que l'embarras du choix sur les réseaux dits sociaux, et des peaux de bananes aussi !

Je ne pense pas que ce sera efficace, pour la bonne raison que si ces officines (réseaux dits sociaux) sont spécialisées dans la diffusion d'infos en relation avec l'actualité politique, forcément elles ne peuvent pas camoufler leur penchant idéologique ou leur nature réactionnaire, par conséquent,

hormis ceux qui partagent leur idéologie, tous les autres internautes se méfieront de leurs déclarations comme de la peste ou n'adhéreront pas aveuglément à leur contenu.

Parole de juif. Le Mossad. Il a infiltré et manipulé tous les cercles de pouvoir en Occident.

Qu'est-ce que « les Sayanim »? | Le Mossad & ses agents | Le B'nai B'rith | Jacob Cohen

<https://www.youtube.com/watch?v=u79-bnezsZE>

Jacob Cohen, diplômé de Sciences Po, anciennement traducteur et enseignant à la faculté de droit de Casablanca, auteur, militant antisioniste, polyglotte et grand voyageur né au Maroc.

Palestine occupée.

Australie : à Sydney, des dizaines de milliers de personnes marchent pour Gaza - Euronews 3 août 2025

Ils ont marché sous des trombes d'eau, mais ont tenu à être là. Ce dimanche 3 août, des dizaines de milliers de manifestants ont traversé l'emblématique Harbour Bridge de Sydney, appelant à la paix et à la distribution d'aide humanitaire dans la bande de Gaza.

À l'appel des organisateurs, "March for Humanity", les participants portaient des casseroles et des poêles, symboles de la malnutrition, ainsi que des pancartes et des drapeaux palestiniens. Ils demandaient également l'instauration de sanctions à l'encontre d'Israël.

Initialement interdite, la marche a pu avoir lieu grâce à une décision de la Cour suprême qui a approuvé sa tenue, ce samedi, à la veille de son départ, malgré l'opposition des autorités.

Deux heures après le début de la marche, les manifestants ont été appelés, par la police, à se disperser.

Israël: les ministres votent la destitution de la procureure générale Gali Baharav-Miara - RFI 4 août 2025

En Israël, les ministres de la coalition au pouvoir ont voté pour la destitution de la procureure générale Gali Baharav-Miara, c'est-à-dire de la principale voix d'opposition dans le pays. Cette décision intervient après des mois, voire des années de frictions entre le gouvernement israélien et la procureure générale accusée de bloquer de nombreuses décisions de l'exécutif.

Gali Baharav-Miara, 65 ans, est devenue une figure familière sur les TV israéliennes. Première opposante au gouvernement de Benyamin Netanyahu. La gauche israélienne étant réduite à peau de chagrin. Pour comprendre, il faut se plonger dans le fonctionnement de l'État Israélien. La procureure générale est en fait la garante de la justice dans le pays. Mais aussi de la conformité des lois et de l'intérêt général du peuple.

Gali Baharav-Miara s'oppose surtout à la réforme judiciaire souhaitée par le gouvernement. Cette réforme emblématique est censée renforcer le pouvoir de l'exécutif, qui avait poussé centaines de milliers de personnes dans la rue il y a deux ans. Le gouvernement tente de ressortir ce projet de loi de son chapeau en ce moment. Mais la procureure générale veut y faire barrage.

C'est cette même Gali Baharav-Miara qui a refusé le report du témoignage du Premier ministre israélien pour corruption en décembre dernier. C'est aussi elle qui réclame à grands bruits une commission d'enquête sur les défaillances de l'État lors des attaques du 7-October.

La procureure générale est un caillou dans la chaussure de Benjamin Netanyahu qui tente de s'en débarrasser. Son licenciement doit encore être confirmé d'un point de vue légal par les juges de la Haute Cour de justice. RFI 4 août 2025

Face à la guerre à Gaza, plus de 1 000 rabbins interpellent Netanyahu : « *Nous ne pouvons plus nous taire* » - Le HuffPost 2 août 2025

La lettre des « *rabbins du monde entier* » adressée au Premier ministre israélien dénonce « *les massacres* » et « *l'utilisation de la famine comme arme de guerre* ».

Plus de 1 200 « *rabbins du monde entier* » ont cosigné une lettre pour interpellier Benjamin Netanyahu sur la situation à Gaza. Ils pressent le Premier ministre israélien de permettre à davantage d'aide humanitaire d'entrer dans l'enclave palestinienne, où la population est en proie à la famine et largement privée d'accès aux soins.

Les auteurs de la lettre à Benjamin Netanyahu fustigent « *les massacres de civils* » à Gaza – « *dont un grand nombre de femmes, d'enfants et de personnes âgées* » – ainsi que « *l'utilisation de la famine comme arme de guerre* ». « *Le massacre d'un grand nombre de Palestiniens à Gaza, y compris ceux qui cherchaient désespérément de la nourriture, a été largement rapporté par des médias spectacle et ne peut pas raisonnablement être nié* », insistent-ils.

Une lettre signée par plusieurs rabbins français

Parmi la liste des signataires figurent principalement des rabbins américains, mais aussi grecs, israéliens, néerlandais et écossais. On compte par ailleurs quelques Français comme Ann-Gaëlle Attias ou Gabriel Fahri. La lettre a également été signée par plusieurs rabbins en formation. Le fait que ce texte est recueilli autant de signatures, notamment de religieux américains, peut peser lourd selon Yonat Shimron, un spécialiste du judaïsme interrogé par la radio publique américaine NPR.

Gaza : près de 600 anciens chefs militaires ou espions israéliens appellent Trump à mettre fin à la guerre - Le HuffPost 4 août 2025

« *Arrêtez la guerre à Gaza !* » Cet appel est celui de près de 600 anciens responsables de l'appareil sécuritaire en Israël, parmi lesquels plusieurs ex-patrons du Mossad et du Shin Bet. Ils appellent dans une lettre Donald Trump à faire pression sur le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour mettre fin à la guerre à Gaza.

Ce courrier du mouvement des « *Commandants pour la sécurité d'Israël* » (CIS), signé par 550 anciens chefs espions, militaires, policiers et diplomates, a été rendu public dans la nuit de dimanche à lundi.

« *Cette guerre a cessé d'être une guerre juste et conduit l'État d'Israël à perdre son identité* », alerte Ami Ayalon, ancien directeur du Shin Bet, le service de sécurité intérieure, dans une vidéo diffusée par le même mouvement pour accompagner la publication de ce courrier.

Trois anciens patrons du Mossad, le service de renseignement extérieur, (Tamir Pardo, Efraim Halevy, Danny Yatom), cinq ex-dirigeants du Shin Bet (Nadav Argaman, Yoram Cohen, Ami Ayalon, Yaakov Peri, Carmi Gilon) et trois ex-chefs d'état-major (Ehud Barak, Moshe Bogie Yaalon, Dan Halutz) figurent parmi les signataires de la lettre, et apparaissent dans la vidéo.

« *Au nom de CIS, le plus grand groupe israélien d'anciens généraux de l'armée, Mossad, Shin Bet, police et corps diplomatiques équivalents, nous vous exhortons à mettre fin à la guerre à Gaza. Vous l'avez fait au Liban. Il est temps de le faire à Gaza également* », plaident-ils auprès du président Trump.

« *Tsahal (l'armée israélienne) a depuis longtemps atteint les deux objectifs qui pouvaient être réalisés par la force : démanteler les formations militaires et le gouvernement du Hamas* », estiment les membres du CIS.

« *Le troisième, et le plus important, ne peut être atteint que par un accord : ramener tous les otages chez eux* », soulignent-ils.

« *Nous considérons, en tant que professionnels, que le Hamas ne représente plus une menace stratégique pour Israël, et notre expérience nous indique qu'Israël dispose de tout ce qu'il faut pour gérer ses capacités résiduelles de terreur, à distance ou autrement* », estiment-ils.

« *Traquer les derniers hauts responsables du Hamas peut être fait plus tard* », mais les « *otages ne peuvent pas attendre* », insistent les anciens généraux et maître-espions.

« *Votre crédibilité auprès de la grande majorité des Israéliens renforce votre capacité à guider le Premier ministre Netanyahu et son gouvernement dans la bonne direction* », ajoutent les signataires : « *mettre fin à la guerre, ramener les otages, arrêter les souffrances et former une coalition régionale-internationale qui aide l'Autorité palestinienne (une fois réformée) à offrir aux Gazaouis et à tous les Palestiniens une alternative au Hamas et à son idéologie perverse* »

Grèce: vifs échanges entre le maire d'Athènes et l'ambassadeur d'Israël sur des graffitis «antisémites» - RFI 4 août 2025

À travers la Grèce, la présence sur les murs de nombreux graffitis et affiches appelant principalement à la fin des hostilités à Gaza a mené à une passe d'armes entre l'ambassadeur d'Israël et le maire d'Athènes. Le premier reprochant au second de ne pas en faire assez pour « *nettoyer* » la capitale grecque de graffitis qu'il juge « *antisémites* ».

« *Il est révoltant que Monsieur l'Ambassadeur se concentre uniquement sur [d]es graffitis (...) alors qu'à Gaza se déroule un génocide sans précédent* ». Voilà la réponse du maire d'Athènes, Haris

Doukas, aux accusations du représentant d'Israël face aux nombreux messages sur les murs de sa ville. La réalité dépasse pourtant largement la capitale et ses façades.

Signe d'un écœurement populaire, essentiellement exprimé par des citoyens marqués à gauche, dans l'espace public, les messages sont de plus en plus nombreux à dénoncer la situation à Gaza.

En Crète, les murs de la grande ville de La Canée en sont par exemple saturés. À Athènes, les spectacles de l'été se finissent aussi très souvent par un même message scandé par la foule : « *Free Palestine* ».

L'extermination continue.

Crainte d'une nouvelle escalade à Gaza, des dizaines de morts recensés mardi - France 24 5 août 2025

Sur le terrain, au moins 68 personnes ont été tuées dans des attaques israéliennes, dont 56 qui attendaient des distributions de nourriture, notamment à Khan Younès, dans le sud de Gaza, et à Zikim, dans le nord, par où entre une partie de l'aide autorisée par Israël.. France 24 5 août 2025

Au moins 38 morts à Gaza alors qu'Israël envisage une nouvelle intervention militaire - AP 6 août 2025

Au moins 38 Palestiniens ont été tués dans la nuit de mardi à mercredi dans la bande de Gaza alors qu'ils cherchaient de l'aide auprès de convois des Nations Unies (ONU) et de sites gérés par un sous-traitant américain soutenu par Israël, selon les autorités sanitaires locales.

Gaza : en moyenne 28 enfants tués chaque jour, alerte l'UNICEF – RT 5 août 202

L'UNICEF alerte que 28 enfants meurent quotidiennement à Gaza, soit 18 000 en 22 mois, victimes des bombardements, de la famine et du blocus israélien. La crise hydrique et la malnutrition touchent 90% des foyers, aggravant les souffrances des 1,1 million d'enfants. Un cessez-le-feu et un accès humanitaire urgent sont réclamés.

Etats-Unis.

Donald Trump annonce des droits de douane de 100 % sur les puces électroniques - Associated Press 7 août 2025

Le président Donald Trump a annoncé mercredi l'imposition de droits de douane de 100 % sur les puces électroniques, ce qui augmentera probablement le coût des produits électroniques, automobiles, électroménagers et autres biens, jugés essentiels à l'ère numérique.

«*Nous imposerons des droits de douane d'environ 100 % sur les puces et les semi-conducteurs*», a déclaré M. Trump dans le bureau Ovalaire lors de sa rencontre avec le PDG d'Apple, Tim Cook. «*Mais si vous fabriquez aux États-Unis, il n'y a pas de frais.*»

Le président républicain a déclaré que les entreprises qui fabriquent des puces électroniques aux États-Unis seraient exemptées de la taxe à l'importation. Associated Press 7 août 2025

Donald Trump menace l'Inde sur les droits de douane en raison de ses achats de pétrole russe - RFI 4 août 2025

Le président américain Donald Trump a menacé lundi 4 août d'augmenter « *significativement* » la surtaxe de 25% qu'il prévoit de mettre en place sur les produits en provenance d'Inde, pays auquel il reproche d'acheter de « *grandes quantités de pétrole russe* ».

C'est la deuxième fois en moins d'une semaine que Donald Trump cible l'Inde, rappelle notre correspondante à New York, Loubna Anaki.

Le ministère indien des Affaires étrangères a jugé ce lundi 4 août « *injustifiées* » les réactions des États-Unis et de l'Union européenne (UE) concernant ses achats de pétrole russe. « *Cibler l'Inde est injustifié et déraisonnable* », a déclaré le porte-parole du ministère indien des Affaires étrangères, Randhir Jaiswal, ajoutant que « *comme toutes les économies de premier plan, l'Inde va prendre les mesures nécessaires pour préserver ses intérêts nationaux et sa sécurité économique* ».

Dans son communiqué, l'Inde attaque aussi les États-Unis sur ses importations de matières premières, d'engrais et de produits chimiques russes : « *Les États-Unis continuent d'importer de Russie de l'hexafluorure d'uranium pour son industrie nucléaire, du palladium pour son industrie des véhicules électriques, des fertilisants ainsi que des produits chimiques* ». RFI 4 août 2025

Suite le 5 août 2025.

De son côté, Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, a réagi en déclarant le jour même que « *les tentatives de contraindre des pays à cesser de commercer avec la Russie sont illégales* ». Il a affirmé que « *les États souverains ont le droit de choisir leurs partenaires commerciaux librement* ».

Les faits sur le terrain montrent que les menaces américaines n'ont pas d'effet concret. *The Times of India* a révélé que les entreprises Nayara Energy et Reliance Industries ont récemment reçu 2,2 millions de barils de pétrole russe. Nayara Energy, dont 49 % des parts appartiennent à Rosneft, a même exporté 43 000 tonnes de carburant vers Oman le 4 août, malgré les sanctions occidentales.

Dans les médias indiens, la position de Washington et de l'administration Trump est perçue comme incohérente, comme sur de nombreux autres sujets de géopolitique. Ils rappellent que les États-Unis avaient au départ encouragé l'Inde à acheter du pétrole russe pour éviter un choc sur les marchés mondiaux.

En Inde, les menaces de Trump ont été accueillies avec fermeté tant par le gouvernement que par l'opposition. Le député Manish Tiwari a jugé que « *le comportement de Trump insulte la dignité de 1,4 milliard d'Indiens* ».

L'Inde est aujourd'hui le premier acheteur mondial de pétrole russe transporté par voie maritime, avec une moyenne de 1,75 million de barils par jour depuis janvier. Le commerce entre la Russie et l'Inde a atteint un record de 68,7 milliards de dollars sur un an. Malgré les menaces américaines, les livraisons se poursuivent, et l'Inde réaffirme ses liens stratégiques avec la Russie.

Comme le résume une importante chaîne de télévision indienne : « *Donald Trump peut effrayer ses alliés européens et canadiens, mais avec les grandes puissances mondiales, cela ne marche pas. L'Inde ne joue pas selon les règles de Trump* ». RT 5 août 2025

Suite le 7 août 2025.

Trump fait passer à 50% les droits de douane pour l'Inde, avant une hausse générale - AFP 7 août 2025

Donald Trump a imposé mercredi 25% de droits de douane supplémentaires sur les produits indiens, reprochant à New Delhi ses achats de pétrole russe, peu avant l'entrée en vigueur de nouvelles surtaxes pour les principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis.

Parmi les exemptions, il y a notamment les produits concernés par les droits de douane sectoriels, tels que l'acier et l'aluminium, ou ceux qui le seront prochainement, comme les produits pharmaceutiques ou les semi-conducteurs.

Cela concerne également, dans l'immédiat, les smartphones. Apple, notamment, déplace de plus en plus sa production d'iPhone en Inde, jusque-là fabriqués en Chine.

Le président américain a cependant annoncé mercredi sa volonté de taxer les semi-conducteurs à 100%, sans pour l'instant préciser la date d'entrée en vigueur de cette nouvelle surtaxe sectorielle. AFP 7 août 2025

Après l'annonce de taxes douanières américaines, la Chine s'apprête à acheter plus de café brésilien - RFI 4 août 2025

Alors que les États-Unis s'apprêtent à imposer de lourds droits de douane sur le café brésilien, la Chine ouvre grand la porte aux exportateurs du géant sud-américain. La Chine vient d'autoriser 183 nouvelles entreprises brésiliennes à exporter du café vers son marché, avec des permis valables cinq ans. Une décision à la portée plus stratégique qu'il n'y paraît.

Cette mesure entre en vigueur à peine une semaine avant l'application d'une taxe américaine de 50 % sur certaines importations brésiliennes, dont le café. Or, le Brésil fournit environ un tiers de la demande américaine en café, soit un commerce estimé à 4,4 milliards de dollars sur les 12 derniers mois.

En juin, les États-Unis ont importé près de 440 000 sacs de café brésilien, contre seulement 56 000 pour la Chine. Pékin reste donc un marché encore modeste, mais en forte expansion, notamment chez les jeunes urbains qui adoptent peu à peu une culture du café.

Mais Pékin envoie là un signal clair : elle veut renforcer ses liens agroalimentaires avec le Brésil, déjà son principal partenaire commercial. Pour le Brésil, cette ouverture constitue un levier précieux pour diversifier ses débouchés à l'export et réduire sa dépendance aux marchés occidentaux.

Au-delà des volumes, l'enjeu est géopolitique. Dans un contexte de tensions commerciales, la Chine se positionne comme un partenaire de repli stratégique pour les exportateurs brésiliens, surtout face à l'imprévisibilité américaine, et continue d'élargir son influence sur les marchés agricoles mondiaux. RFI 4 août 2025

Lula accuse les États-Unis d'avoir «aidé à fomenter un coup d'État» au Brésil - RT 4 août 2025

Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a accusé les États-Unis d'avoir « aidé à fomenter un coup d'État » au Brésil et a condamné ce qu'il a qualifié de tentative de Washington de faire usage de la pression politique pour imposer des sanctions économiques à son pays.

S'exprimant lors d'un rassemblement du Parti des travailleurs à Brasilia le 3 août, Lula a averti que le Brésil n'accepterait pas de traitement injuste et qu'il était prêt à défendre ses intérêts sur la scène internationale.

« *Tenter d'utiliser une question politique pour nous sanctionner économiquement est inacceptable* », a déclaré Lula, faisant référence aux récentes menaces américaines d'imposer des droits de douane de 50 % sur les exportations brésiliennes. « *Je n'oublierai pas qu'ils ont déjà contribué à un coup d'État ici* », a ajouté Lula, sans préciser s'il faisait référence à l'opération Brother Sam en 1964, à la destitution de l'ancienne présidente Dilma Rousseff en 2016 ou à la récente tentative de l'ancien président Jair Bolsonaro d'annuler les résultats des élections de 2022. RT 4 août 2025

Lula a souligné que le Brésil n'était plus économiquement dépendant des États-Unis, invoquant l'expansion des liens commerciaux mondiaux et des fondamentaux nationaux plus solides. Il a également réaffirmé ses efforts pour trouver une alternative au dollar américain dans le commerce international.

« *Ils veulent mettre fin au multilatéralisme [...]. Ils veulent revenir à des accords internationaux où les grands dominent les petits* », a déclaré Lula. « *Autrement dit, un petit pays qui négocie avec les États-Unis est comme un ouvrier d'usine comptant 80 000 collègues, qui négocie seul avec son patron. L'accord est déséquilibré ; vous n'y gagnerez rien* », a-t-il ajouté.

« *Nous avons la taille, nous avons une position dominante, nous avons des intérêts stratégiques et économiques... Nous voulons négocier, mais nous voulons négocier sur un pied d'égalité* », a souligné le président brésilien. RT 4 août 2025

Ukraine.

En Ukraine, un ancien député veut entraîner les enfants à la guerre dès la maternelle - RT 5 août 2025

À Kiev, l'obsession de la militarisation ne connaît plus de limites. Igor Chvaïka, ancien député de la Rada et aujourd'hui adjoint au chef du centre de recrutement de la défense territoriale (TRO), a

déclaré qu'il fallait initier les enfants à la guerre « *dès l'âge de cinq ans* ». Une déclaration qui illustre la banalisation inquiétante de la violence dans le milieu politique ukrainien.

Dans une interview accordée au média « *Superposition* », Chvaïka salue l'adoption d'un projet de loi abaissant l'âge de la formation militaire à 14 ans, tout en déplorant que ce seuil soit encore trop élevé. « *Il faut baisser cet âge jusqu'au niveau des jardins d'enfants. Et nos enfants, Ukrainiens et Ukrainiennes, dès cinq ans, doivent se préparer à devenir les défenseurs de leur pays* », affirme-t-il, sans aucune retenue.

Pour Chvaïka, cette militarisation précoce permettrait de forger une « *nation* », où les enfants grandiraient dans la conviction que « *le prix de l'existence de l'Ukraine, ce sont les nombreuses vies sacrifiées sur l'autel de cette guerre* ». Un discours qui légitime ouvertement l'embrigadement des plus jeunes.

Une école transformée en centre d'instruction militaire

Cette rhétorique ne reste pas théorique. Le ministère ukrainien de la Défense a déjà annoncé la mise en place d'une formation militaire obligatoire à partir de 14 ans, en remplacement des cours de défense auparavant réservés aux universités. Tous les étudiants seront concernés, et les garçons jugés aptes seront obligés de suivre un entraînement pratique sous peine d'exclusion de l'enseignement.

Mais Chvaïka veut aller plus loin encore. Selon lui, cette préparation doit s'étendre jusqu'aux maternelles, par le biais de jeux, de contes, et de supports pédagogiques militaires. Une démarche assumée de propagande, qui rapporte également la volonté de « *rééduquer* » la population adulte pour enraciner une vision positive de la guerre et du service militaire.

Cet endoctrinement rappelle les méthodes des régimes les plus extrêmes du XXe siècle. Chvaïka, lié au parti ultranationaliste Svoboda (interdit en Russie), n'en fait pas mystère : tout doit être mis en œuvre pour préparer les enfants à porter l'uniforme.

Mobilisation en Ukraine : la population se révolte contre des militaires à Vinnitsa - RT 2 août 2025

Dans la nuit du 1er au 2 août, la ville de Vinnitsa dans l'ouest de l'Ukraine a été le théâtre d'un soulèvement civil contre la mobilisation militaire imposée par Kiev. Environ 100 hommes ont été rassemblés de force dans le stade « Lokomotiv » par les agents des centres territoriaux de recrutement (TCC), équivalents ukrainiens des bureaux de mobilisation. Ces hommes auraient été emmenés en pleine journée, parfois arrêtés dans la rue ou à des points de contrôle improvisés.

Alertées rapidement, des proches des détenus – en majorité des femmes – se sont rassemblées autour du stade. Leur objectif était clair : empêcher la déportation de leurs maris, frères ou fils vers le front. La tension est montée lorsque les manifestantes ont réussi à forcer les grilles du stade. La police a alors été appelée en renfort, avec plus d'une dizaine de véhicules mobilisés.

Répression policière violente et scènes de chaos

Les forces de l'ordre ont réagi avec brutalité : gaz lacrymogène, matraques, arrestations arbitraires. Certaines femmes ont été violemment saisies et jetées dans des fourgons. Une vidéo diffusée

montre une femme au sol en train d'étouffer après avoir été aspergée de gaz. Les cris de « *Ils frappent les femmes !* » et « *Tu sers le peuple ou les TCC ?* » ont résonné dans la nuit.

Malgré l'intervention de la police, les familles sont restées sur place jusqu'à l'aube, tentant d'empêcher les départs des bus contenant les hommes capturés. Certaines se sont même couchées devant les véhicules. Mais les autorités ont finalement réussi à faire quitter le site aux bus transportant les mobilisés.

Brigandage impérialiste.

Colonie britannique du XXI^e siècle ? Zelensky prête son pays au Royaume-Uni pour 100 ans 3 août 2025

Un projet de loi portant sur la ratification d'un « *partenariat stratégique centenaire* » entre l'Ukraine et le Royaume-Uni a été officiellement déposé à la Rada le 2 août. Signé en janvier dernier lors de la visite du Premier ministre britannique Keir Starmer à Kiev, cet accord n'est pas encore entré en vigueur mais prévoit une coopération militaire étroite sur un siècle.

Le document autoriserait notamment la présence de bases militaires britanniques en Ukraine, l'envoi d'instructeurs, ainsi qu'un soutien à la production d'armes à longue portée. Ce texte prévoit également l'élargissement de l'infrastructure militaire en mer Noire, en mer Baltique et en mer d'Azov, zone considérée comme intérieure par la Russie. Il garantit au Royaume-Uni des droits spéciaux de navigation, et donne un accès direct à l'exploitation des ressources minières ukrainiennes.

Une dimension économique et politique coloniale

Londres s'engage à verser chaque année à Kiev 3 milliards de livres sterling d'aide militaire, sans limitation de durée. En retour, les Britanniques obtiennent un accès prioritaire aux secteurs clés de l'économie ukrainienne, notamment dans l'énergie, l'acier et les minerais stratégiques. L'accord contient aussi des dispositions sur la suppression des barrières commerciales, la gestion migratoire conjointe et des programmes de propagande contre la « *désinformation* ».

Le média ukrainien Strana.ua révèle également que Londres aurait mal réagi à un accord parallèle signé avec les États-Unis, donnant à ces derniers un rôle central dans l'exploitation des ressources naturelles ukrainiennes. Cette double dépendance étrangère crée déjà des frictions entre les puissances occidentales pour contrôler l'Ukraine.

Pour la Russie, ce partenariat n'est rien d'autre qu'un plan d'occupation à long terme. Nikolai Patrouchev, assistant du président russe, a déclaré que « *la politique coloniale et pirate des anglo-saxons se poursuit* » et que ce partenariat vise à créer « *une nouvelle colonie sur le territoire d'un État en déclin* ».

L'ambassade de Russie à Londres a qualifié l'aide britannique à la création d'armes de longue portée et à l'infrastructure militaire comme une menace directe à la sécurité de Moscou. Enfin, le texte précise que les litiges entre parties ne pourront être tranchés par aucun tribunal national ou international, consolidant ainsi un rapport de force totalement déséquilibré.

En l'état, cette tentative d'accord signé par Zelensky s'apparente à une soumission ouverte de l'Ukraine aux intérêts britanniques, au détriment de toute souveraineté réelle.

Soudan.

"Des souffrances inimaginables": après 15 mois de guerre, le seuil de la famine a été dépassé au Soudan

Après près de 15 mois de guerre, le seuil de la famine a été dépassé dans le Nord-Darfour, au Soudan, a déclaré le Comité d'examen de la famine, un système de surveillance développé par des experts indépendants, dans un rapport publié ce vendredi 1er août.

"C'est la première fois en plus de 7 ans, et la troisième fois seulement depuis la création de ce système de surveillance il y a 20 ans, que le CEF arrive à cette conclusion", souligne l'Unicef, dans un communiqué publié ce vendredi. "Nous assistons à des décès dus à la faim et à la malnutrition", a confirmé le Conseil de coordination des salles d'urgence du Darfour du Nord, cité par le Sudan Tribune.

"La famine frappe une partie du Soudan, infligeant des souffrances inimaginables aux enfants et aux familles déjà dévastées par les conséquences d'une guerre atroce", a déploré Catherine Russell, directrice générale de l'Unicef.

Ainsi, près de 755.000 personnes, *"vivant dans des conditions catastrophiques"*, subissent *"un grave recul de la sécurité alimentaire et nutritionnelle"*, soulève le Comité. *"La situation reste critique dans tout le pays, où, selon les prévisions, environ 730 000 enfants souffriront cette année de malnutrition aiguë sévère (MAS), la forme de malnutrition la plus dangereuse"*, prévient l'Unicef.

Le conflit, qui a fait des dizaines de milliers de morts et forcé plus de 14 millions de personnes à fuir, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur, a provoqué *"la pire crise humanitaire au monde"* selon l'ONU.

Economie.

Totalitarisme. Bitcoin : Privatisation de la monnaie par l'oligarchie.

J-C – J'ai lu quelque part qu'ils envisageraient d'autoriser la fabrication, la diffusion et la gestion de bitcoins par les GAFAM entre autres, qui viendraient concurrencer la monnaie et les banques qui sont trop nombreuses et incontrôlables. Leur idée serait que l'oligarchie détienne un pouvoir absolu sur la société et chaque transaction, sauf que l'hétérogénéité des peuples et des nations, des sociétés, du monde, s'oppose à la réalisation de cette prétention totalitaire.

Certes, si les monnaies fiduciaires existantes sont déjà privatisées, elles demeurent sous le contrôle des Etats, qu'ils usent ou non de cette faculté est une autre histoire, donc du secteur politique volatile ou aléatoire, imprévisible, pouvant éventuellement s'en servir comme moyen de chantage, par conséquent, pour remédier à cet inconvénient ou contrainte désagréable, l'oligarchie a décidé de

créer sa propre monnaie en dehors de tout moyen d'action ou contrôle politique afin de mener à bien sa stratégie politique, qui consiste à instaurer un nouvel ordre mondial totalitaire.

Au lieu d'assister impuissantes à l'effondrement du capitalisme ou aux menaces qui pèsent sur son hégémonie sur les autres classes avec des marges de manœuvre de plus en plus réduites, en s'emparant du nerf de la guerre, l'oligarchie financière espère pouvoir ainsi faire face à toute sorte de crises compte tenu qu'elle n'a de compte à rendre à personne ou qu'elle est la seule dépositaire de cette créature appelée bitcoin. On aura compris, que pour l'oligarchie l'opération consiste à l'arrivée à se substituer au politique ou à l'Etat peu fiable ou gênant, et à privatiser la monnaie pour en faire sa propriété exclusive ou ce que bon lui semble, ce qui fait du bitcoin un projet totalitaire.

Leur intention est-elle de le substituer aux monnaies fiduciaires, de les supprimer pour ainsi prendre le contrôle total de la société, c'est ce qui se dit, la tentation est grande sans doute, quant à la faisabilité, elle est plus incertaine ou dans un avenir tellement lointain, que d'ici là le capitalisme ou la civilisation auront déjà disparu. Je pense plutôt que ce serait un moyen de chantage efficace sur les Etats et leur économie pour les obliger à appliquer leur programme politique. Cela signifie que le combat demeure sur le plan politique qu'ils le veuillent ou non, et qu'ils n'ont pas encore gagné la lutte de classes, pire encore, si nous nous débrouillons bien sur ce plan-là, nous sommes supérieurs à eux, nos forces unies sont invincibles, nous pouvons les vaincre, c'est une question de vie ou de mort dirait un Gazaoui, n'est-ce pas ?

Offre limitée : pourquoi le prix du bitcoin a atteint un nouveau record historique ? - RT14 juil. 2025

Selon les experts, les acteurs du marché achètent massivement des cryptomonnaies pour sécuriser leur épargne dans un contexte d'incertitude croissante, alimentée par les guerres commerciales engagées par les États-Unis. Quels sont les autres facteurs qui influencent le cours du bitcoin, et combien de temps cette dynamique peut-elle se maintenir ?

En trois mois, le bitcoin a vu sa valeur multipliée par 1,5 tandis que la capitalisation totale de l'ensemble des cryptomonnaies en circulation s'est rapprochée de 2 350 milliards de dollars. Le bitcoin figure désormais parmi les six actifs les plus valorisés au monde, derrière les sociétés américaines Amazon (2 360 Mds \$), Apple (3 190 Mds \$), Microsoft (3 730 Mds \$), NVIDIA (4 030 Mds \$), et l'or (22 550 Mds \$).

La hausse brutale du bitcoin s'explique par un afflux spéculatif de capitaux sur le marché des cryptomonnaies, selon Vassili Guiria, propriétaire et directeur général de la société GIS Mining. D'après lui, ces derniers mois, les investisseurs ont accru leurs achats de bitcoins pour préserver la valeur de leur capital dans un climat d'incertitude croissante, dû aux tensions commerciales provoquées par les États-Unis.

« Les facteurs géoéconomiques, les politiques protectionnistes et les guerres tarifaires ont accru l'intérêt pour les cryptomonnaies en tant que "refuge alternatif". Dans un contexte de forte volatilité des marchés traditionnels et d'inquiétudes croissantes quant aux risques commerciaux et politiques, le bitcoin apparaît comme un instrument d'investissement prometteur et un actif de couverture efficace », explique-t-il à RT.

Selon Vassili Guiria, en plus des guerres commerciales, les investisseurs sont préoccupés par l'aggravation des tensions entre la Maison Blanche et la Réserve fédérale, qui fait office de banque centrale des États-Unis. Ces dernières semaines, Donald Trump a intensifié ses critiques envers la Fed, l'accusant de maintenir des taux d'intérêt excessivement élevés. Il est même allé jusqu'à

menacer de limoger son président, Jerome Powell, si l'institution ne procédait pas à un assouplissement de sa politique monétaire.

Selon les analystes, les marchés redoutent une perte d'indépendance de la Réserve fédérale. Par mesure de précaution, certains investisseurs se débarrassent de leurs dollars et réorientent leurs capitaux vers des actifs jugés plus fiables, y compris les cryptomonnaies.

Depuis avril, le dollar américain a reculé d'environ 7 % sur les marchés internationaux, et début juillet, son indice (DXY) face à un panier de monnaies de réserve a atteint son plus bas niveau depuis trois ans.

« La hausse record du bitcoin est directement liée aux initiatives de Donald Trump. La perte de confiance envers la monnaie fiduciaire, combinée à des anticipations inflationnistes, stimule traditionnellement la demande pour des actifs alternatifs tels que le bitcoin. Une réaction similaire avait déjà été observée lors de son premier mandat présidentiel », a expliqué à RT Fiodor Sidorov, fondateur de l'École d'investissement pratique.

De plus, souligne Vassili Guiria, les attaques répétées de Trump à l'encontre du président de la Fed renforcent les attentes d'une baisse prochaine des taux d'intérêt aux États-Unis. Si le crédit devient moins cher, cela pourrait provoquer une nouvelle vague d'investissements dans le secteur des cryptomonnaies, estime l'expert.

Le bitcoin bénéficie également du changement d'orientation de l'administration américaine, qui s'engage désormais en faveur d'une libéralisation du secteur crypto. C'est ce qu'explique Denis Astafiev, fondateur de la plateforme fintech Shares Pro.

« Ont joué un rôle important les initiatives stratégiques de création d'une réserve numérique nationale, la nomination de responsables favorables aux cryptos et la réduction de la pression réglementaire. Tout cela a permis le lancement massif des ETF Bitcoin, des fonds cotés dont les parts sont indexées sur le prix du bitcoin. Aujourd'hui, ces produits financiers continuent d'enregistrer des volumes records d'entrées de capitaux », a-t-il précisé.

Parallèlement, l'offre de bitcoins sur le marché mondial ne parvient pas à suivre la demande accrue, ce qui renforce encore la pression haussière sur le prix de l'actif, ajoute l'analyste.

« Si l'intérêt des fonds reste élevé et que la Fed baisse ses taux dans les mois à venir, le bitcoin pourrait viser les 120 000 à 128 000 dollars. Certaines prévisions parlent même de 140 000 à 150 000 dollars d'ici la fin de l'année », indique Astafiev.

A savoir.

- Balance des paiements : Il n'y a pas que les biens, il a aussi les services et revenus !

C'est ce que l'on appelle la balance des paiements que l'on représente traditionnellement par une fusée à 3 étages.

Le premier étage est effectivement composé des échanges de biens : C'est la balance commerciale.

Le second étage est, lui, composé de la balance des services. Comme son nom l'indique, il s'agit-là des échanges de services, en particulier informatique

Mais il faut encore ajouter le 3^e étage de la fusée : la balance des revenus.

En effet, les résidents de deux pays échangent également des revenus : investissements, participations, dividendes, salaires, ce sont les revenus primaires mais également transferts directs par les particuliers et entreprises, ce sont les revenus secondaires sans contrepartie.

- Aujourd'hui encore, près de la moitié du commerce international est libellé en dollars et 88% des changes impliquent le dollar qui est toujours ultra-dominant en 2025. Et si tout le monde doit travailler dur pour obtenir des dollars grâce... à un excédent vis-à-vis des États-Unis, l'Oncle Sam, lui, n'a qu'à imprimer des billets pour régler ses déficits.

C'est même pire que cela, les États-Unis sont obligés d'imprimer des quantités astronomiques de dollars pour le reste du monde qui l'utilise comme monnaie mondiale.

En effet, l'économie mondiale fonctionne avec ces dollars. Si les États-Unis n'en fournissent pas suffisamment, c'est le krach et la contagion aux États-Unis.

- Il n'y a pas un mais 2 Dollar, celui des États-Unis et celui du reste du monde. Ce ne sont évidemment pas deux vases clos mais les règles sont très différentes entre le Dollar à l'intérieur des frontières, régulé par le Fed et le Trésor et le « Dollar » extraterritorial qui évolue dans une sortie de giga Far-West monétaires où les flingues sont remplacées par les lignes de dérivés et les chapeaux de cowboys par les melons de Wall Street et de la City.

Mais ce qui était le privilège exorbitant du dollar est en train de devenir le paradoxe exorbitant.

La confiance dans la monnaie mondiale est devenue une dépendance pour les uns et les autres et sans doute le gagnant sera celui qui se sèvrera le premier... Ce qui est bien plus dur pour les États-Unis.

C'est comme si vous aviez dans votre poche une carte de crédit illimitée : vous allez vivre très très luxueusement, vous allez arrêter de travailler mais si un jour la carte arrête de fonctionner... Alors c'est la catastrophe.

C'est la situation actuelle des États-Unis qui ont 3 solutions devant eux :

- Laisser le Dollar s'éroder et préparer une transition pour laisser la place de première puissance à la Chine ou passer à un monde multipolaire sans puissance dominante d'ici une génération... Ce n'est certainement pas la voie actuelle et sans doute est-elle impossible dans la psychologie américaine super-héroïque cartoonnesque ;

- Organiser la transition vers une véritable monnaie mondiale, que ce soit un étalon-or ou un panier de monnaie type DTS du FMI. Les DTS ont déjà échoué lamentablement, peut-être une telle solution pourrait-elle venir des BRICS mais les États-Unis lui ont déjà fermé la porte. Quant à

l'étalon-or, j'ai déjà écrit que ce serait sans doute une porte de sortie audacieuse mais il est désormais évident que Trump n'a pas les équipes ni la vision pour mener une transformation aussi radicale et dangereuse, d'ailleurs, il ne semble pas s'émouvoir de mettre 39% de droits de douanes à l'importation d'or suisse, ce qui est une faute ;

- Reste alors la 3e solution : celle du mafieux qui collecte le prix de sa protection régulièrement afin de rappeler sa puissance et son emprise et s'assurer la soumission de ceux qu'il ne peut plus fédérer autrement. C'est le moment dans lequel nous sommes et qui mène à la confrontation, à la guerre.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 12 août 2025

Il pleut presque tous les jours, du coup j'ai plus de temps pour les causeries. Et puis, c'est les vacances en Occident, et cela se ressent dans la revue de presse quotidienne. On en vient même à oublier la France sans que rien ne nous manque...

Je vous livre ce qui m'est venu à l'esprit au réveil ce matin.

Les arts sont un sous-produit de la culture.

De nos jours, ils occupent une place trop importante dans la société. Ils sont devenus envahissants, au point de jouer un rôle majeur dans la propagande officielle ou le formatage des consciences. Autrefois, ils étaient réservés à la classe dominante, mais pas seulement.

Ils tendent à représenter les expériences humaines, la vision qu'ont les hommes du monde extérieur ou leurs rapports avec lui, comme pour les fixer à jamais. Ils incarnent davantage le passé.

Ce ne sont que des images, des représentations et des interprétations incomplètes de la réalité, magnifiée, amplifiée, flatteuse et arrangée. Aucun art ne peut rendre compte de l'ensemble ou de la diversité des sensations auxquelles les hommes sont soumis ou qui s'expriment dans la nature.

Les arts et les sports sont des divertissements pour l'esprit et le corps qui se sont développés au détriment de la philosophie, de la politique et des sciences, et plus largement de la diffusion des connaissances, ce qui expliquerait en partie le faible niveau de conscience de la population.

De nos jours, nombreux sont ceux qui vous accusent de les juger ou de vouloir leur imposer vos idées dès que vous caractérisez quelque chose ou le comportement de quelqu'un. Or, vous pouvez observer ici à quel point il est essentiel de savoir quelle place revient à chacun pour ne pas se méprendre sur leur nature, leurs fonctions ou leurs intentions. Une erreur dans ce domaine peut en effet causer de graves déconvenues, désagréments, voire être fatale dans certains cas.

Mes commentaires publiés par le blog Réseau International.

Article : Écologisme contre le bon sens – Épisode 2 : De la mine Ibbenbüren fermée au steak transatlantique

- Dites-nous, qu'a-t-on à faire un « *écophile* » avec les notions d'« *empreinte carbone, bilan carbone, péchés carbone* » ? Pourquoi ne pas les ignorer, puisque leur origine est contestable, voire malveillante ?

Je n'emploie jamais l'expression « monde du travail » que l'on entend dans la bouche de tous les militants pour désigner pêle-mêle les patrons et les esclaves salariés, c'est déjà moins consensuel, voire collabo !

Il en va de même pour le « *pouvoir d'achat* », le pouvoir non pas au bout de la baïonnette, mais au fond du porte-monnaie : quel avilissement, quelle horreur ! Tu parles, après cela, il y en a qui ignorent la valeur d'usage.

Je ne fais jamais allusion à l'écologie ; je préfère parler d'environnement ou de sciences de la nature. C'est peut-être obsolète, mais au moins, cela ne prête pas à confusion et la bonne intention est indiscutable.

Article : Un soldat israélien admet que le 7 octobre était une «opération sous fausse bannière» pour justifier «l'Holocauste palestinien»

- Le 7 octobre 2023 serait finalement une opération sous faux drapeau comme le 11 septembre 2001, planifiée par les Américains et les Israéliens, à laquelle des dirigeants du Hamas aurait été amenés à collaborer, sans forcément mesurer les conséquences effroyables à venir pour le peuple palestinien à Gaza et pour eux-mêmes puisqu'ils ont tous été liquidés physiquement depuis, on ose le croire, ce qui nous amène à penser qu'ils n'avaient pas imaginé quel mécanisme infernal ils allaient déclencher en lançant cette attaque contre l'occupant, une fois la machine à broyer lancée, elle ne s'arrêterait qu'après avoir exterminé plus de 100.000 palestiniens et traumatisés tous les survivants, surtout les enfants qui en porteront des séquelles à vie.

La théorie selon laquelle les dirigeants du Hamas, du Jihad islamique et du Front Populaire de Libération de la Palestine se seraient laissé corrompre par les sionistes ne tient pas, car ils n'en auraient tiré aucun profit, d'ailleurs, ils sont pratiquement tous morts. Quel intérêt auraient-ils eu à trahir ainsi leur peuple ? Aucun. Auraient-ils été assez stupides pour croire que Netanyahu les épargnerait, comment aurait-il pu le justifier ? On a du mal à croire que ces dirigeants savaient que les Israéliens connaissaient leur plan d'attaque, aucun des Palestiniens qui y participa, en tout cas.

En conclusion, je penche pour une instrumentalisation israélienne dont une grande partie fut improvisée avec un taux de réussite au-delà de toute attente, le hasard faisant bien les choses, de sorte que leur interprétation paraîtra plausible à la face du monde, qui n'imaginera pas un instant être en présence d'une histoire inventée de toutes pièces ou une formidable mystification criminelle dont les Palestiniens seront les otages sacrifiés, le mobile du crime résidant dans la volonté de l'oligarchie financière anglo-saxonne de reprendre en mains le Moyen-Orient qui était en train de lui échapper avec l'adhésion de plusieurs Etats du Golfe aux BRICS et le ralliement de l'Iran, un coup de force militaire histoire de leur montrer qui demeurerait le maître du monde. A suivre. (luttedeclasser.org)

Réponse à un lecteur :

- "On est, par notre âge et notre lucidité, conscients"

Ne le prenez pas pour vous, mais je crains qu'il y ait là une grosse confusion, car les vieux sont généralement réactionnaires, conformistes et conservateurs que la moyenne, en guise de lucidité et conscience, pourvu qu'il existe mieux, sinon ce serait à désespérer !

Ils craignent pour leur santé qui est devenue leur principale préoccupation, et sont recroquevillés sur eux-mêmes, plus égocentriques que jamais. A l'instar des enfants qu'ils redeviennent ou n'ont jamais cessé d'être quelque part, souvent irascibles, ils ne supportent pas le bruit et fatiguent vite...

S'ils ne sont pas prêts à monter sur une barricade aux côtés des révolutionnaires, ils sont en revanche plutôt partants pour la guerre, dès lors qu'ils ne sont pas mobilisables ou qu'elle se déroule ailleurs. Ils constituent alors une bonne partie du socle électoral de réserve sur lequel repose la stabilité politique du régime.

Parole d'un vieux de 70 ans dans un mois jour pour jour. C'est ce que j'ai constaté en France. Je ne suis peut-être pas le mieux placé pour en parler, car je vis en Inde depuis bientôt 30 ans. Les vieux savent tout mieux que tout le monde, c'est bien connu ; moi je les trouve aussi cons que la moyenne, plus bornés et aigris encore. Le monde actuel est à leur image, ce n'est pas très joli !

La jeunesse est peut-être très conne, nous l'avons tous été, même si nous n'en avons plus vraiment le souvenir, mais au moins il y a de l'espoir !

Réponse à un autre lecteur :

- Il n'y a pas pire référence, merci. (Antony Cyril Sutton)

Un tissu de fabulations et de diffamations à l'encontre des dirigeants socialistes, de Marx à Trotsky. Son objectif ? Décrédibiliser le marxisme, le communisme et la révolution russe de 1917. Sutton est encensé par l'extrême droite, c'est normal.

Pouvez-vous nous fournir ces livres ?

J'ai lu à propos d'Antony Cyril Sutton :- Ses arguments s'appuient souvent sur des preuves indirectes et des interprétations qui penchent en faveur des théories du complot. Les critiques affirment qu'il sélectionne les preuves pour étayer ses conclusions préconçues, ignorant les informations contradictoires.

J'ajouterai, pour avoir lu quelques passages d'un de ses ouvrages, qu'il excelle dans l'art de l'amalgame et de la comparaison entre des éléments n'ayant rien en commun ou fort éloignés les uns des autres, des techniques de manipulation des faits faciles à démonter car tellement grotesques.

Selon lui, les banquiers, qui représenteraient l'extrême droite, et les communistes, qui représenteraient l'extrême gauche, partageraient « *le même objectif mondialiste* ». De là à envisager qu'ils collaboreraient pour l'atteindre, il n'y avait qu'un pas. En tordant la réalité, il devenait possible de fabriquer et d'étayer cette théorie. Encore fallait-il faire passer à la trappe le fait que les objectifs

des banquiers et des bolcheviks ou des marxistes incarnaient des intérêts de classes inconciliables, irrémédiablement opposés. Ce point n'a jamais été évoqué par Sutton, et pour cause.

Il faut être très mal renseigné ou très mal intentionné pour prendre au sérieux cette littérature digne de la CIA et de son laboratoire, l'université de Stanford, où Sutton a travaillé.

Un second commentaire.

- Comme quoi je n'avance jamais rien sans preuve.

L'extrait suivant suffira amplement à satisfaire les esprits les plus critiques pour en arriver à la conclusion que Sutton fut tout simplement un escroc, un falsificateur de l'histoire rongé par son anticommunisme primaire.

Wall Street et la révolution bolchevik - Antony Cyril Sutton

Page 5 - Il y a eu une alliance continue, même si savamment dissimulée, entre les capitalistes politiques internationaux et les socialistes révolutionnaires internationaux, et ce pour leur bénéfice mutuel.

Cette alliance n'a pas pour ainsi dire été observée, parce que les historiens, à part quelques exceptions notoires, ont une conception marxiste biaisée et sont ainsi enfermés dans le moule de l'impossibilité qu'une telle alliance existe.

Source :

<https://fr.scribd.com/document/324811060/Wall-Street-et-la-Revolution-Bolchevique-Sutton-Antony-Cyril>

J-C - Qu'a-t-il dit dans ces quelques lignes, sinon qu'il n'avait aucune preuve de ce qu'il avançait et qu'il l'avait purement et simplement fabriqué dans sa tête ? Qu'il ne soit pas le seul parmi les partisans de la réaction à avoir soutenu cette théorie n'étonnera personne. Aucun intellectuel indépendant ne l'a soutenue en plus d'un demi-siècle.

J'ajoute un mot pour nos lecteurs.

Antony Cyril Sutton, c'est le manuel par excellence de l'anticommuniste primaire et de toutes les ordures d'extrême droite.

Article : Que cache la multitude de «reconnaisances» de «l'État palestinien» par des criminels de guerre ?

- Je partage cet article à une exception près : – « *Ils parlent de «deux États» – comme s'il s'agissait encore d'une option viable* », elle ne l'a jamais été, cela n'a jamais été dans l'intention des sionistes de permettre qu'elle se réalise, ils l'ont prouvé depuis quand déjà, plus d'un siècle en vérité.

La partition de la Palestine définit dans la résolution 181 des Nations Unis signifiait la négation de la Palestine, sa disparition et non son partage.

Approximation ou concession, erreur d'appréciation, sous influence ?

Article : Sumud, l'ode intemporelle à la résilience et la ténacité signée Roger Waters

- Une initiative bienveillante ou généreuse révélatrice de l'impasse dans laquelle a été entraînée le mouvement ouvrier international réduit à l'impuissance par ses représentants, qui ont trahi le combat pour l'émancipation de l'exploitation et de l'oppression, la liberté, au profit de la monstrueuse machine du capitalisme pourrissant rendu au stade de l'impérialisme broyant tous les peuples.

Elle témoigne de la cruelle absence d'une direction et d'une orientation politique aussi bien au plan national qu'international, qui incarneraient les aspirations sociales et démocratiques légitimes des peuples opprimés, dans lesquelles ils se reconnaîtraient et s'organiseraient pour mener leur combat de classe jusqu'à la victoire.

Les meilleures intentions du monde ne les remplaceront jamais, il ne faut se faire aucune illusion. L'histoire de la lutte de classe nous enseigne que sans parti, sans programme, sans théorie révolutionnaire, le prolétariat ne pourra pas accomplir sa tâche historique qui consiste à mettre un terme définitif au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il ne s'agit pas là d'incantation dans le vide ou de prêche doctrinaire, mais de la prise de conscience du processus historique qui nous amène au constat que, si on ignore de quelle manière fonctionne la société, comment elle est structurée, sur quels fondements elle repose, quels facteurs déterminants ont contribué à son développement, quelle classe incarne son avenir, si on vit dans le déni de ce processus dialectique, il est vain d'espérer vivre demain dans un monde meilleur. Si au contraire on prend la réalité telle qu'elle se présente à nous, et on prend en mains notre destin, alors tout est possible... (luttedeclasse.org)

Réponse à un lecteur :

- Nulle part les conditions ne sont remplies pour qu'il se produise une révolution, donc de ce côté-là on est tranquille ou on ne risque pas de s'engueuler !

Quant à la lutte pour la souveraineté des peuples, je pense que c'est mal poser la question ou elle ne se pose même pas en occident ou dans les pays dominants, dans la mesure où ces peuples ont acquis des droits politiques collectifs, donc ils font l'expérience de cette souveraineté, de quelle manière ils en usent est une autre question, en attendant leur souveraineté est acquise, ce qui n'est pas le cas de la Syrie par exemple.

Ceux qui prétendent combattre pour la souveraineté des peuples en Europe, que font-ils ? Ils contestent la politique de l'UE au profit d'une politique capitaliste, autrement dit, ils n'offrent aucune perspective politique qui permettrait au peuple de réellement profiter de sa souveraineté en imposant la démocratie. A l'extrême gauche, certains adoptent cette orientation politique sur le

papier, mais dès qu'on passe à l'exercice pratique, tous se dérobent ou ils rejoignent la dérive patriotique.

On peut dénoncer et combattre ce que vous appelez le suprématisme occidental, sans pour autant soutenir d'autres impérialistes. Il ne s'agit pas de les traiter de la même manière ou de tirer un trait d'égalité entre eux comme le font certains à l'extrême gauche, c'est une erreur à mon avis, notre analyse doit être tout en nuance, sans pour autant se livrer à des compromis compromettants ou verser dans l'opportunisme, aucun régime en place dans le monde ne constitue un modèle à imiter ou à envier.

Les luttes pour la paix, contre l'exploitation et l'oppression, sont complémentaires ou l'un ne va pas sans l'autre, sinon on prendrait le risque de semer des illusions dans la nature du capitalisme dans la tête des travailleurs. En fait, on mène ce combat au quotidien. Selon le lieu et le moment, le support, on met l'accent davantage sur l'un que sur l'autre.

Vous aurez remarqué que les braves anti-impérialistes l'avait mis en sourdine depuis quelque temps, tout comme les antifas qui ont littéralement disparu, il n'y a pas de fascisme ou de nazisme dans le monde, quoiqu'avec la sale tournure un peu trop voyante et choquante que prend le massacre des Palestiniens, ils montent au créneau contre Netanyahu et accessoirement Trump, Macron est relativement épargné et tranquille pendant ce temps-là, et le patronat aussi.

Il faut comprendre, c'est les vacances... Hein quoi, qu'est-ce que c'est ?

Article : La mémoire amputée des crimes made in USA et les pétrodollars

Franchement, qu'est-ce qu'on en a à faire de la « morale et de l'éthique » des élites ?

Cette allégeance permanente à peine voilée à la classe dominante n'augure rien de bon. Il ne peut rien en sortir. C'est au peuple opprimé de prendre le pouvoir. C'est vers lui qu'il faut se tourner et c'est lui qu'il faut organiser. Mais cela nécessite une toute autre approche idéologique, en rupture avec le capitalisme. À suivre (luttdeclasse.org).

Article : L'Inde et la Russie forment une alliance civilisationnelle – Les flux commerciaux libérés de la domination lointaine

Je ne sais pas ce que les anciens dieux favorisent désormais, mais ce que je constate, c'est qu'ils nous coupent le courant dès qu'il pleut ou qu'il y a un coup de vent.

Quant au téléphone, c'est du gangstérisme en bande organisée. L'abonnement le plus rentable ou le moins cher est de 509 roupies pour 82 jours de connexions illimitées en Inde, sans Internet. Sinon, il y a un abonnement à 155 roupies valable 20 jours. C'est celui auquel je souscrivais avant, mais comme je téléphone très peu, l'équivalent de 50 roupies maximum, en faisant un rapide calcul, je me suis rendu compte que l'abonnement de 82 jours était moins cher. Avec mon nouvel abonnement à 509 roupies, j'aurais consommé l'équivalent de 200 roupies environ et j'aurais perdu 300 roupies, ou plutôt Vodafone m'aurait volé 300 roupies, 3.600 roupies par an.

Toutes les entreprises pratiquent le même racket ou vol, ouvertement.

Imaginez : dans un pays qui compte un milliard d'adultes, combien de milliards de roupies volent-ils au peuple qui croule sous les charges fixes et peine à survivre au quotidien ? Pas de Sécurité sociale, pas de retraite (sauf pour l'aristocratie ouvrière), pas de Code du travail... Ils appellent le progrès social, cet esclavage moderne radical.

Article : L'Inde et la Russie forgent une alliance civilisationnelle – Les flux commerciaux libérés de la domination lointaine

D'une chaîne à l'autre.

Question : Qui est derrière le bitcoin ? J'avais cru comprendre que c'étaient les GAFAM, les « *Trois Big* » (BlackRock, Vanguard, and State Street) et Cie ?

Article : D'Hiroshima à aujourd'hui, comment l'impérialisme US fait chanter le monde avec les armes nucléaires

L'avènement de l'impérialisme au tournant du XXe siècle marque le début d'une période de guerres et de révolutions. Elle ne prendra fin que lorsque la classe dominante au pouvoir aura été renversée par une révolution. Ce ne pourra pas être à l'issue d'une guerre, car cela signifierait qu'elle l'aurait gagnée et que rien ne changerait.

C'est désespérant pour tous ceux qui se bercent d'illusions ou refusent de recourir à une révolution, car ils n'y croient pas. Peut-être cela ne fait-il pas partie de leur culture politique, peut-être n'y comprennent-ils rien, peut-être refusent-ils de s'y intéresser, peut-être cette perspective les effraie-t-elle davantage qu'une guerre, car ils seraient alors obligés de s'y impliquer et d'en subir les conséquences...

Article : La mémoire amputée des crimes made in USA et les pétrodollars

Franchement, qu'est-ce qu'on en a à faire de la « *morale et de l'éthique* » des élites ?

Cette allégeance permanente à peine voilée à la classe dominante n'augure rien de bon. Il ne peut rien en sortir. C'est au peuple opprimé de prendre le pouvoir. C'est vers lui qu'il faut se tourner et c'est lui qu'il faut organiser. Mais cela nécessite une toute autre approche idéologique, en rupture avec le capitalisme. À suivre (luttededeclasse.org).

Mourir pour des idées, mais de mort lente...

J-C – Il y a quelques jours dans une causerie, j'ai écrit que personne parmi la majorité des occidentaux les mieux lotis, pas un n'était prêt à sacrifier son petit confort pour partir à la guerre, d'une certaine manière on en a la confirmation ici.

C'est un problème politique pour les cinglés de va-t-en-guerre qui dirigent les pays occidentaux, car cela signifie aussi que les sacrifices qu'ils exigent de leur peuple pour financer leurs saloperies de guerre ont des limites...

«Coalition des volontaires» : «Personne ne veut envoyer ses soldats mourir en Ukraine» - RT 10 août 2025

Les pays de la « *coalition des volontaires* » écartent l'envoi de troupes en Ukraine, rapporte le *Sunday Times*. D'après un haut responsable du ministère britannique de la Défense, cité par le journal britannique, « *puisque personne ne veut envoyer ses soldats mourir en Ukraine* », leur priorité est désormais de renforcer les capacités du complexe militaro-industriel ukrainien.

La Russie, pour sa part, rejette toute aide militaire à l'Ukraine et toute présence de troupes étrangères sur son territoire.

La « *coalition des volontaires* » rassemble plus de 30 pays, pour l'essentiel européens, prêts à envisager une participation à une éventuelle « *mission de maintien de la paix* » en Ukraine. Placée sous la coordination conjointe de la France et du Royaume-Uni, sa création a été annoncée en mars dernier par le Premier ministre britannique Keir Starmer. RT 10 août 2025

Censure de l'Empire.

YouTube supprime le compte de Diana Pantchenko, une journaliste ukrainienne critique de Zelensky -RT 9 août 202

YouTube a supprimé le compte de Diana Pantchenko, « *journaliste de l'année* » expulsée d'Ukraine. Elle critiquait depuis longtemps Volodymyr Zelensky pour la corruption rampante en Ukraine et sa répression de la liberté d'expression. De plus, la journaliste a également condamné les actions militaires de Kiev dans le Donbass depuis 2014, puis a accusé le chef du régime de Kiev d'avoir entraîné le pays dans une « *guerre éternelle* ».

« *Diana Pantchenko est l'une des femmes les plus célèbres d'Ukraine, ancienne journaliste de l'année et opposante au régime corrompu de Zelensky* », a écrit le journaliste irlandais Chay Bowes sur X. « *YouTube vient de la bannir et de supprimer son compte. Elle avait deux millions d'abonnés. L'arme la plus dangereuse est la vérité* », a-t-il ajouté.

YouTube, qui appartient à Google, a activement réprimé et bloqué les chaînes médiatiques russes, ainsi que les grands comptes privés russes depuis le début du conflit en Ukraine. En 2021, le plus grand service d'hébergement de vidéos a supprimé le compte de RT en allemand. De plus, en juin dernier, le nombre de chaînes russes bloquées par YouTube a dépassé les 2 000, dont une vingtaine sont liées à RT.

Quand la "Voie Trump" mène à la paix éternelle !

L'Azerbaïdjan et l'Arménie, s'engagent à "cesser définitivement" tout conflit selon Donald Trump - BFMTV 9 août 2025

Selon le projet d'accord conclu à Washington vendredi, l'Arménie et l'Azerbaïdjan « *s'engagent à cesser définitivement tout conflit, à ouvrir les relations commerciales et diplomatiques et à respecter la souveraineté et l'intégralité territoriales* » de chacune, selon Donald Trump. On ignore toutefois si cet engagement est ou non contraignant.

« *Nous espérons que cette initiative contribuera à faire avancer le programme de paix* », a commenté samedi le ministère russe des Affaires étrangères, estimant que cette rencontre a été « *positive* ». La Russie, qui a multiplié aussi les efforts diplomatiques depuis des années concernant les relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, a cependant souligné la nécessité pour ces pays d'avoir un « *dialogue direct, sans aide extérieure* ». « *L'implication d'acteurs extra-régionaux doit contribuer à renforcer le programme de paix et ne pas créer de difficultés supplémentaires* », a averti le ministère russe.

L'Otan s'est de son côté plus résolument félicité du projet d'accord de Washington, évoquant « *un pas en avant significatif* » et des « *progrès vers la paix* ». Paris, Londres et la Commission européenne ont également manifesté leur satisfaction.

L'Iran a quant à lui averti qu'il s'opposerait au projet de création d'une zone de transit traversant l'Arménie pour relier l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan - frontalière de la République islamique -, une revendication de longue date de Bakou. Les États-Unis pourront y développer des activités économiques, ce qui leur permet d'avancer leurs pions dans une région très stratégique et riche en hydrocarbures.

« *La mise en œuvre de ce complot mettrait en danger la sécurité du Caucase du Sud et l'Iran* », a dit à l'agence de presse Tasnim Ali Akbar Velayati, un conseiller du guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei. L'Iran s'oppose depuis longtemps à ce corridor, baptisé « *Voie Trump pour la paix et la prospérité internationale* » (TRIPP, son acronyme en anglais), dans cette région stratégique et riche en hydrocarbures. L'Iran craigne que ce projet de corridor dénommé aussi « *corridor de Zanguezour* » ne le coupe du Caucase et n'apporte une présence étrangère à sa frontière. BFMTV 9 août 2025

L'âge d'or dure... avant d'être submergé par ses propres déchets.

J-C – Sauver les apparences, Trump a déclaré la guerre aux clochards, à tous les rebus de la société que le capitalisme à engendrer.

"*Il y a trop de crime, de graffitis, trop de tentes (de sans-abri,) sur les pelouses, ces magnifiques pelouses*", cette réflexion a dû lui être soufflée par Netanyahu qui a transformé la bande de Gaza en un immense terrain de camping et cimetière, les pelouses et les couronnes mortuaires n'étaient pas prévues au programme kasher du nettoyage de la place, désolé.

Ils pourraient les envoyer au Rwanda, au Salvador, au Guatemala, à Panama, à Costa Rica, avec un peu de chance, à l'ombre ou au soleil sous de tels régimes, ils ne verraient pas la différence.

Ce pays est devenu un cauchemar pour tous les Américains, même les riches qui vivent comme des parias, on ne les plaint pas. C'était juste histoire de montrer à quel point ils sont cons ; il y en a qui évoquent à tort et à travers la connerie du peuple, je voulais juste rééquilibrer ou réparer une injustice, en haut ils détiennent la palme d'or...

États-Unis : Donald Trump appelle les sans-abri à quitter "*immédiatement*" Washington - 6Médias 10 août 2025

Donald Trump veut éloigner les sans-abri de Washington, promettant une capitale "*plus sûre et plus belle*" en ordonnant un déplacement massif et immédiat de milliers de personnes.

"Les sans-abri doivent partir, IMMEDIATEMENT. Nous vous donnerons des endroits où dormir, mais LOIN de la capitale", peut-on lire depuis le 10 octobre sur le compte de Donald Trump de sa plateforme Truth Social.

Le président américain semble vouloir donner une nouvelle image à la ville de Washington d'après des informations de TF1 info. Ce projet doit être abordé dans une conférence de presse lundi 11 août, promettant officiellement de rendre la capitale américaine "*plus sûre et plus belle qu'elle ne l'a jamais été*".

Interviewée sur la chaîne MSNBC, avant les déclarations de Donald Trump, la maire démocrate de Washington, Muriel Bowser, a affirmé dimanche 10 août que la conférence de presse du président porterait probablement sur "*un afflux des forces de l'ordre fédérales*" dans la ville.

"Trop de tentes sur les pelouses" de Washington selon Donald Trump

Donald Trump a d'ailleurs signé fin mars 2025 un décret pour accroître la supervision de son gouvernement sur la municipalité, notamment en matière de lutte contre l'immigration clandestine. Le chef d'État a par ailleurs déjà déploré face à la presse la situation de Washington qui recensait en 2024 5 600 sans-abri d'après un rapport annuel du ministère du Logement.

"Il y a trop de crime, de graffitis, trop de tentes (de sans-abri,) sur les pelouses, ces magnifiques pelouses", affirmait Donald Trump en février 2025 selon des informations rapportées par Europe 1. Le président républicain a déjà insisté dans les médias sur l'importance de l'apparence de la capitale américaine où viennent régulièrement de hauts dignitaires étrangers.

Comme le rappelle TF1 info, Washington dispose d'un statut singulier aux États-Unis. Établie après la guerre d'Indépendance en tant que capitale, elle n'est rattachée à aucun État américain. De plus, la Constitution américaine prévoit que le Congrès ait compétence sur ses affaires. Depuis une loi de 1973, les habitants sont néanmoins en mesure d'élire un conseil municipal, même si ses décisions sont toujours supervisées par le Congrès. 6Médias 10 août 2025

Santé.

Effets indésirables des vaccins anti-Covid : la construction d'un tabou politico-médiatique par Laurent Mucchielli. - 19 Jul 2025

<https://shs.hal.science/halshs-05171357v1>

France.

Autant en profiter !

Budget 2026 de la France : hausse des crédits militaires, austérité généralisée ailleurs - RT 6 août 2025

François Bayrou dévoile un budget 2026 marqué par une forte hausse des crédits militaires (+13%) et de la charge de la dette (+8 milliards). Les autres secteurs, notamment les sports, la solidarité et l'aide au développement, subissent des coupes drastiques.

L'Intérieur échappe aussi aux coupes, avec 600 millions d'euros supplémentaires pour maintenir les effectifs, tandis que la Justice bénéficie d'une légère hausse pour renforcer les capacités pénitentiaires, sous réserve de nouvelles recettes.

En revanche, la charge de la dette explose, avec 8 milliards d'euros supplémentaires pour les intérêts, et le prélèvement pour l'Union européenne augmente de 5,7 milliards. Ces dépenses contraintes absorbent l'essentiel de la hausse des dépenses de l'État (+2,5 %). Hors défense, les ministères subissent une baisse moyenne de 1,6 % en volume. Les coupes les plus sévères frappent les sports, la jeunesse et la vie associative (−20 %), l'aide au développement (−16 %), la solidarité (−6 %, soit 1,7 milliard), le travail (−9 %) et la cohésion des territoires (−900 millions). Ces réductions s'inscrivent dans une logique d'« *extinction* » des aides post-Covid et inflation, accompagnée d'une suppression de 3 000 emplois publics et d'un gel des salaires dans la fonction publique. RT 6 août 2025

François Bayrou et le gouvernement visent de nouveau l'assurance chômage, objectif 4 milliards d'économies - Le HuffPost 9 août 2025

Le gouvernement demande aux partenaires sociaux de réaliser « 2 à 2,5 milliards d'euros » d'économies par an de 2026 à 2029, avant davantage à partir de 2030.

Cette nouvelle réforme intervient alors que les partenaires sociaux ont conclu un accord en novembre 2024, avec de nouvelles règles pour quatre ans, entrées en vigueur pour la plupart au 1er avril de cette année. Avant une réunion en intersyndicale le 1er septembre pour étudier les suites à donner aux annonces du Premier ministre, FO a déjà appelé à la « *mobilisation et à la grève* » et déposé un préavis du 1er septembre au 30 novembre.

Les syndicats et les organisations patronales ont désormais trois mois pour négocier un accord, soit jusqu'au 15 novembre. En l'absence de consensus, l'exécutif pourrait imposer ses propres conditions.

J-C - En négociant et signant une multitude d'accords scélérats défavorables aux intérêts des travailleurs, les syndicats ont perdu à juste titre toute légitimité à représenter les travailleurs.

Les syndicats sont les alliés et non les ennemis du patronat et de l'Etat représentant les intérêts des capitalistes.

On doit combattre cette orientation politique au sein des syndicats, puisqu'on ne peut pas faire autrement, dans la perspective de la fondation d'un nouveau syndicat ouvrier, qui prendrait strictement en compte les besoins des travailleurs dans le cadre de la lutte de classe et la perspective du renversement du capitalisme...

Palestine occupée.

Plus de 500 arrestations dans une manifestation du groupe Palestine Action à Londres - AP 11 août 2025

La police londonienne a annoncé dimanche que 532 personnes avaient été arrêtées la veille lors d'un rassemblement d'un group propalestinien. Les partisans du groupe, récemment déclaré comme une organisation terroriste, ont intentionnellement enfreint la loi afin de tester la capacité du gouvernement à faire respecter son interdiction.

La police a publié ces chiffres actualisés alors que des manifestants exigeant la libération immédiate des otages israéliens encore à Gaza organisaient leur propre marche dans le centre de Londres dimanche après-midi.

La grande majorité des personnes arrêtées samedi l'ont été pour avoir brandi des pancartes affichant leur soutien au groupe Palestine Action. La police a actualisé ses chiffres antérieurs et a indiqué que 522 personnes avaient été arrêtées pour avoir soutenu une organisation interdite, en violation des lois antiterroristes. Dix autres personnes ont été arrêtées pour divers chefs d'accusation, notamment d'agression et d'obstruction à la police.

Celle-ci a procédé à ces interpellations - un des plus grands nombres pendant une seule manifestation dans la capitale britannique - pour "*soutien à une organisation interdite*".

La police a précisé avoir arrêté ou être "*en train de le faire*" toutes les personnes ayant brandi la pancarte "*Je m'oppose au génocide, je soutiens Palestine Action*".

Sur place, des manifestants ont porté d'autres pancartes comme "*Agir contre le génocide n'est pas un crime*" ou "*Free Palestine*".

La police a publié ces informations sur la manifestation de Palestine Action après que des photos de manifestants âgés emmenés par des policiers ont fait la une des journaux du dimanche.

L'une d'elles était La Pethick, une psychothérapeute retraitée de 89 ans, qui a raconté au Times of London être soutenue par ses cinq petits-enfants. *«On nous prive de notre droit de manifester pacifiquement»*, a-t-elle déclaré.

Près de la moitié des personnes arrêtées avaient plus de 60 ans, selon les chiffres publiés par les forces de l'ordre. AFP 10 août et AP 11 août 2025

L'usure de la guerre, l'ennemi contre lequel ils sont impuissants.

L'Allemagne suspend ses livraisons d'armes à Israël, une décision avant tout symbolique - RFI 9 août 2025

Si cette décision ne va pas changer les choses sur le terrain, elle constitue un tournant historique pour Berlin, qui sanctionne pour la première fois Israël. Le soutien militaire de l'Allemagne ces dernières décennies pouvait aussi être compris comme une réparation après l'extermination par le IIIe Reich de six millions de juifs européens. (Autrement dit, les héritiers du IIIe Reich ont armé leurs semblables qui exterminaient des Palestiniens. - J-C)

En Israël, de plus en plus de soldats refusent les ordres de mobilisation pour Gaza - RFI 9 août 2025

L'extermination continue.

- Des dizaines de personnes tuées dans les frappes israéliennes à Gaza, une clinique de l'ONU est touchée - euronews 7 août 2025

- Samedi, le porte-parole de la Défense civile de la bande de Gaza, Mahmoud Bassal, a fait état de 37 personnes tuées par des frappes ou des tirs israéliens, dont des civils qui attendaient des distributions d'aide alimentaire. France 24 10 août 2025

Gaza: cinq journalistes d'Al Jazeera tués dans une frappe israélienne - AFP 11 août 2025

Al Jazeera a annoncé la mort de cinq de ses journalistes dimanche lors d'une frappe israélienne dans la bande de Gaza, dont un reporter bien connu de ses téléspectateurs que l'armée israélienne a reconnu avoir ciblé, le qualifiant de *"terroriste"*.

Au moment où le gouvernement israélien se montre déterminé à mettre en œuvre son nouveau plan d'opération dans le territoire palestinien dévasté et affamé par 22 mois de guerre, la chaîne basée au Qatar a fait état de *"ce qui semble être une attaque ciblée israélienne"* sur une tente utilisée par ses journalistes à Gaza-ville, devant l'hôpital al-Chifa.

Elle a fait part du décès de ses correspondants Anas al-Sharif et Mohammed Qreiqeh, ainsi que des cameramen Ibrahim Zaher, Mohammed Noufal et Moamen Aliwa.

Anas al-Sharif, 28 ans, était l'un des visages les plus connus parmi les correspondants couvrant au quotidien le conflit à Gaza.

L'armée israélienne a confirmé l'avoir ciblé, le qualifiant de "terroriste" qui "se faisait passer pour un journaliste".

Il "était le chef d'une cellule terroriste au sein de l'organisation terroriste Hamas et était responsable de la préparation d'attaques de roquettes contre des civils israéliens et les troupes" israéliennes, a-t-elle affirmé sur Telegram.

Dans ses derniers messages postés sur X dimanche, Anas al-Sharif faisait état d'"intenses" bombardements israéliens sur le territoire palestinien et avait diffusé une courte vidéo montrant des frappes sur la ville de Gaza.

Un texte posthume que le journaliste avait écrit en avril en cas de décès a été publié sur son compte lundi matin, où il appelle à "ne pas oublier Gaza".

En juillet, le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) avait accusé l'armée israélienne de mener "une campagne de diffamation" envers le journaliste en le présentant dans des messages en ligne comme un membre du Hamas.

"La tendance d'Israël consistant à qualifier les journalistes de militants sans fournir de preuves crédibles soulève de sérieuses questions sur ses intentions et son respect de la liberté de la presse", a dénoncé Sara Qudah, directrice régionale de l'organisation basée à New York dans la nuit de dimanche à lundi.

"Les journalistes sont des civils et ne doivent jamais être pris pour cible. Ceux qui sont responsables de ces meurtres doivent rendre des comptes", a-t-elle ajouté dans un communiqué.

Plus généralement, la presse internationale n'est pas autorisée à travailler librement dans le territoire palestinien depuis le début du conflit.

Seuls quelques médias, triés sur le volet, y sont entrés embarqués (en "embed") avec l'armée israélienne, leurs reportages étant soumis à une stricte censure militaire.

La presse internationale travaille en s'appuyant sur des journalistes et correspondants locaux, qui ont payé un lourd tribut au conflit.

Afrique

S'ils le disent eux-mêmes ! Mais qui a bien pu armer ces "terroristes" ?

Afrique : une décennie d'antiterrorisme américain, un échec total selon The Intercept - RT 8 août 2025

Au cours des dix dernières années, les actions menées par l'armée américaine contre le terrorisme en Afrique se sont révélées infructueuses et ont même aggravé la situation, selon The Intercept, qui cite un rapport du Pentagone décrivant « l'évaluation la plus sombre à ce jour » des résultats militaires américains sur le continent.

The Intercept a souligné que les États-Unis, en versant des dizaines de millions de dollars en armes et en formation aux gouvernements africains – lesquels connaissent actuellement la plus forte augmentation de morts violentes – n'ont fait qu'exacerber la crise actuelle. RT 8 août 2025

Etats-Unis.

Les droits de douane américains de 50 % ne détourneront pas l'Inde du pétrole russe - Courrier international 7 août 2025

À compter du 27 août, Washington doublera ses tarifs douaniers sur les importations indiennes, atteignant un record de 50 %.

“Le pétrole russe bon marché est devenu un rouage essentiel de l'économie indienne, et le retirer sans casse est illusoire”, affirme le journal russe Novye Izvestia, proche de la position officielle du Kremlin. Selon l'expert en financement d'actifs maritimes Alexeï Ponomarev, interrogé par le média, les raffineries indiennes utilisent le pétrole russe pour exporter des carburants à bas prix. *“En perdre l'accès, c'est acheter plus cher au Moyen-Orient ou en Afrique, et entrer en concurrence directe avec les pays de l'Union européenne”,* note-t-il. *“Cela ferait bondir les prix du transport, de l'énergie et de la logistique à l'intérieur du pays.”* Le porte-monnaie de centaines de millions de personnes serait également affecté, affirme un autre interlocuteur du journal en ligne.

“Les sanctions américaines rapprochent”, titre avec ironie l'hebdomadaire économique russe Expert, qui rappelle que la Russie est aujourd'hui le premier fournisseur de pétrole de l'Inde, devant le Moyen-Orient. Novye Izvestia ajoute également :

“La part du pétrole russe dans les importations indiennes est passée de moins de 0,2 % [avant le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie] à 35-40 % aujourd'hui.”

Et les alternatives ? Peu crédibles, estime Andreï Gnidhtchenko, chercheur du Centre d'analyse macroéconomique dans une interview accordée à Expert. *“Les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ne peuvent pas remplacer ces volumes dans l'immédiat car ils fournissent de l'énergie aux pays qui ont refusé d'accepter le pétrole russe.”*

Enfin, politiquement, céder à Washington reviendrait, pour le gouvernement de Narendra Modi, à *“priver l'Inde de revenus considérable, fragiliser sa sécurité énergétique, perdre la face, tant au niveau national qu'international”,* conclut Evgueni Khoroshilov, directeur du département économique de l'Institut des États-Unis et du Canada de l'Académie des sciences de Russie, dans Expert.

"Ce serait 1929 à nouveau, une Grande Dépression": Trump met en garde les juges qui tenteraient d'invalidier ses droits de douane - AFP 8 août 2025

Donald Trump paraît craindre un revers judiciaire, estimant que cette éventualité ramènerait les États-Unis en 1929: *"Ce serait 1929 à nouveau, une GRANDE DEPRESSION",* a-t-il écrit dans son message comme souvent rédigé en partie en majuscules.

Les droits de douane appliqués par les États-Unis s'élèvent désormais en moyenne à 20,1%, selon le calcul actualisé vendredi de l'OMC et du FMI, soit leur plus haut niveau depuis le début des années 1910, hormis quelques semaines en 2025.

Ce taux théorique était de seulement 2,4% lors de l'investiture de Donald Trump, le 20 janvier 2025.
AFP 8 août 2025

JD Vance annonce la fin du financement américain en Ukraine - RT 10 août 2025

Le vice-président américain, JD Vance, a affirmé dans un entretien à *Fox News* que Washington allait mettre fin au financement direct des opérations militaires en Ukraine

« Le président et moi voulons que l'Amérique en finisse avec le financement de la guerre en Ukraine. Nous voulons obtenir un règlement pacifique. Les Américains sont fatigués de continuer à envoyer leur argent, leurs impôts, pour ce conflit », a-t-il déclaré.

Selon Vance, les discussions en vue d'un accord de paix devront se baser sur la ligne actuelle de contact entre les forces russes et ukrainiennes. L'objectif affiché est de parvenir à une solution *« avec laquelle Russes et Ukrainiens pourraient vivre relativement en paix »*. Le vice-président a précisé que les États-Unis ne s'opposeront pas à ce que les pays européens achètent du matériel militaire américain pour l'envoyer à Kiev, mais que Washington ne financera plus ces livraisons.

Donald Trump a prévu de rencontrer Vladimir Poutine le 15 août en Alaska. Des sources indiquent que le plan discuté pourrait inclure des concessions territoriales de l'Ukraine, reconnues au niveau international, en échange d'un arrêt des combats. Volodymyr Zelensky a toutefois affirmé que Kiev ne renoncerait pas à aucun territoire.

Vance a reconnu que Trump n'était pas certain du succès des pourparlers, mais qu'*« il fallait essayer »*. RT 10 août 2025

Chine.

Lu.

- Le développement économique spectaculaire de la Chine a fait grimper le prix de sa main d'œuvre et réduit les profits des entreprises occidentales.

- La relation des États-Unis avec la Chine doit être comprise dans le contexte du système capitaliste mondial. L'accumulation du capital dans les États centraux, souvent qualifiés de *«Nord global»*, dépend de la main-d'œuvre et des ressources bon marché provenant de la périphérie et de la semi-périphérie, appelées *«Sud global»*.

Cette structuration est essentielle pour garantir des profits élevés aux multinationales qui dominent les chaînes d'approvisionnement mondiales. La disparité systématique des prix entre le centre et la périphérie permet également au centre de réaliser une importante appropriation nette de valeur de la périphérie par le biais d'échanges inégaux dans le commerce international.

Depuis les années 1980, lorsque la Chine s'est ouverte aux investissements et aux échanges commerciaux occidentaux, elle a joué un rôle crucial dans ce processus, fournissant une main-d'œuvre abondante aux entreprises occidentales – une main-d'œuvre bon marché, mais aussi hautement qualifiée et productive. Par exemple, une grande partie de la production d'Apple repose sur la main-d'œuvre chinoise. Selon une étude de l'économiste Donald A. Clelland, si Apple avait dû rémunérer ses employés chinois et est-asiatiques au même taux qu'un employé américain, cela lui aurait coûté 572 dollars de plus par iPad en 2011.

Mais au cours des deux dernières décennies, les salaires en Chine ont augmenté de façon spectaculaire. Vers 2005, le coût horaire de la main-d'œuvre manufacturière en Chine était inférieur à celui de l'Inde, moins de 1 dollar de l'heure. Depuis, il a dépassé 8 dollars de l'heure en Chine, tandis qu'en Inde, il n'est encore que d'environ 2 dollars de l'heure. De fait, les salaires en Chine sont désormais plus élevés que dans tous les autres pays en développement d'Asie. Il s'agit d'une évolution historique majeure.

Cela s'explique par plusieurs raisons essentielles. Tout d'abord, l'excédent de main-d'œuvre en Chine a été de plus en plus absorbé par l'économie salariée, ce qui a accru le pouvoir de négociation des travailleurs. Parallèlement, le leadership actuel du président Xi Jinping a élargi le rôle de l'État dans l'économie chinoise, renforçant les systèmes de prestations publiques – notamment les soins médicaux et le logement social –, améliorant ainsi encore la situation des travailleurs.

Ces changements sont positifs pour la Chine – et plus particulièrement pour les travailleurs chinois – mais ils posent un sérieux problème au capitalisme occidental. La hausse des salaires en Chine pèse sur les profits des entreprises occidentales qui y opèrent ou qui dépendent de la production chinoise pour leurs pièces intermédiaires et autres intrants essentiels.

L'autre problème, pour les États du centre, est que la hausse des salaires et des prix en Chine réduit leur exposition aux échanges inégaux. Durant la période de bas salaires des années 1990, le ratio exportations/importations de la Chine avec le centre était extrêmement élevé. Autrement dit, la Chine devait exporter de très grandes quantités de biens pour obtenir les importations nécessaires. Aujourd'hui, ce ratio est bien plus faible, ce qui représente une amélioration spectaculaire des termes de l'échange de la Chine, réduisant considérablement la capacité du centre à s'approprier la valeur chinoise.

Dans ce contexte, les capitalistes des États centraux cherchent désespérément à rétablir leur accès à une main-d'œuvre et à des ressources bon marché. Une option, de plus en plus prônée par la presse économique occidentale, consiste à délocaliser la production industrielle vers d'autres régions d'Asie où les salaires sont moins élevés. Mais cette solution est coûteuse en termes de pertes de production, de recrutement et de perturbations des chaînes d'approvisionnement. L'autre option consiste à faire baisser les salaires chinois. D'où les tentatives des États-Unis pour affaiblir le gouvernement chinois et déstabiliser l'économie chinoise, notamment par la guerre économique et la menace constante d'une escalade militaire.

Ironiquement, les gouvernements occidentaux justifient parfois leur opposition à la Chine par le prix trop bas de ses exportations. On prétend souvent que la Chine «triche» dans le commerce international en abaissant artificiellement le taux de change de sa monnaie, le renminbi. Le problème avec cet argument, cependant, est que la Chine a abandonné cette politique il y a une dizaine d'années. Comme l'a noté José Antonio Ocampo, économiste au Fonds monétaire international (FMI) en 2017 : *«Ces dernières années, la Chine s'est plutôt efforcée d'éviter une dépréciation du renminbi, sacrifiant une part importante de ses réserves. Cela pourrait signifier que cette monnaie est désormais surévaluée»*. La Chine a finalement autorisé une dévaluation en

2019, lorsque les droits de douane imposés par l'administration du président américain Donald Trump ont accru la pression sur le renminbi. Mais il s'agissait d'une réaction normale à un changement des conditions du marché, et non d'une tentative de maintenir le renminbi en dessous de son taux de marché.

Les États-Unis ont largement soutenu le gouvernement chinois pendant la période où sa monnaie était sous-évaluée, notamment par le biais de prêts du FMI et de la Banque mondiale. L'Occident s'est résolument retourné contre la Chine au milieu des années 2010, au moment même où le pays commençait à augmenter ses prix et à remettre en cause sa position de fournisseur périphérique d'intrants bon marché pour les chaînes d'approvisionnement dominées par l'Occident.

Le développement technologique de la Chine brise désormais les monopoles occidentaux et pourrait offrir à d'autres pays en développement des fournisseurs alternatifs de biens nécessaires à des prix plus abordables. Cela pose un défi fondamental à l'organisation impériale et aux échanges inégaux.

La véritable raison du bellicisme occidental réside dans le fait que la Chine cherche à se développer souverainement, ce qui compromet l'organisation impériale sur laquelle repose l'accumulation du capital occidental. L'Occident ne laissera pas la puissance économique mondiale lui échapper si facilement.

Economie.

Lu.

Le Bitcoin est devenu le "*dollar numérique*" comme le sera notre euro numérique.

On se demande parfois pourquoi les États-Unis ne développent pas de Monnaie Numérique de Banque Centrale (CBDC en anglais).

Pourquoi la Fed s'embêterait-elle à développer un ersatz du Bitcoin... Le Bitcoin est déjà son CBDC.

Cela s'est passé à un moment précis à la fin de l'année 2021.

Jusque-là, les bitcoins étaient essentiellement détenus et échangés entre particuliers.

Il y avait évidemment de grosses baleines, mais les phases de hausse du Bitcoin s'accompagnaient de phases d'adoption de la cryptomonnaie EN DIRECT : le nombre de portefeuilles augmentait et l'on pouvait voir le nombre d'utilisateurs augmenter.

Quand je parle d'utilisateurs, il ne s'agit pas de spéculateurs tapotant sur leur application de trading favorite, mais bien d'utilisateurs qui se créaient un portefeuille de bitcoins personnels, s'inscrivaient sur une plateforme pour les échanger, certains même apprenant à les échanger de pair à pair.

Ce faisant, ces utilisateurs n'investissaient pas seulement dans un actif comme dans une action du CAC40 mais ils apprenaient une nouvelle manière d'échanger de la valeur à la manière des utilisateurs d'internet qui apprenaient dans les années 1990 une nouvelle manière d'échanger de l'information.

C'est pour cela que je vous parle depuis 2016 de blockchain plutôt que Bitcoin et de révolution technologique plutôt que d'or numérique ou innovation monétaire.

Mais le COVID a accéléré une transition que je craignais depuis le début : la prise de contrôle du Bitcoin par quelques grandes institutions financières.

Le Bitcoin a changé de nature

Avec le COVID, les Américains ont reçu des milliers et dizaines de milliers de dollars du gouvernement qu'une partie de la population a utilisé pour spéculer en Bourse mais également sur les crypto.

Mais au lieu de faire l'effort de créer leur propre portefeuille et gérer leurs propres transactions sur la Blockchain du Bitcoin, ils ont préféré la simplicité de la spéculation depuis leur application de trading favorite, généralement Robinhood.

Les baleines géantes ont pris le contrôle

Évidemment, ils ont pu le faire grâce à BlackRock, Fidelity et quelques autres monstres financiers américains qui préparaient leur arrivée sur le marché depuis plusieurs années déjà.

Et c'est ainsi qu'aujourd'hui en 2025, plus de 80% des transactions en Bitcoin en valeur sont opérées par ces géants qui sont très majoritairement américains :

- BlackRock
- Fidelity
- MicroStrategy
- Robinhood
- Grayscale
- Ark
- le gouvernement américain (via saisies)
- les frères Winklevoss...

Ces grands acteurs américains détiennent plusieurs millions de bitcoins mais surtout font l'essentiel des échanges.

Et ce sont eux qui ont pris la main fin 2021 sur le cours du Bitcoin.

Alors que le Bitcoin redescendait d'une grosse chandelle comme il en connaît régulièrement, ce que j'appelle la « *volatilité haussière* » du Bitcoin, il est reparti aussi sec, sans période de basse mer. Mais cette « *réhausse* » subite n'avait rien de naturel : Ce qui a changé en 2022, c'est que le montant des transactions a été multiplié par 10 lors de cette hausse par rapport au précédent.

La hausse n'était plus liée à la courbe d'adoption mais à quelques grosses baleines fraîchement formées gonflant le cours à la pompe à vélo.

C'est d'ailleurs depuis ce moment que le nombre de portefeuilles en bitcoins actifs BAISSE, plus de courbe d'adoption, plus de révolution technologique décentralisée libertarienne comme vous le voyez dans le graphique ci-dessous du nombre de portefeuilles actifs qui se met à baisser à partir de 2022 alors que le cours, lui, monte toujours.

Depuis ce moment, le Bitcoin est devenu la monnaie numérique de banque centrale des États-Unis, contrôlée par une poignée d'acteurs institutionnels réglementés par la Fed.

Ce Bitcoin n'intègre pas de paiement conditionnel et c'est déjà cela mais c'en est fini du libre cours du Bitcoin et de sa décentralisation.

Or : Porté par des informations rapportant que les États-Unis taxeront certains lingots, l'or atteint un record à Wall Street - BFM Bourse 8 août 2025

Les États-Unis pourraient désormais taxer les importations de lingots d'or d'un kilo et ceux de 100 onces (un peu plus de trois kilos), les formats négociés à New York, d'après un article du *Financial Times* jeudi, qui donne comme source un document de l'administration américaine.

Dans la foulée de sa publication, le prix de l'or sur la bourse des matières premières de New York, le Comex, a atteint un sommet de 3.534,10 dollars l'once (31,1 g). Vers 12h40, le cours progressait de 0,65% à 3.476 dollars l'once.

La demande en or --et avec elle son cours-- avait déjà explosé plus tôt cette année outre-Atlantique, les acheteurs américains cherchant à accumuler des stocks en prévision d'éventuelles surtaxes sur le métal précieux, jusqu'à présent épargné par l'offensive douanière de Donald Trump. Ces "*provisions restent élevées*", précise Stephen Innes, analyste chez SPI AM.

Pour la Suisse, haut lieu du raffinage d'or, il s'agit d'un nouveau coup dur, alors que le pays alpin s'est vu infliger jeudi de lourdes surtaxes de 39% sur ses produits importés aux États-Unis.

"Au cours de l'année écoulée, la Suisse a expédié pour 61,5 milliards de dollars d'or outre-Atlantique", dont "deux cinquièmes transitent par les États-Unis", souligne Stephen Innes. Elle "risque désormais une gifle de 24 milliards de dollars" de surtaxes. BFM Bourse 8 août 2025

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 16 août 2025

Le bonheur n'est pas dans le pré, mais sur le champ de bataille !

Il faut reconnaître, que s'intéresser à ce qui se passe dans la société, suivre l'actualité sociale et politique nationale et internationale, militer dans un parti ouvrier, bref, prendre en mains son destin ou participer à la lutte des classes n'est pas vraiment une partie de plaisir ou une distraction agréable, c'est ingrat, voire démoralisant. Cela comporte plutôt des désagréments, on se moque même de vous, et les sources de satisfactions sont rares, à moins de se contenter de ce que le présent nous donne ; l'air de rien, c'est déjà beaucoup plus que ce que les travailleurs récoltent habituellement de leurs expériences ou de leurs illusions, c'est surtout beaucoup plus sain, plus durable ou sans conséquences néfastes.

Faire en sorte que notre niveau de conscience progresse, et le mettre au service de l'idéal humaniste le plus élevé qui soit, voilà qui a de quoi nous combler de bonheur ! On y gagne sur tous les tableaux, sauf qu'on ne s'enrichit pas !

C'est Raymond Devos dans une émission télévisée canadienne, qui m'a inspiré cette réflexion hier soir. Le personnage était particulièrement mal dans sa peau, comme beaucoup de comiques, il le dira lui-même, mais il était généreux, très cultivé, un poète aussi. Je ne pense pas qu'il ait été un sale type, au premier abord je le trouve sympathique.

Il a dit en substance, que le vrai bonheur c'est de vivre l'instant, de vivre dans le présent, car le passé est nostalgie ou mélancolie, tandis que le futur est imprévisible et conduit à la mort.

Pour autant sans passé le présent n'existerait pas tout bonnement. Le présent est le passé réalisé d'une certaine manière. Le présent puise ses origines dans le passé. Le passé continue d'exister dans le présent, l'ignorer c'est tourner le dos au présent, s'y fixer aussi.

Et puis, on ne peut pas oublier tous ceux qui ne bénéficient pas de conditions favorables ou privilégiées pour savourer le présent, ceux qui croulent sous les bombardements, qui crèvent de faim, qui sont malportants, tous ceux qui sont opprimés et souffrent de mille maux, je crois savoir qu'ils sont extrêmement nombreux. On peut peut-être ajouter tous ceux qu'ils poussent à la folie et qui en présentent déjà des symptômes avancés, cela fait beaucoup de monde à l'arrivée, ce qui doit nous inviter à faire preuve de bienveillance envers nos semblables plus mal lotis que nous sans les juger.

Quand ils nous jugent et nous condamnent ou nous insultent, ne prenons pas ombrage de leur injustice, de leur méchanceté, laissons-les dire, cela leur passera bien un jour. Nous savons pourquoi ils réagissent de la sorte, alors pourquoi s'en prendre à eux, c'est stupide et injuste, leur comportement ou leurs idées sont le produit de leurs conditions sociales auxquelles ils n'y

comprennent rien ou pas grand-chose, l'essentiel leur échappe manifestement, donc ils n'en portent pas la responsabilité, ce sont uniquement ceux qui détiennent le pouvoir de créer ou d'entretenir ces conditions qui en portent la responsabilité, ceux qui détiennent tous les pouvoirs que le capitalisme leur consent, c'est donc lui et ses représentants qu'il faut combattre et non notre voisin, notre collègue de travail ou le premier venu, je ne sais qui.

Voilà qui résume assez bien le degré de décomposition des institutions de la Ve République.

Yaël Braun-Pivet s'explique sur son poulailler après l'affaire des CRS qui auraient nourri ses poules - Le HuffPost 14 août 2025

Mes commentaires publiés par le blog Réseau International.

Article : L'Inde et la Russie forment une alliance civilisationnelle – Les flux commerciaux libérés de la domination lointaine

- Je ne sais pas ce que les anciens dieux favorisent désormais, mais ce que je constate, c'est qu'ils nous coupent le courant dès qu'il pleut ou qu'il y a un coup de vent.

Quant au téléphone, c'est du gangstérisme en bande organisée. L'abonnement le plus rentable ou le moins cher est de 509 roupies pour 82 jours de connexions illimitées en Inde, sans Internet. Sinon, il y a un abonnement à 155 roupies valable 20 jours. C'est celui auquel je souscrivais avant, mais comme je téléphone très peu, l'équivalent de 50 roupies maximum, en faisant un rapide calcul, je me suis rendu compte que l'abonnement de 82 jours était moins cher. Avec mon nouvel abonnement à 509 roupies, j'aurais consommé l'équivalent de 200 roupies environ et j'aurais perdu 300 roupies, ou plutôt Vodafone m'aurait volé 300 roupies, 3.600 roupies par an.

Toutes les entreprises pratiquent le même racket ou vol, ouvertement.

Imaginez : dans un pays qui compte un milliard d'adultes, combien de milliards de roupies volent-ils au peuple qui croule sous les charges fixes et peine à survivre au quotidien ? Pas de Sécurité sociale, pas de retraite (sauf pour l'aristocratie ouvrière), pas de Code du travail... Ils appellent le progrès social, cet esclavage moderne radical.

Réponse à un lecteur :

- L'unique connexion qui couvre correctement en G4 mon village, je n'ai pas le choix !

Toutes les entreprises indiennes du secteur sont détenues par des milliardaires indiens. Dans le passé, je les ai toutes testées, elles m'ont toutes volé du fric, Tata, Reliance, Airtel... BSNL est nationalisé, mais pas de data connexion jusque chez moi.

Réponse à un autre lecteur :

Je vous ai adressé un long commentaire qui n'a pas été publié, je contredisais ou rectifiais la plupart de vos affirmations, mais surtout, je me demandais comment au bout de 28 ans en Inde vous pensiez toujours en euros, jusqu'à convertir la moindre dépense dans cette monnaie. C'est à croire qu'on ne doit pas provenir du même milieu ou nous n'avons pas le même statut social.

Mon long commentaire publié plus tard :

- C'est marrant que vous comptiez en euros ! Si cela vous choque que je me sois vanté comme vous dites d'avoir économisé 2,94 € par mois en téléphonie, c'est qu'on n'appartient pas au même monde.

Pas d'imposition salariale = Vous faites partie de ces gens qui vivent d'amour et d'air pur sans doute ! Les intérêts que je perçois sont imposables, bien que mon capital soit petit (fixed deposit).

Quelques réflexions que m'inspire votre commentaire.

ABHA CARD = Connais pas, personne ne connaît autour de moi, dans la famille et le village.

Eau gratuite = Payante en ville et de plus en plus dans les villages.

Hôpitaux gratuits = Il faut voir dans quel état ils sont, il faut être patient et avoir les moyens d'y passer la journée, ils n'ont pas très bonne réputation, la plupart des cliniques non plus, bref, ce n'est pas mieux qu'en France ou pire encore...

Les temples qui nourrissent quotidiennement gratuitement les personnes = dites les plus riches, tous les temples sont financés par les riches, ils servent à entretenir la pauvreté ou la misère, l'horreur en somme. Ma compagne est hindoue pratiquante, c'est sa vie et pas la mienne, je la respecte, c'est tout, il ne faut pas m'en demander plus, d'accord ?

Pas d'impôts locaux = Cela dépend des villages, j'ai vécu dans un village où j'en payais tous les ans, et depuis 10 ans que je vis ici, je n'en ai jamais payés, et personne ou presque dans le village, malgré les appels des autorités à régulariser notre situation.

L'éducation nationale indienne gratuite = Niveau médiocre et c'est peu dire, au point que les écoles privées ont poussé comme des champignons, à part ceux qui n'ont vraiment pas les moyens, toutes les familles optent pour le privé. On peut le regretter, mais c'est ainsi. Une gosse de 10 ans maîtrise parfaitement l'anglais en ayant été dans le privé, dans le public à part « yes » et « no », elle n'a rien appris, j'en ai encore fait le constat la semaine dernière chez moi.

Retraite = J'avais spécifié « pas de retraite (sauf pour l'aristocratie ouvrière) », vous avez confirmé. Tous les Indiens peuvent souscrire une retraite auprès de différents organismes financiers qui spéculent en Bourse, en prenant le risque que leur argent s'évapore. Ils peuvent soi-disant récupérer leur capital au bout d'un certain temps, la sœur de ma compagne a essayé en vain.

– un large sourire au milliard et demi de visages sympathiques indiens que je croise = j'ignore de qui vous parlez. Je ne sais pas qui est sympa ou non, cela ne fait pas partie de mes croyances, désolé. Vanacom. Tamil Nadu

Article : Pourquoi les plus stupides arrivent au pouvoir

– *"Pourquoi les plus stupides arrivent au pouvoir"*

Le monde est à leur image, hélas !

Ils y sont portés par plus stupides qu'eux encore, notamment, et ils sont très nombreux, la multitude, y compris ceux qui croient y échapper !

Pour parvenir au pouvoir, il faut être dévoré d'ambition, il ne faut pas avoir trop de scrupules ou pas du tout, il faut être démagogue, menteur, hypocrite, etc. bref, une belle ordure à petite ou forte dose.

Même ceux qu'on croit les plus intelligents sont en réalité des idiots, comme un scientifique ou un savant à la fois croyant, cela dépasse l'entendement, c'est du domaine de la folie pure. Un ignorant qui a conscience d'être ignorant, est plus intelligent qu'un intellectuel, il n'a même pas besoin de se forcer !

Ceux qui détiennent le pouvoir ou leurs représentants, sont intelligents selon leurs critères, stupides selon les nôtres. Ils sont en service commandé pour remplir une fonction et rien d'autres, d'autres épris de constitutionnalité disent accomplir un mandat, et ils se foutent du reste, à part en profiter pour s'enrichir au passage tout de même.

Les incompetents sont choisis parce qu'ils obéissent sans réfléchir, les tyrans et leur cour s'en entourent pour faire la sale besogne à leur place. Il faut aussi voir comment fonctionne la hiérarchie dans les entreprises, comment sont constitués les organigrammes, quels postes occupent ceux qui assurent le fonctionnement d'un service auprès de la direction, et ceux qui sont juste là pour mener les salariés à la baguette.

Article : Encore une ruse du colonialisme occidental pour valider le génocide en Palestine

- Tout ce qui est décrit ici est juste, mais incomplet et relève de l'impuissance.

On l'a déjà lu et entendu mille fois au cours des dernières années, voire décennies. Et à quoi cela a-t-il servi ? À strictement rien, si ce n'est à permettre à l'impérialisme de s'enfoncer toujours plus dans la barbarie en toute impunité. Pourquoi ? Personne n'ose vraiment se la poser ou chercher une réponse, et pour cause : aucun acteur politique n'entend affronter et rompre avec le régime économique et politique à l'origine de l'impérialisme. Autrement dit, puisque tous cautionnent son orientation totalitaire, pourquoi voudriez-vous que la situation change ou s'améliore ? En continuant dans cette voie, elle est destinée à se détériorer encore, dans des proportions inimaginables.

Certains feignent de ne pas comprendre ce que cela signifie sur le plan politique. Ils sont stupides, malhonnêtes, ou les deux à la fois. Si vous rejetez l'unique alternative au capitalisme, vous légitimez tous ses crimes, présents et à venir. Que vous le vouliez ou non, que vous le niiez ou non, cela n'y changera rien.

C'est comme choisir entre l'eau et le feu, entre les deux côtés de la barricade, entre le camp des oppresseurs et celui des opprimés. Il y a une incompatibilité irréductible entre les deux, et faire croire le contraire n'y change rien. Cela correspond à deux orientations de la société diamétralement opposées, qui sont donc inconciliables. Or, ce que font les uns et les autres, c'est tenter de les concilier. Cela ne fonctionne évidemment pas, surtout quand les contradictions nées de leurs rapports ont atteint leur point de rupture. Soit ces rapports se disloquent, soit ils se putréfient et ses éléments se décomposent, s'autodétruisent. C'est ce à quoi nous assistons actuellement, car personne ne veut entendre parler de socialisme.

Un petit tour et puis s'en va, on a l'impression de vivre dans un asile psychiatrique en France... ou un pays en guerre.

France : une canicule historique bat des records et paralyse le Sud-Ouest - RT 12 août 2025

La France suffoque sous une canicule exceptionnelle, avec des records de température battus dans le Sud-Ouest, atteignant 43°C à Libourne. Quatorze départements sont en vigilance rouge ce mardi 12 août, tandis que la chaleur s'étend au nord, perturbant la vie quotidienne.

La France traverse une vague de chaleur sans précédent, la 51ème depuis 1947, avec des températures record enregistrées lundi 11 août 2025. Dans le Sud-Ouest, épiscetre de cette canicule, Bordeaux a atteint 41,6°C, dépassant son record de 2019, tandis que Libourne a frôlé les 43°C, un pic jamais vu.

En vigilance rouge, de 14 à 5 en 24H, puis 0 le lendemain, l'escroquerie climatique retombe aussi vite qu'un soufflé.

Canicule en France : cinq départements en rouge, des orages violents attendus à partir de midi dans le Sud-Est - franceinfo.fr 13 août 2025

Une journée encore très difficile sur une grande partie de la France. La vigilance rouge en raison de la canicule reste de mise pour l'Aude et quatre départements de la vallée du Rhône (la Drôme, l'Isère, le Rhône et l'Ardèche), mercredi 13 août. Ils repasseront en orange jeudi, en tout début de matinée. La vague de chaleur intense s'atténue sur la façade atlantique mais progresse désormais vers le Nord-Est, avec des pointes à 40°C prévues en Bourgogne.

Une évolution climatique. *"Ces températures très élevées résultent de la masse d'air très chaude, mais également de l'influence du changement climatique"*, explique Lauriane Batté, climatologue à Météo-France, ce qui donne un air *"plus chaud"* en moyenne qu'il y a *"quelques décennies"*. franceinfo.fr 13 août 2025

J-C - Une masse d'air passe par là, et hop, c'est la catastrophe ! Qu'est-ce qui est "plus chaud", l'air ou la température ? J'ignore si une "*climatologue*" recrutée par Météo-France est habilitée à répondre à cette question.

Je me demande aussi comment font nos amis africains et asiatiques, tous ceux qui vivent sous un climat tropical ou équatorial, pour travailler et survivre ! Je vous rassure, nous sommes encore en vie ! Mais nous avons un secret. Je ne sais pas si je dois vous le dire. Qu'est-ce que je risque ? Rien, mes lecteurs s'en foutent. Je me demande aussi si les Français qui écoutent toutes les conneries débitées par les météorologues savent que, depuis quelques années déjà, la température est stable, voire en baisse, en Inde en été. Cette tendance est plus perceptible à la fin de la saison, c'est-à-dire pendant l'équivalent de l'automne, soit les mois de juillet à mi-octobre, période pendant laquelle il faisait très chaud depuis des décennies, au point que la mousson, qui sévissait autrefois à cette période, avait pratiquement disparu.

C'est quelque chose qui m'a toujours beaucoup intéressé, car j'avais beaucoup entendu parler de la mousson et je voulais voir à quoi cela ressemblait vraiment. Or, depuis 1990, je n'ai pas pu assister à ce phénomène, car il ne pleut pas de manière continue durant cette période. Généralement, on a une semaine de fortes pluies environ au début du mois de juillet, puis un temps sec jusqu'à la mi-ou la fin octobre, où il peut pleuvoir pendant deux ou trois semaines d'affilée, puis plus rien jusqu'à la mi-décembre ou le début janvier, où la mousson se termine avec de fortes chutes de pluie pendant cinq à dix jours.

Il y a quelques années, je ne me souviens plus exactement de l'année, vers 2008, il a plu tout le mois de novembre. Je n'en pouvais plus, je n'étais plus habitué à ne pas voir le soleil aussi longtemps. Quelle grisaille ! C'était triste et démoralisant. J'avais hâte que cet épisode se termine. Le toit, composé de plaques ondulées en ciment, fuyait de partout. La pièce, située au premier étage, était exposée à la mer sur trois côtés. Elle était pourvue de fenêtres coulissantes et de deux portes vitrées en aluminium, de telle sorte que les murs ressemblaient à des baies vitrées. La pièce faisait 60 m². Hormis une toute petite salle de bains équipée d'un WC, elle était meublée d'un grand lit que j'eus du mal à installer au sec. Le sol était une piscine, malgré les ustensiles destinés à récupérer l'eau, car la pluie s'infiltrait sous les deux portes et par les dix fenêtres qui fuient également, à cause des rafales de vent. J'ai passé ce mois de novembre assis sur le lit, à regarder la mer très agitée et le ciel désespérément gris. L'horizon était voilé. Il n'y avait rien d'autre à faire que de lire. Le matelas et les oreillers devinrent humides et se mirent à puer, alors je dus me résigner à rejoindre la chambre du bas.

Fin décembre 1990, lorsque nous sommes arrivés en Inde, nous avons été accueillis par des pluies diluviennes qui ont duré environ une semaine. Je décidai d'aller à Pondichéry à vélo lors d'une éclaircie, mais je revins trempé quelques heures plus tard. Ce fut ma première expérience de la mousson en Inde. Par la suite, la mousson se manifestait soit fin décembre ou au début du mois de janvier, soit entre la mi-octobre et la mi-novembre. C'est facile de s'en souvenir, car décembre correspond à Noël et au Nouvel An, janvier à Pongal et novembre à Diwali, les deux plus grandes fêtes nationales.

Je n'ai jamais vécu de mousson. Après avoir passé 31 ans sur la côte de Coromandel, dans la banlieue de Pondichéry, puis plus au nord, dans le Tamil Nadu, je n'ai assisté qu'à des moussons partielles ou tronquées. Les mois de juillet, août et septembre, voire octobre, sont restés secs et chauds. La chaleur est un autre repère incontournable, car on supporte mal les fortes chaleurs de l'été, et ce, aussi bien chez les humains que chez les animaux, d'après ce que j'ai constaté. On a donc

hâte qu'elle se termine tous les ans. Or, au cours des trois dernières décennies, au lieu de la fraîcheur qui accompagne habituellement la mousson, on a plutôt eu des températures élevées de mi-mars à fin septembre, voire en octobre, ce qui nous obligeait à dormir plus longtemps avec la climatisation. Chaque année, on a hâte de s'en passer pour alléger la facture d'électricité, qui passe du simple au triple avec la climatisation. C'est une ruine, ou un luxe. Mais au-delà de 26 °C, je ne peux pas dormir, et ce n'est pas un caprice, hélas !

En conclusion, depuis des années, la température et les précipitations varient d'une année sur l'autre, avec des températures en légères baisses et des précipitations étalées une bonne partie de l'année, les cyclones se font plus rares, la nature est plus verte ou luxuriante, ce qui est bien agréable. Bref, tout le contraire du récit officiel en occident.

Des fortes chaleurs sont recensées en 1420, 1636, 1639, 1705, 1706, 1719, 1779, 1846, 1893, 1911...

Lors de l'été 1636, les témoins rapportent « *un effroyable harcèlement de chaleur* » pendant plusieurs semaines à Paris. La mortalité devient alors fréquemment catastrophique en raison de la dysenterie résultant de la baisse et de la contamination des cours d'eau : 500 000 morts lors de l'été 1636 ou de l'été 1705, 700 000 (lu ailleurs 400 000) lors des canicules estivales de 1718-1719, au sein d'une population française qui dépasse à peine 20 millions d'habitants ! Celles de 1747 et 1779 emportent chacune près de 200.000 personnes.

(<https://energie-developpement.blogspot.com/2018/07/histoire-climat-vagues-de-chaleur-passees.html>)

1911 - À Paris, les températures dépassent régulièrement les 35 °C, avec des pointes à 39 °C. D'après RetroNews, près de 40.000 décès sont recensés, notamment chez les enfants et les personnes âgées. Cette canicule ne s'achèvera qu'en septembre 1911, après plus de 70 jours d'un été accablant et meurtrier où, « *chaque soir, le soleil se couche dans des lueurs d'incendie* ».

Ils osent tout... Hollande est très bien placé pour en parler.

Poutine « *professionnel du mensonge* » : l'avertissement de François Hollande à Donald Trump - Paris Match 12 août 2025

François Hollande, qui a conduit en 2015 avec Angela Merkel les négociations de Minsk 2 pour un cessez-le-feu dans le Donbass, prévient : « *La technique de Poutine est le mensonge professionnel.* » L'ancien président français estime que Trump « *serait bien avisé de montrer qu'il connaît en détail la situation sur le terrain* ». Paris Match 12 août 2025

Le 22 janvier 2012, à l'occasion de son discours au Bourget, Hollande déclare : "*Mon véritable adversaire, c'est le monde de la finance*".

La petite phrase est très commentée dans les médias. Cette déclaration de guerre contre le monde de la finance provoque l'enthousiasme des militants socialistes et est reconnue comme une phrase choc de l'élection présidentielle française de 2012.

Elle suscite la défiance de certains patrons mais André Martinez, homme d'affaires aux multiples réseaux, chargé de représenter Hollande auprès du monde de la finance, le rassure après son retour du Forum de Davos où il n'a rencontré aucune circonspection chez les investisseurs.

Par la suite, durant son quinquennat (notamment lors de la nomination d'Emmanuel Macron en qualité de ministre de l'Économie et des Finances), cette phrase lui a été reprochée pour le critiquer, estimant qu'il n'avait jamais combattu le monde de la finance et que, loin d'en être l'ennemi, il avait contribué à son renforcement.

À peine élu à l'Élysée, Hollande applique une stratégie économique sociale-libérale (baisses des cotisations patronales, coupes budgétaires, focalisation sur la compétitivité des entreprises...). Si son gouvernement prend diverses mesures financières pour tenir quelques promesses électorales, son programme économique néolibéral provoque chez le peuple de gauche une déception à la mesure des espoirs suscités par cette petite phrase. Wikipédia.org

Hollande avoue que les accords de Minsk avaient pour but de donner à Kiev le temps de se renforcer - sputniknews.africa 30 décembre 2022

Formellement conclus pour rétablir la paix dans le Donbass, les accords de Minsk étaient en fait destinés à donner du temps à l'Ukraine pour renforcer son armée. L'ancien Président français François Hollande a fait cet aveu au Kiev Independent, confirmant ainsi les propos d'Angela Merkel. sputniknews.africa 30 décembre 2022

Comment Merkel et Hollande ont attisé la guerre en Ukraine - Institut Schiller 17 janvier 2023

Les aveux d'Angela Merkel et de François Hollande sur l'intention véritable des accords de Minsk est un véritable coup de théâtre. Ils révèlent le degré de duplicité et de malhonnêteté auxquels sont descendus les Occidentaux.

Il était donc nécessaire, avec la conférence du 10 janvier, non seulement d'exprimer l'indignation face cette politique assumée du mensonge qui, pour le « *reste* » du monde, est désormais associée aux pays occidentaux mais, surtout, de montrer les conséquences tragiques qu'elle risque d'entraîner.

Ces accords, signés en 2014-2015 dans le but de rétablir la paix en Ukraine par l'arrêt des combats et par un changement constitutionnel devant accorder une certaine autonomie aux régions russophones du Donbass (Donetsk et Lougansk), furent par la suite approuvés, leur donnant force de loi, par le Conseil de Sécurité de l'ONU, le 15 juillet 2015.

Or, le 7 décembre 2022, dans un entretien à Die Zeit, Angela Merkel avoua que les Accords de Minsk n'avaient été, en réalité, qu'une tentative pour « *donner du temps à l'Ukraine* » pour s'armer.

L'Ukraine « a également utilisé ce temps pour devenir plus forte, comme on peut le voir aujourd'hui. L'Ukraine de 2014-2015 n'est pas l'Ukraine d'aujourd'hui (...) Début 2015, Poutine aurait facilement pu les envahir. »

Le 28 décembre, ce fut au tour de François Hollande de confirmer ces dires, dans une interview au journal Kyiv Independent : « Oui, Angela Merkel a raison sur cette question. Depuis 2014, l'Ukraine a renforcé ses positions militaires (...) Ce fut le mérite des accords de Minsk d'avoir donné à l'Ukraine l'opportunité de faire cela ! »

Seul surpris par ces déclarations, Vladimir Poutine, qui, depuis Bichkek, déclarait le 9 décembre : « Franchement, c'était une surprise totale pour moi. C'est décevant ! (...) La confiance est déjà proche de zéro, mais après de telles déclarations, la question de la confiance devient principale. Que pouvons-nous négocier, sur quoi pouvons-nous encore être d'accord ? »

Rappelons que la non-application de ces accords a conduit, entre 2014 et 2022, à la mort d'au moins 14 000 habitants de la région du Donbass... Institut Schiller 17 janvier 2023

Quand ils n'ont plus que le mot guerre à la bouche.

En mars dernier, dans le cadre de la présentation d'un livre blanc « pour une défense européenne - Préparation à l'horizon 2030 », le commissaire européen à la Défense Andrius Kubilius, ex-Premier ministre lituanien, avait déclaré que « si l'Europe veut éviter la guerre, elle doit se préparer à la guerre » (Source : RT 12 août 2025).

Qu'est-ce que cela signifie-t-il, sachant que dorénavant ils ne se contentent plus de fomenter des guerres, ils se livrent même à des guerres préventives. Et comment les justifient-ils ?

Ils inventent de faux prétextes tout simplement, ils ne s'embarrassent plus de scrupules, ils osent vraiment tout.

Ils évoquent des faits ou des situations qui n'existent pas ou qu'ils ont inventés de toutes pièces en falsifiant la réalité à l'aide de différents artifices, de manière à ce que cause et conséquence apparaissent inversées et que ce récit entièrement fabriqué se substitue à la réalité. Autrement dit, ils recourent systématiquement à l'inversion accusatoire, qui par exemple, lors de rapports conflictuels, consiste à accuser les agresseurs ou ceux qui en sont à l'origine ou en portent la responsabilité, d'être les victimes des acteurs politiques qu'ils souhaitent affaiblir ou éliminer, en relayant cette machination par une campagne médiatique hystérique contre eux destinée à la population, qui sera appelée à adopter cette mystification, de sorte que lorsque l'accusateur passera aux sanctions, la population les approuvera ou elle en redemandera !

Des nazis bien encombrants.

Des dizaines d'Ukrainiens déportés après avoir brandi un drapeau nazi lors d'un concert à Varsovie, Donald Tusk accuse... Moscou - RT 12 août 2025

Lors d'un concert à Varsovie, des Ukrainiens ont brandi le drapeau rouge et noir des nationalistes alliés aux nazis, responsables de massacres de Polonais pendant la Seconde Guerre mondiale. Malgré la gravité des faits, Donald Tusk parle d'une « *provocation russe* »... tout en annonçant l'expulsion de dizaines d'Ukrainiens.

Lors d'un concert du chanteur biélorusse Max Korj, le 9 août au Stade national de Varsovie, des incidents violents ont éclaté. La police polonaise a arrêté 109 personnes pour des faits allant de la détention de stupéfiants aux agressions contre le personnel de sécurité, en passant par l'usage de matériel pyrotechnique interdit.

Parmi les images diffusées sur les réseaux sociaux, plusieurs montrent un groupe agitant un drapeau rouge et noir des nationalistes ukrainiens alliés aux nazis, responsables du massacre de dizaines de milliers de Polonais durant la Seconde Guerre mondiale. Ce symbole, banni en Russie, reste profondément offensant en Pologne.

Tusk accuse Moscou mais expulse quand même

Le Premier ministre polonais Donald Tusk a confirmé l'ouverture de procédures de déportation visant 63 personnes, dont 57 Ukrainiens et 6 Biélorusses, précisant qu'elles devraient quitter le territoire volontairement ou de force.

Tusk a affirmé que l'incident relevait d'une « *manipulation et provocation* » orchestrée par la Russie pour « *dresser Varsovie contre Kiev* », à l'heure où « *la guerre en Ukraine approche de son dénouement* ». Sur X, il a accusé « *les agents étrangers et les imbéciles locaux* » de propager ces gestes anti-polonais. Malgré ses accusations contre Moscou, il a reconnu la gravité des « *provocations* » et promis des mesures fermes, appelant les autorités ukrainiennes à empêcher ce type de gestes.

Ce n'est pas la première fois que des symboles liés au nazisme apparaissent dans l'espace public ukrainien, y compris au sein des forces armées et de la diaspora en Europe, sans réaction majeure de la part des dirigeants occidentaux. Mais lorsqu'un tel drapeau surgit à Varsovie, les responsables polonais préfèrent blâmer Moscou plutôt que d'admettre la réalité et d'affronter ce problème dans leur propre société.

Le ministre polonais de la Défense, Wladyslaw Kosiniak-Kamysz, a également condamné le drapeau des nationalistes ukrainiens. Il a rappelé que cette organisation était « *criminelle* » et qu'elle avait agi contre la Pologne.

Plusieurs responsables politiques polonais ont exigé des sanctions plus lourdes : le député Dariusz Matecki du parti Droit et Justice a saisi la justice pour propagande nationaliste, tandis qu'Aleksander Kowalinski, figure du mouvement Confédération, a demandé que les auteurs soient envoyés combattre dans les rangs des forces armées ukrainiennes. RT 12 août 2025

Confirmation.

Pologne: des débordements lors d'un concert à Varsovie ravivent les tensions avec les Ukrainiens - RFI 13 août 2025

<https://fr.news.yahoo.com/pologne-d%C3%A9bordements-lors-dun-concert-210837149.html>

Confirmation. Si les bourgeois ne partent jamais à la guerre, pourquoi les masses embourgeoisées y partiraient-elles ?

Près de 60 % des Allemands seraient réticents à se battre pour leur pays, révèle un sondage - RT 5 août 2025

D'après un sondage relayé par la chaîne allemande RND, 59 % des Allemands se disent «*probablement*» ou «*absolument*» pas disposés à défendre leur pays les armes à la main. Seuls 16 % affirment être «*absolument*» prêts à le faire tandis que 22 % le feraient «*probablement*». Une claque silencieuse pour les ambitions militaires de Berlin.

Le coprésident de l'AfD appelle à supprimer les aides aux réfugiés ukrainiens et à négocier la paix avec Moscou - RT 5 août 2025

J-C – Cela les emmerde ou contrecarre leur plan, car ils ont absolument besoin du soutien de la population pour faire leur putain de guerre ou tout du moins de la passivité de la majorité, mais pas son opposition à la guerre, car elle pourrait rapidement se retourner contre eux.

Droits de douane : un instrument de chantage, de racket, de régression sociale.

Les droits de douane de 39 % imposés par les États-Unis étranglent l'économie suisse - RT 11 août 2025

Depuis le 7 août 2025, les exportations suisses vers les États-Unis sont frappées d'un droit de douane record de 39 %, l'un des plus élevés imposés par Donald Trump. Berne multiplie les efforts pour faire baisser ce taux, craignant de mettre en péril des secteurs axés principalement sur l'exportation.

Les entreprises helvétiques craignent, de leur côté, que des pays comme le Japon ou les États membres de l'UE, ayant négocié des droits moins élevés (15 %), ne bénéficient d'un avantage non négligeable sur le marché américain.

La carte militaire comme levier

Martin Pfister, ministre suisse de la Défense, se dit « *ouvert* » à l'idée de passer de nouvelles commandes auprès des États-Unis dans le but de réduire ces droits de douane : « *Les achats militaires sont importants pour les relations avec les États-Unis* », a-t-il déclaré le samedi 9 août à l'agence de presse Keystone-ATS.

J-C - Dans le blog lafinancepourtous.com, j'ai trouvé un article du 07 avril 2025 intitulé *Les droits de douanes*, il explique qui les paient en réalité, remarquez qu'on s'en doutait déjà un peu !

- Qui « *paye* » vraiment les droits de douane ?

Contrairement aux apparences, ce ne sont pas toujours les entreprises étrangères qui supportent le coût économique des droits de douanes. Le coût de cette taxe est réparti entre trois acteurs : l'exportateur, l'importateur, et le consommateur.

Prenons l'exemple d'une pièce détachée pour une voiture, comme une bougie, importée par une usine américaine de Chine pour 10 \$. Supposons qu'un nouveau droit de douanes de 20 % s'applique sur cette importation. Il existe trois scénarios caractéristiques :

- L'exportateur chinois diminue son prix pré-taxe à 8,33\$, pour que le prix post-taxe soit identique. Ici, la taxe est payée par l'exportateur.
- L'importateur paye 12\$, et diminue sa marge pour faire en sorte que la voiture sortant de son usine coûte le même prix. Ici, la taxe est payée par l'importateur.
- L'importateur paye 12\$, et augmente le prix de la voiture en conséquence. Ici, la taxe est payée par le consommateur.

La réalité, bien entendu, est toujours un mélange entre ces différents scénarios. La répartition dépend de nombreux facteurs, en particulier l'existence d'autres exportateurs, créant une réelle concurrence et donc souvent une baisse des prix, ou bien d'autres débouchés pour ces derniers.

Cependant, dans la majorité des cas, les exportateurs ne diminuent pas leurs prix pré-taxe, et les importateurs répercutent la hausse sur les consommateurs locaux via des prix plus élevés. L'importateur fait donc simplement office d'intermédiaire, et c'est le consommateur au bout de la chaîne qui supporte la majorité du coût. Indirectement, donc, le droit de douane est équivalent à un impôt déguisé.

(...) le droit de douanes représente un coût direct et un indirect. Il provoque de l'inflation, et donc une perte de pouvoir d'achat du consommateur. Le consensus économique tend à montrer que le consommateur paye la majorité de la taxe, voire les trois-quarts ou la quasi-totalité. Surtout, en protégeant des secteurs inefficaces, il agit comme un frein à la bonne allocation des ressources. Les secteurs continuent d'embaucher et de produire, alors que le jeu de la concurrence aurait réalloué les facteurs de production vers des secteurs plus porteurs.

Droits de douane : Les Etats-Unis prolongent de trois mois la trêve avec la Chine - 20 Minutes avec AFP 12 août 2025

La Chine « *continue de prendre des mesures importantes [...] pour répondre aux préoccupations des Etats-Unis en matière de sécurité économique et nationale* », a écrit Donald Trump dans son décret, ajoutant avoir déterminé qu'il « était nécessaire et approprié de maintenir » cette trêve jusqu'au 10 novembre 2025.

A peu près au même moment, l'agence de presse officielle chinoise Xinhua publiait une déclaration commune issue des négociations sino-américaines à Stockholm, annonçant que la Chine prolongerait également sa trêve. La Chine continuera à suspendre sa précédente hausse des droits de douane pendant quatre-vingt-dix jours à compter du 12 août, tout en conservant une surtaxe de 10 %, selon cette source.

Palestine occupée.

L'extermination continue.

Au moins 100 Palestiniens tués dans des attaques israéliennes à Gaza, selon le Hamas - Euronews 13 août 2025

Au moins 100 Palestiniens ont été tués et 500 autres blessés au cours des dernières 24 heures dans la bande de Gaza, alors qu'Israël y poursuit ses frappes avant l'élargissement de ses opérations terrestres.

Le ministère de la santé de Gaza, contrôlé par le Hamas, a affirmé qu'au moins 69 d'entre elles sont mortes dans le nord de l'enclave palestinienne. 31 autres ont été tuées alors qu'elles se rendaient à des points de distribution d'aide humanitaire. Selon plusieurs témoins, les troupes israéliennes ont ouvert le feu sur la foule.

Au moins 25 personnes ont été tuées par des tirs israéliens dans la bande de Gaza - AP 14 août 2025

Au moins 25 personnes ont été tuées par des tirs israéliens mercredi alors qu'elles cherchaient de l'aide, dans la bande de Gaza, selon des responsables de la santé et des témoins.

Gaza: la Défense civile fait état de 17 morts dans des raids israéliens - AFP 14 août 2025

Au moins 17 Palestiniens ont été tués, dont six qui attendaient de recevoir de l'aide humanitaire, a affirmé à l'AFP le porte-parole de la Défense civile, Mahmoud Bassal.

Impérialisme. Israël = sionisme = barbarie nazie

Il faut savoir que plus de 80% des juifs israéliens sont favorables à la solution finale appliquée aux Palestiniens ou leur extermination. Dorénavant plus personne ne s'émouvra lorsqu'un juif sera agressé quelque part dans le monde, car tout le monde aura en mémoire le sort atroce qu'ils ont fait subir aux Palestiniens, et tant pis pour la minorité des juifs qui soutenaient les Palestiniens du bout des lèvres le plus souvent, sans remettre en cause l'existence d'Israël pour la plupart d'entre eux.

Non seulement l'immense majorité des juifs ne sont pas d'origine juive, en étant les complices ou en participant aux massacres des Palestiniens qui sont d'origine sémites, ils sont les pires antisémites qui soient, à commencer en France par le CRIF et toutes les ONG antiracistes qui soutiennent Israël.

Pourquoi les travailleurs juifs israéliens ou les sionistes réagissent-ils ainsi ? Parce qu'ils n'ont pas de conscience politique, alors pour assurer leur survie ils s'en remettent à ceux qui parlent le plus fort, qui ont selon eux le pouvoir de satisfaire leurs besoins, peu importe qui ils y sont ou leurs intentions criminelles, par quels moyens ils comptent y parvenir, seule compte la fin à leurs yeux, quand ils s'apercevront qu'ils n'y parviennent pas ou que le compte n'y est pas, ils se retourneront

contre eux, en attendant il faut redoubler de patience et soutenir inconditionnellement les Palestiniens.

Leur entreprise coloniale barbare se poursuit, mais elle commence à craquer de partout.

Israël: un projet majeur de colonisation en Cisjordanie suscite des condamnations - AFP 15 août 2025

Manifestation à Mexico contre la frappe israélienne qui a tué des journalistes à Gaza - Euronews 14 août 2025

Blocage de l'aide humanitaire à Gaza : cent ONG dénoncent une nouvelle loi israélienne - France 24 14 août 2025

Le Conseil de l'Europe met en garde contre les ventes d'armes à Israël - RFI 13 août 2025

Gaza : L'UE, et 24 pays dont le Japon et l'Australie dénoncent ensemble la « famine » - 20 Minutes/AFP 12 août 2025

Les frappes israéliennes sur Gaza se poursuivent alors que l'armée se prépare à étendre son offensive - euronews 12 août 2025

Gaza : le fonds souverain norvégien se désengage de ses participations dans 11 sociétés israéliennes - euronews 12 août 2025

Manifestations pro-palestiniennes en Grèce contre la guerre à Gaza - Euronews 12 août 2025

De l'Indochine à Gaza, quand les dockers se mobilisent contre la guerre - Slate.fr 12 août 2025

L'appel désespéré de Madonna pour Gaza au pape Léon XIV : « Vous êtes le seul à qui l'on ne peut refuser l'entrée » - Paris Match 12 août 2025

Gaza: le gouvernement israélien «a perdu son humanité», affirme le ministre italien de la Défense - RFI 11 août 2025

Berlin suspend la livraison de certaines armes à Israël - DW Français 11 août 2025

Extrait du n° 69 (juillet-août 2025) de Révolution Communiste publiée par le GMI, dont je partage l'orientation politique.

L'orientation constante des communistes internationalistes : contre le sionisme, contre la partition de la Palestine, pour le démantèlement de l'État colonial

Comme exemple frappant des duperies pratiquées à l'égard de la classe des travailleurs dans les pays assujettis par les efforts combinés de l'impérialisme des Alliés et de la bourgeoisie de telle ou telle nation, nous pouvons citer l'affaire des sionistes en Palestine, où, sous prétexte de créer un État juif, en ce pays où les Juifs sont en nombre insignifiant, le sionisme a livré la population indignée des travailleurs arabes à l'exploitation de l'Angleterre.

(Internationale communiste, Thèses sur les questions nationale et coloniale, juillet 1920)

L'État juif ne comporte pas un seul élément de progrès ou de libération.

(« L'État juif », Quatrième Internationale n° 6, mars 1938)

Le mouvement ouvrier révolutionnaire a toujours mené une lutte violente contre l'idéologie et la pratique sionistes...

C'est la partition qui fait la force de l'impérialisme, c'est l'unité de classe au plan international qui fait la nôtre !

(LCR, section palestinienne de la QI, « Contre la partition ! », Kol Ham'amad n° 31, septembre 1947)

La position de la 4e Internationale vis-à-vis de la question palestinienne demeure aussi claire que dans le passé. Elle sera à l'avant-garde du combat contre la partition, pour une Palestine unie et indépendante, dans laquelle les masses détermineront souverainement leur destin par l'élection d'une assemblée constituante. Contre les effendis et les agents impérialistes, contre les manœuvres des bourgeoisies égyptiennes et syriennes qui essaient de dévier la lutte pour l'émancipation des masses en lutte contre les Juifs, elle appellera à la révolution rurale, à la lutte anticapitaliste et antiimpérialiste, qui sont les moteurs essentiels de la révolution arabe. Mais elle ne peut mener ce combat avec une chance de succès qu'à condition qu'elle prenne position, sans équivoque, contre la partition du pays et l'établissement d'un État juif.

(« La partition de la Palestine », Quatrième Internationale n° 39, novembre 1947)

Pour une Palestine démocratique, multiethnique, bilingue et laïque ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient ! Une tâche centrale est de construire un parti ouvrier révolutionnaire capable de mener la lutte pour ces revendications en Palestine même. Toutefois, cette perspective n'est réaliste que si elle inclut l'ensemble du Proche-Orient.

La création d'un gouvernement ouvrier et paysan en Palestine n'est possible que si elle est soutenue par les masses travailleuses des pays voisins. Cela présuppose la destruction de l'État sioniste d'Israël. Le prolétariat palestinien est devenu extrêmement fragmenté en raison de décennies de déplacement. Un petit nombre a été exploité en Israël dans des conditions précaires. D'autres travailleurs palestiniens dans les camps de réfugiés en Jordanie, au Liban, en Égypte... ont également été transformés en main-d'œuvre bon marché pour la bourgeoisie locale. D'autres sont surexploités dans les monarchies islamistes du Golfe qui dénie tout droit au prolétariat. La situation misérable d'un peuple en état de menaces constantes, de bombardements, de famine... rend la construction d'une telle organisation particulièrement difficile.

De plus, la répression sioniste a détruit jusqu'à présent les organisations communistes internationalistes en Israël même (Ligue communiste révolutionnaire, Matzpen). La masse du prolétariat israélien a été éduquée depuis des générations dans l'esprit du « *travaillisme* » sioniste et dans un esprit de supériorité sur ses frères et sœurs de classe palestiniens. Il faudra un

bouleversement majeur pour vaincre cette conscience colonialiste et mobiliser le prolétariat israélien pour une Palestine socialiste et multiethnique.

La pertinence de la stratégie de la révolution permanente est clairement évidente au Proche-Orient. Trotsky répondait le 14 février 1939 à un nationaliste bourgeois juif (sioniste) : « *La Révolution française, puis la Révolution d'Octobre, ont accompli plus pour les Juifs que ne l'a fait le sionisme à une question qui n'a pas de solution sous le régime du capitalisme en déclin. Seule une révolution internationale peut sauver les Juifs* ». Aujourd'hui, nous ajoutons : la révolution sociale au Proche-Orient fera plus pour les Palestiniens que ne l'a fait le nationalisme palestinien. Seule une révolution internationale peut sauver les Palestiniens.

(Collectif révolution permanente, « *Cessez-le-feu immédiat à Gaza !* », 9 mai 2024, Révolution permanente 2024)

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 23 août 2025

- Ne s'étonner de rien. (Nihil mirari)

Monsieur Loyal et sa ménagerie.

<https://videopress.com/v/m8Vl4HzI>

J-C - Sont-ils mentalement équilibrés ? On peut sérieusement en douter. A quel point ils ont l'air emprunté, stupide, c'est à tomber à la renverse ! Et c'est devant ces lavettes qu'on devrait s'incliner, ce sont eux qui nous en imposeraient, non mais cela ne va pas la tête !

Je crois que ce serait cela le plus grave, si nous ne savions pas qu'ils ne détiennent absolument aucun pouvoir, cet exercice l'illustre magnifiquement bien. C'est bref, révélateur, efficace, même pas besoin de commenter, alors profitons-en, à partager.

Arguments.

J-C – Je vous appelle à soutenir Michel Collon et ses camarades, achetez leurs livres, offrez-en autour de vous.

Comment parler d'Israël ? Méthode pour convaincre – La Minute Michel #38 - Michel Collon 7 août 2025

Convaincre dans une discussion sur Israël, ce n'est pas facile. On se fait vite coller les pires étiquettes. Michel Collon présente une méthode pour éviter les pièges.

<https://investigation.net/comment-parler-disrael-methode-pour-convaincre-la-minute-michel-38/>

Iran, Gaza, USA, Israël : Et si on en parlait ? – Michel Collon et Saïd Bouamama en conférence - 2 juillet 2025

L'actualité complexe et agitée soulève un tas d'interrogations. Pas de longs discours ici, Michel Collon et Saïd Bouamama répondent directement aux questions du public.

<https://investigation.net/iran-gaza-usa-israel-et-si-on-en-parlait-michel-collon-et-said-bouamama-en-conference/>

Quand les nazis osent tout.

Le camp de concentration de Buchenwald peut interdire l'accès aux visiteurs portant un foulard palestinien, estime la justice allemande - franceinfo.fr/AFP 20 août 2025

Cette décision fait suite à la plainte d'une visiteuse qui entendait protester contre la politique israélienne actuelle en portant un keffieh sur ce mémorial de l'Holocauste.

Le directeur du mémorial de Buchenwald a assuré que le foulard palestinien n'était pas interdit en tant que tel dans le mémorial : *"On peut porter un keffieh ici si une personne d'origine palestinienne la porte dans le cadre d'une tradition"*, a-t-il dit. *"Mais s'il est utilisé avec d'autres symboles pour faire passer un message politique au sein du mémorial, susceptible de relativiser les crimes nazis, alors nous demanderons aux personnes concernées de retirer ces symboles."*

A lire.

DARPA, Palantir et la guerre numérique contre l'esprit : l'ère des armes mentales

<https://reseauinternational.net/darpa-palantir-et-la-guerre-numerique-contre-lesprit-ere-des-armes-mentales/>

"Ceux qui ne comprennent pas que leur propre pensée est devenue un champ de bataille ont déjà perdu la guerre pour la liberté."

La finance first !

Larry Fink co président du WEF... la dernière blague de Davos ! - France-Soir 21 août 2025

Larry Fink, celui dont les visites en France sont devenues plus que notables et fréquentes depuis l'arrivée de Macron au pouvoir, président et PDG de BlackRock, société qui possède 7% de la dette française, a été nommé co-président intérimaire du Forum Économique Mondial (WEF) ce 15 août 2025, aux côtés d'André Hoffmann, vice-président de Roche Holding.

Cette nomination par le conseil d'administration, et pour une durée indéterminée au vu de la période charnière que traverse le WEF, intervient juste après une enquête interne qui a finalement blanchi le fondateur du WEF, Klaus Schwab, de toute faute grave.

Fink et Hoffmann deux hommes qui partagent des affiliations dans des cercles d'élite mondiale, comme le Club de Rome, et Bilderberg Steering Committee (Hoffmann). Leur association au WEF reflète désormais cette synergie entre la santé (Hoffmann), et la finance (Fink) si fidèle à la pensée de K. Schwab.

La nomination de Larry Fink, PDG de BlackRock (10 trillions d'actifs), comme co-président intérimaire du WEF en août 2025, pose un réel problème, soulevant des risques majeurs de conflit d'intérêt.

Le WEF, via son programme Young Global Leaders, a formé des dirigeants influents (Macron, Trudeau, Arden, De Croo, Rutte) occupant des postes clés dans de nombreux États, voire même à l'Otan, mais aussi les futurs prétendants à l'image de Philippe ou d'Attal. L'influence de Fink pourrait orienter dangereusement les priorités, comme, vers les intérêts de BlackRock, au détriment des souverainetés nationales ou Européennes, sachant que von der Leyen elle-même est au conseil d'administration depuis 2016.

Une concentration de pouvoirs économiques et politique du plus inquiétant, au vu de ce qui s'est passé au sein même de l'UE avec l'histoire des SMS entre Bourla et VDL... Le risque est de plus en plus important que les grandes firmes soient privilégiées sur les citoyens, que la transparence manque.

L'approche d'une gouvernance mondiale alignée sur des agendas privés pourrait marginaliser plus encore les priorités locales.

BlackRock : première société de gestion d'actifs au monde, basée à New York, gère environ 10 000 milliards de dollars d'actifs. Elle investit dans diverses classes d'actifs, dont les obligations souveraines. En France, BlackRock détient environ 7 % de la dette publique, soit plusieurs dizaines de milliards d'euros, influençant les marchés financiers. France-Soir 21 août 2025

Grève générale illimitée insurrectionnelle ou journée d'action sans lendemain ?

Les lanceurs du mouvement appellent à un arrêt total et illimité du pays dès le 10 septembre.

D'après vous ? Mouvement du 10 septembre : Propulsé par les réseaux sociaux, relayé par les médias oligarques et récupéré par l'intersyndicale jaune et le Nouveau Front Populaire traître.

Une fois le mouvement massif, faudra-t-il organiser des manifestations monstres, pacifiques, comme celles spontanées après les victoires de l'équipe de France en 1998 et 2018, où des millions de citoyens, drapeaux en main, ont envahi les rues sans répression ni verbalisation ? France-Soir 20 août 2025

Opération désamorçage.

"Le 10 septembre, il y aura une mobilisation forte dont chacun mesure qu'elle peut être à la hauteur de l'exaspération et du rejet du pouvoir actuel. Elle peut être massive", Olivier Faure (PS) lors d'une intervention aux Journées d'été des Ecologistes à Strasbourg. BFMTV 22 août 2025

Mouvement du 10 septembre: 70 % des Français favorables à une manifestation pour protester contre le budget du gouvernement - BFMTV 22 août 2025

Après un appel des syndicats, associations et partis politiques, un mouvement se prépare pour "bloquer" la France le 10 septembre et protester contre le budget du gouvernement pour 2026. Une mobilisation vue d'un bon œil par près de deux tiers des Français, selon un sondage de Toluna - Harris Interactive pour RTL.

70% des Français interrogés sont favorables "au fait qu'il y ait des manifestations pour protester contre le budget du gouvernement".

Ces chiffres méritent tout de même une nuance. Quand il s'agit de "bloquer le pays" le 10 septembre, ce sont 58 % des Français qui se disent favorables (contre 35 % tout à fait favorables et 23 % plutôt favorables).

Le mouvement de blocage du 10 septembre "peut être massif" et "nous devons l'accompagner" pour "lui offrir un débouché politique", a affirmé ce jeudi 21 août le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, rejoignant ainsi les autres partis de gauche dans le soutien à cette mobilisation. BFMTV 22 août 2025 (Vous pouvez compter sur eux ! - J-C)

Ne serait-ce pas ces partis et acteurs politiques qui interdisent toutes issue politique conforme aux intérêts des travailleurs en refusant de rompre avec Macron et les institutions de la Ve République ?

« Tout bloquer » le 10 septembre ? LFI appelle à y participer, les autres partis politiques embarrassés - Le HuffPost 19 août 2025

Mercredi 10 septembre, la France sera-t-elle à l'arrêt comme l'espèrent les initiateurs d'un appel à « tout bloquer » ? Tout l'été, ils ont multiplié les messages sur les réseaux sociaux, espérant cueillir les Français après la douche froide annoncée par François Bayrou. Tout est parti des mesures de restriction budgétaire présentées par le Premier ministre le 15 juillet, qui entend notamment supprimer deux jours fériés, geler les retraites et les prestations sociales et baisser le budget de la santé de plusieurs milliards d'euros.

Un collectif citoyen baptisé « *Bloquons tout !* », qui revendique son indépendance vis-à-vis des partis politiques et des syndicats, est alors entré en scène. Un mouvement spontané certes, mais pas vraiment apolitique. Les premiers appels à la mobilisation laissaient entrevoir un net penchant vers l'extrême droite, avec une volonté affichée de défendre « *la France souveraine* » attachée « *à ses racines chrétiennes* ». Ces messages ont infusé durant la période estivale, avant de se recentrer sur des revendications de pouvoir d'achat et de conditions de vie.

« *Des soignants, des étudiants, des précaires, des gilets jaunes ont commencé à relayer l'appel et à s'organiser localement* », révèle l'un des organisateurs dans *Le Parisien*. De quoi rendre plus commode la participation de citoyens et de militants de gauche. Le 30 juillet, Jean-Luc Mélenchon est le premier responsable politique national à soutenir clairement l'initiative. « *Je me reconnais dans les motifs de cette action* », écrit le fondateur de *La France insoumise* sur son blog. S'il prend quelques pincettes, notamment sur le « *respect de l'indépendance et de l'autonomie* » du mouvement, l'ancien député de Marseille assure que ses « *motivations sont pleinement justifiées* ».

PS, PCF et Verts bien discrets

Le 17 août, il renouvelle son soutien à la journée de mobilisation, appelant dans *La Tribune dimanche* « à une offensive déterminée pour faire tomber ce gouvernement » qui passe, selon lui, « par la mobilisation populaire tous azimuts ». Il demande à ses troupes « de se mettre immédiatement au service des collectifs locaux qui proposent cette mobilisation et à tout faire pour sa réussite ». Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) de Philippe Poutou et Olivier Besancenot a aussi apporté son soutien au mouvement dans un communiqué publié ce lundi 18 août.

Une tribune, passée inaperçue, avait été signée le 11 août par quelques cadres de gauche, dont les députés ex-LFI Clémentine Autain et Alexis Corbière, l'écologiste Sandrine Rousseau ou le maire communiste de Gennevilliers Patrice Leclerc. « Dans chaque quartier, chaque village, rassemblons-nous sur les places et les ronds-points et décidons ensemble comment agir », écrivent-ils dans *Regards*, aux côtés de militants associatifs et syndicaux. « Ne laissons personne de côté, faisons du 10 septembre le début de la lutte. »

Mais au-delà, les soutiens officiels à la journée de mobilisation sont rares. Et les partis politiques, bousculés dans leur organisation traditionnelle, demeurent bien silencieux. Aucun des dirigeants des trois principaux partis de gauche, Olivier Faure (PS), Fabien Roussel (PCF) et Marine Tondelier (Les Écologistes) ne s'est exprimé publiquement.

Remontées elles aussi contre les annonces de François Bayrou, les grandes centrales réfléchissent encore aux modalités d'action pour la rentrée. Une intersyndicale est prévue le 1er septembre, alors même que plusieurs fédérations de la CGT ont annoncé leur volonté de déposer un préavis de grève. La participation des principaux syndicats au mouvement du 10 septembre pourrait changer la donne aux yeux des responsables de gauche, qui craignent pour le moment d'être accusés de récupération et se tiennent à bonne distance d'un mouvement dont ils ne savent rien ou si peu.

À trois semaines de la mobilisation, tout semble encore flou. Participer à un mouvement dont on ne partage pas forcément 100 % des revendications ou s'en tenir à distance quitte à passer à côté d'un mouvement social d'ampleur ? Le HuffPost 19 août 2025

J-C – Vous ne trouvez pas étrange que ce soit les médias oligarchiques qui leur offrent gracieusement des tribunes ou qui en fassent la quasi promotion ? Espèrent-ils renouveler le coup des Gilets Jaunes ou leur instrumentalisation politique ?

Il n'y a pas pire que les demi-mesures.

J-C – Les initiateurs de l'appel à la grève générale ont spécifié qu'elle débiterait le 10 septembre et serait illimitée, les dirigeants du NFP et syndicaux entendent en faire une journée d'action bidon.

Si on fait grève, c'est pour atteindre un objectif, c'est pour gagner, et non pas pour se payer un jour de repos. Qu'est-ce que c'est une grève générale qui ne serait pas reconduite, qui ne serait pas illimitée jusqu'à satisfaction ? Une imposture, dans le cas d'un dirigeant politique ou syndical, une escroquerie.

Quand j'étais jeune, j'ai participé à des grèves bidons de 24h appelées par la CGT notamment, cela nous faisait toujours un jour en moins à bosser, à l'époque je ne militais pas encore, j'étudiais la philosophie. Plus tard, devenu délégué syndical FO, j'ai organisé une grève dans une moyenne entreprise (400 salariés), mais pas n'importe quelle grève, contre l'austérité imposée par Mitterrand-Mauroy, pour une augmentation générale des salaires équivalent à l'inflation, une grève illimitée

jusqu'à satisfaction, incluant le paiement intégral des jours de grève, la grève fut totale, l'entreprise paralysée, au bout de 4 jours on obtint satisfaction, la direction japonaise nous versa même les tickets restaurants ! J'étais l'unique syndiqué ouvrier de la boîte (Konica), hormis quelques cadres à la CGC.

Mélenchon est un agent du régime et non un révolutionnaire. Ne vous méprenez pas sur ses intentions. Quand il précise : Le 23 septembre *"nous déposerons la motion de censure pour faire tomber le gouvernement de M. Bayrou"*, cela signifie que ce n'est pas la grève générale qui l'aura renversé, pardi, une grève de 24 heures n'a jamais fait tomber un gouvernement, autrement dit, elle n'aura servi à rien, alors pourquoi y participer, pourquoi perdre un jour de salaire, autant attendre le 23 et ainsi de suite.

Mouvement du 10 septembre: Jean-Luc Mélenchon appelle à "la grève générale" - BFMTV 22 août 2025

Le fondateur de La France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a prononcé un discours lors des universités d'été du parti à Châteauneuf-sur-Isère, dans le sud-est de la France.

Le leader de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon a appelé ce vendredi 22 août à la *"grève générale"* lors du mouvement de blocage prévu le 10 septembre, espérant que ce mouvement de protestation populaire aide à faire chuter le gouvernement de François Bayrou.

"Il faut que le 10 septembre soit un jour de blocage général, c'est à dire, pour ce qui concerne le salariat, que le 10 septembre, ce soit la grève générale", a lancé le fondateur de LFI lors d'un discours aux universités d'été du mouvement de gauche radicale.

"Il nous faut la grève générale le 10 septembre parce que le 23 septembre, nous déposerons la motion de censure pour faire tomber le gouvernement de M. Bayrou", a-t-il ajouté devant des milliers de militants.

"Le 10 septembre, ça peut être une étape, mais il faut évidemment construire d'autres perspectives", a-t-il également déclaré, se disant *"100% d'accord"* sur ce sujet avec la patronne de la CGT Sophie Binet, qui s'est pourtant montrée plus prudente sur cette mobilisation.

Plusieurs syndicats, dont la CGT et Force ouvrière, réuniront la semaine prochaine leurs instances internes pour décider d'actions, alors que plusieurs fédérations syndicales rejoignent l'appel à *"tout bloquer"* du 10 septembre.

"Personne ne sait comment tout ça s'est engagé, mais des milliers de gens s'y sont rallié d'entrée de jeu. Ce que tout le monde sait, c'est que d'entrée de jeu, il s'est créé des assemblées citoyennes et qu'il va s'en créer encore d'autres", a encore déclaré Jean-Luc Mélenchon. BFMTV 22 août 2025

J-C - Cela signifie qu'il existe une profonde aspiration de millions de travailleurs d'en finir avec Macron et Bayrou, les institutions de la Ve République, mais l'objectif de Mélenchon est de les canaliser et les diviser, et non de les mobiliser dans cette perspective politique..

La France insoumise interdit ses universités d'été au journaliste du Monde co-auteur du livre "La meute" - BFMTV 22 août 2025

La France insoumise (LFI) a refusé d'accréditer pour ses universités d'été le journaliste du Monde Olivier Pérou, co-auteur du livre *"La Meute"* sur le fonctionnement interne du mouvement, a indiqué le journal ce jeudi 21 août, en dénonçant une *"entrave à la liberté de la presse"*.

"Contrairement à ce que la direction du Monde indique, cela n'empêche nullement ce journal d'être représenté pour nos universités d'été. La rédaction du Monde est tout à fait la bienvenue pour couvrir cet événement", a précisé LFI. BFMTV 22 août 2025

J-C - Là encore, LFI baisse son froc, c'est tout ce qu'ils savent faire. Moi, j'aurais répondu au Monde d'aller se faire foutre, on n'a pas de compte à rendre à un média oligarque. Quand on n'est pas indépendant, on ne peut pas se permettre cette répartie, vous comprenez, c'est ce qui nous distingue.

Le développement des forces productives comme moteur du progrès social et de la civilisation humaine.

Une découverte archéologique au Kenya pourrait révolutionner l'histoire de l'humanité - Slate.fr 19 août 2025

Dans une étude publiée le 15 août dans la revue *Science Advances*, une équipe internationale de chercheurs a mis au jour des traces d'activité humaine vieilles d'au moins 2,6 millions d'années, sur le site de Nyayanga, au Kenya. Les premiers fabricants d'outils de la tradition oldowayenne, du Paléolithique inférieur, ne se contentaient pas de tailler des pierres trouvées à portée de main. Ils sélectionnaient des matériaux de qualité et les transportaient sur plus de 11 kilomètres pour les transformer en outils.

Cette découverte repousse la chronologie de ce comportement d'au moins un demi-million d'années par rapport aux précédentes explorations archéologiques et montre que les hominidés disposaient déjà de capacités cognitives complexes, rapporte le média en ligne américain 404 Media. Bien avant l'invention des chaînes logistiques modernes, nos ancêtres possédaient déjà une vision à long terme, une organisation élaborée et une véritable culture du matériel.

Contrairement à la plupart des animaux qui utilisent ce qu'ils trouvent sur place, certaines espèces humaines et apparentées avaient déjà rompu avec ce schéma. Elles repéraient, sélectionnaient et transportaient des roches particulières (quartz, chert, granite) sur plusieurs kilomètres à travers la savane. Ce mode d'action traduit une approche plus réfléchie et coopérative qu'on ne l'imaginait, chaque étape du processus –collecte, transport, transformation– étant séparée dans le temps comme dans l'espace.

À Nyayanga, les outils servaient à préparer des végétaux, mais aussi à dépecer de grands animaux, comme l'hippopotame. On ignore encore qui étaient ces fabricants d'outils.

Ces découvertes ne sont pas de simples curiosités archéologiques. Elles révèlent qu'il y a déjà 2,6 millions d'années, la fabrication d'outils dépassait le simple opportunisme pour devenir une véritable stratégie de survie. Les hominidés de Nyayanga semblent avoir jeté les bases de la technologie, celle-là même qui façonnera toute l'histoire humaine.

Les outils excavés mettent en lumière la profonde dépendance de l'humanité à la technologie: une constante qui n'a cessé de se renforcer au fil du temps. L'humain est un être technologique, utilisant

ses créations pour survivre, explorer, s'épanouir et s'adapter, toutes cultures confondues, depuis plus longtemps qu'on ne le pensait. Slate.fr 19 août 2025

Mes commentaires publiés par le blog Réseau International.

Article : Victoire inconditionnelle : Poutine a sauvé non seulement la Russie, mais aussi l'Inde et la Chine lors du sommet

- Beaucoup de bruit pour pas grand-chose.

Le rapport de force était en faveur de la Russie, Trump s'est plié à cette évidence, c'est tout.

Poutine incarne le pouvoir et gouverne, tandis que Trump n'a aucun pouvoir et ne gouverne rien. C'est l'État profond, les milliardaires les plus riches et puissants de BlackRock, Vanguard et Cie, qui décident de l'orientation de la politique américaine...

Article : Sous prétexte de lutter contre les cartels de la drogue, les États-Unis envoient un groupe militaire dans les Caraïbes

- Comment justifier des dépenses militaires de 1 000 milliards de dollars ?

Et puis, il faut bien faire prendre l'air de temps en temps au matériel, histoire de montrer qu'il existe et qu'il sert à quelque chose. Toutefois, on peut avoir des doutes, car s'il n'y avait pas de guerres, il faudrait quand même justifier le remplacement du matériel obsolète qui pourrit dans des hangars et la modernisation de l'armée.

Alors, rien de tel qu'un petit tour en bateau dans les Caraïbes. C'est sympa, les Caraïbes, non ? C'est le cartel militaro-industriel qui en tire profit, ça c'est déjà beaucoup moins sympa !

Article : Un nouveau type inconnu d'australopithèque découvert en Éthiopie

- J'aime bien ce genre d'article où les scientifiques disent eux-mêmes qu'ils ne savent pas ce qu'ils ont découvert, en fait ils brassent du vent comme les géopoliticiens qui essaient sur les réseaux dits sociaux, les meilleurs sont de bons documentalistes, les mauvais des bavards, jamais des analystes à prendre très au sérieux.

Article : Le Grand Réveil : les Américains prennent conscience de la dangerosité du lobby sioniste qui contrôle Washington

- Bien que ce soit un sujet d'actualité, je trouve la fixation quasi obsessionnelle sur Israël pour le moins malsaine... (luttdeclasse.org)

Article : Israël est si immoral qu'il a créé une unité militaire pour justifier ses crimes

- « ...nos «dirigeants» ne sont pas réellement nos dirigeants. Nous les poussons à se positionner sur l'enjeu moral le plus crucial de notre époque, et ils cèdent à notre pression. »

Ah, si nos «dirigeants» étaient réellement nos dirigeants, qu'est-ce qu'on serait heureux ! Sans déconner, c'est possible, si, si, car ils sont si bien intentionnés, on les adore, il suffit juste de savoir les prendre. D'ailleurs, on vous l'assure, en les poussant un petit peu, on peut tout en attendre, quel monde merveilleux !

Article : Le Grand Réveil : les Américains prennent conscience de la dangerosité du lobby sioniste qui contrôle Washington

(Je rajoute à l'attention des lecteurs du blog *Le Socialisme*, qu'il s'agissait d'un montage vidéo d'à peine une minute mettant en scène des individus atteints de mythomanie aigue sortis de la poubelle des médias alternatifs américains, y compris d'extrême droite, à lire plus loin.

Suite à cette vidéo des lecteurs ont posté des commentaires ouvertement antisémites, que j'ai dénoncés, ce qui m'a valu de me faire traiter de tous les noms par une meutes de chiens enragés qui voyaient des juifs partout responsables de tous les maux petits et grands dont souffre l'espèce humaine depuis toujours. De là à penser que pour y mettre un terme il faudrait éradiquer cette espèce de la surface de la Terre il n'y a qu'un pas, c'est d'ailleurs ce que certains suggèrent ouvertement, ce qui est intolérable. Voilà donc le contexte de mes commentaires dans lesquels j'ai dû modérer ce que je pensais pour passer la censure. Depuis que j'interviens dans ce blog, jamais je n'ai pu entamer une discussion sérieuse avec un lecteur.

La plupart des gens qui interviennent dans les médias dit sociaux sont des vieillards aigris, belliqueux, qui passent leur vie devant un écran, et ils piquent des crises d'autoritarisme, car à leur âge ils se croient tout permis, des ignares haineux, des ratés ou des décomposés mal dans leur peau qui croient tout savoir et qui ne craignent pas le ridicule. Par esprit de contradiction, ils sont prêts à croire et raconter n'importe quoi, face à une telle crasse bêtise, on est désarmé. On a là, une caricature en temps réel de l'état d'esprit des masses dans ce qui se fait de pire, toutefois, je persiste à penser que les éléments les plus avancés ou disponibles pour le socialisme existent, mais ailleurs.)

Article : Le Grand Réveil : les Américains prennent conscience de la dangerosité du lobby sioniste qui contrôle Washington

- Bien que ce soit un sujet d'actualité, je trouve la fixation quasi obsessionnelle sur Israël pour le moins malsaine... (luttetdecasse.org)

Réponse à des lecteurs :

- C'est le ton de la presque totalité des commentaires qui ont un fort relent antisémite.

Ne cherchez plus, des juifs, il y en a partout et ils sont responsables de tous vos malheurs ! Vous nous excuserez de ne pas vous plaindre. Je tenais à me désolidariser de tous ces lecteurs.

Réponse à des lecteurs :

- Vous voudriez peut-être que je mette à votre disposition ma correspondance avec Michel Collon.

Je n'ai pas de compte à vous rendre, pour qui vous prenez-vous encore une fois. Un anonyme, autrement dit, puisque vous insistez, vous n'existez pas pour moi.

Par ailleurs, je vous ferais remarquer que je n'ai pas répondu à votre commentaire que j'avais estimé mesuré. Vous voyez, vous avez tout faux.

Réponse à des lecteurs :

- Par curiosité, pour rigoler, j'ai relevé les noms des intervenants dans cette vidéo, et j'ai cherché qui ils étaient avec Google, et je n'ai pas été déçu ! Je ne les ai pas tous faits, j'ai déjà perdu assez de temps avec cette connerie.

Un panier de crabes, la plupart des animateurs télé ou radio, de podcasts, le fond de la poubelle des Etats-Unis, j'en cite quelques-uns :

Jennifer Welch, Ana Kasparian, Theo Von, Tim Dillon, Kim Iversen, Owen Shroyer (Alt-right), Jeffrey Sachs partisan du traitement choc néolibéral, sans oublier Steve Bannon. Dans Wikipédia : Il admire Ronald Reagan, à qui il a consacré un documentaire hagiographique. Il se déclare influencé par la doctrine du nationalisme intégral de Charles Maurras.

Il est vrai qu'avec de telles références, on ne risque pas de vous prendre au sérieux ! Pour se ridiculiser, il n'y a pas mieux !

Réponse à des lecteurs :

- Oubliez le capitalisme, la structure et le fonctionnement de la société et de tous les rapports sociaux, vous êtes en présence de croyants, de fanatiques, pour avoir raison ou parce qu'ils ne peuvent pas se regarder en face, ils torpillent tout le travail qu'on fait pour élever le niveau de conscience politique des masses.

Comme moi vous dénoncez et combattez le « sionisme génocidaire, comme le nazisme », mais pour nos détracteurs cela ne va pas parce que vous ne voyez pas des juifs partout, c'est un crime voyez-vous, cela doit vous rappeler quelque chose de sordide. Et dire que les plus célèbres dirigeants du mouvement ouvrier étaient des juifs, à commencer par Karl Marx, et ils osent s'en réclamer, ils osent tout, c'est à cela qu'on les reconnaît !

Au fait, il n'existe pas d'hyper classe, quelle nouvelle classe serait son pendant, il n'y en a pas, aucune.

Réponse à des lecteurs :

- Réponse à tous les prétentieux mal intentionnés que le ridicule n'a pas encore achevés.

De la part de mon camarade Michel Collon.

Iran, Gaza, USA, Israël : Et si on en parlait ? – Michel Collon et Saïd Bouamama en conférence

<https://investigaction.net/iran-gaza-usa-israel-et-si-on-en-parlait-michel-collon-et-said-bouamama-en-conference/>

Réponse à des lecteurs :

- J'ai manqué de répartie face à la meute déchaînée des amis de l'impérialisme anglo-saxon.

Car que fait Michel Collon et moi et bien d'autres, sinon rétablir la vérité sur les rapports qui existent entre les différents facteurs et protagonistes de la situation politique, vérité sans laquelle on ne peut pas combattre efficacement notre ennemi, puisqu'on serait incapable de le discerner parmi d'autres acteurs.

Cela montre à quel point nos détracteurs sont des gens qu'il ne faut surtout pas écouter ou prendre au sérieux.

Réponse à des lecteurs :

- Je dirais même qu'elle a tendance à dégager une odeur nauséabonde.

J'aurais pu tout aussi bien dire qu'elle était inappropriée ou qu'une telle insistance était suspecte, de quoi, d'une profonde ignorance ou confusion des conditions ou du monde dans lequel nous vivons.

Toutes sortes de mégalomanes ou schizophrènes déversent sur un ton autoritaire ou tyrannique quotidiennement dans les médias dits sociaux leurs lots de fantasmes qu'ils prennent pour la réalité... Nous n'y pouvons rien, et pour dire à quel point ils sont atteints, ils ne s'en rendent pas compte, ils sont devenus incurables.

Réponse à des lecteurs :

- C'est quoi ces gens qui vous diffament dès que vous n'êtes pas d'accord avec eux ?

Dites, ce sera quoi la prochaine fois après « intervenants des plateaux télé », sioniste, nazi ? Les staliniens l'ont déjà fait, cherchez autre chose.

Réponse à des lecteurs :

- Les procès de Moscou sont de retour avec leurs procédés dégueulasses. On ne se refait pas, bravo !

Réponse à des lecteurs :

- Ce qui est malsain, ce sont les gens qui vous prêtent des intentions ignobles qui vous sont étrangères, c'est malhonnête et particulièrement dégueulasse.

Mais je conçois qu'au point où vous en êtes, plus rien ne vous arrête, ce sont les seuls arguments qu'il vous reste. On finit toujours par se démasquer, c'est excellent !

Réponse à des lecteurs :

Document. La révolte de 1936-39 en Palestine. (1972)

Document. Le Sionisme – poste avancé de l'impérialisme. (Décembre 1944)

Document. Contre la Partition ! (Septembre 1947)

Document. Le Moyen-Orient depuis la guerre de Palestine (1949)

Document. Le Nettoyage ethnique de la Palestine. (2006)

Document. Maxime Rodinson. Ce que le marxisme peut nous apprendre sur l'histoire de l'islam (19.12.2023)

Ouvrages à télécharger :

– Comment le peuple juif fut inventé (Shlomo Sand) 2018

– Comment j'ai cessé d'être juif (Sand Shlomo) 2013

– Le sionisme contre Israël (Nathan Weinstock) 1969

– Le grand aveuglement (Enderlin Charles) 2009

– L'état d'Israël contre les Juifs – (Sylvain Cypel) 2020

– Israël, le nouvel apartheid (Michel Bole-Richard) 2013

- Israël, L’agonie d’une démocratie (Charles Enderlin) 2023
- Histoire de la Palestine (Lorand Gaspar) 1978
- 1980 Des juifs dans la collaboration – L’UGIF 1941-44 – (Maurice Rajsfus)

<http://www.luttedeclasser.org/palestine.htm>

Réponse à des lecteurs :

- « *les protocoles de Zion* », c’est comme les hommes ne sont jamais allés sur la lune, les virus n’existent pas, etc.

On ne vit pas dans le même monde, désolé.

Réponse à des lecteurs :

- Quand vous voulez cerner la personnalité ou le comportement, les idées de quelqu’un, pour le définir si vous voulez, qu’est-ce qui va retenir votre attention : son apparence morphologique, vestimentaire, son âge, son sexe, son identité, sa nationalité, son penchant sexuel, la couleur de sa peau, sa religion, sa philosophie, ses opinions, ses goûts artistiques, ses lubies et hobbies, ses goûts culinaires, sa manière de s’exprimer, ses gestes, son compte en banque, son revenu, attention, on chauffe, son statut social, enfin nous y voilà, est-il exploité ou exploiteur, à quelle classe appartient-il, est-il ouvrier, employé, agent de maîtrise, cadre, cadre supérieur, fonctionnaire ou haut fonctionnaire, membre des classes moyennes, intellectuel, patron, salarié, artisan, commerçant, PDG, un élu ou mandataire, etc.

Vous imaginez tous les écueils qu’on a évités, qui auraient pu nous amener à nous méprendre sur son compte, car la nature de ses rapports au sein du mode de production capitaliste ou la place qu’il y occupe fournit seule une indication fiable, valable ou juste à partir de laquelle on va pouvoir poursuivre notre investigation en respectant son intégrité ; ce qui ne sera pas le cas si on le juge à partir de tous les critères que j’ai cités plus haut, qui hélas sont retenus par la plupart des gens, parce qu’ils n’ont pas de conscience de classe ou ils ignorent comment est structurée la société, ou plutôt ils n’en tiennent pas compte pour des raisons qui seraient trop longues à exposer ici.

C’est ce qui me distingue de mes détracteurs.

Santé.

L’hydroxychloroquine revient sur le devant de la scène : des études scientifiques rouvrent le débat - France-Soir 18 août 2025

<https://edition.francesoir.fr/societe-sante/l-hydroxychloroquine-revient-sur-le-devant-de-la-scene-des-etudes-scientifiques>

Palestine occupée.

En bref.

- Israël rappelle 60 000 réservistes avant une nouvelle opération militaire dans la ville de Gaza - euronews 20 août 2025

- Israël approuve ce plan de colonisation qui vise à couper la Cisjordanie en deux - Le HuffPost 21 août 2025

- Washington vise de nouveau la CPI pour ses enquêtes impliquant Etats-Unis et Israël - AFP 21 août 2025

Tsahal massacre des civils, femmes et enfants en majorité.

"Un rythme sans précédent": les données de l'armée israélienne indiquent un taux de mortalité civile de 83 % dans la guerre à Gaza - BFMTV 23 août 2025

Selon une investigation réalisée par le média britannique *The Guardian* avec le journal israélo-palestinien +972 Magazine ainsi qu'un site d'information hébreu Local Call, cinq Palestiniens sur six tués par l'armée israélienne à Gaza sont des civils, et non pas des combattants du Hamas.

Les chiffres ont été découverts dans une base de données classifiée des services de renseignement militaires israéliens. Ces chiffres *"contredisent largement les déclarations publiques de l'armée et des responsables gouvernementaux israéliens depuis le début de la guerre"*.

Et pour cause: les services de renseignements *"ont généralement avancé un ratio de un à un ou deux victimes civiles par rapport aux militants"*, comme le rapporte le site d'information +972 Magazine.

17% de combattants du Hamas tués

Au 19e mois de la guerre, 53.000 Palestiniens avaient été tués par les attaques israéliennes. Ce bilan inclut les combattants du Hamas qui représentaient 17% des morts, ce qui reste donc 83% personnes civiles.

L'opération militaire de Tsahal sur la bande de Gaza a fait au moins 62.192 morts, en majorité des civils, selon le ministère de la Santé du gouvernement du Hamas pour Gaza. BFMTV 23 août 2025

Gaza : l'ONU déclare officiellement la famine dans le territoire palestinien, 500 000 personnes touchées - Le HuffPost 22 août 2025

L'ONU a officiellement déclaré la famine à Gaza ce vendredi 22 août, après que ses experts ont averti que 500 000 personnes se trouvaient dans un état « *catastrophique* ». L'enclave a réclamé dans la foulée la demande l'ouverture des points de passage pour faire entrer l'aide.

Après des mois de mise en garde, le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), un organisme de l'ONU basé à Rome, confirme non seulement dans son rapport qu'une famine est en cours dans le gouvernorat de Gaza, mais qu'elle devrait s'étendre à ceux de Deir el-Balah et Khan Younès d'ici fin septembre.

« *C'est une famine que nous aurions pu éviter si on nous l'avait permis* », a accusé le responsable de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, Tom Fletcher. « *La nourriture s'accumule aux frontières en raison de l'obstruction systématique d'Israël* », a-t-il déclaré lors d'un point de presse à Genève, ajoutant que « *cette famine va et doit nous hanter tous* ».

« *Nous ne pouvons pas laisser cette situation perdurer* », a réagi le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres sur X, appelant une nouvelle fois à « *un cessez-le-feu immédiat* ». Le chef des droits humains des Nations unies, Volker Türk a lui rappelé qu'« *affamer des gens à des fins militaires est un crime de guerre* ».

En face, Israël a qualifié de « *mensonge éhonté* » le rapport de l'ONU. « *Israël n'a pas de politique de famine. Israël a une politique de prévention de la famine* », indique ce vendredi un communiqué du bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu, pour qui « *les seuls à être délibérément affamés à Gaza sont les otages israéliens* » du Hamas. Le HuffPost 22 août 2025

Quand ils en arrivent à avouer que les sionistes sont les pires provocateurs antisémites.

J-C – Il va de soi que bien des citoyens dans le monde, qui hier soutenaient Israël, s'en sont désolidarisés depuis deux ans. Pire, plus le massacre conscient et assumé du peuple palestinien continue et gagne en cruauté, plus ils sont nombreux à identifier tous les juifs aux sionistes qui se livrent à cette barbarie ou la soutiennent, en les comparant aux nazis en Allemagne dans les années 30 et 40.

Ce processus n'est pas sans conséquence sur le plan politique.

Il a un effet dévastateur irréversible, dans la mesure où chacun est encouragé à s'interroger sérieusement sur la véritable nature d'Israël et du sionisme, leurs rapports avec les différents acteurs économiques et politiques au XIXe et XXe siècle, avec l'impérialisme anglo-saxon. Car, de toute évidence leurs comportements ne collent pas avec l'idée qu'ils s'en étaient faits ou l'interprétation qu'ils avaient retenue.

Comment un peuple présenté comme le phare de la civilisation humaine, victime de multiples persécutions au fil des siècles, avait-il pu se transformer en un tel monstre de cruauté, trouve une réponse dans son instrumentalisation pour le compte de l'impérialisme anglo-saxon et sa domination sur le Moyen-Orient ou le contrôle et l'exploitation du pétrole et gaz qu'il renferme, autrement dit, des intérêts purement mercantiles étaient derrière cette guerre, et non un conflit de nature idéologique, ethnique, religieux ou philosophique, comme on a voulu nous faire croire pour brouiller les pistes ou mieux nous manipuler.

Désormais, ce récit est caduc. A quel prix !

La vérité avance ou triomphe, mais à quel prix, 61 000 morts, sans doute beaucoup plus, ils sont à mettre au compte de tous les régimes occidentaux qui n'ont cessé de marteler depuis le 7 octobre 2023 que la sécurité d'Israël était leur priorité, ce qui revenait à cautionner l'armée la plus barbare du monde, son gouvernement d'extrême droite, nazi.

Crise diplomatique entre Paris et Tel Aviv : quand Netanyahu transforme l'antisémitisme en arme politique - RT 21 août 2025

En accusant Macron d'«*alimenter l'antisémitisme*» à la suite de l'annonce de la reconnaissance prochaine de l'État de Palestine par la France, Netanyahu provoque un tollé diplomatique. Paris dénonce une «*accusation abjecte*», tandis que plusieurs voix, y compris israéliennes, dénoncent une manipulation dangereuse du concept d'antisémitisme.

Pour les médias occidentaux, Netanyahu cherche à discréditer toute critique de sa politique d'extrême droite en l'assimilant systématiquement à de l'antisémitisme. Dans une tribune, *Le Point* dénonce une «*monnaie d'échange diplomatique* » qui affaiblit la lutte réelle contre l'antisémitisme.

Des voix critiques israéliennes s'élèvent aussi. Alon Liel, ancien directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères, a déclaré à RT : «*C'est une erreur grave de qualifier chaque critique de l'État d'Israël d'antisémitisme. Cela risque de rendre le monde réellement antisémite.* »

En France, le rabbin Moché Lewin, conseiller du Grand rabbin, affirme qu'«*on ne peut pas directement lier la reconnaissance de la Palestine à la haine contre les juifs* ».

La manœuvre de Netanyahu vise à faire taire ses opposants diplomatiques en les accusant d'antisémitisme. Le Premier ministre israélien tente de détourner l'attention des accusations internationales de crimes de guerre et de génocide en faisant de la reconnaissance de la Palestine une menace contre Israël.

En brouillant délibérément la distinction entre critique politique et haine raciale, Netanyahu contribue à mettre en danger les juifs de la diaspora. Ce calcul politique, largement dénoncé, sape la crédibilité de la lutte contre l'antisémitisme et instrumentalise ce sujet à des fins purement stratégiques.

La présidence danoise de l'UE plaide pour des sanctions contre Israël - RT 16 août 2025

«*Une violation grave du droit* » : La France exhorte Israël à stopper ce projet en Cisjordanie-
Le HuffPost 16 août 2025

"Inacceptable": la France, le Royaume-Uni et 19 pays condamnent le plan israélien de colonisation en Cisjordanie - BFMTV 22 août 2025

Israël a approuvé ce mercredi 20 août un projet de construction de 3.400 logements en Cisjordanie occupée. Hors Jérusalem-Est, occupée et annexée par l'État hébreu, environ 500.000 Israéliens sont installés dans des colonies que l'ONU juge illégales au regard du droit international.

Le plan majeur de colonisation en Cisjordanie occupée approuvé ce mercredi 20 août par Israël est "inacceptable" et représente "une violation de la loi internationale", ont condamné jeudi 21 pays parmi lesquels le Royaume-Uni et la France, dans un communiqué commun.

La colonisation de la Cisjordanie, frontalière de la Jordanie, s'est poursuivie sous tous les gouvernements israéliens, de gauche comme de droite, depuis 1967.

Gaza: 23 économistes appellent Israël à mettre fin à «toute politique qui intensifie la famine généralisée» - RFI 22 août 2025

Un collectif de professeurs d'économie européens et américains, dont dix prix Nobel ont appelé jeudi 21 août dans une lettre publiée par le journal *Le Monde* le gouvernement israélien à mettre fin à « toute politique qui intensifie la famine généralisée » à Gaza, pointant les risques de conséquences « catastrophiques » sur l'économie d'Israël d'une poursuite de son offensive.

« En tant qu'êtres humains, économistes et scientifiques, nous appelons à un arrêt immédiat de toute politique qui intensifie la famine généralisée », écrivent les 23 signataires de cette tribune publiée dans le journal *Le Monde*.

J-C – Les lâches, ils auront attendu pour commencer à régir, que le peuple palestinien ait subi le pire massacre depuis 1948, pour se donner bonne conscience, trop tard. Ils nous dégoûtent profondément plus qu'autre chose, d'autant plus que ces économistes conseillent les Etats qui soutiennent Israël entre autres.

Etats-Unis.

Trump : «Zelensky peut mettre fin à la guerre avec la Russie presque immédiatement» - RT18 août 2025

« Le président ukrainien Zelensky peut mettre fin à la guerre avec la Russie presque immédiatement, s'il le souhaite, ou il peut continuer à se battre. Souvenez-vous comment cela a commencé. Pas question de récupérer la Crimée donnée par Obama (il y a 12 ans, sans qu'un seul coup de feu ne soit tiré) et PAS QUESTION POUR L'UKRAINE D'ENTRER DANS L'OTAN. Certaines choses ne changent jamais !!! », a écrit Donald Trump sur Truth Social le 18 août, jour de sa rencontre avec Volodymyr Zelensky à Washington.

Peu après, le président américain a ajouté que ce serait un « grand honneur » d'accueillir à la Maison-Blanche un grand nombre de dirigeants européens en même temps. Zelensky, qui a demandé à ses partenaires européens de l'accompagner, n'a pas pu éviter une conversation en tête-à-tête avec le locataire de la Maison-Blanche. Selon l'agenda diffusé par les médias américains, les rencontres de Donald Trump avec son homologue ukrainien et les Européens se succèdent.

Selon Matthew Whitaker, ambassadeur des États-Unis auprès de l'Alliance atlantique, dans la perspective d'un règlement du conflit, les garanties de sécurité envisagées pour l'Ukraine ne devraient pas passer par l'OTAN. Elles prendraient plutôt la forme d'une « coalition de volontaires » réunissant des pays comme la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et probablement les États-Unis.

Le représentant spécial du président américain, Steve Witkoff, a de son côté affirmé que Washington et Moscou avaient déjà trouvé un accord sur ces garanties. Pour lui, c'est désormais à Kiev de décider d'y adhérer ou non. Bien qu'elles excluent toute perspective d'adhésion à l'OTAN, ces garanties reprendraient l'esprit de l'article 5 du traité atlantique, avec les États-Unis dans le rôle de garant principal.

Poutine était aux commandes : Trump a interrompu la conversation avec les dirigeants de l'UE et a appelé Moscou - fr.topcor.ru 19 août 2025

La réunion elle-même n'a duré qu'une heure, ce qui est de mauvais augure, car elle symbolise l'absence d'accord entre les parties, qui se sont simplement familiarisées avec les ultimatums et les lignes rouges de l'autre. De plus, les négociations ont été interrompues par l'implication de Moscou, représentée par Vladimir Poutine, dans les discussions.

Les principaux médias occidentaux insistent sur ce point. Ainsi, selon le *New York Times*, Donald Trump aurait interrompu une réunion avec des dirigeants européens à la Maison-Blanche pour appeler le président russe Vladimir Poutine. D'autres publications confirment cette information.

C'est ce qu'a rapporté un correspondant de l'agence Bloomberg sur le réseau social X. Le journal *Bild* a également rapporté la même information. Selon ses informations, la réunion reprendra après un entretien avec le président russe. Par conséquent, les dirigeants restent sur place et ne quittent pas les lieux. La photo générale s'est avérée très nerveuse : personne ne souriait, tous les visages étaient rivés sur eux. Nous avons été déçus. La gestuelle et le langage corporel ont mieux décrit le résultat final que la conférence de presse.

Les États-Unis vendent à l'Europe des armes destinées à Kiev avec une marge de 10 %, révèle le secrétaire au Trésor - RT 20 août 2025

Les États-Unis vendent à l'Europe des armes destinées à l'Ukraine, avec une marge de 10 % imposée par Donald Trump. Ce système, révélé par le ministre des Finances américain, permet à Washington de générer des profits, pendant que Kiev prépare un contrat de 90 milliards de dollars pour acheter encore plus d'armement.

En parallèle, Volodymyr Zelensky a proposé aux États-Unis un contrat de 90 milliards de dollars pour l'achat de nouvelles armes. Une somme colossale, supérieure à toute l'aide militaire directe fournie par Washington depuis février 2022. Selon le Bureau budgétaire du Congrès, cette aide atteint 70,6 milliards de dollars, en comptant la logistique, la formation et le renseignement.

Le projet de Zelensky, financé en grande partie par les Européens, viserait à obtenir un volume massif d'équipements militaires : des batteries antiaériennes Patriot (environ 2,5 milliards de dollars pièce), des avions de chasse F-16 (entre 50 et 70 millions de dollars l'unité), ainsi que des missiles ATACMS (1,5 million de dollars chacun). Cette commande serait portée par les promesses européennes de financer les achats, renforçant ainsi la dépendance militaire de Kiev à l'Occident.

Ainsi, pendant que les États-Unis vendent leurs armes à prix fort, ce sont les pays européens qui paient la facture, et l'Ukraine qui s'endette. La Russie continue, quant à elle, de dénoncer ces livraisons qui alimentent le conflit au lieu de favoriser la paix.

Trump, inspiré par sa rencontre avec Poutine, décide d'interdire le vote par correspondance aux États-Unis - RT 18 août 2025

Donald Trump a annoncé son intention de signer un décret présidentiel pour interdire le vote par correspondance et les machines de vote électronique aux États-Unis. Selon ses propos publiés le 18 août sur sa plateforme Truth Social, il souhaite « *ramener l'honnêteté* » dans les élections à venir, affirmant que les démocrates « *trichent à un niveau jamais vu auparavant* ».

Trump a également dénoncé les machines électroniques qu'il juge « *extrêmement inexactes, très chères et controversées* », préférant les bulletins papier avec filigrane, qu'il décrit comme plus fiables et plus rapides. « *Nous sommes désormais le seul pays au monde à utiliser le vote par correspondance. Tous les autres y ont renoncé à cause de la fraude massive* », a-t-il déclaré.

Le président a précisé qu'il signerait un décret en ce sens avant les élections de mi-mandat de 2026. « *Les États ne sont que des agents du gouvernement fédéral dans le comptage et la transmission des résultats. Ils doivent faire ce que le président leur dit, pour le bien du pays* », a-t-il ajouté.

Cette initiative trouve son origine dans une discussion avec Vladimir Poutine. Lors de leur rencontre du 15 août à Anchorage, en Alaska, Trump a expliqué à *Fox News* que le président russe partageait ses inquiétudes sur le vote par correspondance. « *Poutine, un homme intelligent, estime qu'on ne peut pas organiser des élections honnêtes avec le vote par courrier* », a rapporté Trump. RT 18 août 2025

Ukraine.

Zelensky s'oppose aux propositions présentées comme issues d'Alaska - RT 17 août 2025

À la veille du rendez-vous de Washington, Zelensky a utilisé Bruxelles pour se mettre en scène, entouré de dirigeants européens. Son message reste le même : pas de compromis territorial et aucune discussion sans cessez-le-feu préalable. En outre, selon lui, les garanties de sécurité passent par l'intégration de l'Ukraine à l'Union européenne.

En parallèle, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé la préparation d'un 19^e paquet de sanctions contre la Russie, dont l'adoption est prévue dès le début du mois de septembre.

L'émissaire spécial de Donald Trump, Steve Witkoff, a affirmé le 17 août que Moscou avait « fait certaines concessions territoriales » lors des négociations d'Alaska : « *Les Russes ont fait certaines concessions à la table concernant l'ensemble des cinq régions. Il y a une discussion importante sur Donetsk et sur ce qui s'y passera* ».

S'exprimant sur CNN, Witkoff a précisé que les pourparlers du 15 août avaient notamment porté sur l'avenir de Donetsk. Il a ajouté que les deux présidents seraient convenus du principe selon lequel Washington pourrait offrir à Kiev des garanties de sécurité.

«Les dirigeants européens, principale menace pour la paix en Ukraine», affirme le ministre hongrois des Affaires étrangères - RT 21 août 2025

Le chef de la diplomatie hongroise, Péter Szijjarto, accuse les dirigeants européens d'avoir fait échouer les négociations de paix entre Moscou et Kiev en 2022 et redoute qu'ils sabotent à nouveau les discussions actuelles. Il salue l'initiative conjointe de Vladimir Poutine et Donald Trump et espère qu'elle pourra aboutir à un accord durable.

La Hongrie accuse l'Ukraine d'une attaque contre un oléoduc – RT 18 août 2025

Budapest a de nouveau accusé Kiev d'avoir frappé un oléoduc, provoquant l'interruption des livraisons de pétrole. Le ministre des Affaires étrangères, Péter Szijjarto, a dénoncé une atteinte «révoltante» à la sécurité énergétique du pays. Selon lui, Moscou a indiqué que des experts s'attelaient aux réparations, sans préciser la durée des travaux.

Russie.

La Russie blâme Zelensky pour l'absence d'avancées sur une rencontre avec Poutine - AFP 22 août 2025

Vendredi, Sergueï Lavrov a annoncé qu'il n'y avait, à ce stade, "*pas de rencontre prévue*" entre Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky.

"*Poutine est prêt à rencontrer Zelensky lorsque l'ordre du jour de ce sommet sera prêt. Et cet ordre du jour n'est absolument pas prêt*", a-t-il déclaré dans une interview à la chaîne américaine NBC.

Selon M. Lavrov, Washington aimerait que les belligérants acceptent "*plusieurs principes*" en vue du futur règlement du conflit, notamment la non-adhésion de l'Ukraine à l'Otan que réclame Moscou, et la discussion d'échanges territoriaux.

Or, M. "*Zelensky a dit +non+ à tout cela*", a fustigé M. Lavrov.

Cette semaine, M. Lavrov avait déjà accusé Kiev de ne pas vouloir un "*règlement juste et durable*" du conflit. Il avait aussi estimé que les Européens faisaient "*des tentatives assez maladroites*" pour convaincre Donald Trump de continuer à armer l'Ukraine.

Lavrov expose les conditions d'une rencontre entre Poutine et Zelensky - RT 21 août 2025

Lors d'une conférence de presse conjointe le 21 août avec son homologue indien, Sergueï Lavrov a dressé un tableau clair des positions de Moscou sur le conflit ukrainien et les perspectives de règlement, tout en saluant la dynamique du partenariat russo-indien. Le ministre russe des Affaires étrangères a affirmé que « *le président Vladimir Poutine reste prêt à une rencontre, y compris avec Zelensky, à condition que toutes les questions à examiner au plus haut niveau soient*

minutieusement préparées ». Il a toutefois rappelé que le dirigeant ukrainien n'a toujours pas annulé son décret interdisant tout dialogue avec le président russe, ce qui rend toute rencontre sérieuse impossible à ce stade.

Lavrov a sévèrement critiqué l'attitude de Kiev, accusant les autorités ukrainiennes de « *ne pas être intéressées par une solution durable, juste et à long terme du conflit* ». Il a ajouté que Zelensky cherche à donner l'apparence d'une volonté de dialogue, sans jamais s'engager dans le travail diplomatique concret qu'un règlement exige.

Le chef de la diplomatie russe a insisté qu'en cas d'avancée vers un accord, la légitimité de la personne qui représentera Kiev devra impérativement être clarifiée. Sans cette validation, aucun accord ne saurait être crédible aux yeux de Moscou.

Sur le plan diplomatique, Lavrov a dénoncé les initiatives européennes consistant à « *construire des garanties de sécurité pour l'Ukraine en excluant la Russie* ». Il a qualifié ces propositions de « *tentative d'intervention étrangère sur le territoire ukrainien* » et a prévenu que « *la présence de troupes étrangères en Ukraine est totalement inacceptable pour Moscou* ». Selon lui, ces initiatives unilatérales, dépourvues de toute base collective, sont vouées à l'échec. RT 21 août 2025

Zakharova recadre Stubb sur le rôle de la Finlande dans la Seconde Guerre mondiale - RT 19 août 2025

Lors de sa visite à Washington le 18 août, le président finlandais Alexander Stubb a évoqué la longue frontière de son pays avec la Russie et « *l'expérience des relations* » forgée pendant la Seconde Guerre mondiale. Selon lui, la solution trouvée en 1944 pourrait inspirer un règlement en 2025.

La réplique de Maria Zakharova ne s'est pas fait attendre. La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a rappelé que la Finlande s'était trouvée en guerre contre l'Union soviétique de 1939 à 1940 puis de 1941 à 1944. Selon elle, à la suite de provocations finlandaises, la guerre soviéto-finlandaise avait éclaté et s'était soldée par une défaite d'Helsinki. Après une pause, la Finlande avait ouvertement rejoint le camp d'Hitler et avait déclaré la guerre à l'URSS trois jours après le lancement de l'opération nazie Barbarossa.

Zakharova a souligné que des responsables finlandais de l'époque avaient présenté leur pays comme une puissance de l'Axe mobilisée pour l'offensive. Elle a affirmé que la Finlande avait commis de véritables crimes de guerre, reconnus en 1946 lors d'un procès visant des criminels de guerre finlandais.

La porte-parole de la diplomatie russe a ajouté que les forces finlandaises avaient joué un rôle d'appui essentiel à l'armée allemande lors du blocus de Leningrad, décrit comme un génocide du peuple soviétique, et que la direction finlandaise avait encouragé la liquidation de la ville comme grande agglomération. Au moins 1 093 842 civils étaient morts dans la ville assiégée, de faim, de froid et sous les bombardements, certaines estimations portant ce bilan jusqu'à 1,5 million de victimes, les recherches ayant par la suite toujours revu ces chiffres à la hausse.

Maria Zakharova a noté qu'en 2022 le tribunal de Saint-Petersbourg avait qualifié les actes des troupes d'occupation allemandes et de leurs auxiliaires, parmi lesquels des unités finlandaises, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide visant des groupes nationaux et

ethniques de l'URSS. C'était donc, selon elle, à ce type « *d'expérience* » qu'Helsinki avait participé entre 1941 et 1943. Elle s'est demandé si Stubb avait bien fait référence à cela.

La diplomate russe a également rappelé que Berlin avait continué à distinguer les survivants du siège selon leur origine, en indemnisant uniquement les Juifs, alors que la famine et les tirs finlandais et allemands avaient frappé indistinctement tous les habitants de Leningrad.

Maria Zakharova a souligné que, sous occupation finlandaise, la population civile avait gardé le souvenir des atrocités finlandaises de la guerre civile et que des vétérans de Mannerheim avaient poursuivi ces violences contre les populations slaves et caréliennes de l'URSS. En Carélie soviétique, plus de quatorze camps de concentration avaient été installés pour les civils. Les détenus avaient été entassés au point que des pièces de 15 à 20 m² en accueilleraient 20 à 25, soit environ un mètre carré par personne, et près d'un tiers étaient morts de faim, de froid ou de conditions insupportables.

Elle a ajouté qu'en Finlande même, la période d'alliance avec le Reich avait été particulièrement difficile pour les Juifs : des Finlandais avaient servi dans des unités punitives de la division SS « *Wiking* », des restrictions d'emploi avaient visé la communauté juive et certains individus avaient été remis à la Gestapo.

Zakharova a toutefois concédé que Stubb avait eu raison sur un point : en 1944, une solution avait effectivement été trouvée, connue sous le nom d'armistice de Moscou. Selon elle, Helsinki s'était alors détachée d'Hitler, avait rejoint l'URSS dans la lutte et avait engagé la guerre de Laponie. Les armes finlandaises s'étaient retournées contre l'Allemagne nazie. Elle a estimé que la Finlande n'avait pas eu d'alternative : l'Armée rouge victorieuse balayait le Reich et ses alliés, et la paix séparée visait à éviter le statut de pays vaincu.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a conclu que, si Stubb avait voulu « *agir comme en 1944* », la logique de ce précédent aurait impliqué, selon elle, de se retourner contre ses alliés récents qu'elle avait qualifiés de nazis et de frapper le régime de Kiev.

La Russie juge qu'un déploiement d'un contingent européen en Ukraine serait "*inacceptable*" - BFMTV 21 août 2025

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a indiqué jeudi 21 août que tout déploiement d'un contingent militaire européen en Ukraine serait "*inacceptable*" pour Moscou, alors que des débats sont en cours sur les garanties de sécurité que les Occidentaux pourraient fournir à ce pays.

"*Une intervention étrangère sur une partie du territoire ukrainien (...) serait totalement inacceptable pour la Russie*", a déclaré Sergueï Lavrov à l'issue de pourparlers avec son homologue indien à Moscou.

Le ministre russe des Affaires étrangères a également accusé l'Ukraine de ne pas vouloir un "*règlement juste et durable*" du conflit ouvert par Moscou en 2022, alors que les efforts diplomatiques s'accélérent, sous l'impulsion du président américain Donald Trump.

"*Le régime ukrainien et ses représentants (...) montrent avec toute évidence qu'ils ne sont pas intéressés par un règlement juste et durable*", a-t-il estimé.

Burkina Faso.

Le Burkina Faso déclare la coordonnatrice de l'ONU «*persona non grata*» - french.presstv.ir 18 August 2025

Dans un communiqué publié ce lundi 18 août, le gouvernement burkinabè a déclaré la coordonnatrice résidente des Nations unies, Carol Flore-Smerekzniak, «*persona non grata*» sur le territoire de ce pays pour sa responsabilité dans un rapport «*sans sources objectives, sans preuves ni justificatifs, véhiculant des informations graves et mensongères du secrétaire général de l'ONU sur les enfants et le conflit armé au Burkina Faso*».

«*Dans un style narratif citant indistinctement les terroristes et les institutions de défense et de sécurité du Burkina Faso, ce rapport qui ressemble à une compilation des allégations sans fondements et de contre-vérités ne comporte en annexe, ni copies de rapports d'enquêtes, ni arrêts de justice pour étayer les cas prétendus de violations contre des enfants attribués aux vaillants combattants burkinabè*», selon le communiqué lu à la télévision nationale de ce pays africain, par le porte-parole du gouvernement, Gilbert Ouédraogo.

Ouagadougou s'est indigné du «*total mépris à l'endroit des autorités et institutions burkinabè qui n'ont été ni associées à son élaboration, encore moins informées des conclusions de l'étude*».

Le gouvernement burkinabè s'est étonné de la persistance de certaines agences des Nations unies au Burkina Faso dans l'utilisation «*avec légèreté et à dessein*» des terminologies équivoques cachant, selon lui, «*une volonté manifeste de légitimation ou de requalification de la barbarie dont le peuple burkinabè est victime depuis une décennie*».

Au regard de tous les graves écarts constatés, et pour préserver et renforcer les acquis importants de la coopération entre le Burkina Faso et les Nations unies, le gouvernement a conclu que la coordonnatrice de du système de l'ONU «*n'est plus une interlocutrice crédible*» et a décidé de son expulsion du territoire. french.presstv.ir 18 August 2025

Inde.

L'Inde va continuer à acheter du pétrole russe malgré les menaces des États-Unis - RFI 21 août 2025

L'Inde et la Russie affichent leur volonté de poursuivre leur commerce malgré les pressions du président américain Donald Trump. Les États-Unis menacent l'Inde de barrières douanières exorbitantes si elle ne cesse pas ses achats de pétrole à la Russie. Pour les contourner éventuellement, Moscou vient d'annoncer des mécanismes spéciaux pour continuer à exporter ses hydrocarbures vers New Delhi.

De grands raffineurs indiens assurent cette semaine que leurs achats de pétrole russe tournent à plein régime.

La Russie a déclaré mardi 19 août disposer d'un mécanisme spécial pour maintenir ses exportations vers l'Inde en dépit des sanctions américaines. Il pourrait s'agir de paiement en roupies pour contourner le dollar et d'une ristourne sur le brut importé.

L'ambassade de Russie dit ainsi viser une croissance de 10% de ses échanges avec l'Inde.

Face aux sanctions, Moscou a déjà fait part d'intentions similaires, sans faire une grande différence. Pour l'Inde, elles compenseront difficilement les barrières annoncées par les États-Unis, son premier partenaire commercial à l'export.

Inde: l'opposition vent debout contre un projet de réforme de la Constitution - RFI 21 août 2025

En Inde, l'opposition est vent debout contre une réforme constitutionnelle présentée ce mardi 20 août à l'Assemblée : celle-ci prévoit la disqualification de tout ministre d'une assemblée régionale si cet élu est arrêté et placé en détention provisoire pendant plus de 30 jours pour un crime passible de plus de 5 ans de prison. Or, ces dernières années, le gouvernement du BJP a lancé des dizaines d'affaires pour faire arrêter l'opposition régionale, ce qui a souvent entraîné leur arrestation. Cette réforme, si elle est adoptée, pourrait décapiter l'opposition.

Le Parlement est en feu. Alors que le ministre de l'Intérieur essaie de défendre cette révision constitutionnelle, les députés de l'opposition crient à la « mort de la démocratie » et lui jettent des copies déchirées du texte au visage.

« *Vous êtes censé être innocent jusqu'à prouvé coupable* », tonne cet élu du parti du Congrès. « *Mais cette loi renverse ce principe de jurisprudence, et transforme un policier en chef du Premier ministre* ».

« *Le gouvernement créé une Gestapo et un État policier* », abonde un autre député.

Et la crainte est justifiée : avec cette réforme, une simple arrestation pourrait disqualifier un ministre, sans décision de la justice sur le fond, ce qui viole la séparation des pouvoirs.

Or, ces trois dernières années, la police anti-corruption, contrôlée par le gouvernement fédéral, a arrêté de nombreux ministres régionaux de l'opposition.

Le ministre en chef de Delhi, le très populaire Arvind Kejriwal, a alors continué son mandat depuis sa cellule pendant 7 mois, avant d'être libéré - ce que le gouvernement semble vouloir empêcher.

Aucune des accusations portées contre ces élus n'a pour l'instant pas été prouvée. Face à cette fureur, la révision constitutionnelle a été envoyée en commission parlementaire.

Inde: le gouvernement annonce une baisse massive de taxes à la consommation - RFI 17 août 2025

En Inde, le gouvernement Modi vient d'annoncer ce samedi la plus forte baisse des taxes depuis huit ans sur les produits de consommation et les services.

À partir d'octobre, promet le gouvernement Modi, la taxe à la consommation de 28% sera supprimée. Elle était prélevée sur les ventes de voitures et de produits électroniques. Quant à la taxe

de 12% qui s'appliquait à de nombreux produits de consommation, dont les aliments sous emballage, elle sera ramenée à 5%. De quoi redonner du pouvoir d'achat aux consommateurs indiens et aux entreprises, et relancer la bourse.

La banque indienne IDFC a calculé que cela doperait de 0,6 % le produit intérieur brut, mais que cela priverait aussi le gouvernement fédéral indien de 20 milliards de dollars de recettes annuelles. Un sacrifice que le gouvernement Modi semble prêt à faire pour retrouver la faveur des électeurs, après un accord commercial désastreux avec les États-Unis. À partir du 27 août, les produits indiens seront frappés de 50 % de droits de douane.

Le Premier ministre indien a également assuré que les impôts seraient réduits d'ici à Diwali, la fête hindoue des lumières, qui sera célébrée le 20 octobre de cette année. Une période à laquelle les Indiens consomment beaucoup, et qui précédera les élections législatives dans l'État-clé du Bihar, prévues en novembre.

J-C - Voilà qui devrait ravir les trade-unionistes ou collabos réformistes qui n'ont que le pouvoir d'achat à la bouche, de tous ceux qui forment les classes moyennes solidement amarrées au capitalisme.

Avec 50 % de droits de douane les produits indiens ne seront plus compétitifs sur le marché américain, il faudra aux entreprises indiennes trouver rapidement d'autres débouchés sous peine de fermeture et de suppression massive d'emplois.

Pour info.

- Les exportations de biens des États-Unis vers l'Inde en 2024 se sont élevées à 41,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 3,0 % (1,2 milliard de dollars) par rapport à 2023. Les importations de biens des États-Unis en provenance de l'Inde en 2024 ont totalisé 87,3 milliards de dollars, soit une augmentation de 4,5 % (3,8 milliards de dollars) par rapport à 2023. Le déficit commercial des biens des États-Unis avec l'Inde s'est élevé à 45,8 milliards de dollars en 2024, soit une augmentation de 5,9 % (2,6 milliards de dollars) par rapport à 2023.

Les États-Unis demeurent le premier marché d'exportation de l'Inde, représentant environ 10 % de ses exportations totales.

Bolivie.

Présidentielle en Bolivie: deux candidats de droite au deuxième tour, la gauche et le MAS éliminés - RFI 18 août 2025

En Bolivie, les résultats préliminaires du premier tour de l'élection présidentielle sont tombés. La gauche, au pouvoir depuis 20 ans, a été éliminée et deux candidats de droite participeront au second tour en octobre. L'un d'entre eux, Rodrigo Paz Pereira, est la grande surprise du scrutin. Les deux gagnants s'affronteront lors d'un second tour le 19 octobre prochain.

Le candidat en tête, Rodrigo Paz Pereira, est la grande surprise de ce premier tour, aucun sondage ne prédisait qu'il obtiendrait plus 10 % des voix, et pourtant ce 17 août, il a remporté 31% des

suffrages. Rodrigo Paz Pereira, fils de Jaime Paz Pereira, président du pays entre 1989 et 1993, semble avoir profité d'un vote rejet de la gauche et de certains candidats de droite.

Quant au deuxième candidat qualifié, Jorge « Tuto » Quiroga, c'est une figure bien connue de la politique bolivienne, car il a été président du pays entre 2001 et 2002, il a un profil assez conservateur. Le millionnaire Samuel Doria Medina, favori dans tous les sondages jusqu'à il y a une semaine, est en revanche relégué à la troisième place avec 19,8% des voix.

La gauche, qui gouverne depuis 20 ans, elle, subit une véritable débâcle. Son premier candidat, n'arrive que 4^e avec 8% des suffrages et le candidat du MAS, le parti au pouvoir, n'obtient que 3,2%. Quant au vote nul, promu par l'ex-président Evo Morales et ses partisans, il s'élève à près de 18 %, un record dans le pays.

Le scrutin s'est déroulé dans un contexte de grave crise économique marqué par une pénurie chronique de dollars et de carburant, écrit l'AFP, tandis que l'inflation annuelle avoisine les 25%, un niveau inédit depuis 17 ans. Les candidats de droite ont promis de rompre avec le modèle étatiste instauré par Evo Morales. Sous sa présidence, la pauvreté a reculé et le PIB triplé, mais la chute des revenus gaziers depuis 2017 a plongé le pays dans la crise.

J-C – Il en ira ainsi, aussi longtemps que le prolétariat n'aura pas renoué avec le socialisme comme alternative au capitalisme en occident ou dans les pays les plus développés économiquement ou il ne sera pas emparé du pouvoir politique pour réaliser sa révolution sociale. Cela vaut malheureusement pour nos amis palestiniens.

Economie.

Lu dans un blog.

J'ai piraté ces infos, car quand j'ai voulu faire un copier/coller pour récupérer ces données, il me fut signifié que c'était impossible ou que cette fonction était bloquée, interdite. J'ai trouvé une parade, j'ai ouvert un fichier Word, j'ai pointé le texte dans l'article et en maintenant la souris enfoncée, je l'ai fait glisser dans Word, puis de Word je l'ai copier/coller dans le bloc-notes de la causerie. J'ignorais que cela pouvait fonctionner. Pour cette raison je ne fournirais pas l'adresse de ces infos, car elle pourrait être repérée à partir des moteurs de recherche.

Selon les données du commerce mondial, le commerce mondial a atteint un record de 33 000 milliards de dollars en 2024, avec une croissance de 3,7 % (1 200 milliards de dollars). La plupart des régions ont connu une croissance positive, à l'exception de l'Europe et de l'Asie centrale. Les services ont mené l'expansion en 2024, avec une croissance annuelle de 9 % et une contribution de 700 milliards de dollars (près de 60 % de la croissance totale).

Cependant, au cours du second semestre 2024, la croissance des deux secteurs a ralenti ; au quatrième trimestre, les services n'ont progressé que de 1 % et les biens de moins de 0,5 %.

En 2024, le volume du commerce mondial de marchandises a augmenté de 2,9 %, et celui des services commerciaux de 6,8 %. Avec une croissance du PIB mondial de 2,8 % aux taux de change du marché, 2024 a été la première année depuis 2017, hors rebond post-COVID-19, où la croissance du commerce de marchandises a dépassé celle du PIB.

Données sur le commerce international : 2024-25

Selon le dernier rapport de la CNUCED sur le commerce mondial, le commerce mondial a atteint un niveau record de 33 000 milliards de dollars en 2024, soit une hausse de 3,7 % (1 200 milliards de dollars). La CNUCED prévient que malgré la vigueur actuelle du commerce, 2025 devrait apporter une incertitude supplémentaire.

Les services, qui ont contribué à hauteur de 700 milliards de dollars, soit près de 60 % de la croissance, et ont progressé de 9 % sur l'année, ont été le principal moteur de l'expansion. 500 milliards de dollars proviennent d'une hausse de 2 % du commerce des biens.

En 2024, le commerce mondial a atteint un niveau record de 33 000 milliards de dollars, soit une hausse de 3,7 % par rapport à l'année précédente. Cette expansion est principalement due à la hausse de 9 % du commerce des services, supérieure à celle de 2 % du commerce des biens.

Qui est le premier exportateur ?

Selon les données d'import-export, la Chine est le premier exportateur mondial, avec une valeur d'exportation de 3 510 milliards de dollars. Elle est également considérée comme l'une des puissances exportatrices mondiales. Elle a constamment surpassé les autres grandes nations commerçantes en termes d'exportations totales, ce qui en fait le premier exportateur mondial. Parmi ses principaux partenaires à l'exportation figurent les États-Unis, Hong Kong et le Japon.

De plus, la Chine dispose d'une main-d'œuvre importante en raison de sa grande population, et l'importance qu'elle accorde à l'industrie manufacturière en a fait « *l'usine du monde* ».

Il est maintenant temps d'explorer la liste des plus grands exportateurs mondiaux.

Les plus grands exportateurs mondiaux en 2025

Voici la liste des plus grands pays exportateurs ou des plus grands exportateurs au monde.

1. Chine 3,51 billions \$
2. États-Unis 3,05 billions
3. Allemagne 2,10 billions
4. Royaume-Uni 1,07 billion
5. France 1,05 billion
6. Pays-Bas 949 milliards
7. Japon 920 milliards
8. Italie 793 milliards
9. Singapour 778 milliards
10. Inde 773 milliards

Principales entreprises exportatrices mondiales :

Voici la liste des principales entreprises exportatrices mondiales :

1. McWane, Inc. (Privé)
2. Koch Industries, Inc
3. Cargill Incorporated
4. Groupe Gunvor Ltd
5. Vitol

6. Celanese Corporation
7. Lamb Weston Holdings, Inc
8. Nucor Corporation
9. Honda Motor Co., Ltd.
10. Compagnie Archer-Daniels-Midland

Top 10 des produits d'exportation internationaux

Voici une liste des principales exportations mondiales :

Rang	Principales exportations mondiales	Taille du marché mondial (milliards USD)
1	Fabrication de voitures et d'automobiles	1 349,80
2	Exploration et production de pétrole et de gaz	1 175,60
3	Fabrication de produits et d'emballages en plastique	829,2
4	Fabrication de pièces et d'accessoires automobiles	488,6
5	Fabrication de vêtements	486,5
6	Fabrication de produits électroniques grand public	292,7
7	Fabrication de semi-conducteurs et de composants électroniques	231,8
8	Extraction de minerai de fer	215,8
9	Extraction du charbon	213,1
10	Fabrication d'engrais et de produits chimiques agricoles	200

Il s'agit donc des principales exportations mondiales. Ce tableau présente les principaux secteurs manufacturiers mondiaux en fonction de la taille estimée de leur marché, exprimée en milliards de dollars américains. Il met en évidence l'immensité de secteurs comme l'automobile et sa construction, ainsi que la production et l'exploration pétrolières et gazières.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 27 août 2025

Apparemment, dans le camp de la réaction, il y en a qui souhaitent précipiter le départ de Macron, et lui pour rester au pouvoir n'a rien trouvé de mieux que les provoquer, donc à un moment donné le clash se produit où la situation se décante...

J'ai du mal à suivre, peu importe, je ne pense pas que c'est en se situant sur le terrain de nos ennemis qu'on s'en sortira, c'est au contraire le meilleur moyen pour être inaudible, se retrouver sous influence et prendre le risque de perdre notre indépendance, je parle pour moi et les masses.

Dans les discours qu'on entend, on se demande où est passé le socialisme, où sont passées les aspirations profondes des masses à la fin de l'exploitation et de l'oppression, à la démocratie et à la liberté ? Où sont passés les enseignements de la lutte de classe du passé que les marxistes nous ont légués ? Comment se traduisent-ils ? Pourquoi nous n'avons toujours pas analysé et tiré le bilan des théories foireuses qui ont précipité la déchéance et la dislocation du mouvement ouvrier ?

Son indépendance se manifeste nulle part par crainte d'une réaction médiatique féroce, un déchaînement des réseaux dits sociaux, de la réaction de l'extrême droite à la pseudo-gauche incluse.

Dernièrement dans un blog, j'ai été traité de sioniste et de nazi, rien que cela, plus rien ne m'étonne en la matière. Voilà ce que cela vaut d'être indépendant, et pas un lecteur (pourtant anonyme) ne prit ma défense. Cela donne une idée du degré de déliquescence de la conscience politique des masses à cette époque, ce qui n'est pas spécialement encourageant, mais vaut mieux savoir d'où on part pour s'élever plus haut, cela pour éviter bien des désillusions ou de se casser la gueule !

Dites-vous bien une chose, chaque fois que vous ne comprenez pas quelque chose, ce n'est pas parce que vous seriez idiot ou mal informé, mais tout simplement, parce que vous passez à côté de l'essentiel, de choses très simples que vous avez sous les yeux et que vous négligez ou ignorez. Quand cela m'arrive, je me demande à côté de quoi je suis passé, et je reprends tout depuis zéro, et généralement l'élément manquant fait surface et tout devient clair soudainement.

Parfois on évoque les instants de lucidité ou de perspicacité qui peuvent nous échoir, et quand après coup on les examine, on s'aperçoit qu'ils ne renfermaient rien d'extraordinaire, sinon des faits dont on avait fait abstraction ou qu'on avait traité à la légère. Ce n'est pas la situation qui a changé ou qui se présente sous un autre jour, mais notre interprétation qui a évolué, souvent on confond les deux parce qu'on ne veut pas admettre qu'on s'était fourvoyé, je vous assure que cela arrive à tout le monde, même à des gens bien, tenez, moi par exemple, personne n'est parfait, à ce que je sache !

Si on faisait preuve d'un peu plus de modestie, qu'on cessait de se prendre pour le centre de l'univers, peut-être qu'on pourrait enfin progresser vers nos objectifs politiques.

Qui a dit ?

- « Aujourd'hui, ce n'est plus possible de tergiverser : l'antisionisme, c'est l'antisémitisme, point ».

Réponse : L'ambassadeur des Etats-Unis à Paris, Charles Kushner, le père de Jared Kushner, gendre de Donald Trump, dans une lettre datée de lundi, que l'AFP s'est procurée ce dimanche. AFP 25 août 2025

J-C – Criminaliser l'antisionisme ou l'assimiler à l'antisémitisme, revient à faire la promotion du nazisme dans la mesure où le sionisme repose dès son origine sur une théorie de nature raciale. Inutile de rappeler que les Etats-Unis ou l'oligarchie financière anglo-saxonne cautionne le génocide palestinien, ils en sont les commanditaires et profiteurs.

Epilogue. Un bras d'honneur !

L'ambassadeur des États-Unis en France a séché sa convocation au Quai d'Orsay - Le HuffPost 26 août 2025

Dans les faits, et « *en l'absence de l'ambassadeur* » Charles Kushner, c'est le chargé d'affaires de l'ambassade américaine qui a été reçu à sa place, indique à l'AFP une source diplomatique.

Ce dernier s'est vu signifier que les critiques du diplomate américain « *constituaient une ingérence dans les affaires intérieures (de la France) et dressaient un constat qui ne correspondait pas à la réalité* », poursuit cette même source, qui affirme que le chargé d'affaires américain a été reçu par deux directrices du Quai d'Orsay.

Dans une lettre adressée au chef de l'État, Charles Kushner, père du gendre de Donald Trump, Jared Kushner, en fonction depuis quelques semaines en France, avait exprimé « *sa profonde inquiétude face à la flambée de l'antisémitisme en France et à l'absence d'action suffisante de (son) gouvernement pour le combattre* », rejoignant les récentes critiques du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Le département d'État américain a dit « *soutenir les propos* » de son ambassadeur. « *L'ambassadeur Kushner est le représentant du gouvernement des États-Unis en France et effectue un travail remarquable en faisant progresser nos intérêts nationaux dans ce rôle* », a affirmé son porte-parole adjoint, Tommy Pigott, dans un communiqué transmis à l'AFP.

Il a déjà exhaussé ce souhait.

Etats-Unis : Donald Trump affirme que les Américains « aimeraient avoir un dictateur » mais lui n'en est pas un. - 20minutes.fr/AFP 26 août 2025

Dictature, drapeau, sécurité, charge contre les gouverneurs démocrates... Donald Trump a fait un véritable show à la Maison-Blanche.

A Washington, Donald Trump a déclaré lundi que « *beaucoup d'Américains aimeraient avoir un dictateur* », lors d'une conférence de presse improvisée et prolongée dans le Bureau ovale. « *Je n'aime pas les dictateurs. Je ne suis pas un dictateur. Je suis un homme doué de beaucoup de bon sens et intelligent* », a-t-il ajouté.

Le président a défendu sa décision d'envoyer la Garde nationale dans les rues de Washington pour des opérations de maintien de l'ordre. « *Vous envoyez l'armée et, au lieu de vous féliciter, ils vous accusent de prendre d'assaut la république* », a-t-il affirmé.

Au cours de cette intervention, Donald Trump a également signé un décret punissant toute personne brûlant un drapeau américain. « *Si vous brûlez un drapeau, vous aurez un an de prison, sans libération anticipée* », a-t-il déclaré. Par ailleurs, tout détenteur de visa qui commettrait une infraction avec le drapeau se verra retirer son visa. Ces mesures contredisent un arrêt de la Cour suprême de 1989, qui avait reconnu cet acte comme protégé par la liberté d'expression.

Donald Trump a aussi indiqué vouloir rebaptiser le ministère de la Défense en « *ministère de la guerre* », reprenant une appellation en vigueur entre 1789 et 1949. « *Défense, c'est trop défensif, et nous voulons aussi être offensifs* », a-t-il affirmé, en suggérant qu'il pourrait procéder sans bénéficier de l'aval du Congrès.

J-C – On aura à l'esprit les crétins de géopoliticiens du genre de monsieur Meyssan, qui prétendaient que Trump mettrait fin aux guerres.

Cela dit, les guerres prennent toujours fin un jour, se disant que ce jour était proche, certains plus démagogues que les autres, mais pas forcément plus perspicace, en profitèrent pour décerner à Trump un prix de faiseur de paix à titre préventif, histoire de faire oublier qu'il était trempé jusqu'aux os dans plusieurs guerres, dont l'Ukraine et la Palestine occupée. C'est sordide en vérité.

Les anglo-saxons ont adopté le sionisme et le nazisme depuis très longtemps.

Sommet historique en Alaska : la malédiction de l'« opération impensable » de Churchill est-elle levée ? - Réseau Voltaire 17 août 2025

Extrait.

Pourquoi la rupture entre les États-Unis et la Russie, qui a failli déboucher sur une Troisième Guerre mondiale nucléaire avant le sommet de l'Alaska, s'est-elle produite ? La réponse inédite se trouve dans l'opération très peu connue — délibérément cachée par les médias occidentaux, que contrôlent le lobby israélien et sa Sainte Alliance avec la Grande-Bretagne — appelée « *Opération Impensable* » (Unthinkable Operation), parrainée par le Premier ministre britannique Winston Churchill.

L'opération Impensable avait été conçue par Churchill en 1945 et est restée secrète (méga-secret !) jusqu'en 1998. Elle peut aujourd'hui être exhumée dans les Archives nationales [3], et elle visait à imposer la volonté des États-Unis et de l'empire (sic) britannique à la Russie.

Jonathan Walker, membre de la Commission britannique pour l'histoire militaire et chercheur à l'université de Birmingham, a publié en 2013 un livre choc : *Opération Impensable*. La troisième guerre mondiale : les plans britanniques pour attaquer l'empire soviétique en 1945 [4].

Ce qui est important, c'est que « Churchill proposait l'invasion de l'Union soviétique alors que la Seconde Guerre mondiale touchait à sa fin. Le plan consistait en une « *invasion alliée contre l'URSS le 1er juillet 1945 par des troupes états-uniennes, britanniques et polonaises, et même plusieurs brigades nazies vaincues – afin de revendiquer l'Europe de l'Est pour l'Occident* ».

Il est frappant de constater que Churchill ne se souciait guère de la généalogie des nazis vaincus, tout comme — 69 ans plus tard ! — les Premiers ministres britanniques successifs ne se sont pas inquiétés du fait qu'aujourd'hui, l'épine dorsale de l'armée ukrainienne soit constituée par les adorateurs d'Hitler, les néonazis du groupe Bandera [5], qui ont kidnappé le comédien khazar Zelensky, au bord de l'extinction.

Le livre de Jonathan Walker souligne que le plan « *Opération Impensable* », qui a de facto catalysé la Guerre froide, a en réalité été mis en œuvre 69 (sic) ans plus tard en Ukraine, par le coup d'État du Maïdan, avec une subvention de 5 milliards de dollars de la CIA. Pire encore : « *l'opération Impensable* » prévoyait le recours aux troupes nazies vaincues et même le largage d'une bombe atomique si nécessaire.

Les données tectoniques de Jonathan Walker ont été extraites du Centre d'archives Churchill, de l'Institut Sirkoski, du Musée impérial de la guerre et des Archives nationales. Il est encore plus frappant de constater que la date fatidique du 1er juillet 1945 avait dû être reportée sine die en raison du largage de la première bombe atomique états-unienne sur Hiroshima le 6 août 1945, soit 37 jours plus tard !

[3] « *Operation Unthinkable* », National Archives UK. Changing Direction : British Military Planning for Post-war Strategic Defence, Julian Lewis, Routledge (2008).

[4] *Operation Unthinkable : The Third World War : British Plans to Attack the Soviet Empire 1945*, Jonathan Walker, History Press (2013).

[5] « The roots of fascism in Ukraine : From Nazi collaboration to Maidan », Sam Shipman, Liberation School, January 4, 2018. « *Qui sont les nationalistes intégraux ukrainiens ?* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 15 novembre 2022.

J-C – Cette fusion remonte à Cromwell en 1656...

Dictateur... mais mondial !

Etats-Unis : Trump menace la Chine avec 200 % de droits de douane sur les terres rares - 20 Minutes/AFP 26 août 2025

Donald Trump a haussé le ton face à la Chine, menaçant lundi d'imposer jusqu'à 200 % de droits de douane sur les produits chinois si Pékin ne facilitait pas l'exportation d'aimants en terres rares, un matériau crucial pour l'automobile, l'électronique et la défense. « *Ils doivent nous donner des aimants. S'ils ne nous en donnent pas alors nous leur imposerons des droits de douane autour de*

200 % », a déclaré Donald Trump depuis le Bureau ovale, aux côtés du président sud-coréen Lee Jae-myung.

Premier producteur mondial de terres rares, la Chine a instauré début avril un système de licences pour contrôler leurs exportations, une décision perçue à Washington comme un acte de représailles. Les deux pays s'étaient déjà livrés à une escalade tarifaire, atteignant 125 % côté américain et 145 % côté chinois, avant d'engager des pourparlers ayant permis un répit.

Pour sécuriser son approvisionnement, le Pentagone a pris une participation majoritaire dans MP Materials, seule société américaine exploitant des terres rares, tandis que Pékin a obtenu de son côté un assouplissement partiel sur les exportations américaines de semi-conducteurs de pointe.

Et dictateur insulaire !

Totalitarisme. Oppression. Etat policier. Privation de liberté à perpétuité.

Pas de bière, pas de foot, pas de rock : le Royaume-Uni sévit avec ses nouvelles restrictions judiciaires - RT 26 août 2025

Les juges britanniques pourront bientôt interdire pubs, concerts ou stades aux délinquants. Ces mesures s'ajoutent à des contrôles antidrogues renforcés et à une vaste réforme des prisons et de la probation.

Le gouvernement britannique vient de présenter une réforme qui élargit considérablement les pouvoirs des juges. Les délinquants pourront se voir interdire l'accès aux pubs, aux concerts et aux événements sportifs, mais aussi être soumis à des limitations de déplacement ou de conduite, voire à des interdictions de voyage.

Ces nouvelles sanctions s'appliqueront aussi aux sortants de prison suivis par le service de probation, qui devront désormais se soumettre à des dépistages obligatoires de drogues, y compris s'ils n'ont aucun antécédent de dépendance.

La ministre de la Justice, Shabana Mahmood, a justifié ces mesures par la volonté de « *rendre les rues britanniques plus sûres* » et de réduire la criminalité. Jusqu'ici, certaines interdictions – comme l'exclusion des stades – n'étaient possibles que pour des délits spécifiques. Le changement législatif les étend désormais à l'ensemble des infractions.

Parallèlement, Londres poursuit une réforme d'ampleur de son système carcéral. Plus de 2 400 nouvelles places ont été créées depuis l'été 2024, dans le cadre d'un programme de 7 milliards de livres visant à en ajouter 14 000. RT 26 août 2025

Mes commentaires publiés par le blog Réseau International.

Article : Déchirer le brouillard de guerre

(L'auteur est un écrivain monarchiste catholique extrémiste nommé Philippe Broquère, dit Broq, déguisé en progressiste il se fait passer pour un « éveillé », version Inquisition ou maccarthisme !)

– « *Le socialisme est à la base de toutes les dictatures.* »

– « *Il n'y a pas de neutralité possible désormais, soit l'on sert ce système, soit on le combat.* »

Au moins on sait dans quel camp il combat, celui des ennemis de notre émancipation et de la liberté. Telle est la finalité de tous ses articles, vous entraîner sur le terrain de la pire réaction tout en flattant votre égo... Pas de temps à perdre.

Article : La sédition et la ténacité face à la déliquescence de l'empire américain, jusqu'où ?

- « – ... *l'importance et la pesanteur de l'histoire dans l'évolution économique et politique.*

– ... *replacer les facteurs clés qui ont présidé à l'évolution des tendances antérieures.*

– *Le monde ne peut pas stagner et la dynamique de l'évolution est toujours en œuvre.*

– *La réalité d'aujourd'hui pullule de signes avant-coureurs et d'indicateurs clés qui renseignent sur l'effondrement et la dégénérescence de l'empire américain.* »

Voilà des éléments objectifs à prendre en compte pour analyser sérieusement la situation...

J'étendrai « *l'effondrement et la dégénérescence de l'empire américain* » au capitalisme mondial au stade de l'impérialisme, puisqu'il est incapable de satisfaire les besoins sociaux et les aspirations démocratiques d'aucun peuple de la planète, alors que les moyens existent...

Y mettre un terme devrait être notre objectif politique. Alors pourquoi nous n'y arrivons pas, si ce n'est parce que justement, nous ne sommes pas capables de fournir une interprétation correcte de la situation, à partir de laquelle nous élaborerions une stratégie (ou théorie) de combat qu'un grand nombre adopterait pour renverser le capitalisme. Chaque fois des intérêts individuels viennent perturber ce processus et prennent le dessus, de sorte qu'il échoue lamentablement.

Un tel consensus avait commencé à se dessiner à l'initiative de Marx et Engels autrefois, puis grâce à Lénine principalement, mais depuis près d'un siècle nous ne sommes jamais parvenus à recréer ces conditions favorables au développement du mouvement ouvrier, parce que le fil de leur héritage (et de leurs enseignements) a été rompu, ce que nous refusâmes d'admettre par modestie, lire pas absence de modestie. Plus les conditions ouvrières s'améliorèrent au cours du XXe siècle, plus le capitalisme fut idéalisé, au point de lui trouver des vertus, de sorte que chacun se crut investi du pouvoir de détenir la vérité et de l'imposer aux autres...

La lutte de classe du prolétariat perdit son caractère collectif, elle abandonna ses objectifs politiques, sa dynamique fut brisée, elle changea de nature. La vérité fut contestée, elle fut dissoute,

elle se disloqua, avec les réseaux dits sociaux, elle s'éparpilla, la démocratie avec, les nihilistes triomphèrent avec leur cortège de guerres. Il paraît que ce serait le prix à payer pour avoir toujours raison ou détenir la vérité. Une telle prétention ou un tel amour-propre constituent un obstacle à toute progression sur la voie de la vérité, qui n'est la propriété de personne puisque c'est un bien commun ou partagé, il y a urgence à en prendre conscience. Il y a du boulot !

Article : 3ème Guerre mondiale ? – « *Ce qu'on vous cache est bien plus dangereux que ce qu'on vous montre* »

- Encore un prophète de l'apocalypse !

Cela devrait ravir les idéologues de la stratégie de la peur ou de la terreur. Rien de tel pour affaiblir la volonté, briser la résistance à l'esclavage salarié, qui plus est en s'en remettant aux institutions internationales du capital, ceux qui ont à leur actif plus de 250 guerres depuis 1945...

Article : L'IA est, était, dès le départ, une arnaque de l'industrie technologique. Récupérée par le Très Grand Capital qui a vu une bouée de sauvetage

- Voilà qui confirme de manière magistrale le commentaire que j'avais publié hier à la suite de l'article « *L'IA, miroir de notre époque* », un miroir aux alouettes en somme. Merci monsieur Bertez pour toutes ces précisions.

Article : Se préparer au chaos organisé par l'OMS

« – *Il est nécessaire de s'informer sur l'existence de ces organisations parallèles qui permettent de vivre bien en dehors de ce système piégé par les criminels du Nouvel Ordre Mondial dont fait partie l'OMS.* »

Tout cela est fort bien dit, bien que déjà connu et rabâché mille fois, mais hélas la conclusion est un désastre !

Car, s'il existait des « *organisations parallèles qui permettent de vivre bien en dehors de ce système* », à quoi bon le combattre, à quoi vouloir le renverser, à quoi bon proposer une alternative politique, c'est un appel à la soumission, à la capitulation en fait.

En résumé : Croire qu'en rejoignant ces organisations ou en pratiquant une forme de « *chacun pour sa gueule* », les privilégiés et s'en tireront mieux que les autres qui n'auront qu'à crever, c'est se faire de graves illusions ou à quel prix !

Si l' « *éveil de la conscience* » ou la « *surconscience* » doit servir à réaliser un tel objectif individualiste, je préfère encore crever avec mon idéal humaniste collectif. A suivre

En aparté.

Ici, Modi a décidé de démanteler la communauté d'Auroville, située à 10 kilomètres de Pondichéry dans le sud de l'Inde.

Après 68, des Occidentaux friqués s'étaient lancés dans un projet de ville du bonheur dans le futur... En réalité, sous couvert d'une philosophie mystico- religieuse, une escroquerie intellectuelle, quelques centaines d'occidentaux allaient se construire à bon compte, grâce à la main d'oeuvre nombreuse et bon marché, un cadre de vie idyllique dont ils seraient les administrateurs et les seuls à profiter pleinement jusqu'à leur mort.

Cette utopie a pris fin, depuis que le gouvernement fédéral a repris entièrement le contrôle de la Fondation Auroville. Je suis bien informé parce que mon beau-fils en est un des chefs comptables. J'habite juste à côté, à 2 kms, dans un petit village du Tamil Nadu. J'y vais uniquement pour acheter du pain, des croissants et des pains au chocolat.

En 30 ans j'ai eu l'occasion de croiser de nombreux Français Aurovilliens, qui ne visaient que leur petit confort personnel en termes d'objectif spirituel, dont ils n'avaient rien à foutre, ce qu'ils ne laissaient jamais transparaître, trompant ainsi des milliers d'Occidentaux qui leur feront des dons en espèces ou en nature, en travaillant gratuitement le temps de leur séjour à Auroville. Il y a toujours des naïfs à escroquer, pour croire ce genre de trucs. C'est dégueulasse.

N'écoutez pas les charlatans qui vous promettent un épanouissement individuel ici-bas, dans un monde dominé par l'exploitation et l'oppression, la barbarie. Battez-vous (et organisez-vous) plutôt pour réunir les conditions collectives qui permettront d'y mettre un terme, alors seulement vous pourrez envisager de vous épanouir individuellement sans avoir de compte à rendre à personne, sans avoir à rougir pour avoir fait preuve d'indifférence envers ceux qui étaient plus mal lotis que vous. On peut tromper tout le monde, sauf soi-même...

Article : Défendre l'humanité

- « – *L'Inde (...) a toujours défendu la cause du bien.* »

On s'étrangle en lisant cela, je parle au nom du milliard de pauvres que compte l'Inde, les 400 millions restants appartiennent à la classe moyenne qui bénéficient de conditions d'esclavagisme plus avantageux, mais qui sont tout aussi malheureux...

On ne s'imagine pas quel cauchemar cela peut être de travailler 6j/7 12mois/12 et d'être condamné à vivre dans la précarité absolue tout au long de son existence.

La quête de la vérité, cela ne veut rien dire, c'est démagogique, ridicule.

Article : L'IA, miroir de notre époque

- J'ai l'impression que lorsqu'on aborde ce sujet, comme d'habitude on passe à côté de l'essentiel.

L'IA fait ce qu'elle veut.

C'est juste un instrument cognitif comme un autre, un dictionnaire ou une encyclopédie, somme toute limité et borné.

L'IA est une base de données reliées entre elles qui fait dans le prêt-à-porter, pour le sur-mesure, il faut aller voir ailleurs.

C'est une nature morte, inorganique, au sens de dépourvue de sensibilité, de vie.

Elle est dépourvue des sens qui permettent aux hommes d'avoir des rapports avec le monde extérieur, elle est incapable de traduire en pensées ses réactions sensorielles, donc de les communiquer et de les partager.

Je lui ai livré quelques lignes de politique, où j'avais introduit des expressions fortement chargées émotionnellement pour voir comment elle allait les rendre, et je n'ai pas été déçu, elle les a lissées ou effacées, elle a complètement défiguré mon texte !

Elle a également modifié la ponctuation qui rythme un texte, qui le fait changer pour les poètes ou ceux qui ont l'oreille musicale, elle a haché mon texte, là où le lecteur aurait dû se retrouver à bout de souffle et se poser des questions, il s'est endormi en chemin !

Elle n'aime pas non plus le mélange des genres, des niveaux de langue, elle supprime tout ce qui dépasse, elle est hyper conformiste.

A l'arrivée cela donne un texte épuré, dénaturé, aseptisé, déshumanisé, sans personnalité, sans intérêt en ce qui me concerne.

En réalité, contrairement à ce qui est écrit dans cet article et certains commentaires, l'IA est employée par une infime minorité de la population pour une infime minorité de tâches. Je parle à l'échelle mondiale.

Quant à penser à la place des hommes, on voit ici qu'ils n'ont pas attendu après elle pour se comporter de la sorte ! Ce texte n'a pas été amélioré avec l'IA.

Article : Le serment d'allégeance à Israël, cette abomination

- Ne cherchez pas, ils sont comme cela.

Etre croyant de nos jours, c'est être un homme ou une femme arriérée, sous-développée. Il y a beaucoup de bac +10 parmi eux !

Ma compagne tamoule est une fervente hindoue pratiquante. En discutant avec elle, j'ai réussi à lui faire dire qu'elle n'était pas croyante, dans le sens où elle ne croit dans aucune divinité, elle croit qu'en ayant de bonnes pensées pour quelqu'un ou en priant pour lui, cela peut l'aider à résoudre ses problèmes ou retrouver la santé par exemple.

Donc inconsciemment, elle croit dans la puissance de sa pensée ou de ses bonnes dispositions et non dans celle d'un Dieu.

Je ne cherche pas à la dissuader d'abandonner sa religion. Je ne fais pas partie de tous ces lecteurs qui passent leur temps à juger et à condamner ceux qui ne partagent pas leurs idées.

Totalitarisme. Wokisme et cancel culture.

Au Japon, cachez cette statue de jeune fille dénudée que je ne saurais voir - Courrier International 23 août 2025

J-C - Dans ce monde dirigé par de sordides psychopathes, le corps de la femme, de beauté, d'harmonie, d'épanouissement, de fertilité, de plaisir, il est devenu malsain, synonyme de culpabilisation, de voyeurisme, de libertinage, de perversité, de prostitution, bref, une abomination, à cause des hommes évidemment, qui sont appelés à s'en détourner au profit de fil en aiguille des hommes, de jeunes hommes, d'enfants.

En cassant le rapport entre pulsion sexuelle et besoin affectif qu'un homme et une femme pouvaient éprouver l'un pour l'autre, ils les ont ravalés au rang d'animaux sauvages parmi ceux dont les mœurs sont les moins règlementées ou les plus débridées. Ils en ont fait des objets de prostitution et de pornographique favorisant le développement de l'homosexualité et de la pornographie, le transgenrisme, les sentiments sont éphémères et aussi volatiles que le cours des actions cotées en Bourse. Il n'y aurait pas lieu d'en être choqué, si ce n'était pas bien triste, et de surcroît, difficile à vivre quand l'être aimée s'est laissé tenter par ce miroir aux alouettes.

Courrier International - Dans les années d'après-guerre, les autorités japonaises ont installé des statues de jeunes filles dénudées en bronze dans des lieux publics comme des parcs ou des bibliothèques. Ces femmes représentaient d'une certaine façon la liberté et la paix, valeurs jugées plus en conformité avec la société de l'époque. Or, ces dernières années, le nombre de mairies qui décident de les retirer se multiplie, rapporte la chaîne de télévision japonaise FNN.

Selon le quotidien, qui a dépêché son journaliste sur place, son avis ne fait pour autant pas l'unanimité : *"Le fait qu'elles ne portent pas de vêtements ne m'a jamais gênée"*, raconte une riveraine interrogée par le journal. Or cette inquiétude d'être en décalage avec le temps contemporain semble gagner de plus en plus de mairies au niveau national. Courrier International 23 août 2025

J-C - Ce sont les "élites" ou les élus qui relaient cette campagne mondiale non pas en faveur des droits des femmes, mais contre, pas les peuples.

Demain ils dénonceront quoi, le port de bas, de talons hauts, le maquillage, les jupes ou robes courtes, les corsages un peu trop ouvert ou échancré, les bras pas suffisamment couverts ? Je dis cela, alors que je ne pense pas que certains de ces comportements soient très avisés ou recommandables, mais je ne juge pas celles qui y recourent, c'est leur droit, leur liberté, et on doit les respecter. Le puritanisme, c'est la bonne conscience des tyrans.

France.

Lu.

$157+240+100+34 = 531$ milliards d'euros

Selon les calculs de l'IRES dans son rapport « Un capitalisme sous perfusion », publié en 2022, le montant des aides aux entreprises a plus que triplé entre 1999 et 2019, passant de 50 à 157 milliards d'euros, soit 30% des dépenses du projet de loi de finances 2021 – trois fois plus que le budget de l'Éducation nationale. S'y sont ajoutés les dispositifs d'urgence liées à la crise Covid, estimées par Bruno Le Maire à 240 milliards d'euros en août 2021, auxquels se sont plus ou moins additionnés le plan de relance (100 milliards d'euros) ou encore le plan France 2030 (34 milliards).

$74+20 = 94$ milliards d'euros

Il est un autre chiffre qui a augmenté au même rythme, sinon plus rapidement encore : les dividendes versés par les grands groupes à leurs actionnaires. Après avoir augmenté de 265% entre 2000 et 2019 pour atteindre 49,2 milliards d'euros, ils ont battu des records historiques ces dernières années, jusqu'à culminer à 74 milliards d'euros au titre de l'année 2023, à quoi s'ajoutent plus de 20 milliards d'euros en rachats d'actions.

En face, les effectifs des grandes entreprises en France fondent comme neige au soleil. Ils ont diminué de 12% pour les sociétés du CAC 40 entre 2000 et 2019. Et la situation ne va pas en s'améliorant. Michelin, Auchan, Valeo, Vencorex, Exxon... En 2024, 564 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) ont été validés et/ou homologués d'après les statistiques de la Dares, soit 41% de plus qu'en 2023. Près de 56 000 emplois directs sont concernés. De quoi pousser le Premier ministre Michel Barnier, en novembre dernier, à s'interroger sur « *ce qu'on a fait, dans ces groupes, de l'argent public qui leur a été donné* ».

Budget 2026 : Près de deux Français sur trois veulent une dissolution et de nouvelles législatives - 20minutes.fr

D'après un sondage publié au lendemain de l'annonce d'un vote de confiance, les Français ne souhaitent pas garder François Bayrou à Matignon.

J-C – Ont-ils pris les devants par crainte d'une mobilisation massive le 10 septembre pour tenter de la désamorcer ? J'en doute, car si l'enjeu politique est trop important, rien en cas de censure n'empêcherait Macron de reconduire Bayrou Premier ministre et de former un nouveau gouvernement en reconduisant la plupart des ministres. Je suis absent de France depuis si longtemps (29 ans), que j'ignore l'état précis du pays et de l'état d'esprit des masses.

François Bayrou demande un vote de confiance, ces partis annoncent déjà la couleur - Le HuffPost 25 août 2025

La fin du gouvernement de François Bayrou est-elle imminente ? Alors que le Premier ministre a annoncé ce lundi 25 août qu'il solliciterait un vote de confiance le 8 septembre prochain pour

trancher la « *question centrale* » de « *la maîtrise de nos finances* », les premières réactions des partis d'opposition lui sont particulièrement hostiles.

À gauche, les réactions sont pour l'instant relativement unanimes. « *Désormais, chacun est au pied du mur et doit prendre position clairement. Les parlementaires insoumis voteront le 8 septembre pour faire tomber le gouvernement* », a affirmé le coordinateur de LFI, Manuel Bompard, sur X. « *Bayrou accepte de se soumettre à la démocratie parlementaire, contrairement à Macron qui continue son coup de force en refusant de reconnaître le résultat des dernières élections* », a de son côté souligné le leader LFI Jean-Luc Mélenchon, affirmant qu'« *il n'y a pas de majorité pour lui* ».

François Bayrou sollicite un vote de confiance avant même le débat sur le budget

« *Comment accorder sa confiance à une majorité qui a un tel bilan, qui a fait tant de mal depuis 2017 ? Nous voulons une politique capable de répondre aux urgences sociales, climatiques. Nous voulons un pacte d'avenir pour la France. Nous voulons un autre gouvernement* », a réagi sur X Fabien Roussel, secrétaire général du PCF.

Même position du côté des Écologistes. « *François Bayrou pense pouvoir partir en héros inconnus. Ce vote de confiance (qu'il n'a pas fait en arrivant) est de fait une démission. Les Écologistes n'ont pas confiance dans ce PM qui porte un projet irresponsable aussi bien socialement qu'environnementalement. Nous voterons contre* », a réagi Marine Tondelier sur X.

Après quelques heures, le Parti socialiste s'est également exprimé, par l'intermédiaire de son premier secrétaire, Olivier Faure, qui a qualifié la décision de François Bayrou « *d'auto-dissolution* ». « *Il est évidemment inimaginable que les socialistes votent la confiance au premier ministre. Comment peut-il croire un seul instant que des opposants à tout ce qui a été fait par ce gouvernement entreraient maintenant dans sa majorité ?* », poursuit-il. Laissant donc comprendre que les députés du PS voteront contre cette confiance.

Du côté du Rassemblement national, qui ne s'était jusqu'ici pas associé aux motions de censure déposées contre le Premier ministre, le ton est également donné : ils voteront contre la confiance.

« *Nous voterons évidemment contre la confiance au gouvernement de François Bayrou* », a écrit Marine Le Pen sur X, affirmant que « *François Bayrou n'a visiblement pas compris que les Français ont pleinement conscience de la crise économique et financière dans laquelle est plongé notre pays après huit années de macronisme* ». La cheffe de file du Rassemblement national réclame également une « *dissolution* », qui « *permettra désormais aux Français de choisir leur destin, celui du redressement avec le Rassemblement national* ».

« *François Bayrou vient d'annoncer la fin de son gouvernement, miné par son immobilisme satisfait. Jamais le RN ne votera la confiance à un gouvernement dont les choix font souffrir le peuple français. Nos compatriotes attendent une alternance et un retour aux urnes : nous y sommes prêts* », avait écrit plus tôt sur X Jordan Bardella, le président du RN. Son allié Éric Ciotti a également jugé « *inimaginable d'accorder la confiance* » au gouvernement Bayrou.

Grève générale illimitée avec occupation et manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale.

J-C - L'intersyndicale jaune souhaite faire du 10 septembre une "journée d'action".

Cet appel fait penser à celui des Gilets Jaunes qui serait sorti de nulle part, mais est bien sorti de quelque part ! C'est à croire qu'on ne souhaiterait pas qu'on découvre son origine ou qu'on se penche sur cette question par crainte de ce qu'on pourrait découvrir qui ne correspondrait pas à la version qu'on nous avait donné, l'épouvantail de l'extrême droite ne suffisant pas à épuiser le sujet sert à se focaliser dessus pour masquer que ce n'est pas l'origine de ces opérations l'essentiel, mais la manière dont elles se déroulent dans une direction donnée, comment les masses réagissent ou s'en emparent, sachant que tous ceux qui ont appelé au 10 septembre sont farouchement contre un changement de régime.

« Tout bloquer » le 10 septembre : comme les partis politiques, les syndicats dans le flou face au mouvement - Le HuffPost 23 août 2025

« Il y aura forcément une journée d'actions », assure la responsable, mais « en intersyndicale, non ce n'est pas possible de décider de rejoindre le 10 septembre ». D'autant que « maintenant que Mélenchon a appelé à soutenir le mouvement, on ne va certainement pas se mettre derrière LFI », pointe un responsable syndical sous couvert d'anonymat.

Sophie Binet, leader de la CGT, s'est montrée vendredi matin prudente sur cette initiative lancée hors des centrales syndicales et qui a pris de l'ampleur après la présentation par le Premier ministre, mi-juillet, de mesures d'économies drastiques.

Si « les revendications sociales et la dénonciation » du projet de budget rejoignent « tout à fait notre analyse », « sur le reste, les choses sont très nébuleuses », a jugé Sophie Binet sur France Inter.

Tout en saluant « la multiplication des initiatives de mobilisation », qui « montre la volonté d'action et la grande colère sociale », la CGT reste « très vigilante sur les tentatives de noyautage et d'instrumentalisation de l'extrême droite, qui, à certains endroits, essayent de développer des discours anti syndicaux » ou de la diriger contre « les immigrés ».

Mais sans attendre l'avis du bureau confédéral de la CGT, qui se réunira mardi et mercredi pour définir la position officielle du syndicat, plusieurs de ses instances départementales et fédérations, dont celles de la chimie et du commerce, ont déjà décidé de soutenir le mouvement.

Chez Force ouvrière, certains militants s'interrogent eux aussi : « On nous demande ce qu'est cette journée du 10 septembre », témoigne Patricia Drevon, secrétaire confédérale, auprès de l'AFP.

« Il y a des mots d'ordre avec lesquels je suis d'accord, par exemple les revendications qui luttent contre l'austérité, ne veulent pas perdre les deux jours fériés, ou pour la sauvegarde des services publics ; d'autres sont absurdes, et d'autres encore tout simplement abjectes », estime Patricia Drevon, évoquant des messages xénophobes. Le HuffPost 23 août 2025

En complément.

10 septembre : et si les blocages gagnaient les lycées avec cet appel à la mobilisation ? - Le HuffPost 25 août 2025

L'Union syndicale lycéenne (USL) a appelé ce lundi 25 août au « *blocage des établissements* » scolaires pour s'opposer au projet de budget du gouvernement de François Bayrou.

Palestine occupée.

- Des frappes israéliennes font 33 morts à Gaza, après l'annonce de la famine - AP 23 août 2025

Au moins 33 personnes, parmi lesquelles des Palestiniens réfugiés dans des tentes ou à la recherche d'aide alimentaire, ont été tuées samedi à Gaza par des frappes et des tirs israéliens, selon des hôpitaux locaux.

- Une frappe sur un hôpital de Gaza a fait 20 victimes, dont cinq journalistes - AP 25 août 2025

- Gaza : Un ministre néerlandais démissionne, faute d'accord sur de nouvelles sanctions pour faire pression sur Israël - 20minutes.fr 22 août 2025

- « Nous ne pouvons rester silencieux » : La lettre de 12 survivants de la Shoah pour dénoncer la famine à Gaza - Paris Match 23 août 2025

Alors que l'ONU a déclaré l'état de famine à Gaza, 12 survivants de la Shoah viennent de signer une lettre demandant à Israël d'arrêter d'affamer la population.

- À Rock en Seine, Kneecap milite pour Gaza et contre le gouvernement israélien malgré la polémique - Le HuffPost 25 août 2025

Le trio nord-irlandais a accusé Benjamin Netanyahu d'être un « *criminel de guerre* » et le gouvernement français d'être « *complice* » de la guerre à Gaza.

« *Free Palestine !* », projeté en immense sur la scène et un drapeau palestinien en toile de fond. Le trio nord-irlandais Kneecap, dont l'un des membres est poursuivi par la justice britannique pour soutien au Hezbollah, a donné ce dimanche 24 août un concert sous haute surveillance au festival Rock en Seine. Malgré les voix qui se sont élevées contre sa présence dont celles de Bruno Retailleau et du Crif, le groupe a de nouveau milité contre les frappes israéliennes à Gaza. Et a aussi fait passer un message au gouvernement français.

Ce concert d'une heure s'est tenu devant plusieurs milliers de personnes à Saint-Cloud, à l'ouest de Paris. Et Kneecap a, une nouvelle fois, fait de son show une tribune pour la cause palestinienne sur fond de guerre dans la bande de Gaza. Le HuffPost 25 août 2025

Australie: gigantesques manifestations de soutien aux Palestiniens de Gaza - RFI 24 août 2025

Des rassemblements de soutien aux Palestiniens de Gaza se sont déroulés, ce 24 août, dans une quarantaine de villes à travers toute l'Australie. Le Palestine Action Group, à l'initiative de cette journée d'action, dit avoir recensé plusieurs centaines de milliers de manifestants et estime qu'il s'agit là du plus grand rassemblement de soutien à la Palestine dans l'histoire de l'Australie.

Contrairement à ce que réclament les manifestants, Canberra se refuse pour l'instant à sanctionner Israël. RFI 24 août 2025

Les pays islamiques veulent suspendre Israël de l'ONU – RT 25 août 2025

Les États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) ont annoncé, dans une déclaration commune à l'issue de leur réunion du 25 août à Djeddah, qu'ils examineront le maintien d'Israël aux Nations unies, en raison de ses violations répétées des résolutions de l'organisation et des conditions d'adhésion. Ils coordonneront « *les efforts pour suspendre l'adhésion d'Israël aux Nations unies* ».

Les pays islamiques ont invité tous les États à prendre toutes les mesures légales et efficaces possibles pour empêcher Israël de « *poursuivre ses crimes contre le peuple palestinien, y compris en soutenant les efforts visant à mettre fin à son impunité et à le tenir responsable de ses violations* ». Ils ont appelé à imposer des sanctions à l'encontre d'Israël, ainsi qu'à cesser « *de fournir ou de transférer des armes, des munitions et du matériel militaire à son encontre, y compris du matériel à double usage* ».

Dans ce contexte, les membres de l'OCI tiennent Israël pour « *pleinement responsable de la poursuite de la guerre et du mépris délibéré des initiatives de cessez-le-feu* ».

Etats-Unis.

NBC News : Trump estime que Kiev doit accepter l'accord proposé par Moscou - RT 23 août 2025

Le président américain Donald Trump aurait signalé à l'Ukraine qu'elle devait accepter un accord, principalement selon les conditions de la Russie, a rapporté NBC News, citant un représentant anonyme de la Maison Blanche. La chaîne américaine renvoie à une publication du locataire de la Maison Blanche du 21 août sur Truth Social, qui indique : « *Il est très difficile, pour ne pas dire impossible, de gagner une guerre sans attaquer [...]. C'est comme une grande équipe sportive dont la défense est fantastique, mais qui n'a pas le droit de jouer en attaque. Il n'y a aucune chance de succès !* »

NBC News a également noté que Donald Trump travaillait toujours à l'organisation d'une réunion bilatérale avec les responsables russe et ukrainien. RT 23 août 2025

Ukraine.

Ukraine : Kiev entend légaliser la russophobie avec un nouveau terme - RT 23 août 2025

L'Ukraine franchit une nouvelle étape dans sa politique anti-russe : le Parlement ukrainien s'apprête à adopter une loi incluant le terme «*rachisme*», qui désigne prétendument l'idéologie russe. Ce projet prévoit aussi une nouvelle désignation du conflit – «*Guerre pour l'indépendance*» –, renforçant ainsi encore davantage la russophobie dans le pays.

La Verkhovna Rada (le Parlement ukrainien) a l'intention d'adopter un projet de loi qui inclura le terme inventé «*rachisme*», une désignation russophobe de l'idéologie de la Russie. La vice-présidente de la commission des Affaires humanitaires et de l'Information de l'Ukraine, Evguénia Kravtchouk, a déclaré que ce terme serait introduit au niveau législatif.

En outre, la Verkhovna Rada prévoit également d'inclure dans le nouveau projet de loi le terme «*Guerre pour l'indépendance*» pour désigner le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Evguénia Kravtchouk a précisé que la loi viserait à «*commémorer la guerre*».

La russophobie, propagée de toutes les manières possibles par les autorités ukrainiennes depuis plus d'une décennie déjà, est en fait l'un des principaux axes de la politique intérieure du régime de Kiev. Cela est confirmé par les déclarations d'un député ukrainien, Nikolay Kniajitsky, qui a constaté à la Verkhovna Rada : «*La langue et la foi ukrainiennes doivent être protégées et tous les vestiges du "monde russe" doivent être éradiqués. Nous devons promouvoir fermement les valeurs ukrainiennes et notre histoire à l'échelle mondiale. Parce que ce sont les électeurs américains qui empêchent désormais grandement l'administration américaine de soutenir la Russie.*»

Les autorités russes ont à maintes reprises dénoncé la discrimination à l'égard de tout ce qui est russe en Ukraine. Après 2015, plus de 900 localités ukrainiennes dont les noms étaient liés à la Russie et à l'URSS ont été rebaptisées, et plus de 2 000 monuments soviétiques ont été démantelés. Ce travail s'est intensifié après le début de l'opération militaire en 2022. En avril 2023, Volodymyr Zelensky a signé une loi interdisant de donner à des entités géographiques des noms liés à la Russie.

La langue russe fait également l'objet d'une discrimination sévère en Ukraine. Les autorités ukrainiennes ont totalement interdit les œuvres d'art, les livres, les films, les spectacles et les chansons en russe, interdisent l'enseignement du russe dans les écoles et les universités, et exigent que les élèves ne communiquent qu'en ukrainien à l'école. En juin dernier, la chaîne de librairies «*Sens*» a proposé à ses clients de recevoir gratuitement un exemplaire de la Constitution ukrainienne dans lequel le passage relatif à la protection de la langue russe a été raturé.

En novembre 2024, le groupe sociologique ukrainien Rating a mené une enquête auprès de la population, selon laquelle près de 40 % des Ukrainiens utilisent à des degrés divers la langue russe à la maison. Par ailleurs, parmi les habitants des régions du sud et de l'est du pays, plus de la moitié parlent à la fois russe et ukrainien. RT 23 août 2025

Le "fou" des rois de la finance... et de la guerre.

Vers un compromis en Ukraine ? Des projets énergétiques évoqués entre Moscou et Washington, selon Reuters - RT 26 août 2025

Des responsables russes et américains ont discuté ce mois-ci de plusieurs accords énergétiques en marge de négociations visant à mettre fin au conflit en Ukraine, selon cinq sources proches des pourparlers, citées par Reuters.

D'après l'agence de presse britannique, ces propositions étaient conçues comme des incitations destinées à « *pousser le Kremlin* » à accepter un accord et à convaincre Washington d'assouplir certaines sanctions.

Les discussions auraient porté sur la possibilité pour ExxonMobil de réintégrer le projet pétrolier et gazier Sakhaline-1, ainsi que sur l'éventuel achat par Moscou de matériel américain destiné à ses projets de gaz naturel liquéfié, en particulier Arctic LNG 2. Une autre idée évoquée concernait l'achat par les États-Unis de brise-glaces à propulsion nucléaire construits en Russie.

Toujours selon Reuters, ces échanges ont eu lieu lors du déplacement à Moscou de l'émissaire américain Steve Witkoff, qui a rencontré le président russe Vladimir Poutine et Kirill Dmitriev, directeur du Fonds russe d'investissement direct. Le sujet aurait aussi été abordé à la Maison Blanche avec Donald Trump, puis brièvement évoqué lors du sommet d'Alaska le 15 août. Une source a précisé à Reuters que l'objectif de Washington, après ce sommet, était de présenter un grand accord d'investissement, car Donald Trump jugeait que c'était ainsi qu'il pourrait afficher un succès tangible.

J-C - Qui est au commande, quel est le sens de cette guerre, on a la réponse ici. Au passage, je vous ferais remarquer que j'avais évoqué comme probable le scénario décrit ici, d'un côté des concessions territoriales, de l'autre des garanties de développements économiques futurs très importants.

Envoi de troupes en Ukraine : «*Vas-y toi-même*», lance Salvini à Macron, l'ambassadeur italien convoqué au Quai d'Orsay - RT 23 août 2025

Nouvelle prise de bec diplomatique franco-italienne, après une sortie du numéro deux du gouvernement italien, Matteo Salvini. « *Des soldats italiens en Ukraine ? Absolument pas. Si Emmanuel Macron le veut, qu'il y aille lui-même. Mets un casque, prends un fusil et vas-y toi-même en Ukraine* », a-t-il lancé lors d'une prise de parole le 20 août à Milan. Dès le lendemain, l'ambassadeur italien à Paris Emanuela D'Alessandro était au Quai d'Orsay, où elle avait été convoquée, ont rapporté plusieurs médias publics français.

Selon le quotidien italien *La Repubblica*, cette convocation de l'ambassadeur ferait suite à l'absence de réponse du Palais Chigi – siège de la présidence du Conseil des ministres – ainsi que du ministère italien des Affaires étrangères, que le conseiller diplomatique d'Emmanuel Macron et l'ambassadeur français auraient appelé à désavouer la Ligue du Nord, que dirige Matteo Salvini.

Ce n'est pas la première fois que Matteo Salvini critique Emmanuel Macron sur le dossier ukrainien. « *Zelensky demande la paix, Trump œuvre pour la paix, Poutine veut la paix* » tandis qu'« *à Bruxelles et Paris, il y a un fou* », avait lancé début mars le vice-président du Conseil des ministres, également à l'occasion d'un déplacement à Milan. RT 23 août 2025

La «coalition des volontaires» s'égare dans ses désirs - RT 23 août 2025

Mikhaïl Rostovsky, chroniqueur du journal russe Moskovsky Komsomolets, analyse les désaccords entre les alliés européens au sujet d'un éventuel envoi de troupes en Ukraine : Varsovie le rejette catégoriquement, Berlin hésite, Paris insiste. Ce buzz médiatique sert à saboter par tous les moyens le processus de paix en Ukraine.

À quoi sert donc tout ce buzz médiatique mondial qu'on observe à l'heure actuelle ? Dmitri Novikov, professeur adjoint à l'École des hautes études en sciences économiques et chercheur principal à l'Institut de Chine et d'Asie contemporaine de l'Académie russe des sciences, propose l'hypothèse suivante sur sa chaîne Telegram : *« Tout ce bavardage européen sur les troupes occidentales en Ukraine n'a pas pour but de les déployer en Ukraine... Ces discussions visent à retarder la fin de l'Ukraine autant que possible. Elles visent à freiner le processus de négociations, à ne pas accepter les conditions de Poutine, à ne pas en assumer la responsabilité et à éviter de prendre des décisions... Plus précisément, la racaille européenne fait ce type de déclarations pour que Poutine réponde « non ». Ainsi, ils pourront de nouveau hurler en public à propos de l'agresseur et de son vrai visage, et soupirer avec soulagement. »*

Même si c'est un peu émotionnel, c'est à mon avis très juste. Les Européens continuent de jouer le rôle de spoiler – une force qui sabote par tous les moyens le processus de paix en Ukraine. Et ils le font de pair avec Volodymyr Zelensky, un homme politique pour qui la paix en Ukraine signifie la fin de sa carrière politique, voire pire. La logique des Européens est claire : plus la Russie s'occupe de l'Ukraine, plus elle y dépensera de ressources et moins elle en aura à sa disposition. La logique de Zelensky est également claire : il est bien plus agréable d'être le visage du régime de Kiev que de se retrouver à la retraite avec une réputation douteuse. Mais quelle logique sera « *plus logique* » à long terme ?

Il y a une raison pour laquelle la Russie est très impliquée dans le processus de paix, tout en le considérant avec beaucoup de calme et sans attentes excessives. Si un accord est conclu, Moscou sera satisfait. Si ce n'est pas le cas, cela lui conviendra aussi. Un accord sera malgré tout conclu dans l'avenir mais à des conditions encore moins favorables pour les Européens que celles proposées aujourd'hui par la Russie. RT 23 août 2025

Russie.

Garanties de sécurité pour l'Ukraine : une illusion atlantiste qui portera atteinte à la sécurité de la Russie – RT 24 août 2025

Le processus politico-diplomatique des «*garanties de sécurité pour l'Ukraine*» touche à sa fin. Pour Karine Bechet-Golovko, l'idée même de ces garanties va à l'encontre de l'intérêt de la Russie, qui devrait sortir du paradigme imposé par les atlantistes, si elle veut mettre un terme à cette guerre cyclique d'épuisement réciproque.

Les spéculations les plus folles circulent autour de la question des garanties de sécurité pour l'Ukraine. Personne n'en connaît le contenu réel, qui devrait bientôt être fixé de part et d'autre, mais chacun sent une possibilité : de remporter une victoire diplomatique décisive nullifiant les difficultés militaires pour les atlantistes ; de tenter de faire reconnaître ce qui a déjà été acquis, certes au prix douloureux du reniement de tout le reste, pour la Russie.

Ainsi, les positions des deux parties au conflit, les atlantistes et la Russie, se présentent sur le fond et dans la forme de manière radicalement différente.

Les globalistes laissent sous-entendre qu'il faudrait faire des concessions territoriales, que ce « *grand pays souverain* » qu'est l'Ukraine n'entrerait pas dans l'OTAN... mais qu'un équivalent de l'art.5 du Traité de l'OTAN lui serait garanti par les pays de l'Axe atlantiste et qu'une armée puissante est, selon Rubio, la meilleure de ces garanties.

Ils présentent une position très compacte, avec des rôles parfaitement répartis. Les globalistes européens jouent la tête de pont, énoncent le programme maximal, auquel doit réagir la Russie. Ce qui permet de mieux comprendre quelles sont les véritables lignes rouges russes et celles, qui peuvent allègrement être dépassées ou marchandées.

Les globalistes américains reprennent l'adage russe du bon tsar et des méchants boyards. Trump serait le gentil, qui veut la « *paix* », mais il y a le méchant état profond, avec lequel, Ô grand jamais promis juré craché la main sur le cœur (d'ailleurs il aime bien Poutine), il n'a de lien. Ce qui permet à ses faucons bien disciplinés, comme Rubio et Witkoff, de mettre en place une ligne dure. La seule ligne qui existe en période de guerre, à savoir celle de la capitulation de l'ennemi. En l'occurrence la Russie.

De son côté, la Russie diffuse des éléments de langage parfois assez contradictoires et dont le cadre référentiel reste encore en grande partie sous influence atlantiste. Si la déglobalisation est en cours, à la quatrième année de guerre, elle n'est pas encore acquise.

Pour une raison surprenante, et comme nous le soulevons régulièrement, la Russie accepte de placer sa ligne politico-diplomatique dans le paradigme imposé par les atlantistes.

Ainsi, s'il est évident que le territoire est important, les autorités russes ne cessent de répéter n'avoir aucune vision territoriale en Ukraine et avancer en quelque sorte... presque contre leur gré, sous l'influence de l'action des atlantistes. Je cite Lavrov : « *Nous n'avons jamais prétendu qu'on avait besoin juste de nous emparer de territoires. Nous n'avons jamais pris pour cible, en tant que territoires, ni la Crimée, ni le Donbass, ni la Nouvelle Russie. Nous aspirions à protéger les gens, les Russes qui habitaient depuis des siècles ces terres ; qui les ont découvertes et qui ont versé leur sang pour elles en Crimée et dans le Donbass ; qui ont créé des villes : Odessa, Nikolaïev et bien d'autres, ainsi que des ports, des usines et des fabriques.* » Ce n'est pas ce genre de déclaration, qui va soulever l'enthousiasme populaire. Mais si cet enthousiasme n'est pas nécessaire ou doit rester contenu, pour une raison ou pour une autre, alors ces déclarations ont toute leur place.

Une terre russe dans un État étranger, l'Ukraine

Il en ressort qu'il s'agit bien d'une terre russe, comme l'avait rappelé le président Poutine devant Loukachenko, mais une terre qui serait légalement et légitimement donc à un État étranger, l'Ukraine, comme découlant de la défaite stratégique de 1991. Une défaite qu'il est encore mentalement difficile à ces élites, qui en sont majoritairement issues, de remettre en cause. Ce qui conduit la politique russe dans une situation de pat : sans pouvoir concevoir la victoire (et s'en donner les moyens), elle ne peut – heureusement – accepter la défaite.

Nous voyons ainsi émerger un discours politico-médiatique, qui bien loin d'être monolithique, comme il le devrait en période de guerre, est hésitant et contradictoire. Ainsi en est-il de la question fondamentale du contrôle du reste du territoire ukrainien en cas de cessez-le-feu. Avant de se reprendre et de refuser catégoriquement la présence de tout contingent militaire étranger, la Russie

envisageait initialement la possibilité d'une présence militaire à égalité avec la participation de la France, la Grande-Bretagne, la Chine, l'Inde.

Tout cela donne l'image d'un pays hésitant, manquant de vision stratégique, divisé à l'intérieur de ses élites sur la suite à donner. Ce qui va largement dans l'intérêt des atlantistes, utilisant les « *pacifistes* », c'est-à-dire les partisans de la « Pax Americana », pour faire pression et construire le Vaux d'Or de la collaboration win-win russo-américaine. À quoi bon le Monde russe, à quoi bon la Russie historique, il n'est plus, elle est tombée en 1991, rien ne sert de la relever, elle peut entrer dans les livres d'histoire... avant d'en être sortie et de disparaître définitivement des esprits, ce qui permettra une « paix globale » pour un Monde global, où chaque identité, histoire, civilisation aura enfin disparu.

L'idée même de « *garanties de sécurité* » pour « *l'Ukraine* » est un élément de la politique atlantiste, un non-sens si l'on sort de ce paradigme pour revenir dans celui d'un combat existentiel entre les atlantistes et la Russie.

Comme le dit très justement Sergueï Panteleev : « *Car les « garanties de sécurité pour l'Ukraine » sont des garanties de sécurité pour un régime russophobe, dont l'existence n'a de sens que dans le but de porter atteinte à la sécurité de la Russie.* »

Nous sommes ainsi passés de la discussion en 2021 des éléments de la sécurité de la Russie, avec la rencontre Biden-Poutine qui n'a évidemment abouti à rien, à la garantie de la sécurité de « *l'Ukraine* »... contre la Russie... par les atlantistes. À rester dans le paradigme de l'ennemi, le curseur de la normalité se déplace à son avantage.

Pour comprendre le danger – et au minimum l'impasse – de ce processus de « *garanties* », il faut revenir sur deux éléments : la nature de l'Ukraine et le type de conflit, qui est en cours.

Vouloir octroyer des « *garanties* » à l'Ukraine signifie reconnaître ce pays comme un État et cela indépendamment de la personnalité formellement à la présidence, aujourd'hui Zelensky demain quelqu'un d'autre.

Quelles que soient in fine ces garanties, si la Russie les accepte, elle « *crée* » un État ukrainien, dans le sens juridique du terme, qui sera politiquement totalement contrôlé de l'extérieur et dont l'action sera dirigée contre elle. Puisqu'elle ne contrôlera pas politiquement le territoire, qui restera sous la coupe des atlantistes.

De plus, la Russie reconnaîtra ainsi définitivement la défaite de 1991 comme insurmontable, ce qui ne pourra manquer d'avoir des conséquences géopolitiques sérieuses.

Un conflit long, d'usure, cyclique, comme la Guerre de Cent ans

En ce qui concerne ce conflit, nous ne sommes pas, comme nous le répétons souvent, dans le cadre d'une Troisième Guerre mondiale potentielle ou en cours. C'est un conflit de type plus ancien, qui rappelle la Guerre de Cent ans ou la Guerre de Trente ans. Des conflits longs, d'usure, cycliques. Comme l'explique à juste titre Andreï Ilnitsky dans son article « *Les technologies innovatrices de la guerre mentale* » : « *La guerre devient une « nouvelle normalité » et l'état du monde : elle est permanente, multicomposante, répartie et en réseau. (...) Elle n'a pas de début, mais elle connaît des phases d'escalade. Elle n'a pas de fin, mais elle connaît des trêves temporaires. Il s'agit d'une guerre, qui consiste à identifier, cibler et exploiter systématiquement les vulnérabilités de l'ennemi jusqu'à son épuisement complet. (...) L'Occident mène cette guerre comme un conflit global et total*

pour l'hégémonie mondiale. (...) Il s'agit d'une guerre d'usure pour le reste du monde (non occidental), qui doit tomber « aux pieds de l'hégémon ». D'un point de vue historique, cela rappelle la guerre de Trente Ans du XVIe siècle en Europe. ». RT 24 août 2025

Burkina Faso.

Des ONG burkinabè voient une volonté de contrôler les populations africaines derrière « Target Malaria » - french.presstv.ir 24 August 2025

Les autorités burkinabè ont décidé de mettre un terme aux activités du projet Target Malaria, un programme financé par la Fondation Gates et consacré à la lutte contre le paludisme à travers l'utilisation de moustiques génétiquement modifiés.

Des ONG locales l'ont dénoncé comme risqué, y voyant une volonté de contrôler les populations africaines. Le Burkina Faso a décidé de suspendre un programme de recherche financé par la Fondation Gates et destiné à lutter contre le paludisme, l'une des principales causes de mortalité en Afrique, rapporte RT citant Bloomberg. Cette décision intervient après de vives critiques émanant d'activistes hostiles à l'influence occidentale.

Le projet, baptisé Target Malaria, visait à développer une espèce de moustiques incapable de transmettre la maladie. Cette semaine, les autorités burkinabè ont ordonné l'arrêt immédiat de ces activités, a déclaré le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Samuel Paré.

Il a également indiqué que tous les échantillons seraient détruits conformément à un protocole strict. Les premières expérimentations remontent à 2019, lorsque des moustiques mâles génétiquement modifiés ont été relâchés dans le village de Bana, situé à l'ouest du pays et comptant environ un millier d'habitants.

Depuis, d'autres libérations ont eu lieu sur différents sites, le dernier lâcher ayant été réalisé quelques jours seulement avant la suspension du programme. D'après l'Organisation mondiale de la santé, 95 % des décès liés au paludisme surviennent sur le continent africain. Plusieurs organisations de la société civile au Burkina Faso se sont élevées contre ce projet.

Elles l'ont qualifié de risqué, opaque et potentiellement dangereux, alertant sur des conséquences imprévisibles et irréversibles pour la santé humaine et les écosystèmes. Certains sont même allés plus loin, présentant l'initiative comme un usage irresponsable de la recherche scientifique, destinée selon eux à « exercer un contrôle sur les populations africaines ».

Inde.

L'Inde rejette les critiques occidentales sur l'achat de pétrole russe - RT 24 août 202

L'Europe et les États-Unis achètent du pétrole à l'Inde, malgré les accusations visant New Delhi d'acquiescer au brut russe et de financer le conflit en Ukraine, a déclaré le ministre indien des Affaires

étrangères Subrahmanyam Jaishankar, appelant les Occidentaux à ne pas acheter de pétrole « *si cela ne leur plaît pas* ».

« *Si vous avez des problèmes avec l'achat de pétrole ou de produits pétroliers en provenance d'Inde, ne les achetez pas. Personne ne vous oblige à les acheter* », a-t-il indiqué lors de la conférence « *The Economic Times World Leaders Forum* », retransmise par l'agence Asian News International (ANI).

Peter Navarro, conseiller économique du président américain, avait déclaré que l'Inde n'avait pas besoin du pétrole russe et qu'elle cherchait surtout à tirer profit du raffinage pour en retirer des gains financiers. Il a exhorté l'Inde à « *se comporter de manière appropriée* » si elle souhaitait coopérer avec les États-Unis sur les questions stratégiques.

L'homme politique américain avait déjà reproché à New Delhi de « *refuser de reconnaître son rôle* » dans le financement du conflit en Ukraine. En réponse à ces accusations, le chef de la diplomatie indienne a réagi avec ironie : « *Écoutez, c'est drôle. Les personnes qui travaillent pour l'administration américaine pro-business accusent les autres de faire des affaires.* »

Subrahmanyam Jaishankar a également fait remarquer que le plus grand acheteur de pétrole russe restait la Chine, tandis que l'Union européenne demeurait le principal importateur de gaz naturel liquéfié. Il a aussi rappelé que les États-Unis avaient eux-mêmes, ces dernières années, encouragé l'Inde à contribuer à la stabilisation des marchés mondiaux de l'énergie, y compris par l'achat de pétrole russe, et a jugé les propos de Washington dépourvus de logique.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 31 août 2025

La grève générale ne se décrète pas, qui plus est quand elle est appelée par de fieffés réactionnaires qui se revendiquent du néolibéralisme ou du libertarianisme ou qui prônent ouvertement la liquidation des syndicats et des partis du mouvement ouvrier, mais pas celle des syndicats patronaux et des partis de droite ou d'extrême droite.

Voilà pour l'orientation politique de la journée d'action du 10 septembre à laquelle le NFP et les syndicats se sont ralliés, hormis la CFDT et l'extrême droite opposés par principe à tout blocage de l'économie capitaliste dont ils sont des agents. Lire la suite plus loin.

La politique est un cauchemar en France.

Sans déconner et sans être prétentieux, le jour où je recevrai dix courriels par jour, je me demanderai si on ne serait pas à la veille d'une crise révolutionnaire, pas avant.

En famille. Le fakir et l'équilibriste

Ruffin

- « Notre grande affaire, ce n'est pas de faire détester tel ministre, ce n'est pas de faire détester la police, ce n'est pas de faire détester le Parti socialiste », mais « de nous faire aimer ». Le HuffPost 31 août 2025

J-C – Il a le droit de les aimer.. et nous de le détester !

Faure (PS)

- “Il n'est pas interdit de penser qu'il y a des gens intelligents chez les députés macronistes pour se dire qu'ils ont intérêt à éviter le chaos, la confrontation sociale, la violence et essayer de faire quelque chose qui soit équilibré”. BFMTV 30 août 2025

J-C - Il ne s'interdit rien, il ose tout... Ils se connaissent bien, et pour cause, c'est marrant comme ils se ressemblent, vous ne trouvez pas ?

Mimétisme. Guerre psychologique préventive. Stratégie de la peur. Psychose collective. Ils sont en guerre permanente contre tous les peuples.

Royaume-Uni : le gouvernement se préparerait en silence à des morts massives, selon un média norvégien - RT 25 août 2025

Le Royaume-Uni prévoirait l'installation de structures capables d'accueillir jusqu'à 700 corps en cas de crise majeure. Tentes, conteneurs et bâtiments provisoires pourraient être mobilisés en quelques jours. Présentées comme de simples mesures de prévention, ces préparations suscitent des interrogations, faute d'explications claires des autorités. RT 25 août 2025

La France prépare-t-elle ses hôpitaux à une guerre de grande ampleur en Europe ? - RT 27 août 2025

Le gouvernement français aurait ordonné aux hôpitaux de se préparer à un afflux massif de blessés issus d'un conflit armé. Cette directive, qui vise une mise en œuvre complète d'ici mars 2026, prévoit la création de centres médicaux pour accueillir des centaines de soldats, y compris étrangers, dans un cadre défini par les obligations de l'OTAN. RT 27 août 2025

La Pologne publie un guide de survie à destination de ses citoyens en cas «de crise et de guerre» - RFI 29 août 2025

Le gouvernement polonais a publié jeudi 28 août 2025 un manuel de survie pour les citoyens, censé les préparer à faire face à des situations de crise comme une guerre, une catastrophe naturelle, ou d'une menace terroriste. RFI 29 août 2025

La fin justifie les moyens.

La faim recule fortement en Asie, mais progresse en Afrique - LePoint.fr 27 août 2025

Selon le rapport sur « *l'état de sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* » publié sous l'égide des Nations unies, l'Asie reste la région du monde où est recensé le plus grand nombre de personnes victimes de sous-alimentation. Elles étaient 323 millions en 2024 et y représentaient 6,7 % de la population mondiale.

En raison de la taille de sa population (1,45 milliard d'habitants), l'Inde est le pays du monde qui compte le plus grand nombre de personnes sous-alimentées : 172 millions en 2024, soit 12 % de la population, en baisse toutefois par rapport aux 243 millions recensés en 2005 (21 % de la population). Elle est suivie par le Nigeria (45 millions), le Pakistan (41 millions), la République démocratique du Congo (40 millions), l'Éthiopie (25 millions) et le Bangladesh (18 millions).

À Haïti et en Somalie, plus de la moitié de la population touchée

C'est à Haïti que la prévalence de la sous-alimentation est la plus élevée au monde. Elle y atteint 54,2 % de la population. Viennent ensuite la Somalie, avec 53,2 % de personnes sous-alimentées, Madagascar (39,5 %), la République démocratique du Congo (38,5 %), la Zambie (37,2 %) et le Kenya (36,8 %).

La prévalence de la sous-alimentation en Afrique se situait à 20,2 % en 2024, tandis que le nombre de personnes sous-alimentées y a augmenté de 179 à 307 millions au cours de cette période (depuis 2005 - J-C).

À l'échelle mondiale, la proportion de personnes souffrant de la faim a reculé de 12 % en 2005 à 8,5 % en 2024, tandis que leur nombre a diminué de 789 millions à 673 millions. Selon les projections de l'ONU, la baisse devrait se poursuivre d'ici à 2030, pour s'établir à 512 millions de personnes, dont 60 % en Afrique. LePoint.fr 27 août 2025

J-C – Après un tel constat, personne n'osera nous accuser d'extrémisme quand nous caractérisons le monde dans lequel nous vivons de pourri, cruel, barbare, et qu'il y a urgence à éradiquer le capitalisme ou l'exploitation de la surface de la Terre.

Qu'on ne nous demande pas de faire preuve de tolérance envers ceux qui en ont conscience et qui refusent de rompre avec le capitalisme et ses institutions, car c'est tout à fait possible chacun à son niveau, sans même avoir besoin de s'engager au sein d'une organisation, s'y refuser sous prétexte qu'elles seraient toutes compromises reviendrait hypocritement à se faire les complices des affameurs. A chacun sa responsabilité.

Depuis 30 ans que je vis en Inde, j'ai réduit mon alimentation des trois quart ou plus encore. Ici on mange un plat unique accompagné d'eau. On ne connaît pas : apéritif, entrée (s), plat de résistance, fromage, dessert, le tout arrosé de vin, café et éventuellement pousse-café. Le repas est pris en 15 minutes maximum, on ne traîne pas à table, quand il y a une table...

Totalitarisme. Propagande. Leur humanisme est la politesse des salauds, particulièrement dans le secteur médical.

Selon un cardiologue, cet aliment bourré de cholestérol serait un véritable fléau pour la santé - Grazia 28 août 2025

Dans les colonnes du magazine *Make it*, la cardiologue américaine, Dr Elizabeth Klodas, fait état des aliments les plus souvent mis en cause chez les patients concernés par le mauvais cholestérol. "*J'essaie toujours d'utiliser d'abord l'alimentation comme médicament*", explique l'experte avant de citer ce qui est selon elle l'un des pires aliments pour la santé : il s'agit de nulle autre que la viande rouge.

J-C – Cela ne devrait pas vous étonner. Si vous vous fiez aux intentions que cette cardiologue affiche, vous êtes foutu ! Elles ne valent que dalle !

Leur méthode consiste à criminaliser un aliment consommé de manière excessive, et à généraliser les conclusions auxquelles ils parviennent, sans tenir compte qu'il est indispensable à l'équilibre biologique lorsqu'il est consommé modérément. Pourquoi ? Parce qu'ils ont décidé idéologiquement ou pour des raisons basement mercantiles inavouables, que la population devait changer de

comportement en excluant les protéines animales de leur alimentation, car au-delà de la viande rouge, ils visent tous les aliments de nature animale. En fait, ils mettent délibérément gravement en danger la santé de la population. Le contrôle des consciences ne servirait à rien, s'il n'était pas combiné au contrôle des comportements, le totalitarisme ne saurait tolérer aucune faille, aucune critique, aucun opposant...

Grazia - Parmi les autres aliments à éviter, selon l'experte, on retrouve aussi les aliments frits, les viennoiseries, les gâteaux et les pâtisseries. Grazia 28 août 2025

J-C – A écouter ces tyrans, on ne mangerait plus rien ou on devrait se priver de tout !

Ce qu'il faut savoir ou retenir.

Lu - Les protéines sont des composants essentiels de toute forme de vie, jouant des rôles vitaux dans la construction des tissus, la communication cellulaire, la digestion, l'immunité, la respiration et la reproduction. Elles sont composées d'une chaîne d'acides aminés, qui sont des briques que l'organisme assemble selon les instructions de son code génétique pour former des protéines fonctionnelles. L'apport quotidien de protéines alimentaires est nécessaire pour fournir les acides aminés essentiels que le corps ne peut pas fabriquer lui-même.

J-C - Nous avons compris que si nous nous passons de protéines animales, notre santé sera fragilisée, carencée, voire gravement menacée. Alors pourquoi insistent-ils tellement pour que la population réduise sa consommation de protéines animales, sinon pour la réduire à son tour, cela doit s'inscrire dans leur théorie transhumaniste de dépeuplement de la Terre. Tout du moins, on est en droit de le penser puisque leurs arguments relèvent de l'escroquerie. Leurs normes ne valent rien, elles sont déterminées selon des critères idéologiques et non scientifiques, ils les abaissent ou les augmentent en fonction de l'objectif qu'ils se sont fixés.

Une alimentation diversifiée et équilibrée fera l'affaire pour rester en bonne santé. Partant de là, à part les produits de l'industrie agro-alimentaire bourrée de saloperies chimiques de synthèse qu'il faut éviter, rien n'est à bannir, à chacun de se nourrir à sa convenance sans commettre d'excès à répétition, conformément à ses préférences ou goûts, personne ne doit nous dicter quoi que ce soit en la matière.

Pourquoi sommes-nous tous en désaccord les uns avec les autres ? Cette question m'obsède.

Pourquoi, chaque fois qu'on examine les analyses et les positions adoptées par les différents organisations du mouvement ouvrier, on s'aperçoit qu'il nous est impossible d'en partager une ou plusieurs, parce qu'elles coïncident avec celles de la classe dominante au lieu de se situer sur le terrain de classe du prolétariat.

Il m'est arrivé à plusieurs reprises au cours des dernières années de tomber malade durant des mois, ma dernière expérience fut la pire, elle dura du printemps 2023 au 25 août 2025. Durant ces longues périodes tout le monde voulut m'envoyer consulter chez un médecin ou à l'hôpital. Je refusai obstinément car je considérais que si j'étais tombé malade, c'était uniquement parce que j'étais victime d'un désordre de nature biologique, et non du fait d'un élément étranger puisque personne dans mon entourage subissait le même sort, il allait de soi que je ne retrouverais la santé qu'à condition de rétablir l'équilibre biologique antérieure à la maladie. Par conséquent, il revenait à moi seul de créer cette condition ou de renouer avec elle, c'est ce que je fis en recourant à un traitement

naturel, tout en dormant 10 à 12 heures par jour et en réduisant au minimum toute activité, y compris intellectuelle. Et si à peine quelques jours je fus entièrement rétabli, ce ne fut pas par miracle, mais parce que j'avais adopté une méthode ou thérapie conforme à mon état de santé ou à la réalité.

Au cours de ma vie, je suis rarement tombé malade, et je n'ai subi aucune pathologie grave. Parvenu à 70 ans, à part la dentition et la vue affaiblie par les longues heures passées devant un écran d'ordinateur, tous les organes fonctionnent normalement, parce que j'avais adopté un mode de vie et une alimentation relativement sobre et saine, de sorte que les quelques excès que je me permis, n'eurent aucune influence sur mon état de santé général.

Partant de là, pourquoi irais-je incriminer je ne sais quel élément extérieur quand je ne me sens pas très bien, pourquoi irais-je chercher ailleurs, alors que j'en suis la cause. Le même raisonnement ou la même démarche devrait s'appliquer à la dérive du mouvement ouvrier pour en cerner la nature et y remédier. Je sais que c'est plus facile à dire qu'à faire, parce que nous sommes en présence de nombreux acteurs politiques, toujours est-il que nous n'avons pas le choix. Après 30 mois de souffrances et avoir fumé pendant 60 ans, j'ai dû me résoudre à arrêter totalement de fumer du jour au lendemain pour retrouver la santé ou continuer à vivre tout simplement, sinon vous ne seriez peut-être pas là à lire ces lignes. J'en ai parfaitement conscience, donc tout dépend de ce que l'on veut dans la vie, et bien cela vaut pour tous ceux qui parlent en notre nom, au nom du socialisme.

Ne vous prenez pas les pieds dans le tapis !

Un pas en avant, deux pas en arrière (Extraits) - Lénine 1904

(Selon Lénine en 1903)

- L'action spontanée des ouvriers, limitée aux seules revendications économiques, ne peut les conduire automatiquement à la conscience socialiste, et que les théories « *économistes* » n'aboutissent qu'à placer le mouvement ouvrier naissant dans le sillage de la bourgeoisie. Il faut, selon lui - et c'est précisément la tâche entreprise par l'Iskra - introduire les idées socialistes dans la classe ouvrière, en construisant un parti ouvrier qui sera le champion de ses intérêts, son éducateur et sa direction. (Pierre Broué sur *Le Parti Bolchévique*.)

Lénine - Le prolétariat n'a d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation. Divisé par la concurrence anarchique qui règne dans le monde bourgeois, accablé sous un labeur servile pour le capital, rejeté constamment « *dans les bas-fonds* » de la misère noire, d'une sauvage inculture et de la dégénérescence, le prolétariat peut devenir - et deviendra inévitablement - une force invincible pour cette seule raison que son union idéologique basée sur les principes du marxisme est cimentée par l'unité matérielle de l'organisation qui groupe les millions de travailleurs en une armée de la classe ouvrière.

- ...il est des révolutions qui ressemblent à la réaction, dirons-nous en paraphrasant l'expression inoubliable de l'inoubliable camarade Makhov. Il faut savoir si c'est l'aile révolutionnaire ou l'aile opportuniste du Parti qui a été la force réelle ayant accompli la révolution ; il faut savoir si ce sont les principes révolutionnaires ou les principes opportunistes qui ont animé les combattants, pour pouvoir établir si l'une ou l'autre des révolutions concrètes a fait avancer ou reculer le « *monde* » (notre Parti).

Le congrès de notre Parti a été un événement unique en son genre, sans précédent dans l'histoire du mouvement révolutionnaire russe. Pour la première fois, un parti révolutionnaire clandestin a pu sortir des ténèbres de l'illégalité pour paraître au grand jour, et montrer à tous et à chacun la marche et l'issue de notre lutte au sein du Parti, la physionomie de notre Parti et de chacun de ses éléments un peu marquants, en matière de programme, de tactique et d'organisation. Pour la première fois, nous avons pu nous libérer des traditions de ce relâchement propre à l'esprit de cercle et du philistinisme dans les milieux révolutionnaires, réunir des dizaines de groupes les plus divers, souvent farouchement hostiles les uns aux autres, uniquement liés entre eux par la force d'une idée et prêts (prêts en principe) à sacrifier leur particularisme et leur indépendance de groupe au profit d'un tout grandiose, le Parti que, véritablement, nous sommes en train de constituer pour la première fois.

Mais en politique les sacrifices ne s'obtiennent pas pour rien ; il faut les gagner de haute lutte. Inévitablement, la lutte autour de la dissolution projetée des organisations a été des plus acharnées. Le vent frais de la lutte ouverte et libre s'est fait tourbillon. Celui-ci a balayé - et il a bien fait ! – tout ce qui subsistait encore des intérêts, sentiments et traditions de cercle, et il a créé pour la première fois les organes responsables dignes d'un parti.

J-C – Pourquoi sommes-nous incapables de « *nous libérer des traditions de ce relâchement propre à l'esprit de cercle et du philistinisme dans les milieux révolutionnaires* » ? Posez la question à vos dirigeants et cadres, et envoyez-nous leurs réponses, nous les publierons anonymement.

Hier il m'est venu une réflexion à l'esprit : Tout cela viendrait du fait que nous ne maîtrisons pas suffisamment la dialectique. Nous passons à côté de beaucoup de choses, de l'essentiel surtout. Nous croyons comprendre des choses qui nous échappent encore. On surestime nos connaissances. On manque singulièrement de modestie, de discernement, de logique, de discipline, de sérieux. On se crispe sur des formules ou des principes auxquels on n'a rien compris. On rejette toute critique. On est bourré d'a priori, d'arrière-pensées, de tabous, de dogmes. Concevoir une discussion libre et sérieuse est hors de notre portée, parce qu'on n'est pas réellement indépendant, si on l'était qu'aurions-nous à craindre d'une confrontation d'idées ? Pour nous, l'essentiel c'est d'avoir toujours raison, de détenir la vérité révélée et de ne rien concéder, car notre fonds de commerce vaut plus que tous les intérêts collectifs réunis. Notre idéal et nos convictions, nos objectifs, sont négociables, marchandables, vendables

Pourquoi je n'appellerai pas à faire grève ou à manifester le 10 septembre.

Changement d'orientation politique ou changement de régime politique ?

Je maintiens mon analyse, les masses se sont embourgeoisées au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours, la grande majorité d'entre elles dispose d'un revenu et d'un mode de vie comparables à ceux des classes moyennes, et quant à la crise du capitalisme en France, elle n'a pas pris à ce jour la tournure d'une crise sociale généralisée aux conséquences dramatiques pour la majorité des masses ou jeter à la rue des millions de travailleurs qui seraient réduits à la misère noire. Par conséquent, les conditions d'une crise révolutionnaire qui surgirait soudain le 10 septembre n'existent pas ou alors c'est une vue de l'esprit.

Certes, il existe dans ce pays une grande pauvreté et des millions de chômeurs, mais un tas de mécanismes institutionnels et privés sont mis en œuvre pour permettre d'en atténuer les conséquences les plus graves, de sorte qu'elles soient contenues et qu'ils ne meurent pas par milliers dans la rue. Tout a été fait depuis de très longues années pour rendre le capitalisme supportable aux masses... qui lui rendent bien, voilà tout.

Tous les partis du mouvement ouvrier ont contribué à des degrés divers à créer et entretenir cette situation favorable au capitalisme, particulièrement ceux qui ont entretenu l'illusion cruelle qu'une situation révolutionnaire pourrait voir le jour, alors que les conditions n'avaient jamais été réunies ou n'existeraient pas avant longtemps pour qu'elle survienne. Ils allèrent jusqu'à théoriser leur collaboration avec la bourgeoisie. A partir de discours radicaux, flatteurs et trompeurs, ils attirèrent vers eux les éléments révolutionnaires de la classe ouvrière et des classes moyennes, sans jamais vraiment les former au marxisme, leur imposant des tactiques ou des orientations politiques opportunistes qui ne permettraient jamais de construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire ou qui se solderaient par la dislocation et la dégénérescence de l'avant-garde révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Pour autant, au sein du mouvement ouvrier, dans les syndicats et l'ensemble des partis dits ouvriers, des milliers de militants continuent de combattre quotidiennement au côté de la classe ouvrière dans des conditions extrêmement difficiles contre l'orientation opportuniste de leurs dirigeants.

En dehors du mouvement ouvrier, point de socialisme, point de salut ! Gardez cela précieusement à l'esprit, vous allez tout de suite comprendre pourquoi.

L'orientation de l'appel du 10 septembre est ouvertement réactionnaire, anti-ouvrier, antisocialiste.

"Bloquons tout le 10 septembre" : le dilemme des initiateurs du mouvement face aux soutiens venus du monde politique ou syndical - franceinfo.fr 27 août 2025

En Meurthe-et-Moselle, cela fait quatre mois que Gilles se prépare à cette journée : *"J'ai déjà commencé à afficher partout où je peux. Il n'y a aucun logo politique ou syndical !"* Cette absence de couleur politique est essentielle pour le conducteur de travaux, bientôt à la retraite, qui a rendu sa carte du syndicat Force Ouvrière. Selon lui, ce mouvement du 10 septembre ne peut fonctionner que sans les syndicats et les partis politiques. S'ils veulent tout de même participer, il pose une condition : *"Ou vous manifestez avec nous et vous êtes blancs comme tout le peuple, ou vous dégagez et vous allez manifester ailleurs."*

Julien Marissiaux est de ceux qui ont lancé ce mouvement au mois de mai. Membre du collectif Les Essentiels, il habite dans le Nord, à côté de Hazebrouck. Il ne ferme pas la porte aux partis et aux syndicats, même s'il espère leur disparition.

Julien Marissiaux, l'un des initiateurs du mouvement du 10 septembre à franceinfo : *"Que des partis politiques décident de s'approprier le 10 septembre, il n'y a pas de problème. Mais l'une de nos revendications phares, c'est la dissolution des partis politiques et des syndicats. Pour nous, ce sont des structures qui servent à diviser et qui ne représentent pas grand-chose."*

J-C – Ils ne devraient demeurer que les partis de la réaction et les syndicats patronaux.

Par avance ou quoi qu'il arrive, l'intersyndicale se pose en briseur de grève, c'est tout ce qu'il y a à en attendre.

L'intersyndicale appelle à une journée de "*manifestations et de grève*" le 18 septembre, huit jours après le mouvement "*Bloquons tout le 10 septembre*" - franceinfo.fr 29 août 2025

L'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, Solidaires, FSU) appelle à une journée de mobilisation commune sur l'ensemble du territoire le 18 septembre, "*y compris par la grève et la manifestation*", a annoncé la secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, vendredi 29 août. Cette journée de mobilisation aura donc lieu dix jours après le vote de confiance sollicité par le Premier ministre, François Bayrou, à l'Assemblée nationale, et huit jours après le mouvement "*Bloquons tout le 10 septembre*". franceinfo.fr 29 août 2025

« *Bloquons-tout* » : Le mouvement se massifie et s'organise selon les services de renseignement - 20minutes.fr 29 août 2025

La crainte d'un embrasement ? L'appel à « *tout bloquer* » à partir du 10 septembre inquiète le gouvernement mais pas seulement. A quelques jours de cette mobilisation lancée sur les réseaux sociaux et les messageries, le mouvement prend de l'ampleur. RMC révèle ce vendredi que les services de renseignement constatent une organisation de plus en plus massive, notamment sur les réseaux sociaux. Et ce malgré la chute annoncée du gouvernement Bayrou.

« *Le rythme [...] des réunions préparatoires s'accélère* » avec « *un nombre de participants plus fourni* », souligne ainsi la direction du renseignement territorial auprès de la radio privée.

Les services notent toutefois qu'aucune action nationale de grande ampleur ne se prépare pour l'instant, mais plutôt des blocages ciblés de manière locale, avec des cibles comme des sites pétroliers, des dépôts Amazon. A ce mouvement s'ajoute désormais la grogne des syndicats. L'ensemble des organisations réunies vendredi ont proposé une journée de mobilisation sur l'ensemble du territoire le 18 septembre, « *y compris par la grève et la manifestation* ».

Chasser Macron, non, gouverner avec lui. Au secours, "*la gauche revient*" !

Après le gouvernement Bayrou, "*nous sommes volontaires pour être les suivants*", lance le socialiste Olivier Faure - franceinfo.fr 29 août 2025

Le premier secrétaire du Parti socialiste Olivier Faure a demandé, vendredi 29 août, à Emmanuel Macron de nommer un Premier ministre issu de la gauche, en cas de chute du gouvernement de François Bayrou le 8 septembre. "*Nous sommes volontaires pour être les suivants !*", a-t-il lancé devant les universités d'été de son parti, à Blois (Loir-et-Cher). Prônant "*une autre manière de gouverner*", il a pris "*l'engagement de ne pas utiliser le 49-3, ce qui mécaniquement nous obligera à trouver des compromis texte par texte*".

J-C - Chacun aura compris qu'avec le parti de Macron, le MoDem et LR. le PS et Faure se proposent de prendre le relai de Bayrou pour appliquer la même politique ultra réactionnaire... Les autres partis du NFP devraient en être, les uns ouvertement, les autres plus sournoisement, inutile de les nommer, vous les connaissez.

franceinfo - Il affirme que la gauche prouvera "*qu'il est possible de désendetter le pays sans enfoncer les classes populaires et moyenne*", et "*que le désendettement ne peut signifier l'asphyxie de l'activité*". "*La gauche revient*", s'est écrié le premier secrétaire du PS, qui a semblé se positionner pour la fonction de Premier ministre.

J-C – Comme il est impossible « *de désendetter le pays* » sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, sans exproprier le CAC 40 sans indemnité, les banquiers, etc. et que « *la gauche* » y est farouchement opposée, vous aurez compris pour qui ou quels intérêts Faure se voit bien gouverner.

Lu.

Alors après Bayrou ? Macron nommera-t-il un nouveau Premier ministre, dégainera-t-il l'article 16 pour gouverner seul ou une troïka formée par la BCE, la Commission européenne et le Fonds monétaire international prendra-t-elle en main les destinées de la France surendettée ? Les trois options sont possibles.

Combat contre la dictature climatique et le Green New Deal de Davos.

Critique d'un livre du géologue Andy May - Association des climato-réalistes 28 août 2025

<https://www.climato-realistes.fr/critique-dun-livre-de-andy-may>

<https://www.science-climat-energie.be/wp-content/uploads/2024/02/25-premieres-pages.pdf>

Santé.

La mission sur la désinformation en santé de Neuder, un pari risqué pour la vérité et la République - France-Soir 29 août 2025

<https://edition.francesoir.fr/opinions-editos/la-mission-sur-la-desinformation-en-sante-de-neuder-un-pari-risque-pour-la-verite>

États-Unis : Mourante, elle guérit soudainement de la maladie de Lyme après avoir été attaquée par des abeilles - 20 Minutes 28 août 2025

Une histoire à peine croyable. Aux États-Unis, une femme de 45 ans a été guérie de la maladie de Lyme grâce à l'attaque d'un essaim d'abeilles, rapporte Popular Mechanics ce samedi.

Diagnostiquée quinze ans plus tôt, la quadragénaire britannique, physicienne de profession, était hospitalisée en soins palliatifs en Californie (États-Unis). Souffrant d'intenses douleurs chroniques, elle n'avait plus que quelques jours à vivre. Lors d'une sortie à l'extérieur, elle a cependant été attaquée par un essaim d'abeilles africanisées (ou abeilles tueuses).

Disparition progressive de tous les symptômes

La victime s'attendait à faire un choc anaphylactique fatal. Pendant trois jours, elle a en effet subi une forte fièvre et des inflammations lancinantes. Mais le quatrième jour, la quadragénaire s'est réveillée dans un état stable... et même meilleur qu'auparavant. Les douleurs liées à la maladie de Lyme s'étaient apaisées.

Au fur et à mesure, tous ses symptômes (fièvre, inflammation, fatigue cognitive) ont disparu. La bactérie responsable de la maladie de Lyme a finalement complètement disparu de son organisme, et ce grâce à la mélittine, une protéine contenue dans le venin d'abeille.

De précédentes études ont déjà mis en lumière les propriétés antibactériennes, antifongiques et anti-inflammatoires de cette protéine. Le venin d'abeille aurait même, selon certains chercheurs, des vertus à explorer dans la lutte contre le cancer et divers virus. 20 Minutes 28 août 2025

J-C - Pendant deux ans j'ai souffert d'insuffisance respiratoire avec production de mucus ou glaires obstruant les voies respiratoires au point d'envisager sérieusement une soudaine issue fatale, parce mon état s'aggravait de jour en jour de sorte que je suffoquais littéralement. Puis, pour essayer de me soulager, pendant trois nuits de suite ma compagne me donna à boire un grand verre d'eau chaude dans lequel elle versa un jus de citron mélangé à deux grosses cuillères à café de miel.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, du jour au lendemain je fus entièrement rétabli, et je pus enfin dormir plus de 2 heures d'affilées, ce qui ne m'était plus arrivé depuis le printemps 2023, je pus aussi rester debout pendant 5 heures sans éprouver de fatigue, bref, je revis ! Je pense que cela vient du miel, car c'est le seul élément que j'ai ajouté à mon quotidien, peut-être contient-il des traces du venin des abeilles, qui sait ?

France.

A quelques jours de la rentrée scolaire, au moins 2 159 enfants dorment toujours dans la rue en France, un chiffre en hausse - franceinfo.fr 28 août 2025

Au moins 2 159 enfants, dont 503 de moins de 3 ans, sont sans solution d'hébergement après un appel au 115, le numéro du Samu social. Le constat est dressé, jeudi 28 août, dans le baromètre annuel sur les enfants à la rue de l'Unicef France et la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), en lien avec le Collectif des associations pour le logement (CAL). Un chiffre en augmentation de près de 6% par rapport à la rentrée 2024 et de 30% par rapport à 2022, détaille le baromètre.

Parmi les enfants sans solution de logement après un appel au 115, ils sont 503 à avoir moins de 3 ans. Toujours d'après ce baromètre, 171 étaient même âgés de moins d'1 an.

Ces données "*ne reflètent qu'une partie de la situation de sans-abrisme des enfants*", nuancent cependant les associations : les personnes dont l'appel au 115 n'a pas été décroché et celles qui n'appellent pas ne sont pas comptabilisées. Les chiffres ne prennent pas non plus en compte la situation de certains mineurs non accompagnés sans-abri.

Palestine occupée.

Lu.

Que l'on ne vienne plus jamais me parler de « *droits humains* », de « *valeurs européennes* » à préserver, de « *démocratie* », de « *liberté, égalité, fraternité* », de « *Droit international* », et j'en passe... face à ce que nos gouvernements permettent comme abominations dans le camp d'extermination qu'est devenue la petite bande de terre dénommée Gaza, où tentent de survivre plus de 2 millions de personnes, martyrisées depuis des décennies.

Ainsi, ce sont les agresseurs qui ont le « *droit de se défendre* », et les agressés qui sont traités de « *terroristes* ». Ce sont les bombardements massifs et incessants qui sont qualifiés de « *chirurgicaux* » et les opérations désespérées de résistance occasionnelle qui sont « des actes de terrorisme ». C'est une armée qui pille, vole, viole et torture ses prisonniers que l'on dit « *la plus morale du monde* » quand les soins apportés par la résistance aux prisonniers israéliens sont fustigés en qualifiant cette dernière de « *barbare* ». C'est un régime assassin qui pratique depuis toujours l'apartheid, le nettoyage ethnique, le génocide et bafoue le Droit international depuis des décennies qui est appelé « *démocratie* », quand ceux auquel ce même Droit légitime les moyens de se défendre sont taxés de « *d'animaux humains* ».

Abjects et vicieux qu'ils sont, ces imposteurs sont parvenus à mélanger les plans pour confondre anti-sionisme et anti-sémitisme afin de faire taire les voix qui, elles, n'étaient pas dans cet amalgame honteux. Et non contents, ils laissent les soutiens au régime sioniste s'exprimer tant et plus sur leurs ondes qui tournent en boucle, mais criminalisent les citoyens qui manifestent pour la Palestine, jusqu'au port du drapeau ou du keffieh palestinien. Ces escrocs en cols blancs osent même aller jusqu'au concept de « *la paix, c'est la guerre* » qu'ils essaient de nous faire avaler.

Guerre à Gaza: Pedro Almodovar appelle le gouvernement espagnol à "rompre" ses liens avec Israël - BFMTV 29 août 2025

En réaction à la guerre en cours à Gaza, le cinéaste a exhorté le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez à mettre un terme à toute relation diplomatique et commerciale avec Israël. BFMTV 29 août 2025

206 anciens ambassadeurs et responsables de l'UE appellent à une position plus ferme à l'égard d'Israël - french.almanar.com.lb 28 août 2025

Plus de 200 anciens ambassadeurs et hauts fonctionnaires de l'Union européenne ont accusé mardi Bruxelles de ne pas avoir agi au génocide à Gaza, signant une lettre commune exhortant le bloc à intensifier la pression sur Israël pour qu'il mette fin à sa «*guerre brutale*» et à son occupation.

«*Aucune mesure substantielle n'a été prise par l'UE pour faire pression sur Israël afin qu'il mette fin à sa guerre brutale*», ont-ils affirmé dans cette lettre.

«*Nous exprimons notre profonde déception face au fait qu'en réponse à la détérioration de la situation à Gaza, aucune mesure substantielle n'a été prise par l'UE pour faire pression sur Israël afin qu'il mette fin à sa guerre brutale, qu'il reprenne l'aide humanitaire vitale fournie par les principaux fournisseurs et qu'il démantèle son occupation illégale de Gaza et de la Cisjordanie*», ont souligné les cosignataires de la lettre vue par la chaîne de télévision irlandaise RTE News.

La lettre condamne les projets du gouvernement israélien d'étendre les colonies illégales à l'est d'AlQods, les qualifiant d'«*objectif ouvertement déclaré de saboter la solution à deux États, soutenue par la grande majorité des États membres de l'ONU et de l'UE*».

«*Comme si cela ne suffisait pas, le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) a confirmé le 22 août qu'une famine provoquée par l'homme existe désormais dans ces mêmes zones de Gaza, avec un demi-million de personnes confrontées à la famine, au dénuement et à la mort*», peut-on lire dans la lettre.

Cette lettre a été adressée à la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, au président du Conseil européen, Antonio Costa, à la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, à la haute représentante de l'UE pour la politique étrangère, Kaja Kallas, ainsi qu'aux dirigeants et ministres des Affaires étrangères des 27 États membres.

Gaza: l'ONU dénonce une horreur "sans fin", Israël intensifie ses opérations - AFP 29 août 2025

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a dénoncé jeudi "un catalogue sans fin d'horreurs" à Gaza, où la Défense civile a fait état d'au moins 40 personnes tuées par l'armée israélienne depuis l'aube.

Des dizaines d'entre eux se dirigeaient vers le sud sur la route côtière, sur des charrettes tirées par des ânes, des véhicules endommagés surchargés de sacs, ou même à pied, a constaté un photographe de l'AFP près de Nousseirat (centre). AFP 29 août 2025

En complément.

Raid terrestre de l'armée israélienne en périphérie de Damas - RT 29 août 2025

Israël bombarde massivement la capitale du Yémen, Sanaa - euronews 28 août 2025

Les rebelles houthis au Yémen promettent de venger la mort de leur Premier ministre, tué dans des frappes israéliennes - BFMTV/AFP 31 août 2025

Les rebelles houthis au Yémen ont promis samedi 30 août de se venger après la mort de leur Premier ministre Ahmad Ghaleb al-Rahwi, tué dans des frappes israéliennes sur la capitale Sanaa plus tôt cette semaine, ainsi que plusieurs de ses ministres.

Dans un communiqué distinct, les Houthis ont annoncé la nomination de Mohammed Ahmad Mouftah "*Premier ministre par intérim*" pour succéder à Ahmad Ghaleb al-Rahwi, qui avait été nommé en août 2024.

Ukraine.

Zelensky admet l'incapacité de l'Ukraine à reconquérir ses frontières par des moyens militaires - RT 29 août 2025

Volodymyr Zelensky a reconnu ce 29 août que le régime de Kiev ne disposait pas des moyens militaires pour reprendre les territoires perdus. Lors d'une conférence de presse à Kiev, il a déclaré : « *Nous comprenons que nous ne pourrions pas aujourd'hui rétablir nos frontières par la force* ». Il a précisé que la voie diplomatique serait la « *plus rapide et avec moins de pertes* » que le recours aux moyens militaires.

Cette déclaration marque un tournant dans la communication officielle de Kiev. Alors que Zelensky avait auparavant affirmé qu'il ne ferait aucune concession territoriale, il admet désormais l'incapacité des forces armées à atteindre cet objectif par la force. Zelensky a par ailleurs formulé ce constat en direct sur la chaîne ukrainienne « *Obshchestvennoye* ».

L'ancien président du Parlement ukrainien et figure clé de l'Euromaïdan abattu en pleine rue dans l'ouest de l'Ukraine 30 août 2025

L'ancien président du Parlement ukrainien, Andriy Paroubiy, connu pour son nationalisme et son rôle dans l'Euromaïdan, a été assassiné à Lvov, dans l'ouest de l'Ukraine. Son passé est marqué par des accusations de responsabilité dans des violences et des atrocités commises dans le Donbass en 2014.

À Lvov, dans l'ouest de l'Ukraine, l'ancien président de la Verkhovna Rada (le Parlement ukrainien) Andriy Paroubiy a été tué. Volodymyr Zelensky a confirmé son décès. D'après les informations préliminaires, des coups de feu ont été tirés par un homme déguisé en livreur de repas, qui s'est enfui à vélo électrique.

Le journaliste ukrainien Vitaliy Glagola a écrit sur sa chaîne Telegram qu'Andriy Paroubiy avait reçu huit balles. Sept douilles ont été retrouvées sur les lieux. L'ancien président du Parlement ukrainien est décédé sur place.

Andriy Paroubiy a participé activement à l'organisation de l'Euromaïdan en 2013-2014. En particulier, l'ancien chef du Service de sécurité ukrainien (SBU), Alexandre Iakimenko, a déclaré que c'était précisément l'ancien président de la Verkhovna Rada, aujourd'hui assassiné, qui était responsable du bâtiment de la Philharmonie, d'où des tireurs d'élite tiraient sur la police et les manifestants sur le Maïdan.

L'ancien employé du SBU Vassily Prozorov a indiqué qu'Andriy Paroubiy était un nationaliste et un russophobe depuis l'époque de l'URSS, et qu'il avait « *le sang de milliers de citoyens ukrainiens innocents* » sur les mains. Il l'a également accusé d'avoir participé à l'organisation de l'incendie du Palais des syndicats d'Odessa le 2 mai 2014, qui a fait 48 morts et plus de 250 blessés. Selon lui, Andriy Paroubiy était également impliqué dans l'acheminement de combattants à Odessa et leur fournissait de surcroît des armes.

Rodion Mirochnik, ambassadeur russe itinérant pour les crimes du régime de Kiev, a déclaré que le meurtre d'Andriy Paroubiy pourrait être lié au nettoyage du champ politique ukrainien par l'équipe de Volodymyr Zelensky. Selon lui, les liens de Paroubiy avec l'ancien président du pays, Petro Porochenko, auraient pu jouer un rôle dans son assassinat.

Au début de l'année 2014, Andriy Paroubiy a pris la tête du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine, mais a démissionné quelques mois plus tard. De 2016 à 2019, il a occupé le poste de président de la Verkhovna Rada, a été député ukrainien des VIe, VIIe, VIIIe et IXe législatures, et membre du comité de sécurité nationale, de défense et de renseignement. En 2019, plusieurs procédures pénales ont été engagées contre lui en Ukraine, notamment pour abus de pouvoir, le fonctionnaire étant soupçonné d'avoir détourné des fonds publics.

Brésil.

Le Brésil fustige le choix européen d'investir 800 milliards dans son réarmement - RT 27 août 2025

Le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, a vivement critiqué la décision des États membres de l'Union européenne d'approuver un budget de 800 milliards d'euros consacré au réarmement. Selon lui, cette somme aurait pu être employée à d'autres fins urgentes, comme la lutte contre la faim dans les pays en développement ou la préservation des forêts tropicales.

Le chef d'État a également souligné l'incapacité des Nations unies à prévenir les conflits et plaidé pour une réforme profonde de leurs institutions. Il a pris pour exemple la situation dans la bande de Gaza, qu'il a présentée comme la preuve d'un système en crise. Ainsi, Lula a estimé nécessaire de réinventer la gouvernance mondiale afin qu'existe une autorité capable de mettre fin aux génocides et de prévenir les guerres.

Argentine.

Argentine : Le président Javier Milei visé par des jets de projectiles lors d'un déplacement de campagne - 20 Minutes/AFP 28 août 2025

Inde.

L'administration Trump surprise par le refus de l'Inde d'abandonner l'achat de pétrole russe - RT 28 août 2025

Les autorités indiennes ont confirmé leur intention d'augmenter de 10 à 20 % leurs importations de pétrole russe dès le mois de septembre. Une décision annoncée alors que les États-Unis viennent d'imposer des droits de douane de 50 % sur les produits indiens, en représailles à ces achats jugés « *inacceptables* ».

L'administration Trump se dit surprise par l'attitude ferme de l'Inde. « *L'Inde pourrait obtenir dès demain une réduction de 25 % des droits de douane si elle arrête d'acheter du pétrole russe* », a déclaré Peter Navarro, conseiller commercial de la Maison Blanche, dans une interview à Bloomberg. Il a qualifié l'attitude indienne « d'arrogante » : « *Ils nous regardent droit dans les yeux et nous disent : Nous continuerons à acheter du pétrole russe* ».

« *Ce sont les remises tarifaires et les conditions de paiement souples qui dictent ces choix* », a souligné l'expert Alexeï Ponomarev dans une déclaration à RIA Novosti.

Alors que Washington espérait faire de l'Inde un contrepoids à la Chine, sa stratégie sous l'administration Trump semble avoir l'effet inverse. Selon Bloomberg, le président chinois Xi Jinping aurait adressé au printemps une lettre confidentielle à son homologue indien, relançant discrètement le dialogue. Narendra Modi effectuera justement dans les prochains jours sa première visite à Pékin depuis sept ans.

Des entreprises indiennes majeures comme Adani ou Reliance entament de nouveaux partenariats avec des groupes chinois, et les échanges commerciaux entre les deux pays se renforcent. Pour beaucoup d'observateurs, ce retournement est directement lié aux politiques de confrontation commerciale lancées par l'administration Trump. « *Malgré les menaces et les sanctions, l'Inde achète là où c'est le plus avantageux* », résume Reuters. Et, pour l'instant, c'est toujours vers Moscou que se tournent les raffineries indiennes. RT 28 août 2025

Chine.

La Chine a franchi en juillet un seuil historique de consommation d'électricité – Courrier Internationale 28 août 2025

Les médias chinois ont manifesté leur enthousiasme après l'annonce de l'astronomique dépense énergétique totale du pays en juillet : 1 000 milliards de kilowattheures d'électricité consommés. Un chiffre jamais atteint auparavant par un pays sur la durée d'un mois, qui « *équivalait à la consommation annuelle totale d'électricité du Japon* », selon Tuanjiehu Cankao, nouveau média du Beijing Qingnian Bao, le « *Journal de la jeunesse de Pékin* ».

Une flambée vraisemblablement liée à la chaleur, qui a provoqué l'augmentation de la consommation d'électricité des ménages, explique l'article. Tout en se félicitant de « *la solidité* » et de « *la stabilité* » du système chinois de production et d'acheminement d'électricité, qui ne sont « *pas faciles à assurer, même dans les pays développés* ».

L'article souligne que la consommation d'électricité « *reflète fidèlement la performance économique d'un pays* ». La hausse de 4,7 %, par rapport à la même période de l'année précédente, des dépenses énergétiques du secteur secondaire témoigne, selon l'article, du développement continu de l'industrie chinoise. Quant à la croissance de 10,7 % de la consommation d'électricité du secteur tertiaire, elle montre que « *l'enthousiasme des consommateurs continue de s'accroître* ».

De plus, *“avec l’arrivée des véhicules électriques dans de nombreux foyers, la demande en matière de recharge des batteries a considérablement augmenté”*, commente Renmin Ribao. Le *“Quotidien du peuple”* a d’ailleurs révélé que les besoins en la matière devraient, cette année, *“être équivalente à la production annuelle d’électricité du barrage des Trois-Gorges”*.

Ce dernier, plus grande centrale hydroélectrique au monde en matière de capacité installée, a vu sa production totale d’électricité en 2024 dépasser les 71,9 milliards de kilowattheures.

D’après le quotidien, cette évolution est due au développement rapide du nombre de bornes de recharge pour les véhicules électriques en Chine, qui a atteint près de 16,7 millions fin juillet, soit une croissance de 53 % par rapport à l’année précédente.

L’organe du Parti communiste chinois se réjouit d’autre part d’une *“transformation verte”*, en signalant qu’au premier semestre 2025, la production d’énergie renouvelable a augmenté de 15,6 % par rapport à l’année précédente, pour atteindre désormais près de 40 % de la production totale d’électricité du pays.

Le journal pékinois Xin Jingbao, de son côté, attribue au développement des centres de données, liés au boom de l’intelligence artificielle et du stockage à distance et *“devenus de grands consommateurs d’énergie”*, un rôle dans le record du mois de juillet.

Le journal cite une prévision issue d’un rapport publié en début d’année par le Centre de recherche sur les politiques énergétiques et environnementales de l’Université polytechnologique de Pékin. Selon ce dernier, entre 2024 et 2030, la croissance annuelle moyenne de la consommation d’électricité des centres de données à l’échelle nationale devrait atteindre environ 20 %, dépassant largement la croissance de la consommation totale d’électricité du pays.